



HYDROGEN REFUELING SOLUTIONS

**HYDROGEN-REFUELING-SOLUTIONS SA**

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 1.225.329 €

Siège social : Zone Artisanale des Viallards, 38560 Champ-sur-Drac

452 830 664 RCS Grenoble

## DOCUMENT D'ENREGISTREMENT

(Document d'enregistrement spécifique tel que défini par l'article 15 du Règlement (UE) 2017/1129 relatif au « Prospectus de croissance de l'Union » et dont le contenu a été établi conformément aux termes de l'Annexe 24 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 relatif notamment à la forme et au contenu du prospectus)



AUTORITÉ  
DES MARCHÉS FINANCIERS

Le présent Document d'enregistrement a été approuvé le 12 janvier 2021 sous le numéro I. 21-001 par l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF n'approuve ce Document d'enregistrement qu'en tant que respectant les normes en matière d'exhaustivité, de compréhensibilité et de cohérence imposées par le règlement (UE) 2017/1129.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'émetteur qui fait l'objet du Document d'enregistrement. Les investisseurs sont invités à procéder à leur propre évaluation quant à l'opportunité d'investir dans les valeurs mobilières concernées.

Le Document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux valeurs mobilières et, le cas échéant, un résumé et son (ses) supplément(s). L'ensemble est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) n°2017/1129.

Le Document d'enregistrement a été établi pour faire partie d'un prospectus de croissance de l'Union conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2017/1129.

*Ce document est disponible sans frais au siège social de la Société, ainsi qu'en version électronique sur le site de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et sur celui de la Société (<https://www.hydrogen-refueling-solutions.fr/>).*

## REMARQUES GENERALES

Dans le Document d'enregistrement :

- L'expression la « Société » ou « HRS » désigne la société HYDROGEN-REFUELING-SOLUTIONS SA ; et
- L'expression « le Document d'enregistrement » désigne le présent Document d'enregistrement.

Le Document d'enregistrement, établi selon l'annexe 24 du règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 complétant le règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, décrit la Société telle qu'elle existe à la date d'approbation du présent Document d'enregistrement.

## **Informations prospectives**

Le Document d'enregistrement contient des indications sur les perspectives et la stratégie de développement de HYDROGEN-REFUELING-SOLUTIONS. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel ou de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entendre », « devoir », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaiter », « pouvoir », ou, le cas échéant, la forme négative de ces mêmes termes, ou toute autre variante ou expression similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par la Société. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement technologique, économique, financier, concurrentiel et réglementaire. Ces informations sont mentionnées dans différents paragraphes du Document d'enregistrement et contiennent des données relatives aux intentions, aux estimations et aux objectifs de HYDROGEN-REFUELING-SOLUTIONS concernant, notamment les marchés, les produits, la stratégie, le déploiement commercial, la croissance, les résultats, la situation financière et la trésorerie de la Société. Les informations prospectives mentionnées dans le Document d'enregistrement sont données uniquement à la date d'approbation du Document d'enregistrement. Sauf obligation légale ou réglementaire qui s'appliquerait (notamment le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché), la Société ne prend aucun engagement de publier des mises à jour des informations prospectives contenues dans le Document d'enregistrement afin de refléter tout changement affectant ses objectifs ou les événements, conditions ou circonstances sur lesquels sont fondées les informations prospectives contenues dans le Document d'enregistrement. La Société opère dans un environnement caractérisé par une concurrence forte et de permanentes évolutions. Elle peut donc ne pas être en mesure d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels.

## **Informations sur le marché et la concurrence**

Le Document d'enregistrement contient, notamment en section 2.2 « *Aperçu des activités* », des informations relatives à l'activité menée par HYDROGEN-REFUELING-SOLUTIONS et à sa position concurrentielle. Certaines informations contenues dans le Document d'enregistrement sont des informations publiquement disponibles que la Société considère comme fiables mais qui n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. La Société ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les segments d'activités obtiendrait les mêmes résultats. Compte-tenu d'un environnement technologique et concurrentiel particulièrement actif, il est possible que ces informations s'avèrent erronées ou ne soient plus à jour. L'activité de HYDROGEN-REFUELING-SOLUTIONS pourrait en conséquence évoluer de manière différente de celle décrite dans le Document d'enregistrement. La Société ne prend aucun engagement de publier des mises à jour de ces informations, excepté dans le cadre de toute obligation législative ou réglementaire qui lui serait applicable, et notamment le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché.

## **Facteurs de risques**

Les investisseurs sont invités à lire attentivement les facteurs de risque décrits en section 3 « *Facteurs de risques* » du Document d'enregistrement avant de prendre toute décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable sur les activités, les résultats, la situation financière ou les perspectives de la Société. En outre, d'autres risques, non encore identifiés ou considérés comme non

significatifs par la Société à la date du Document d'enregistrement, pourraient également avoir un effet défavorable.

### **Arrondis**

Certaines données chiffrées (y compris les données exprimées en milliers ou en millions) et pourcentages présentés dans le Document d'enregistrement ont fait l'objet d'arrondis. Le cas échéant, les totaux présentés dans le Document d'enregistrement peuvent légèrement différer de ceux qui auraient été obtenus en additionnant les valeurs exactes (non arrondies) de ces données chiffrées.

# Table des matières

<b>1</b>	<b>PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS DE TIERS, RAPPORTS D'EXPERTS ET APPROBATION DE L'AUTORITE COMPETENTE .....</b>	<b>6</b>
1.1	RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT .....	6
1.2	ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE .....	6
1.3	RAPPORTS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS .....	6
1.4	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS .....	6
1.5	CONTROLE DU PRESENT DOCUMENT D'ENREGISTREMENT .....	6
<b>2</b>	<b>STRATEGIE, RESULTATS ET ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE .....</b>	<b>7</b>
2.1	INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE .....	7
2.2	APERCU DES ACTIVITES .....	8
2.3	STRUCTURE ORGANISATIONNELLE.....	54
2.4	INVESTISSEMENTS .....	56
2.5	EXAMEN OPERATIONNEL ET FINANCIER .....	57
2.6	TENDANCES .....	67
2.7	PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE .....	67
<b>3</b>	<b>FACTEURS DE RISQUES .....</b>	<b>68</b>
3.1	RISQUES LIES A L'ACTIVITE DE LA SOCIETE .....	69
3.2	RISQUES FINANCIERS .....	73
3.3	RISQUES LIES A L'ORGANISATION DE LA SOCIETE.....	74
3.4	RISQUES REGLEMENTAIRES ET JURIDIQUES .....	75
<b>4</b>	<b>GOVERNANCE D'ENTREPRISE .....</b>	<b>79</b>
4.1	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE .....	79
4.2	REMUNERATIONS ET AVANTAGES .....	83
4.3	PARTICIPATIONS ET OPTIONS DE SOUSCRIPTION DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION .....	86
<b>5</b>	<b>INFORMATIONS FINANCIERES ET INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE .....</b>	<b>87</b>
5.1	INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES .....	87
5.2	INFORMATIONS FINANCIERES INTERMEDIAIRES ET AUTRES .....	128
5.3	AUDIT DES INFORMATIONS FINANCIERES ANNUELLES .....	129
5.4	INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE .....	130
5.5	CHANGEMENT SIGNIFICATIF DANS LA SITUATION DE L'EMETTEUR..	130
5.6	POLITIQUE EN MATIERE DE DIVIDENDES .....	130
5.7	INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA .....	130
<b>6</b>	<b>INFORMATIONS RELATIVES AUX ACTIONNAIRES ET AUX DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES .....</b>	<b>131</b>



6.1	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES .....	131
6.2	PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE .....	132
6.3	CONFLITS D'INTERET AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DE LA DIRECTION GENERALE 132	
6.4	TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES .....	132
6.5	CAPITAL SOCIAL .....	133
6.6	ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS .....	139
6.7	CONTRATS IMPORTANTS .....	139
<b>7</b>	<b>DOCUMENTS DISPONIBLES .....</b>	<b>141</b>
<b>8</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>142</b>
8.1	GOUVERNANCE D'ENTREPRISE .....	142
8.2	COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS D'AUDIT LEGAUX .....	144

# **1 PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS DE TIERS, RAPPORTS D'EXPERTS ET APPROBATION DE L'AUTORITE COMPETENTE**

## **1.1 RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT**

---

Monsieur Hassen RACHEDI, Président directeur général de HYDROGEN-REFUELING-SOLUTIONS.

## **1.2 ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE**

---

*« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le Document d'enregistrement sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. ».*

Fait à Champ-sur-Drac  
Le 12 janvier 2021

**Hassen RACHEDI**  
Président directeur général

## **1.3 RAPPORTS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS**

---

Néant.

## **1.4 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS**

---

Néant.

## **1.5 CONTROLE DU PRESENT DOCUMENT D'ENREGISTREMENT**

---

Le présent Document d'enregistrement a été approuvé par l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF n'approuve ce Document d'enregistrement qu'en tant que respectant les normes en matière d'exhaustivité, de compréhensibilité et de cohérence imposées par le règlement (UE) 2017/1129.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'émetteur qui fait l'objet du Document d'enregistrement.

Le Document d'enregistrement a été établi pour faire partie d'un prospectus de croissance de l'Union conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2017/1129.

### 2.1 INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE

---

#### 2.1.1 Dénomination sociale de la Société et nom commercial

La Société a pour dénomination sociale et commerciale : HYDROGEN-REFUELING-SOLUTIONS. Jusqu'au 21 septembre 2020, sa dénomination sociale était TSM.

#### 2.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de la Société, identifiant d'entité juridique (LEI)

La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Grenoble sous le numéro 452 830 664.

L'identifiant d'entité juridique (LEI) de la Société est le 89450027AK4LSOGXGY18.

#### 2.1.3 Date de constitution et durée

La Société a été constituée le 1<sup>er</sup> avril 2004 pour une durée de 99 ans s'achevant le 1<sup>er</sup> avril 2103, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

#### 2.1.4 Siège social de la Société, forme juridique, législation régissant ses activités

La Société a été constituée sous forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date du 9 février 2004. Elle a été transformée en société par actions simplifiée aux termes d'une décision de l'associée unique du 19 avril 2013 puis en société anonyme à conseil d'administration par l'assemblée générale en date du 27 novembre 2020.

La Société, régie par le droit français, est principalement soumise pour son fonctionnement aux articles L. 225-1 et suivants du Code de commerce.

Le siège social de la Société est situé Zone Artisanale des Viallards, 38560 Champ-sur-Drac

Les coordonnées de la Société sont les suivantes :

Téléphone : +33 (0)4 76 14 07 78

Adresse courriel : [contact@h-r-s.fr](mailto:contact@h-r-s.fr)

Site Internet : [www.hydrogen-refueling-solutions.fr](http://www.hydrogen-refueling-solutions.fr)

Il est précisé que les informations figurant sur le site web ne font pas partie du Document d'enregistrement, sauf si ces informations y sont incorporées par référence.

#### 2.1.5 Changement significatif de la structure financière de la Société depuis la clôture de l'exercice au 30 juin 2020

Depuis le 30 juin 2020, la Société a bénéficié des financements suivants :

- 1<sup>er</sup> juillet 2020 : réception des fonds au titre d'un prêt garanti par l'Etat d'un montant de 200 K€ ;
- Novembre 2020 : remboursement des positions débitrices de la HOLDING HR (actionnaire principal de la Société) et des SCI HR (société détenue à hauteur de 99,90% en usufruit par la Société), HR2 (société détenue à hauteur de 99% par la HOLDING HR) et HR3 (société détenue à hauteur de 99% par la HOLDING HR) au regard de la convention de trésorerie liant ces sociétés. Le montant total de ces remboursements s'élève à 1 450 K€ (se reporter au paragraphe 6.4 du présent Document d'enregistrement).

### 2.1.6 Description du financement attendu de l'activité de la Société

Voir la section 3.2.2 « Risque de liquidité » du Document d'enregistrement.

## 2.2 APERCU DES ACTIVITES

---

Créé en 2004, la société Hydrogen-Refueling-Solutions (HRS), anciennement TSM, offre des solutions de stations de ravitaillement en hydrogène pour tous types de véhicules (flottes captives, camions, bus, voitures de tourisme, ...) pour les marchés de la mobilité, des activités industrielles, du stockage et de l'énergie. A ce jour HRS a déjà livré 34 stations de ravitaillement à hydrogène en fonctionnement en Europe et aux Etats-Unis.

Fort d'expertises acquises aux cours des 17 dernières années dans l'ingénierie et la tuyauterie industrielle complexe, et dans la fabrication, en tant qu'intégrateur, de stations de moyenne et grande capacité, HRS a développé en 2019 et 2020, une nouvelle gamme de stations permettant de délivrer 100 à 500 kg d'hydrogène par jour lui permettant de se positionner sur le marché en croissance des infrastructures de la mobilité hydrogène, et prévoit de commercialiser dès 2022 une gamme de stations de grande capacité allant de 1 à plusieurs tonnes d'hydrogène par jour.

### 2.2.1 L'hydrogène au service de la transformation énergétique

L'hydrogène est actuellement utilisé en raison de ses propriétés chimiques dans l'industrie pétrolière et dans l'industrie chimique. Cette molécule présente cependant un intérêt énergétique majeur qui n'est pas exploité aujourd'hui. L'hydrogène peut, en effet, être utilisé pour la production d'énergie sur le réseau ou dans les transports. C'est également une solution pour le stockage de l'énergie, notamment de l'électricité, ce qui sera le défi des systèmes énergétiques du 21<sup>ème</sup> siècle. L'hydrogène comme vecteur énergétique représente ainsi un enjeu scientifique, environnemental et économique.

#### 2.2.1.1 L'enjeu de l'hydrogène dans la transition énergétique

Les enjeux liés à l'environnement sont une préoccupation majeure du 21<sup>ème</sup> siècle : changement climatique, réduction de la biodiversité, diminution des ressources naturelles, augmentation des risques environnementaux, impacts sanitaires...

L'accumulation des gaz à effet de serre, qui proviennent majoritairement des activités humaines, entraîne un changement climatique qui se manifeste par une intensification des phénomènes climatiques extrêmes – fortes sécheresses accompagnées d'incendies, cyclones, montée du niveau des mers, chute des rendements agricoles, extinction d'espèces, etc. Les gaz à effet de serre absorbent le rayonnement infrarouge émis par le Soleil et engendrent un réchauffement atmosphérique.

La COP21 organisée en 2015 a fixé le seuil maximum de réchauffement climatique à +2°C à horizon 2100 par rapport à l'ère préindustrielle afin de limiter le changement climatique. Au-delà de ce seuil, les événements climatiques subiraient une montée en chaîne et le dérèglement climatique ne serait qu'inexorable. Pour limiter le réchauffement climatique à +2°C d'ici 2100, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) souligne la nécessité de baisser les émissions de CO<sub>2</sub> mondiales de 25% d'ici 2030 et de les rendre nulles à horizon 2070.<sup>1</sup>

La production et la consommation d'énergie produisent, à elles seules, 78% des émissions de gaz à effet de serre mondiales.<sup>2</sup> Ces émissions proviennent principalement de la combustion de pétrole, charbon ou encore gaz pour le transport, le chauffage et la climatisation des bâtiments, la production d'électricité, ou les process industriels. **L'énergie est donc considérée comme un secteur décisif pour tenir les engagements de lutte contre le réchauffement climatique.** La transition énergétique constitue ainsi un maillon essentiel dans le cadre de la réussite de la transition écologique. Dans cette perspective, l'affranchissement des énergies fossiles, à la disponibilité limitée, au profit des énergies renouvelables – les énergies solaires, éoliennes, hydrauliques, la biomasse et la géothermie – conditionne la réalisation de l'abaissement des émissions de gaz à effet de serre.

---

<sup>1</sup> Source : [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM\\_fr.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM_fr.pdf)

<sup>2</sup> Source : <https://www.rncan.gc.ca/science-donnees/donnees-analyse/donnees-analyse-energetiques/faits-saillants-sur-lenergie/energie-emissions-gaz-effet-serre-ges/20074>

## Les atouts de l'hydrogène par rapport aux énergies fossiles

L'hydrogène ou dihydrogène (H<sub>2</sub>) se présente comme un gaz invisible et inodore.

Le dihydrogène possède une très grande densité massique d'énergie<sup>3</sup> (1 kg d'hydrogène contient autant d'énergie qu'environ 3 kg de pétrole) mais une très faible densité volumique.<sup>4</sup>

De tous les éléments chimiques, c'est le plus léger. C'est également l'élément chimique le plus abondant dans l'univers. Il a la particularité d'être très énergétique et dispose d'une capacité de stockage élevé en ce qu'il possède le plus fort ratio masse/énergie avec une densité massique de 33 kWh par kilogramme (120 mégajoules) et contient 3 fois plus d'énergie que le gazole par unité de masse et 2,5 fois plus que le méthane. L'hydrogène est en revanche caractérisé par une très faible densité volumique, il occupe ainsi un volume important par unité de masse et nécessite d'être comprimé. A titre de comparaison, 4,6 litres d'hydrogène comprimés à 700 bars (1 bar équivalant à la pression atmosphérique) sont nécessaires pour stocker une énergie équivalente à 1 litre d'essence.<sup>5</sup> Son utilisation n'émet pas de CO<sub>2</sub> et porte donc une empreinte carbone nulle.

Propriétés des carburants	Energie par unité de masse (MJ/kg)	Densité (kg/m <sup>3</sup> )	Densité énergétique (MJ/L)	Conditions physiques
Essence	46,4	737,1	34,20	Ambiant, 1 bar, 25°C
Gaz naturel (ambiant)	53,6	0,7	0,04	Ambiant, 1 bar, 25°C
Gaz naturel liquéfié	53,6	414,2	22,20	Température de liquéfaction : -160°C
Hydrogène (ambiant)	120,1	0,09	0,01	Ambiant, 1 bar, 25°C
Hydrogène liquide	120,1	70,8	8,49	Température de liquéfaction : -253°C, 1 bar

Source : Etude « Carbonomics, The Rise of Clean Hydrogen », Goldman Sachs, Juillet 2020

Sur Terre, l'hydrogène est rarement présent à l'état pur, mais il entre dans la composition de l'eau et des hydrocarbures. Il n'est pas une source d'énergie mais un « vecteur énergétique ». Il doit être produit puis stocké avant d'être utilisé. Il peut être utilisé pour la production d'énergie sur le réseau ou dans les transports. Il constitue également une solution pour le stockage de l'énergie, notamment de l'électricité, ce qui sera le défi des systèmes énergétiques du 21<sup>e</sup> siècle. **L'hydrogène comme vecteur énergétique représente ainsi un enjeu scientifique, environnemental et économique.**

En France, la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a fixé comme objectifs d'atteindre en 2030 un taux de 32% d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie et de 40% d'énergies renouvelables dans la production d'électricité. La loi fixe également l'objectif de réduire la consommation des énergies fossiles de 30% en 2030 et de décarboner 10% du gaz<sup>6</sup>. L'hydrogène constitue un levier intéressant pour l'atteinte de ces objectifs mais surtout un levier essentiel pour la poursuite de la transition énergétique vers l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050 fixé par la Commission européenne.<sup>7</sup>

**L'hydrogène est ainsi défini comme un pilier majeur pour réduire les émissions de gaz à effet de serre mondiales et atteindre la neutralité carbone en offrant un potentiel d'intégration des énergies renouvelables dans le mix énergétique et de décarbonisation d'usage finaux.**

<sup>3</sup> La densité massique est la quantité d'énergie divisée par la quantité de masse

<sup>4</sup> Source : <https://www.connaissancesdesenergies.org/fiche-pedagogique/production-de-lhydrogene>

<sup>5</sup> Source : <https://eashymob.normandie.fr/fr/mobilite-hydrogene/lhydrogene>

<sup>6</sup> Source : <https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Synth%C3%A8se.pdf>

<sup>7</sup> Source : Rapport European Commission, "A hydrogen strategy for a climate-neutral Europe", 08/07/2020

## Les modes de production de l'hydrogène

Les modes de production de l'hydrogène diffèrent et induisent une dénomination différente du gaz. Ces modes de production sont les suivants :

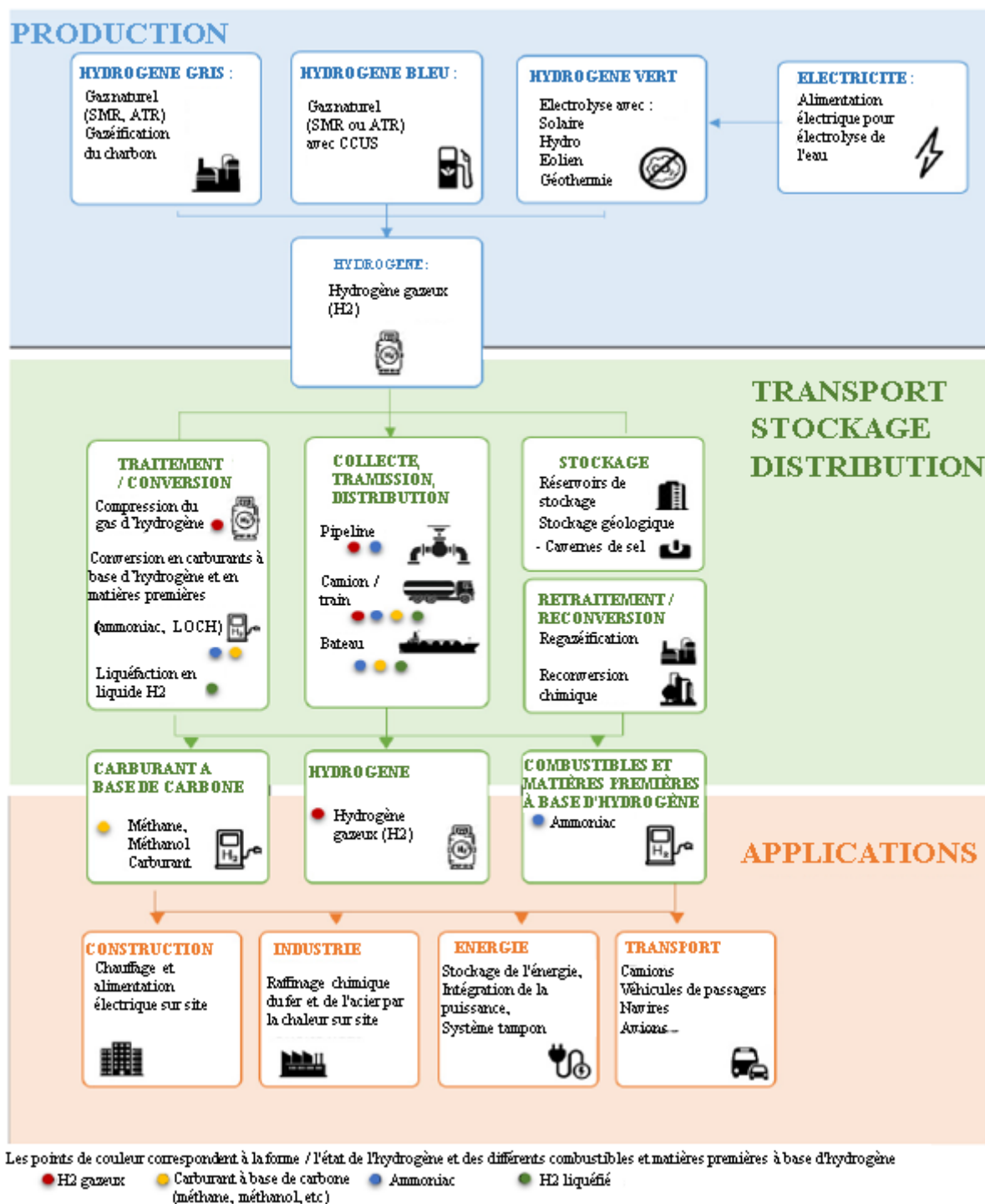
- **par vaporeformage de gaz naturel.** Chauffés à haute température entre 700 et 1 100°C et par contact de vapeur d'eau, les atomes de carbones du méthane ( $\text{CH}_4$ ) se dissocient. Après réactions, le processus permet d'extraire du dihydrogène ( $\text{H}_2$ ) et du dioxyde de carbone ( $\text{CO}_2$ ) ;
- **par gazéification de charbon.** Le charbon brûlé dans un réacteur entre 1 200 et 1 500°C avec apport d'air et de vapeur d'eau dégage du dihydrogène ( $\text{H}_2$ ) et du monoxyde de carbone ( $\text{CO}$ ) ;
- **comme coproduit d'hydrocarbures.** L'hydrogène coproduit, aussi appelé hydrogène fatal, résulte d'un procédé, généralement industriel, non destiné à sa production. Il provient principalement des produits raffinés issus d'hydrocarbures ;
- **par électrolyse de l'eau utilisant un courant électrique d'origine solaire, hydraulique, éolien ou géothermie.** Ce procédé consiste à décomposer les molécules de l'eau ( $\text{H}_2\text{O}$ ), à l'aide d'un courant électrique afin d'obtenir de l'oxygène ( $\text{O}$ ) et dihydrogène ( $\text{H}_2$ ). En utilisant de l'électricité issue d'énergie renouvelable, ce procédé produit un hydrogène vert.

	Vaporeformage de gaz naturel	Gazéification de charbon	Coproduit d'hydrocarbures	Electrolyse de l'eau
Emission de $\text{CO}_2$	12 kg / $\text{CO}_2$	19 kg / $\text{CO}_2$	Dépend des process chimiques	0 kg / $\text{CO}_2$
Coût	1 à 2,5 € / kg d' $\text{H}_2$ produit	1,5 à 3 € / kg d' $\text{H}_2$ produit	Dépend des process chimiques	3 à 12 € / kg d' $\text{H}_2$ produit

Source : Etude « La filière hydrogène-énergie en France », Energy Lab by Sia Partners, Février 2020

En 2018, Morgan Stanley, dans une étude s'étendant jusqu'à l'horizon 2050<sup>8</sup> construisait sa prospective sur l'hypothèse d'une profonde et durable baisse du coût de l'électricité sous l'effet d'une offre surabondante venue du développement mondial des énergies renouvelables intermittentes, en particulier dans les pays émergents. L'hydrogène produit par électrolyse au pied des parcs éoliens et solaires s'imposerait alors comme le vecteur-énergie dominant de la décarbonation globale, **Morgan Stanley prévoyant un marché mondial de l'hydrogène passant de 130 milliards de dollars en 2017 à 2 500 milliards de dollars en 2050, avec un prix à la pompe inférieur à 1 €/kg.**

<sup>8</sup> Source: <https://www.morganstanley.com/ideas/green-hydrogen-economy>



Source: Goldman Sachs Global Investment Research, Schematic summary of hydrogen supply chain

Emettant du CO<sub>2</sub>, l'hydrogène produit par vaporeformage de gaz naturel, par gazéification du charbon, ou encore, coproduit à partir d'hydrocarbures est appelé l'« **hydrogène gris** ».

L'« **hydrogène bleu** » est obtenu lorsque le CO<sub>2</sub> émis de sa production est capté, puis réutilisé ou stocké. On nomme ainsi l'hydrogène produit par électrolyse alimentée par des énergies non renouvelables, c'est-à-dire ne provenant ni d'énergies solaire, éolienne, hydraulique, de la biomasse ou encore de la géothermie. De plus, si l'hydrogène coproduit dans le cadre d'un processus industriel est consommé sur le même site de production sans faire l'objet de transport polluant, celui-ci entre dans la catégorie de l'« **hydrogène bleu** ».

A l'inverse, l'hydrogène issu d'électrolyse de l'eau alimentée par des énergies renouvelables n'émet aucun gaz à effet de serre, et ainsi est qualifié d'« **hydrogène vert** ».

### 2.2.1.2 L'hydrogène au cœur des stratégies énergétiques et économiques européennes

Le 8 juillet 2020, la Commission européenne a adopté deux stratégies pour atteindre la neutralité climatique à horizon 2050<sup>9</sup> :

- la stratégie d'intégration du système énergétique afin de mettre en lien les secteurs consommateurs d'énergie, et ainsi favoriser le développement de solutions innovantes dans l'exploitation des systèmes énergétiques. Cette stratégie vise à soutenir la transition vers une énergie verte en centrant le système énergétique sur l'efficacité énergétique, en électrifiant les usages finaux des énergies et en usant des combustibles plus propres.
- la stratégie de soutien à l'hydrogène, identifié comme un maillon de stratégie crucial pour soutenir la décarbonisation des secteurs de l'industrie, des transports, de la production d'électricité et de la construction. La Commission européenne affirme soutenir la filière au moyen d'investissement, de la réglementation, de la recherche et innovation ainsi que de la création de marchés.

### Des objectifs ambitieux fixés par l'Union Européenne

Le développement de l'hydrogène se veut progressif pour la Commission européenne qui fixe différentes échéances :

- De 2020 à 2024, l'installation d'électrolyseurs d'une capacité d'au moins 6 gigawatts contre 0,06 gigawatt actuellement permettant la production d'hydrogène renouvelable au sein de l'Union européenne et portant la production à un million de tonnes d'hydrogène renouvelable ;
- De 2025 à 2030, l'hydrogène appartiendra au système d'énergie intégré avec une capacité de 40 gigawatts d'électrolyseurs aboutissant à une production de 10 millions de tonnes d'hydrogène renouvelable ;
- De 2030 à 2050, l'ensemble des technologies utilisant l'hydrogène renouvelable atteindra leur maturité devrait être déployé à grande échelle dans tous les secteurs d'application. La capacité d'électrolyseurs sera alors de 500 gigawatts en 2050.



Source : Commission Européenne, Goldman Sachs Global Investment Research

Cette ambition européenne en faveur de l'hydrogène sera accompagnée d'investissements européens estimés à 2 200 milliards d'euros sur 30 ans dont 1 400 milliards d'euros d'investissements supplémentaires pour l'hydrogène « vert » en plus des 1 200 milliards d'euros estimés du plan « Green Deal », visant à quadrupler les capacités de production d'énergies vertes.<sup>10</sup> Ces investissements seraient alloués ainsi :

<sup>9</sup> Source : [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_20\\_1259](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1259)

<sup>10</sup> Source : Les Echos, « Hypothèses avec un grand H », 05 octobre 2020

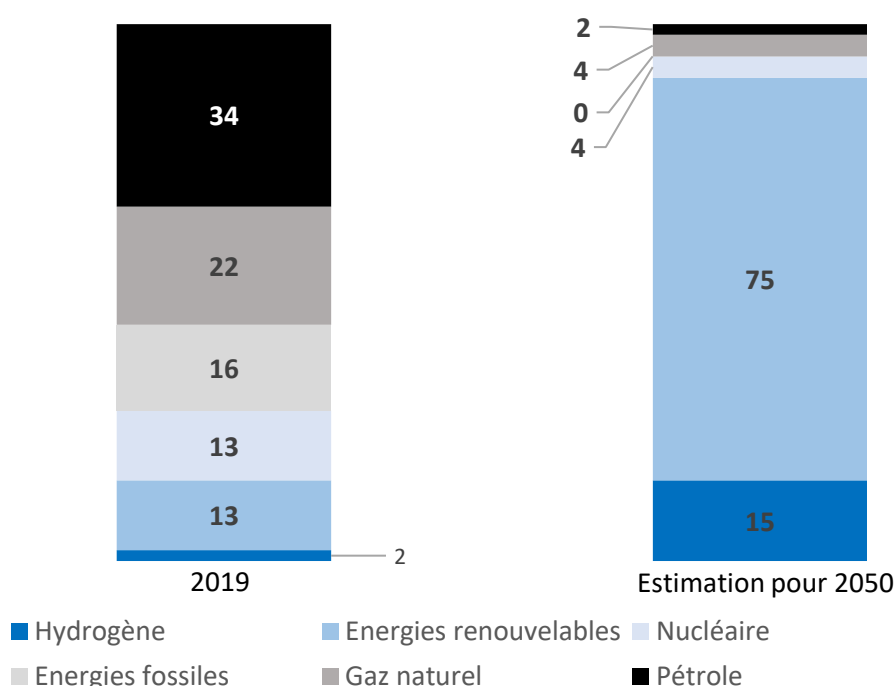


	Investissements	% du marché de l'hydrogène	Fonction
Energies renouvelables	1 400 Mds €	65%	Alimenter les 500 GW d'électrolyseurs d'ici 2050
Centrales à hydrogène	400 Mds €	15%	450-500 GW de capacité pour atteindre 10% de la demande au sein de l'UE
Electrolyseurs	400 Mds €	15%	500 GW d'électrolyseurs
Infrastructure gazière	100 Mds €	5%	Reconfiguration des pipelines
<b>Total</b>	<b>2 200 Mds €</b>	<b>100%</b>	

Source : Commission Européenne, Goldman Sachs Global Investment Research

A terme, l'hydrogène devra représenter 15% du mix énergétique de l'Union européenne en 2050 contre 2% en 2019 et doit soutenir la montée en puissance des énergies renouvelables afin d'atteindre l'objectif de 75% d'énergies renouvelables au sein du mix énergétique.<sup>11</sup>

### Le mix énergétique dans l'Union européenne



Source : Les Echos, « Hypothèses avec un grand H », 05 octobre 2020

### Soutien des gouvernements au développement de la filière hydrogène

A l'échelle étatique, les gouvernements portent également des plans d'investissement à la filière hydrogène traduisant une rapide montée en puissance de cette dernière. Les stratégies visent à amorcer l'implantation et développement de la filière sur leurs territoires via une augmentation des capacités de production d'« hydrogène vert » et le développement des filières industrielles nécessaires.

En Europe, plusieurs pays ont annoncé des plans massifs de soutien au développement de la filière hydrogène :

- La France développe également un plan hydrogène dans le cadre du plan de relance français de 100 milliards d'euros. Un volet de 7,2 milliards d'euros est dédié à la filière hydrogène, échelonné jusqu'à 2030. Ce plan vise à décarboner l'industrie française en faisant émerger une filière française de l'électrolyse, développer une mobilité lourde à l'hydrogène décarboné et soutenir la recherche, l'innovation et le développement des compétences.<sup>12</sup>

<sup>11</sup> Source : Rapport European Commission, "A hydrogen strategy for a climate-neutral Europe", 08/07/2020

<sup>12</sup> Source : <https://www.economie.gouv.fr/presentation-strategie-nationale-developpement-hydrogene-decarbone-france#>

- Outre-Rhin, le gouvernement allemand mobilise 9 milliards d’euros de son plan de relance à sa stratégie pour l’hydrogène afin de produire 5 GW d’hydrogène issu d’énergies renouvelable à horizon 2030 et 10 GW d’ici 2040.<sup>13</sup>
- L’Espagne prévoit également un projet de déploiement de la filière hydrogène avec notamment l’objectif de 5 000 à 7 500 véhicules électriques à pile à combustible d’ici 2030. Soumis à consultation publique, l’investissement nécessaire est estimé à 8,9 milliards d’euros.<sup>14</sup>
- Le Royaume-Uni déploie un plan de développement des énergies et de l’industrie de 90 millions de livres dont 28 millions de livres, soit environ 30 millions d’euros, à destination de systèmes à hydrogène.<sup>15</sup>
- Le Portugal prévoit d’investir 7 milliards d’euros pour le développement de l’hydrogène.<sup>16</sup>
- Les Pays-Bas veulent investir 2,8 milliards d’euros pour le développement de l’hydrogène vert dans les 12 prochaines années.<sup>17</sup>

A horizon 2050, l’hydrogène représentera un marché mondial de 2 500 milliards de dollars par an selon l’étude de *Hydrogen Council*.<sup>18</sup>

**Ces objectifs ambitieux fixés par l’union européenne, et les moyens financiers engagés au niveau gouvernemental par plusieurs pays européens sont clés pour accompagner le développement de la filière hydrogène, et en particulier le développement de la mobilité propre.**

### 2.2.2 Le rôle de l’hydrogène dans la décarbonisation des usages

Selon une étude de McKinsey, l’hydrogène peut jouer 7 rôles majeurs dans la limitation des émissions de gaz à effet de serre allant de l’intégration des énergies renouvelables à la décarbonisation des applications finales :

1. L’intensification de l’utilisation des énergies renouvelables.
2. Fournir un moyen de stockage de longue durée des énergies renouvelables et pallier au problème de l’intermittence dans leurs disponibilités.
3. La distribution de l’énergie entre les régions et les saisons.
4. La décarbonisation du secteur du transport qui dépend aujourd’hui presque entièrement des énergies fossiles.
5. La décarbonisation des usages industriels de l’énergie, l’hydrogène pouvant aider à décarboner les procédés difficiles à électrifier comme ceux nécessitant de la chaleur.
6. La fourniture d’une matière première propre pour l’industrie.
7. La décarbonisation du chauffage et de l’électricité des bâtiments.

<sup>13</sup> Source : <https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/lhydrogene-le-pari-a-9-milliards-de-lallemagne-1210019>

<sup>14</sup> Source : <https://www.afhypac.org/actualites/articles/l-espagne-presente-un-projet-de-feuille-de-route-sur-l-hydrogene-2491/>

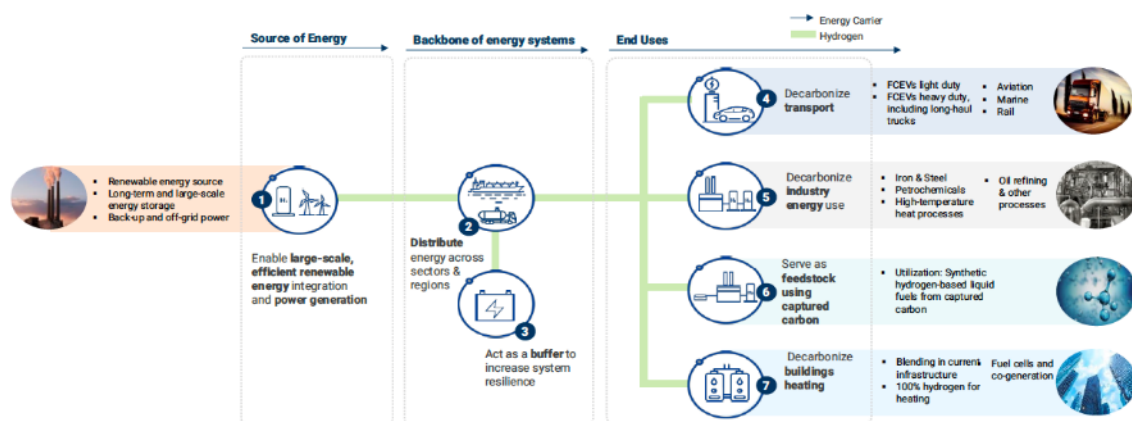
<sup>15</sup> Source : <https://www.gov.uk/government/news/90-million-uk-drive-to-reduce-carbon-emissions>

<sup>16</sup> Source : <https://www.h2-mobile.fr/actus/portugal-gouvernement-investit-7-milliards-developpement-hydrogene/>

<sup>17</sup> Source : <https://fuelcellworks.com/news/northern-netherland-and-governments-to-invest-2-8-billion-euros-in-green-hydrogen/>

<sup>18</sup> Rapport “Hydrogen scaling up”, Hydrogen Council, novembre 2017

**Exhibit 32: Hydrogen could have a critical role in aiding de-carbonization longer term across a wide variety of sectors, including long-haul transport, industry, energy storage in power generation and heating in buildings**



Source: Hydrogen Council, Goldman Sachs Global Investment Research

Source : Goldman Sachs, Carbonomics, The Rise of Clean Hydrogen, EQUITY RESEARCH, July 8, 2020

Ainsi, 18 gouvernements représentant ensemble 70% du PIB mondial ont établi des stratégies de déploiement des solutions à base d'hydrogène.<sup>19</sup>

Le développement de la mobilité propre est un des principaux objectifs de la transition énergétique. Les solutions basées sur l'hydrogène complètent celles reposant sur une électrification « tout batterie », notamment pour les usages nécessitant des temps de rechargement rapides, des grands rayons d'action ainsi que pour les transports lourds.

Selon l'*Hydrogen Council*, l'hydrogène jouerait un rôle plus important dans les segments plus lourds et à longue portée et contribuerait donc à hauteur d'environ 30% à l'objectif total de réduction des émissions pour le secteur des transports routiers. Les locomotives à hydrogène pourraient également remplacer 20% des locomotives diesel, et le carburant synthétique à base d'hydrogène pourrait alimenter une partie des avions et des navires de marchandises. Au total, le secteur des transports pourrait consommer 20 millions de barils de pétrole en moins par jour si l'hydrogène était déployé dans les proportions décrites.

**HRS se positionne sur le marché des infrastructures de la mobilité propre.**

#### 2.2.2.1 L'hydrogène « bas carbone », un levier de décarbonisation des transports

En émettant plus de 8 550 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> chaque année, **le secteur du transport représente 24% des émissions de gaz à effet de serre mondiales**. En Europe, le secteur du transport est responsable de l'émission de 960 millions de tonnes, soit 28% des émissions annuelles au sein de l'Union européenne.<sup>20</sup> **L'intégration de l'énergie à « hydrogène vert » porte un enjeu majeur pour décarboner ce secteur grand émetteur de gaz à effet de serre.**

#### Le fonctionnement des véhicules électriques à pile à combustible

La réaction de l'hydrogène (H), conservé dans un réservoir du véhicule avec de l'oxygène (O) présent dans l'air au contact des électrodes conduit à la production d'électricité. Cette réaction émet uniquement des vapeurs d'eau (H<sub>2</sub>O) et donc zéro CO<sub>2</sub>. Le système comprend également une petite batterie tampon électrique pour soutenir la voiture sur les pics d'énergie et pour stocker l'énergie récupérée lors du processus de freinage.

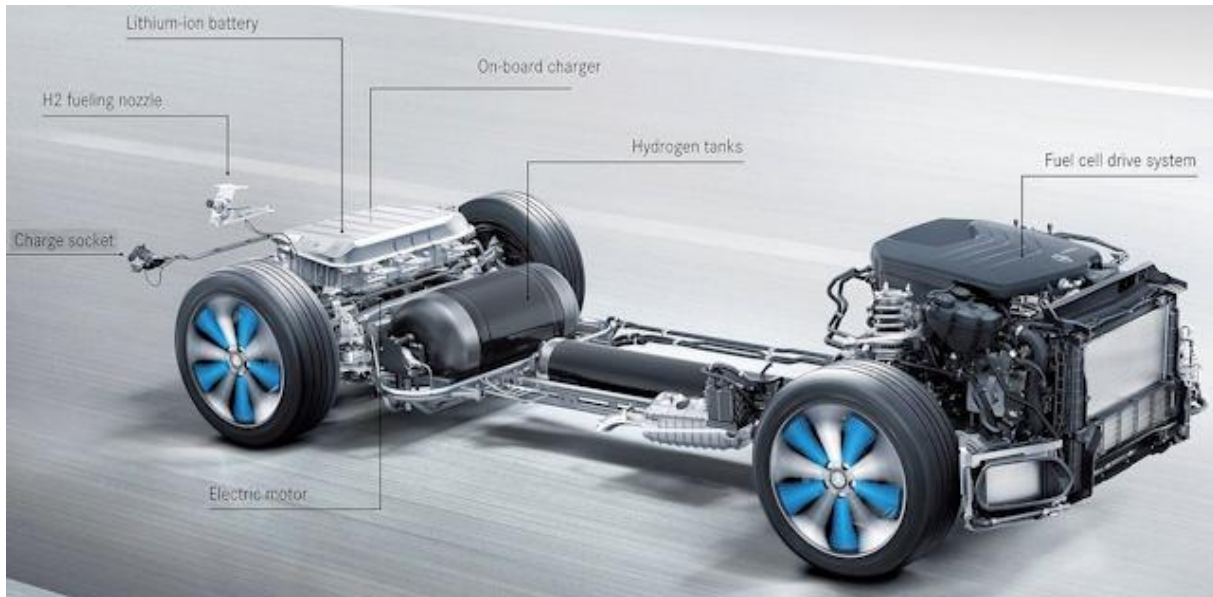
L'hydrogène est un des meilleurs vecteurs d'énergie pour les piles à combustible aujourd'hui en termes de performances énergétiques et d'émissions. Leur rendement est globalement supérieur à 50 % sur une large plage de fonctionnement, ce qui représente un avantage intéressant par rapport à un moteur thermique essence actuel.

<sup>19</sup> Source : Hydrogen Council, « Path to hydrogen competitiveness », Janvier 2020

<sup>20</sup> Source : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2019-05/datalab-46-chiffres-cles-du-climat-edition-2019-novembre2018.pdf>

Alimentée par un mélange d'air et d'hydrogène, la pile **convertit l'énergie chimique de l'hydrogène en énergie électrique** suivant le principe inverse de l'électrolyse. En faisant réagir de l'hydrogène avec de l'oxygène de l'air sur les électrodes (de fines membranes recouvertes d'un catalyseur), les piles à combustible permettent de **produire de l'électricité sans autre émission que de la vapeur d'eau**. Ce principe date de 1839 et est utilisé depuis longtemps pour produire de l'électricité à bord des fusées spatiales.

Les **piles à membranes échangeuses de protons (PEMFC)** sont les mieux adaptées au domaine du transport. C'est sur ce type de pile que les constructeurs automobiles concentrent l'essentiel de leurs recherches.



Les véhicules électriques à pile à combustible sont ravitaillés en hydrogène gazeux stocké dans des réservoirs haute pression embarqués à 700 bars. Le ravitaillement prend environ 5 minutes et conduit à une autonomie d'environ 700 km.

### Véhicules électriques à pile à combustible vs véhicules à batterie

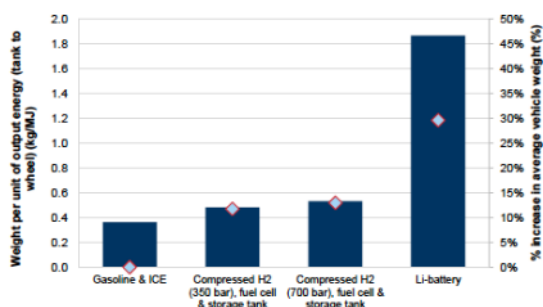
L'hydrogène et les batteries sont souvent présentés comme des technologies concurrentes, et les batteries ont fait l'objet d'une grande attention ces dernières années ("proton contre électron"). Les forces et faiblesses relatives de ces technologies suggèrent toutefois qu'elles devraient jouer des rôles complémentaires.

Dans le secteur automobile, l'augmentation des performances des piles à combustible et des réservoirs à hydrogène allonge l'autonomie des véhicules électriques à pile à combustible autour de 700 km, comparable à l'autonomie des véhicules à combustion interne.

Le temps de recharge des véhicules électriques à pile à combustible est minimisé, de l'ordre de quelques minutes, par rapport aux véhicules électriques à batterie électrique dont la recharge se définit en nombre d'heures (de l'ordre de 15 fois plus long).

**Exhibit 67: FCEVs (average passenger vehicle) using compressed hydrogen screen attractively on a weight per unit of output energy basis when compared with Li-battery EVs...**

Weight per unit of output energy (tank-to-wheel basis, kg/MJ) for different average passenger vehicles and % increase in average vehicle weight



Source: US Department of Energy, EIA, Goldman Sachs Global Investment Research

Source : Carbonomics, « 10 key themes from the inaugural conference » p43<sup>21</sup>

Les véhicules électriques à batterie présentent un rendement énergétique global plus élevé tant qu'ils ne sont pas trop lourds en raison de la grande taille des batteries, ce qui les rend parfaitement adaptés aux véhicules légers et aux véhicules à courte distance. L'hydrogène peut stocker plus d'énergie pour un poids moindre, ce qui rend les piles à combustible adaptées aux véhicules à charge utile lourde et aux longues distances. Comme le montre le graphique ci-dessus la densité en kg par Méga joule de l'hydrogène est d'environ 4 fois supérieure à celui des batteries.

En outre, le tout électrique nécessiterait la construction d'un réseau d'alimentation constitué de câbles électriques qu'il serait plus coûteux de déployer, et augmenterait très significativement la consommation en électricité.

Les relations entre les technologies dépendront principalement de l'évolution de la technologie des batteries et de la rapidité avec laquelle les réductions de coûts résultant de la mise à l'échelle de la production de piles à combustible pourront être réalisées.

D'ici 2030, l'équivalent d'environ 80 millions de véhicules à émission zéro sera nécessaire sur les routes, et d'ici 2050, les émissions moyennes de CO<sub>2</sub> devront diminuer de 70% par passager-kilomètre<sup>22</sup>. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, il faudra disposer d'une gamme de groupes motopropulseurs et de carburants.

Le succès croissant des véhicules électriques à batterie (BEV<sup>23</sup>) pourrait en réalité favoriser l'adoption des FCEV<sup>24</sup>. En effet un FCEV est avant tout un véhicule électrique muni d'une pile à combustible. Les habitudes de conduite sont donc les mêmes et le FCEV pourra profiter de l'acceptation sociétale du BEV.

Les deux technologies sont bénéfiques car la mobilité électrique est largement acceptée et l'augmentation de l'échelle réduit les coûts des groupes motopropulseurs électriques et d'autres composants. Les experts de l'*Hydrogen Council* estiment que le coût total de possession des BEV et des FCEV pourrait converger au cours de la prochaine décennie et devenir compétitif par rapport aux véhicules à moteur à combustion interne (ICV<sup>25</sup>) dans 12 ou 15 ans<sup>26</sup>.

**La Société estime donc que le développement des véhicules à hydrogène, et donc d'un réseau de ravitaillement de station à hydrogène, est complémentaire au déploiement des véhicules électriques à batterie.**

<sup>21</sup> Source : <https://www.goldmansachs.com/insights/pages/gs-research/carbonomics-10-key-themes-from-the-inaugural-conference-f/report.pdf>

<sup>22</sup> Source : Hydrogen Council, « Hydrogen scaling up », Novembre 2017

<sup>23</sup> BEV : Véhicules électriques à pile à batterie ou Battery electrical vehicle

<sup>24</sup> FCEV : Véhicules électriques à pile à combustible ou Fuel cell electrical vehicle

<sup>25</sup> ICV : Véhicules électriques à moteur à combustion interne ou Internal combustion vehicle

<sup>26</sup> Hydrogen Council, « Path to hydrogen competitiveness », p34

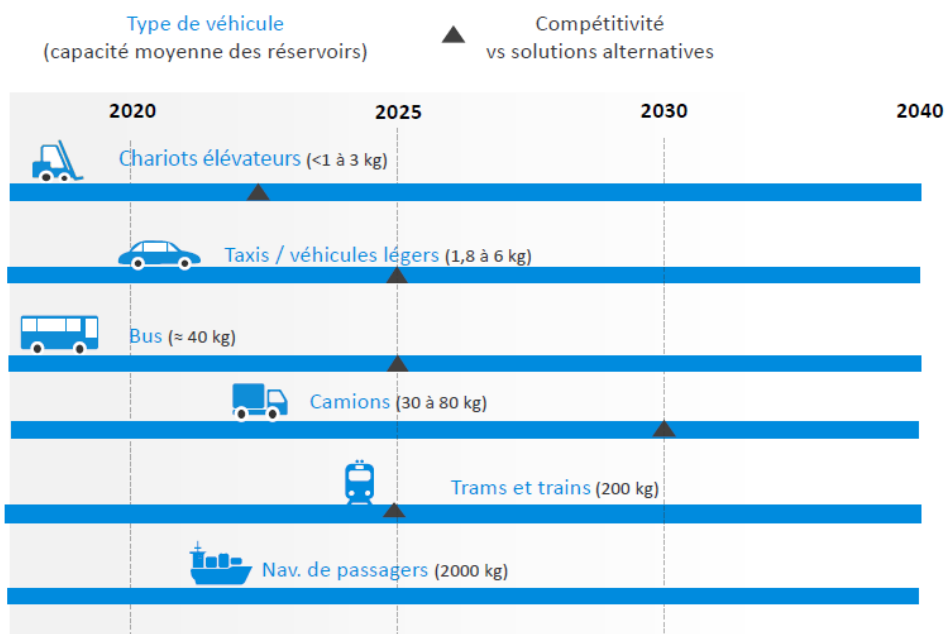
## Déploiement des infrastructures de ravitaillement des véhicules électriques à pile à combustibles

Le développement de la mobilité hydrogène est soumis à une **problématique de synchronisation entre le déploiement des véhicules électriques à pile à combustible et celui des infrastructures de recharge dédiées**. Les stratégies pour l'hydrogène des gouvernements entendent répondre à cette problématique en accordant les investissements et la réglementation nécessaires au développement à la fois des outils à hydrogène et du réseau de stations de ravitaillement en hydrogène.

**Les solutions de mobilité à hydrogène sont en phase de développement.** Une partie des investissements accordés par les Etats sont consacrés à la recherche et l'innovation afin de développer les outils nécessaires à la mobilité légère et lourde à hydrogène, notamment concernant les piles à combustible et électrolyseurs.

La Commission européenne estime que les investissements pour le transport de l'hydrogène, la distribution et le stockage, ainsi que pour les stations de ravitaillement en hydrogène seront à hauteur de 65 Mds €. <sup>27</sup> Goldman Sachs dans son rapport « *Green Hydrogen, the next transformational driver of the Utilities industry* » estime que le transport routier pourrait consommer 4 millions de tonnes d'hydrogène à horizon 2050, dont 0,4 mt pour les bus, 2,2 mt pour le transport léger et 1,4 mt pour le transport lourd.

Une étude de *Fuel Cells and Hydrogen Joint Undertaking* établit une projection du développement commercial des solutions de mobilité à hydrogène en Europe comme suit :



Source : Rapport Hydrogen Council, « *Path to hydrogen competitiveness* »<sup>28</sup>

Les véhicules électriques à pile à combustible sont particulièrement adaptés pour les utilisateurs recherchant :

- Une capacité de rechargement rapide,
- A parcourir de longues distances,
- A transporter des chargements lourds.

## Le développement des véhicules électriques à pile à combustible

D'après l'IEA, plus de 23 000 véhicules électriques à pile à combustible étaient en circulation à travers le monde en 2019.<sup>29</sup> D'après l'étude d'Hydrogen Council<sup>30</sup>, les véhicules électriques à pile à combustible pourraient

<sup>27</sup> Rapport European Commission, "A hydrogen strategy for a climate- neutral Europe",

[https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/hydrogen\\_strategy.pdf](https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/hydrogen_strategy.pdf)

<sup>28</sup> Source : [https://www.fch.europa.eu/sites/default/files/Hydrogen%20Roadmap%20Europe\\_Report.pdf](https://www.fch.europa.eu/sites/default/files/Hydrogen%20Roadmap%20Europe_Report.pdf)

<sup>29</sup> Source : <https://www.iea.org/reports/hydrogen>

<sup>30</sup> Source : Rapport « Hydrogen Scaling Up », 2017, p 29



atteindre 25% de la flotte mondiale, soit 400 millions de véhicules individuels en 2050. Le nombre de bus et camions alimentés en pile à combustible serait respectivement de 15 et 5 millions à horizon 2050. En outre, les trains à hydrogène remplaceraient ainsi 20% des trains à alimentés au diesel. Selon la vision du Conseil, les véhicules électriques à pile à combustible pourraient remplacer 5% du fret aérien et maritime à horizon 2050.

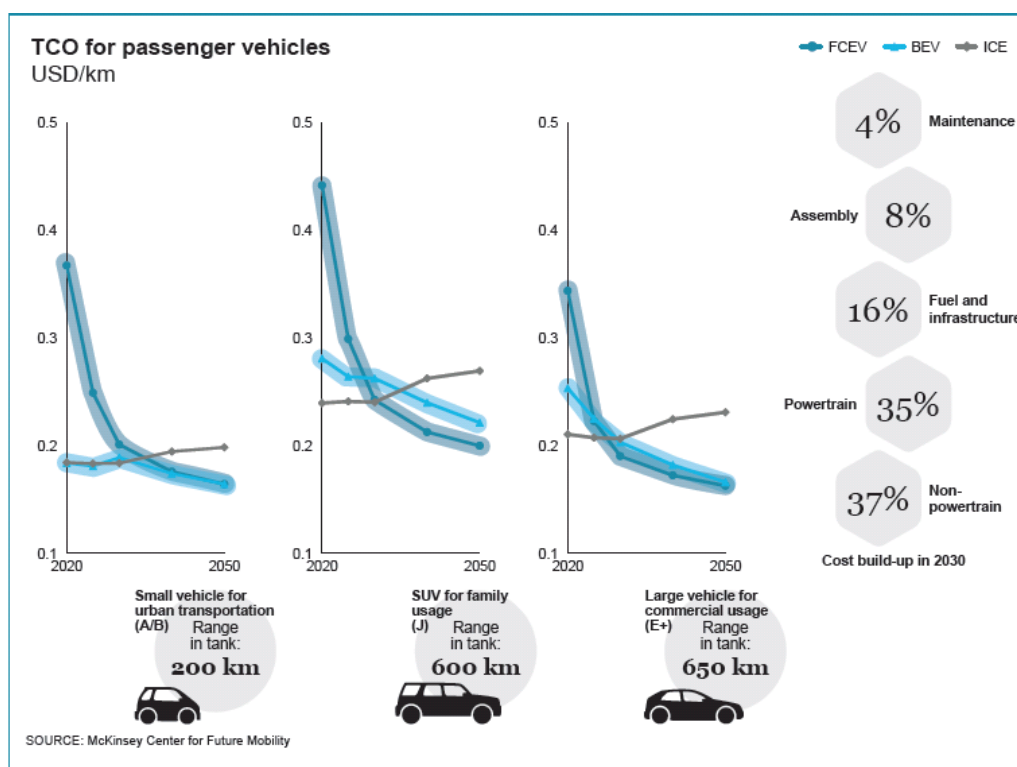
En France, le plan hydrogène du gouvernement français donne de nouvelles perspectives au marché de l'hydrogène notamment pour la mobilité. Publiée le 23 avril 2020, la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) 2019-2028 vise à améliorer la compétitivité de la filière hydrogène française. La PPE fixe des objectifs de déploiement des solutions de mobilité à hydrogène aux échéances 2023 et 2028. Le plan prévoit 5 000 véhicules légers en 2023 et entre 20 000 et 50 000 véhicules légers d'ici 2028. Concernant la mobilité lourde, le plan vise 200 véhicules lourds en 2023 en circulation et plus du quadruple à horizon 2028.

D'après l'étude de McKinsey, l'hydrogène prendra un rôle plus important dans la mobilité lourde et/ou à utilisation intensive.

#### - Les véhicules légers (voitures)

L'analyse des coûts de possession de véhicules légers varie selon les cas d'utilisation. Il résulte, en effet, que les véhicules légers électriques à pile à combustible sont plus attractifs quand l'utilisation est plus intensive et que la taille du véhicule est plus importante.

Les véhicules électriques à pile à combustible correspondant à des taxis avec une autonomie de 650km seront plus compétitifs vers 2025 que les véhicules électriques à batterie. Le sous-segment type SUV, voitures familiales ou les flottes de taxis nécessitant une autonomie d'au moins 500 km seront compétitifs plus rapidement que les petits véhicules avec une autonomie plus restreinte. Pour atteindre ces niveaux de coûts, la production de véhicules électriques à pile à combustible est estimée à 600 000 par an afin de profiter d'économies d'échelle. Concernant les véhicules urbains d'une autonomie de 200 km, l'option à batterie électrique pourrait être concurrencée par l'alimentation en pile à combustible qu'à partir de 2040.



Source : Hydrogen Council, « Path to hydrogen competitiveness », p34

TCO correspond au coût total de possession (achat, entretien, carburant), de l'anglais Total Cost of Ownership  
ICE correspondant aux véhicules à combustion interne (essence ou diesel), de l'anglais Internal Combustion Engine

La commercialisation des voitures individuelles électriques à pile à combustible a commencé dès 2015, avec notamment au Japon, en Corée du Sud, aux Etats-Unis et en Allemagne avec les 3 modèles suivants :

Honda Clarity, Hyundai ix35/Tucson Fuel Cell et Toyota Mirai. Renault a lancé fin 2019 la Renault Kangoo Z.E. Hydrogen et en 2020 le van Renault Master Z.E. Hydrogen. Chez les autres constructeurs européens, Opel annonce pour 2022 le Zafira Life. Le groupe BMW prévoit de commercialiser vers 2022 une nouvelle gamme de véhicules électriques à pile à combustible nommée, i Hydrogen NEXT. Nikola a annoncé le lancement d'un pick-up hydrogène en partenariat avec General Motors (le Badger) dont la commercialisation est attendue pour fin 2022.

En France, la société de taxis Hype a annoncé viser une flotte de 10.000 taxis à hydrogène à horizon 2024, contre 1.000 actuellement.

Le constructeur chinois SAIC a annoncé début 2020 qu'il commercialisera plus de 10 véhicules électriques à pile à combustible au cours des 5 prochaines années, en partenariat avec Volkswagen et General Motors. Dans un premier temps, le constructeur devrait proposer des vans et des utilitaires. Son objectif est d'écouler plus de 10.000 exemplaires par an d'ici 2025, soit environ 10 % du marché local des véhicules électriques à pile à combustible. SAIC proposera également des bus, fourgons et camions électriques à pile à combustible. Il fournira notamment 400 autobus à Shanghai, où l'entreprise a son siège social. Via un partenariat avec la ville, 20 stations de ravitaillement seront installées.

En Australie, H2X développe une gamme de SUV, taxis et minibus à hydrogène devant être commercialisée en 2022.

- **Les véhicules lourds (bus, camions pour transport routier, camions de collecte des ordures, ...)**

Les solutions à mobilités lourdes font partie des applications qui seront les plus rapides à se développer, notamment les bus, autocar, bennes à ordures ménagères et camions.

A titre d'exemple, Air Liquide et le Port de Rotterdam ont annoncé en juillet 2020 un projet conjoint de déploiement d'un réseau de 1 000 camions à hydrogène d'ici 2025 afin de couvrir les grands axes du transport routier entre les Pays-Bas, la Belgique et l'Allemagne de l'Ouest. Ce projet s'accompagnera également de 25 stations à hydrogène avec de grandes capacités afin de ravitailler les poids lourds tout au long du circuit.<sup>31</sup>

*Camions pour transport routier*

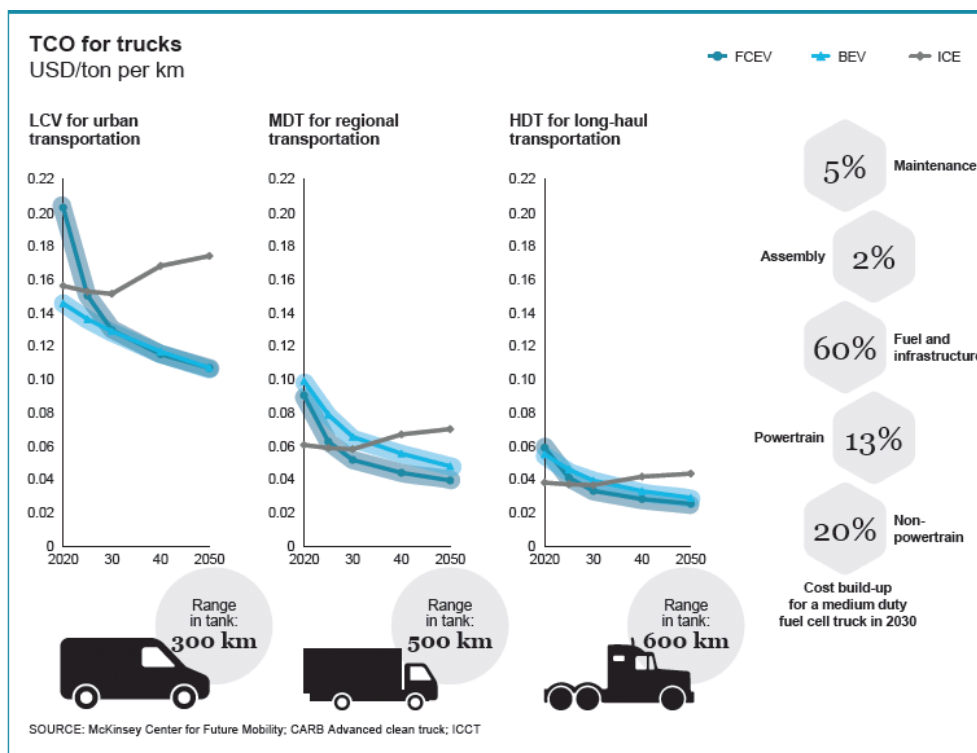
D'après l'Hydrogen Council, l'hydrogène représente le moyen le moins coûteux pour décarboner le transport lourd, puisque l'alternative des véhicules électriques à batterie ne répondent pas aux enjeux du transport lourd en raison des importants poids, taille et coût des batteries électriques, ainsi que des longs temps de rechargement.

Dans l'étude sortie en janvier 2020 « Path to hydrogen competitiveness », Hydrogen Council estime que le coût total de possession de véhicules utilitaires entre 7,5 et 13 tonnes égalisera celui des véhicules à moteur à combustion interne dès 2030 tandis que les véhicules électriques représenteront un coût toujours plus important que ceux à combustion au-delà de l'horizon 2050. La baisse du coût total de possession des véhicules électriques à pile à combustible repose sur la baisse du coût de l'hydrogène à la pompe à rechargement.

---

<sup>31</sup> Source : <https://www.h2-mobile.fr/actus/air-liquide-associe-port-rotterdam-developper-camions-stations-hydrogene/>





Source : Hydrogen Council, « Path to hydrogen competitiveness », p37

TCO correspond au coût total de possession (achat, entretien, carburant), de l'anglais Total Cost of Ownership  
ICE correspondant aux véhicules à combustion interne (essence ou diesel), de l'anglais Internal Combustion Engine

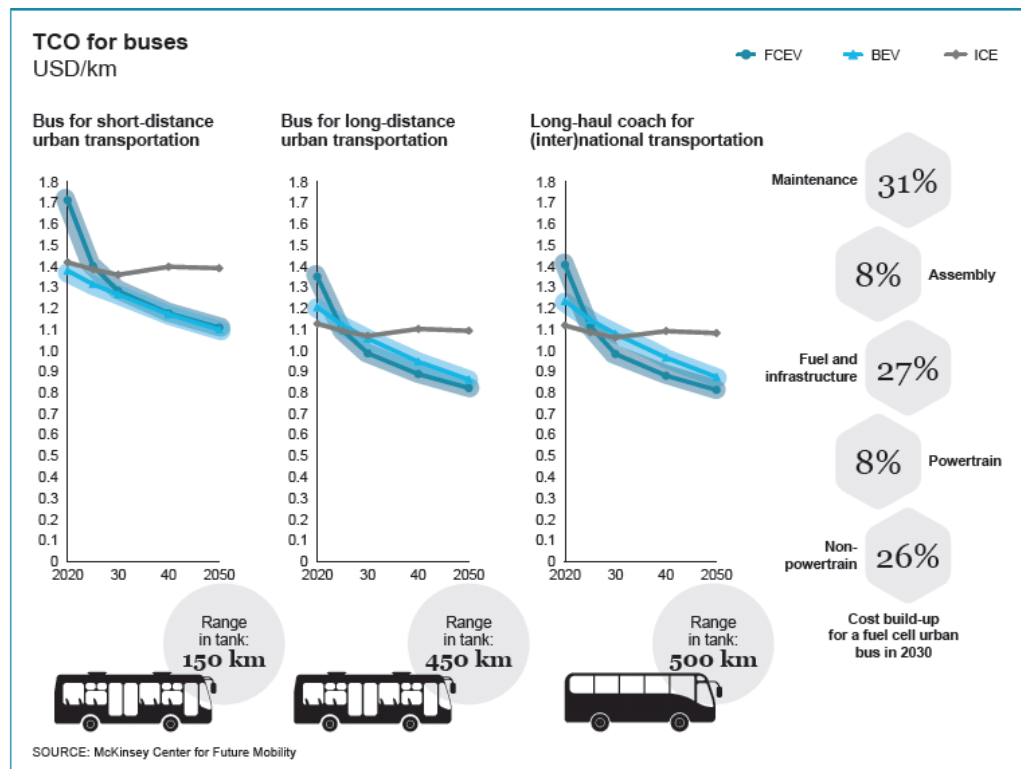
Plusieurs constructeurs sont engagés dans la commercialisation de véhicules lourds électriques à pile à combustible dont Hyundai, SAIC, Mercedes-Benz.

Hyundai a fourni à la société Hyundai Hydrogen Mobility, joint-venture constituée avec la société H2 Energy, ses premiers camions à hydrogène qui seront loués à des transporteurs suisses : les XCient Fuel Cell, des 36 tonnes capables de parcourir 400 kilomètres à pleine charge, avec un réservoir de 32 kilos. Cummins et Navistar International ont annoncé un partenariat pour développer un camion lourd alimenté par des piles à combustible. De son côté, la start-up américaine Nikola annonce lancer une gamme de semi-remorques à hydrogène dès 2022.

En outre les accords entre constructeurs automobiles et industriels se multiplient afin de prendre le virage de la mobilité lourde à hydrogène. Ainsi, Volvo et Daimler ont signé le 2 novembre 2020 un partenariat stratégique afin de développer et commercialiser des poids-lourds à pile combustible. Honda et Isuzu Motors ont également signé en janvier 2020 un accord de coopération sur le segment des poids-lourds à hydrogène. Autre exemple, Mahle, grand équipementier allemand, et Ballard Power Systems, fabricant canadien de piles à combustible, ont annoncé en septembre 2020 travailler ensemble à l'avenir au développement de systèmes de piles à combustible pour les véhicules commerciaux de diverses catégories de poids, dont les poids lourds. L'objectif à long terme de la coopération est de fabriquer des systèmes complets de piles à combustible pour les marchés européen, nord-américain et asiatique.

### Bus

Concernant les bus allant de 150 km d'autonomie à 500km, le coût total de possession des bus à pile à combustible sera bien en deçà de celui des bus à combustion dès 2025.



Source : Hydrogen Council, « Path to hydrogen competitiveness », p40

TCO correspond au coût total de possession (achat, entretien, carburant), de l'anglais Total Cost of Ownership

ICE correspondant aux véhicules à combustion interne (essence ou diesel), de l'anglais Internal Combustion Engine

Plusieurs bus à hydrogène sont déjà sur le marché et notamment le A330 Fuel Cell de VanHoll (lancé en 2005 aux Etats-Unis et en 2007 en Europe), le SORA de Toyota lancé en 2018, le Fuel Cell bus Shenwo de SAIC lancé en 2018, le Businova H2 de Safran lancé en 2018, le VDL Citea SLF-E H<sub>2</sub> de VDL lancé en 2018 et le CaetanoBus h<sub>2</sub> de CaetanoBus lancé en 2019.

#### - Les chariots élévateurs/ transport sur site industriel

Les flottes de chariots élévateurs utilisés dans les entrepôts sont l'une des applications les plus matures aujourd'hui car seront plus intéressantes économiquement : le coût total de possession des chariots à pile à combustible devient inférieur à celui des chariots à batterie électrique dès 2023.

Actuellement, la plupart des chariots élévateurs électriques utilisent des batteries au plomb. Une fois la charge de la batterie expirée, celles-ci doivent être retirées et transportées dans une salle de charge, et des batteries fraîchement chargées doivent être installées. Cela équivaut à au moins 20 minutes de perte de productivité toutes les quatre à huit heures. Ce qui rend les piles à hydrogène plus intéressantes, c'est qu'elles peuvent être ravitaillées en seulement trois minutes. Les opérateurs peuvent donc se remettre rapidement au travail, gagner du temps, accroître leur efficacité et augmenter leur productivité.

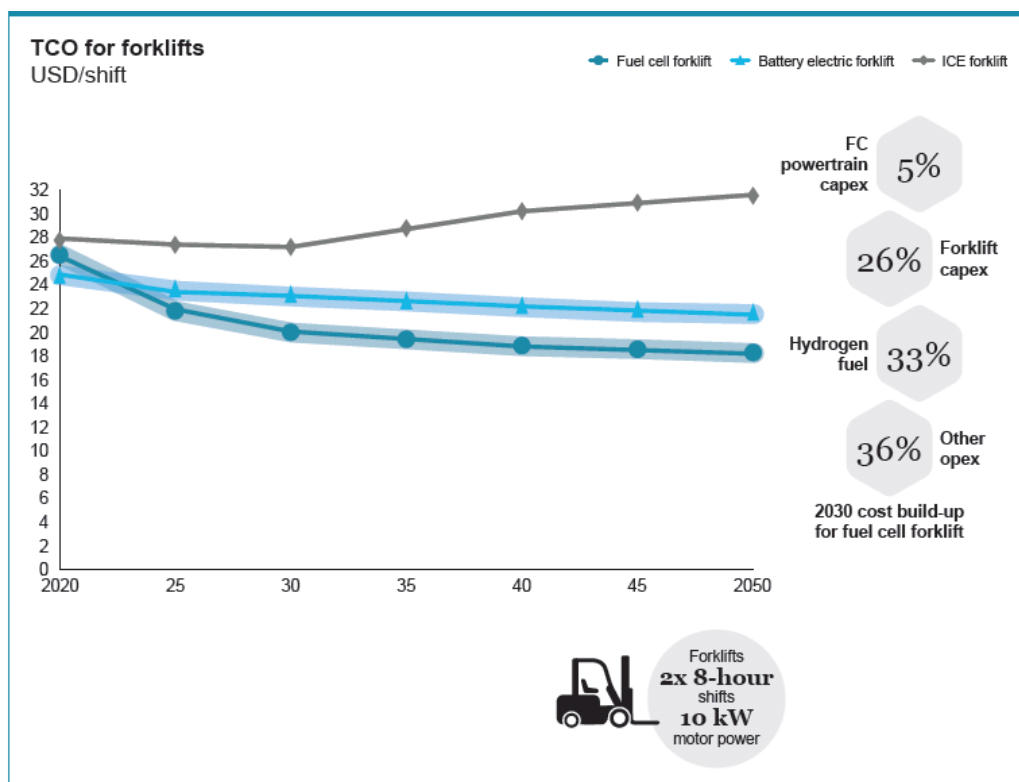
L'adoption de l'hydrogène élimine également la nécessité d'attribuer un espace intérieur important pour le chargement et le stockage des batteries.

Enfin, contrairement aux batteries classiques, les piles à hydrogène peuvent fournir une tension constante jusqu'à l'épuisement des réservoirs de carburant. Cela signifie que, dans des conditions normales de fonctionnement, les chariots élévateurs alimentés par pile à combustible ne subissent aucune dégradation de performance lorsque les opérateurs les utilisent. En outre, la durée de vie d'une pile à combustible est de 10 ans contre 3 à 4 ans pour les batteries classiques.

A titre d'exemple en France, en 2018 le groupe Carrefour a déployé 137 chariots élévateurs dotés de piles à combustible sur sa plate-forme logistique de Vendin le Vieil dans le Pas-de-Calais dans le cadre d'un projet pilote, réalisé en partenariat avec Still, PlugPower, Air Liquide et FCH JU. Le site est équipé d'une station de stockage et de compression située à l'extérieur du bâtiment et de trois postes de remplissage (dispenser) implantés dans l'entrepôt. Au niveau du fonctionnement, la station extérieure, approvisionnée par semi-remorque stocke l'hydrogène à 250 bar et le comprime ensuite à 450 bar afin de pouvoir

l'expédier, par différence de pression, vers l'un des trois postes de distribution. HRS a fabriqué et livré la station de rechargement et les dispensers<sup>32</sup> de cette installation.

Autre exemple, la plateforme Ikéa à Saint-Quentin-Fallavier utilise des chariots élévateurs alimentés à partir d'hydrogène depuis 2014. D'une surface de 100 000 m<sup>2</sup>, le centre de distribution d'Ikéa de Saint Quentin-Fallavier est un entrepôt clef de la logistique amont des magasins IKEA d'Europe du Sud qui organise la réception et le stockage de produits livrés du monde entier. La station de recharge à hydrogène et son dispenser qui équipent le site ont été fabriqués et installés par HRS pour le compte d'Air Liquide.



Source : Hydrogen Council, « Path to hydrogen competitiveness », p45

TCO correspond au coût total de possession (achat, entretien, carburant), de l'anglais Total Cost of Ownership  
ICE correspondant aux véhicules à combustion interne (essence ou diesel), de l'anglais Internal Combustion Engine

## - Le transport ferroviaire

Dans l'étude sortie en janvier 2020 « Path to hydrogen competitiveness », Hydrogen Council estime que le coût total de possession des trains à hydrogène égalisera celui des trains diesel dès 2025.

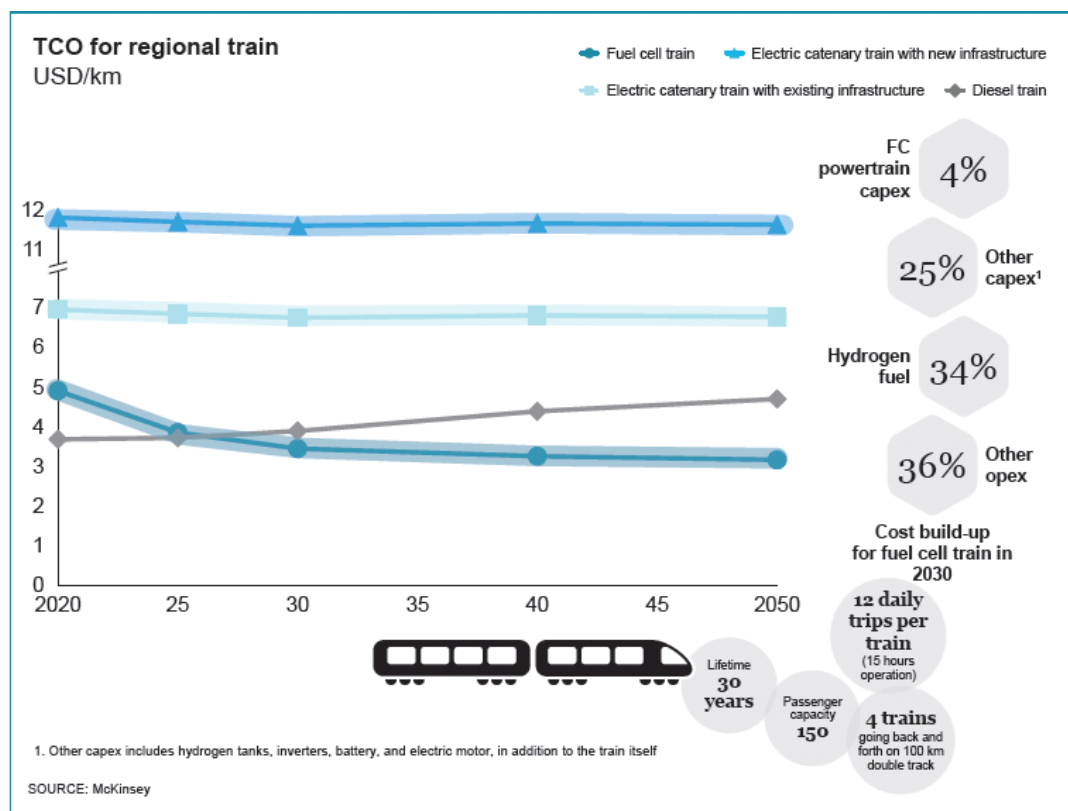
Plusieurs pays travaillent sur la conversion de leur flotte de trains diesel vers des trains hydrogène.

La Chine et l'Allemagne sont en phase de déploiement : la China Railway Rolling Corporation a mis son premier tram à hydrogène en exploitation commerciale à Tangshan en 2017. 8 autres tramways ont été mis en exploitation commerciale à Foshan. En Allemagne, la Coralia Ilint d'Alstom est le premier train à hydrogène à avoir atteint l'exploitation commerciale en 2018. 91 exemplaires commandés par 3 régions d'Allemagne seront mis en circulation d'ici 2025. Siemens travaille avec Ballard sur le prototype Mireo qui devrait être testé en 2021. Plusieurs autres pays européens sont en phase de test dont les Pays-Bas, la Suède, la France, le Royaume-Uni, l'Autriche<sup>33</sup>. Toyota et la compagnie de chemins de fer du Japon oriental (JR East) ont signé une collaboration pour développer conjointement un transport ferroviaire hybride à partir de pile à combustible et de batteries électriques pour 2022.

Un projet de développement d'un prototype de train à hydrogène mené par H2RAIL a été sélectionné pour bénéficier d'une aide de 10 millions d'euros en novembre 2020.

<sup>32</sup> Borne de distribution des carburants

<sup>33</sup> Source : Siapartners, La filière hydrogène-énergie en France, février 2020



Source : Hydrogen Council, « Path to hydrogen competitiveness », p43

TCO correspond au coût total de possession (achat, entretien, carburant), de l'anglais Total Cost of Ownership  
ICE correspondant aux véhicules à combustion interne, de l'anglais Internal Combustion Engine

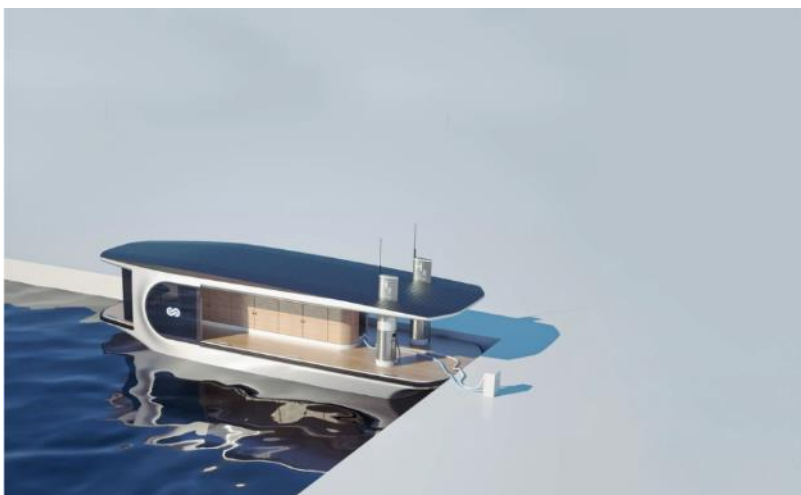
## - Le transport maritime

Le transport maritime est une source importante de pollution. Plusieurs prototypes de navires fonctionnant à l'hydrogène sont opérationnels et les projets se multiplient dans le transport maritime.

Ballard Power Systems annonce travailler sur six projets de navires à pile à combustible concernant des navires de croisières, des ferries et des bateaux à destination du transport de barges. Ballard prévoit une mise en service de navires dès 2022.

Mis à flot en 2017, l'Energy Observer est un catamaran propulsé par une pile à combustible de 20 Kw. Il produit de l'hydrogène à partir de l'eau de mer dessalée et d'énergie éolienne et solaire.

Créée en 2019 pour capitaliser sur les acquis de l'Energy Observer, la société Energy Observer Developments travaille actuellement sur le développement d'une station flottante et mobile de recharge.



Source : Energy Observer Developments

La solution modulaire autour de la pile à combustible, REXH2 (Range Extender Hydrogène) développée par Toyota et testée sur Energy Observer est également appliquée sur le premier bateau de plaisance, nommé Hypnova 40. Ce bateau permet d'accueillir 12 passagers.

En avril 2018, Symbio et l'opérateur de transport nantais Semitan ont mis en service une navette fluviale à hydrogène « Navibus » capable de transporter 25 passagers. Lancé en 2019, le projet européen H2SHIPS a pour but de démontrer la viabilité économique de l'avitaillement et de la propulsion hydrogène dans le transport maritime. Les partenaires sont Hynamics et Sycotom. Le projet prévoit la construction d'une station de recharge pilote et la mise au point d'un navire à hydrogène.

#### - Le transport aérien

A ce stade, plusieurs initiatives ont été lancées dans le domaine aéronautique, mais les projets sont encore très amont. D'après l'Hydrogen Council, les avions alimentés en combustible synthétique avec CO<sub>2</sub> issu d'un process industriel porteront un coût total de possession inférieur à celui d'un avion alimenté en carburant dès 2042<sup>34</sup>.

L'entreprise britannique ZeroAvia a mené le premier décollage d'un avion commercial à hydrogène, nommé Piper M-class en septembre 2020. D'une capacité de 6 places, la société vise une autonomie de vol d'au moins 400km en fin 2020. Ce développement entre dans le cadre du projet HyFlyer mené en partenariat avec le gouvernement britannique et visant à décarboner la flotte d'avions de moyenne portée.

En France, la start-up Avions Mauboussin étudie le déploiement d'un avion à hydrogène biplace et vise une production de 200 avions par an à long terme. Dans le même temps, le géant de l'aéronautique Airbus a annoncé réaliser trois prototypes d'avions à hydrogène d'ici 2035.

**Ainsi, la Société estime que le déploiement d'une offre de véhicules électriques à pile à combustible, nécessaire au déploiement d'un réseau de stations de ravitaillement hydrogène, est d'ores et déjà engagé, en particulier sur la mobilité lourde, segment pour lequel le coût total de détention est le plus compétitif aujourd'hui.**

#### 2.2.2.2 L'« hydrogène bas carbone », un levier de décarbonisation de l'industrie

Selon le rapport de l'Agence Internationale l'Energie (IEA) « The Future of Hydrogen »<sup>35</sup>, la consommation industrielle mondiale d'hydrogène pur atteint 70 millions de tonnes chaque année, dont 8,8 millions de tonnes consommées en Europe et 0,9 million en France.<sup>36</sup> Cette production d'hydrogène provient à 96% de matières fossiles par le procédé appelé vaporeformage des hydrocarbures ou charbon – 46% de gaz naturel, 29%

<sup>34</sup> Source : Hydrogen Council, « Path to hydrogen competitiveness »

<sup>35</sup> Source : « The future of Hydrogen », IEA, Juin 2019, p18

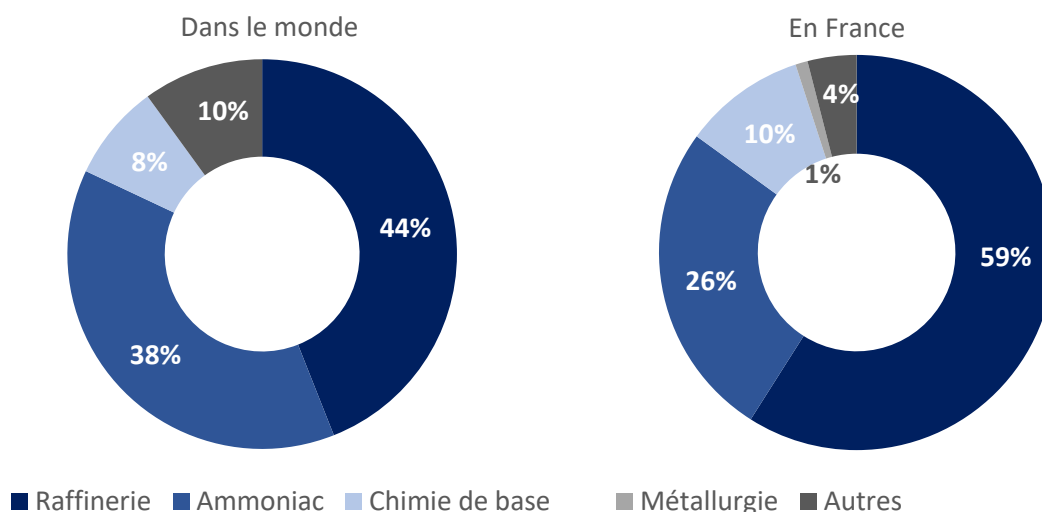
<sup>36</sup> Source : <https://www.cncef.org/publication/hydrogene-lheure-est-venue/>

d'hydrocarbures liquides et 18% de charbon.<sup>5</sup> Les 4% restants de production de l'hydrogène proviennent de l'électrolyse de l'eau.

Cette production d'hydrogène issue majoritairement d'hydrocarbures et charbon est destinée à la raffinerie des produits pétroliers, à la fabrication d'ammoniac indispensable à l'industrie des engrais, aux productions chimiques, et à la métallurgie. La demande en hydrogène étant en constante augmentation, il convient d'actionner le levier de décarbonisation du secteur industriel représenté par l'hydrogène, matière première de l'industrie.

La décomposition de la demande en hydrogène mondiale et française de la part des industriels est la suivante :

#### Demande industrielle actuelle en hydrogène<sup>37</sup>



Le procédé de vaporeformage étant fortement émetteur de CO<sub>2</sub>, la production d'hydrogène entraîne l'émission de 830 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> à travers le monde par an, soit 2,5% des émissions mondiales.<sup>38</sup> En France, la production d'hydrogène est responsable annuellement de l'émission de 11,5 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, représentant 3% des émissions totales.<sup>39</sup> L'hydrogène vert pourrait réduire de 34% les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et des énergies fossiles selon une étude de BloombergNEF.<sup>40</sup>

La demande en hydrogène est en constante croissance et est vouée à croître de manière exponentielle dans les prochaines années au regard du développement de nouveaux usages.

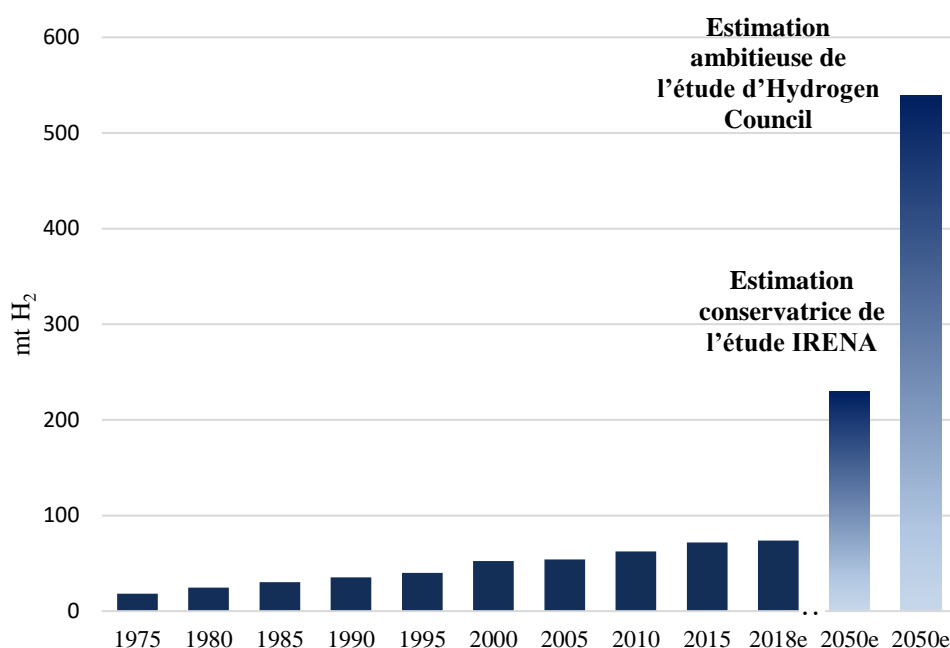
L'évolution de la demande en hydrogène et ses tendances estimées à horizon 2050 sont les suivantes :

<sup>37</sup>Source : <http://www.afhypac.org/documents/tout-savoir/Fiche%201.3%20-%20Production%20et%20consommation%20d'hydrog%C3%A8ne%20rev.%20fev2016%20PM.pdf>

<sup>38</sup> Source : [https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/developpement-durable/une-societe-canadienne-veut-extraire-de-l-hydrogene-a-partir-de-champs-petroliferes\\_136443](https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/developpement-durable/une-societe-canadienne-veut-extraire-de-l-hydrogene-a-partir-de-champs-petroliferes_136443)

<sup>39</sup> Source : [https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Plan\\_deploiement\\_hydrogene.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Plan_deploiement_hydrogene.pdf)

<sup>40</sup> Source : <https://about.bnef.com/blog/hydrogen-economy-offers-promising-path-to-decarbonization/>



Source : Etude IRENA, Hydrogen Council, IEA

Face à la croissance à venir de la demande d'hydrogène tant dans les secteurs industriels que de par les nouveaux usages de l'hydrogène, les solutions de production d'hydrogène par électrolyse de l'eau portent un enjeu essentiel pour offrir une matière première affranchie d'émission de gaz à effet de serre. L'électrolyse de l'eau se développe afin de remplacer la production d'hydrogène issue de matières fossiles et décarboner dès à présent les industries.

### 2.2.2.3 Problématique de l'acheminement et du stockage de l'hydrogène à grande échelle

L'hydrogène ne nécessite aucun transport dans le cas de stations de ravitaillement à hydrogène distribuant un hydrogène produit par électrolyse de l'eau alimentée par de l'électricité issue d'éoliennes et/ou panneaux photovoltaïques accolés à la station d'hydrogène.

Toutefois, ce type de stations peut impliquer des difficultés d'installation en zone urbaine dans la mise en place des infrastructures nécessaires pour produire l'électricité verte générée par les éoliennes, le photovoltaïque, ou encore, les systèmes hydrauliques. A cela se conjuguent des investissements conséquents pour implanter l'ensemble des organes de production d'hydrogène vert.

Une alternative largement répandue, notamment en Europe, consiste à alimenter les stations de ravitaillement en hydrogène issu de points de production centralisée à grande capacité spécialisée dans le vaporeformage de gaz naturel, dans la gazéification du charbon, ou encore, dans l'électrolyse de l'eau. L'hydrogène est ensuite distribué par deux types de transfert vers les stations de rechargement à hydrogène :

- Par gazoduc (pipeline)
- Par camionnage de bouteilles métalliques tubulaires d'hydrogène comprimé, par voie ferrée ou fluviale

Ces modes de distribution sont soutenus par un réseau de pipelines étendu sur près de 4 500 km dans le monde, dont 1 600 km en Europe et 2 500 km aux Etats-Unis.<sup>41</sup> En outre, le développement des infrastructures de ravitaillement à hydrogène est opéré dans certains pays par les opérateurs gaziers, comme par exemple en Allemagne par Air Liquide et Linde, s'appuyant alors sur leur réseau de distribution d'hydrogène.

### Pour être stocké, l'hydrogène doit être comprimé

L'hydrogène est le gaz le plus léger de tout l'Univers : un litre de ce gaz ne pèse que 90 mg à pression atmosphérique, il est donc environ 11 fois plus léger que l'air que nous respirons.

<sup>41</sup> Source : <https://www.ifpenergiesnouvelles.fr/enjeux-et-prospective/decryptages/energies-renouvelables/tout-savoir-lhydrogene>



Il faut un volume d'environ 11 m<sup>3</sup> à pression atmosphérique, c'est-à-dire le volume du coffre d'un grand utilitaire, pour seulement stocker 1 kg d'hydrogène, soit la quantité nécessaire pour parcourir 100 km. Il est donc indispensable d'augmenter sa densité et plusieurs techniques existent pour cela :

- le stockage à haute pression sous forme gazeuse

La méthode la plus simple permettant de diminuer le volume d'un gaz, à température constante, est d'augmenter sa pression. Ainsi, à 700 bar, l'hydrogène possède une masse volumique de 42 kg/m<sup>3</sup> contre 0.090 kg/m<sup>3</sup> à pression et température normales. À cette pression, on peut stocker 5 kg d'hydrogène dans un réservoir de 125 litres. Aujourd'hui la majeure partie des constructeurs automobiles a retenu la solution du stockage sous forme gazeuse à haute pression. Cette technologie permet de stocker la quantité d'hydrogène nécessaire à une voiture électrique alimentée par une pile à combustible pour parcourir de 500 à 600 km entre chaque plein<sup>42</sup>.

- le stockage à très basse température sous forme liquide

Une technique de pointe pour stocker un maximum d'hydrogène dans un volume restreint consiste à transformer de l'hydrogène gazeux en hydrogène liquide en le refroidissant à très basse température.

L'hydrogène se liquéfie lorsqu'on le refroidit à une température inférieure de -252,87°C. Ainsi, à -252,87°C et à 1,013 bar, l'hydrogène liquide possède une masse volumique de près de 71 kg/m<sup>3</sup>. À cette pression, on peut stocker 5 kg d'hydrogène dans un réservoir de 75 litres. Afin de pouvoir conserver l'hydrogène liquide à cette température, les réservoirs doivent être parfaitement isolés. Le stockage de l'hydrogène sous forme liquide est pour l'instant réservé à certaines applications particulières de très hautes technologies comme la propulsion spatiale.

- le stockage à base d'hydrures sous forme solide

Le stockage de l'hydrogène sous une forme solide, c'est-à-dire conservé au sein d'un autre matériau, est aussi une piste de recherche prometteuse. Les méthodes de stockage de l'hydrogène sous forme solide sont des techniques mettant en jeu des mécanismes d'absorption ou d'adsorption de l'hydrogène par un matériau. Un exemple est la formation d'hydrures métalliques solides par réaction de l'hydrogène avec certains alliages métalliques. Seule une faible masse d'hydrogène peut être stockée dans ces matériaux, c'est pour l'instant l'inconvénient de cette technologie.

**Pour pouvoir être stocké dans les réservoirs des véhicules, l'hydrogène subit une phase de compression à l'intérieur des stations de ravitaillement. Lorsque l'hydrogène est comprimé, un phénomène thermodynamique fait monter en température l'hydrogène, qui doit alors être refroidi pour ne pas devenir dangereux. Ces techniques de compression et de refroidissement, dont la Société est experte, sont essentielles dans la mise en œuvre de stations de ravitaillement à hydrogène.**

#### *2.2.2.4 Production d'hydrogène par électrolyse de l'eau*

L'électrolyse de l'eau permet de produire de l'hydrogène vert en utilisant de l'électricité produite par des énergies renouvelables. Ces énergies renouvelables étant intermittentes, la production d'hydrogène vert par électrolyse permet d'utiliser 100% de la disponibilité de celle-ci en stockant l'hydrogène. L'hydrogène ainsi produit peut être utilisé soit pour la mobilité soit pour produire de l'électricité en temps voulu.

Deux technologies d'électrolyse sont actuellement utilisées : l'électrolyse alcaline avec l'utilisation comme électrolyte, d'une solution alcaline conductrice d'ions pour la dissociation de l'eau, et l'électrolyse PEM qui utilise un électrolyte solide à membrane polymère échangeuse de protons (Proton Exchange Membrane).

Une troisième technique est actuellement à l'étude, l'électrolyse à haute température (PCFC ou SOEC). Cette technique repose sur une membrane céramique à base d'oxydes solides portée à très haute température – 700 à 900°C. Cette méthode est adéquate pour des lieux de production à hydrogène à la fois alimentés en électricité et en forte température.

---

<sup>42</sup> <https://energies.airliquide.com/fr/mediatheque-planete-hydrogene/comment-stocker-lhydrogene>



Enfin, d'après l'étude « L'hydrogène, une passerelle entre les réseaux électriques et gaziers », l'électrolyse PEM (Proton Exchange Membrane) est particulièrement adaptée au couplage à une source d'énergie renouvelable car elle supporte mieux les variations de puissance électrique disponible que l'électrolyse alcaline.

En effet, les électrolyseurs pour le « Power-to-gas » doivent pouvoir absorber les pics de production et, pour cela, avoir une puissance de crête importante.

**La Société estime que le développement possible de grands sites de production d'hydrogène vert en dehors des zones urbaines, alimentés en électricité verte (éolien ou solaire) soutiendrait également le développement d'un réseau de stations de ravitaillement au cœur des villes, que l'acheminement en hydrogène vers les stations se fasse par pipeline ou par camionnage de bouteilles d'hydrogène comprimé, la Société maîtrisant les techniques de compression et de refroidissement nécessaires à la mise en œuvre d'une station de ravitaillement en hydrogène.**

## 2.2.3 Les marchés visés par HRS

### 2.2.3.1 Le marché des stations de ravitaillement pour le transport

A la fin de l'année 2019, environ 470 stations de ravitaillement à hydrogène étaient opérantes à travers le monde<sup>43</sup>, dont 185 en Europe et 69 en Amérique du Nord, 212 en Asie et 4 pour le reste du monde.

Le tableau ci-dessous synthétise les plans gouvernementaux annoncés à ce jour en Europe :

	Objectif stations de ravitaillement à hydrogène	Objectifs véhicules légers électrique à pile à combustible	Objectif véhicules lourds électriques à pile à combustible
<b>France</b>	– 100 d'ici 2023 – 400 - 1000 d'ici 2028	– 5 000 d'ici 2023 – 20 000 - 50 000 d'ici 2028	– 200 d'ici 2023 – 800 - 2 000 d'ici 2028
<b>Allemagne</b>	– 400 SRH d'ici à 2025	– 60 000 d'ici 2021	
<b>Espagne</b>	– 100 - 150 d'ici 2030, notamment pour véhicules lourds		– 150 bus d'ici 2030 – 5 000 – 7 500 véhicules légers et lourds d'ici 2030 – 2 lignes de trains d'ici 2030
<b>Suisse</b>			– 1 600 camions à hydrogène d'ici 2025
<b>Pays-Bas</b>	– 50 d'ici 2025	– 15 000 d'ici 2025 – 300 000 d'ici 2030	– 3 000 poids lourds à hydrogène d'ici 2025 – 50 bus à hydrogène d'ici 2021
<b>Italie</b>	– Entre 670-1 160 SRH d'ici 2030	– 400 000 d'ici 2030	– 970 véhicules lourds – 10 000 bus d'ici 2030

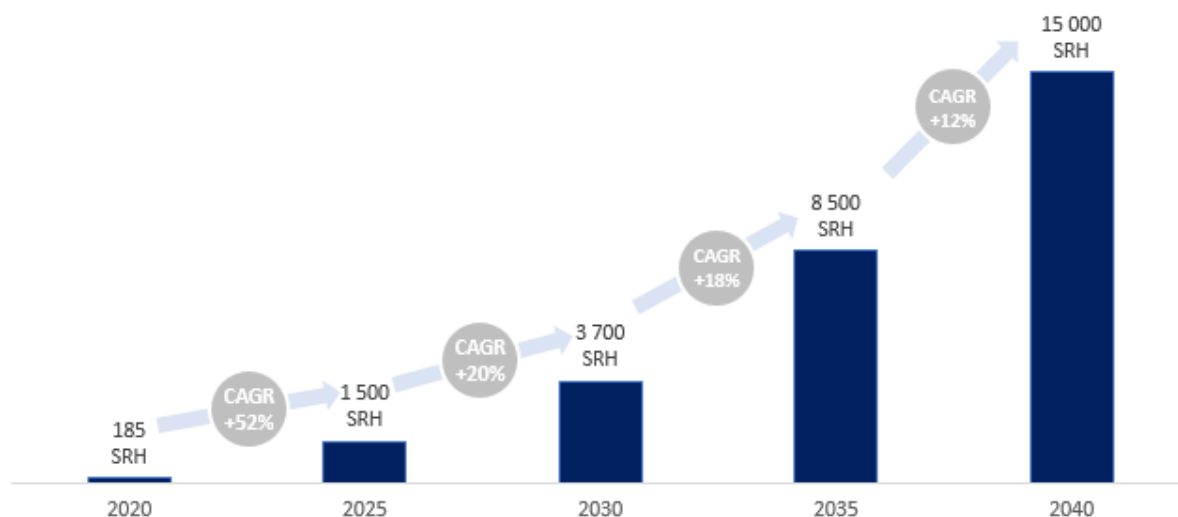
Sources : H2 Mobile, Afhyac, les Echos, Goldman Sachs Global Investment Research

Les appels à projet et plans gouvernementaux annoncés à ce jour en Europe concernent plus de 3 700 stations à hydrogène à horizon 2030.

**Au niveau européen, l'étude de *Fuel cells and hydrogen Joint Undertaking* estime que le parc installé sera de 1 500 stations à hydrogène à horizon 2025 et de 15 000 stations à horizon 2040.** A noter que s'agissant en particulier de la mobilité lourde, une coalition européenne réunissant de très nombreux équipementiers, fournisseurs de technologies, fournisseurs d'infrastructures de ravitaillement et d'hydrogène, opérateurs de flottes de camions, utilisateurs de services de fret routier et associations industrielles a publié en novembre 2020 une déclaration commune dans laquelle ces industriels couvrant toute la chaîne de valeur de la mobilité se sont engagés à déployer 100.000 camions électriques à pile à combustible et 1.500 stations de ravitaillement à hydrogène dédiées à la mobilité lourde à horizon 2030<sup>44</sup>.

<sup>43</sup> Sources : estimations Société basées sur différents rapports et informations publiques (IAE, H2 Mobility, Afhyac, etc)

<sup>44</sup> Source : Coalition Statement On the deployment of fuel cell and hydrogen heavy-duty trucks in Europe



Source : Estimations Société pour 2020 et Rapport Fuel cells and hydrogen Joint Undertaking, « Green Hydrogen Investment and Support Report » à partir de 2025

Note de lecture : SRH est l'acronyme de station de ravitaillement à hydrogène

D'après le rapport de la Commission européenne<sup>45</sup>, 400 petites stations à hydrogène nécessitent des investissements à hauteur de 850 – 1 000 millions d'euros. Ainsi, le marché des stations de ravitaillement à hydrogène dépassera les 8 000 millions d'euros d'ici 2030 dont au moins 1 000 millions d'euros consacrés à la France jusqu'à horizon 2028.

Le tableau ci-dessous synthétise les plans gouvernementaux annoncés à ce jour en Asie et aux Etats-Unis :

	Objectif SRH	Objectifs véhicules légers électriques à pile à combustible	Objectif véhicules lourds électriques à pile à combustible
<b>Japon</b>	- 320 d'ici 2025 - 900 d'ici 2030	- 200 000 d'ici 2025 - 800 000 d'ici 2030	- 1 200 bus d'ici 2030 - 10 000 chariots élévateurs d'ici 2030
<b>Chine</b>	- 300 d'ici 2025 - 1 000 d'ici 2030	- 50 000 d'ici 2025 - 1 000 000 d'ici 2030	
<b>Corée du Sud</b>	- 310 d'ici 2022 - 1 200 d'ici 2040	- 2 900 000 d'ici 2040 - 80 000 taxis d'ici 2040	- 40 000 bus d'ici 2040 - 30 000 camions d'ici 2040
<b>Californie</b>	- 1 000 d'ici 2030	- 1 000 000 d'ici 2030	
<b>Etats-Unis</b>	- 1 000 d'ici 2025 - 5 800 d'ici 2030		-50 000 chariots élévateurs d'ici 2022, 125 000 d'ici 2025 et 300 000 d'ici 2030

Sources : Etude Goldman Sachs, "Carbonomics – The Rise of Clean Hydrogen", Juillet 2020

Etude The Fuel Cell and Hydrogen Energy Association- "Road map to a US Hydrogen economy", mars 2020

### 2.2.3.2 Le marché de l'industrie via l'installation de stations de ravitaillement sur site industriel

L'hydrogène est utilisé dans de nombreux procédés industriels et nécessite une distribution en plusieurs points sur le site industriel, et parfois à des pressions d'utilisation différentes.

Certains industriels choisissent de l'hydrogène produit par électrolyse de l'eau, une source d'hydrogène vert, dans un but d'indépendance vis-à-vis de sources extérieures ou de fournisseurs pour préserver la sécurité de l'approvisionnement en hydrogène. Dans ce cas se pose la question de la pression d'utilisation ainsi que du stockage afin d'absorber les pics de besoin versus la capacité de production instantanée de l'électrolyseur.

<sup>45</sup> Source : "A hydrogen strategy for a climate- neutral Europe", [https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/hydrogen\\_strategy.pdf](https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/hydrogen_strategy.pdf)

Afin de répondre à ce besoin, une solution de compression et de stockage sous pression doit être installée avec la solution de production d'hydrogène par électrolyse de l'eau.

L'intérêt de stocker à haute pression permet de réduire le volume stocké, et d'augmenter la quantité d'hydrogène disponible. La quantité d'hydrogène disponible va dépendre de la différence de pression entre la pression du stockage et la pression d'utilisation.

De plus, à partir de cette source d'hydrogène l'ajout d'une station de ravitaillement pour véhicules électriques à pile à combustible peut être envisagé afin d'utiliser cette source d'énergie décarbonée pour une utilisation de mobilité au sein du site industriel.

On peut noter le projet Hygo dans le Morbihan qui consiste à produire de l'hydrogène vert local ainsi qu'à distribuer et commercialiser cet hydrogène directement sur les zones d'utilisation. Le projet prévoit d'alimenter le site industriel de Michelin pour répondre à ses besoins industriels en hydrogène ainsi que d'alimenter une station de ravitaillement à hydrogène pour grand public (voir paragraphe 2.2.4.1.3 Projets en cours et pipe commercial sur l'activité Stations à hydrogène).

#### *2.2.3.3 Le marché de l'énergie hydrogène via l'installation de stations capables de capter le surplus d'électricité verte produite pour la stocker et la redistribuer*

Le déploiement des énergies renouvelables, devant atteindre 75% du mix énergétique à horizon 2050, est conditionné à la capacité de stockage de cette énergie. En effet, la production par éoliennes et panneaux solaires empêche la prévisibilité des flux d'électricité produits compte tenu de la production en discontinu. Le développement de ces énergies nécessite alors des moyens de stockage et de distribution adaptés afin de garantir l'approvisionnement pendant des périodes empêchant une production par éolienne et panneau solaire. La capacité de stockage de cette électricité sera alors un enjeu majeur pour atteindre les objectifs de mix énergétique.

Une première approche pour résoudre ce problème est l'utilisation de moyens de stockage classiques de type STEP (stations de transfert d'énergie par pompage) ou batteries, mais la saturation des puissances installées en pompage-turbinage et le coût des batteries incite à étudier d'autres moyens de valorisation du surplus d'énergies renouvelables.

Une seconde approche est l'étude du couplage gaz-électricité via la technologie « **Power-to-gas** », c'est-à-dire la production d'hydrogène vert à partir d'électricité issue d'énergies renouvelables.

#### **Production d'hydrogène et redistribution sur site**

Le projet HyBalance au Danemark constitue un exemple de site de production d'hydrogène vert issu d'électrolyse de l'électricité produite par des énergies renouvelables et de distribution sur site de l'hydrogène produit.

Le site, inauguré en septembre 2018, utilise la technologie de l'électrolyse qui permet d'équilibrer le réseau électrique et de stocker le surplus d'électricité sous forme d'hydrogène, lequel est ensuite utilisé pour l'industrie et les transports. Ce projet, exploité par Air Liquide, vise donc à répondre à l'intermittence de la production d'électricité générée par énergies renouvelables. D'une capacité de 1,2 MW, l'électrolyseur fourni par Hydrogenics permet de produire environ 500 kg d'hydrogène par jour sans émission de CO<sub>2</sub>. Ceci correspond à une capacité de rechargement de 1 000 véhicules électriques à pile à combustible par an. 5 stations hydrogène sont alimentées sur le site, dont une installée par HRS en 2018.

#### **Le Power-to-gas pour stocker et distribuer plus largement l'hydrogène issu des énergies renouvelables au travers des réseaux de gaz naturel**

L'hydrogène produit peut aussi être stocké et acheminé dans le réseau de gaz naturel. Il peut aussi être transformé en méthane.

L'hydrogène peut être stocké sous forme de gaz liquide (c'est le cas des terminaux méthaniers), dans des souterrains comme des cavités salines (ce type de réservoir supporte bien l'hydrogène), ou encore dans des stockages aquifères.

Les capacités de stockage en gaz naturel en Belgique, au Danemark, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suède, en Suisse et en République Tchèque de 1 200 TWh permettent de couvrir la demande en gaz de ces pays européens pour en moyenne 3 mois, tandis que les capacités de stockage de ces pays en électricité de 1, 5 TWh peuvent répondre à la demande pour seulement quelques dizaines d'heures. En outre, les infrastructures gazières peuvent transporter de grands volumes de gaz sur de longues distances à un coût bien inférieur au transport de l'électricité. Le développement du réseau nécessaire de pipeline aurait un coût inférieur à celui du développement du réseau de câbles électriques pour une distance et un volume d'énergies donnés.<sup>46</sup>

Le « Power-to-gas » est au service de différents usages : le chauffage, l'eau chaude ou encore la mobilité.

La technologie de « Power-to-gas » constitue 4 avantages majeurs au regard des enjeux environnementaux actuels :

- Valoriser les surplus d'électricité
- Contribuer à décarboner les réseaux de gaz par l'injection de gaz d'origine renouvelable
- Capter et valoriser le CO<sub>2</sub>
- Produire du gaz localement.

D'après l'ADEME, le « Power-to-gas » est estimé à 30 TWh par an pour la France à horizon 2030.

## **2.2.4 Offre et positionnement de HRS**

### **2.2.4.1 Des solutions de stations de ravitaillement en hydrogène de moyenne et grandes capacités**

Fort d'expertises acquises aux cours des 17 dernières années dans l'ingénierie et la tuyauterie industrielle complexe, et dans la fabrication, en tant qu'intégrateur, de stations de moyenne et grande capacité, HRS a développé en 2019 et 2020, une nouvelle gamme de stations permettant de délivrer 100 à 500 kg d'hydrogène par jour. Ces développements ont été réalisés dans ses locaux de Champ Sur Drac dans la région grenobloise.

Grâce à son offre produits, ses compétences et ses ressources, HRS possède les atouts nécessaires pour devenir le leader européen des solutions de ravitaillement et distribution d'hydrogène pour la mobilité, l'industrie et l'énergie :

- Une gamme de station de rechargement hydrogène de grande capacité, supérieure à 100 kg/jour, bi-pression 350/350 High Flow/700 bars, SAEJ 2601/T40.
- Un outil de production performant et des équipes opérationnelles avec un savoir-faire unique qui ont déjà construit des stations de ravitaillement par batch de 10 unités.
- Une capacité éprouvée d'installation des stations de ravitaillement et de réalisation de réseau de distribution (pipeline).
- Une organisation structurée permettant d'accompagner ses clients pour le service après-vente, la maintenance et une astreinte 24/24, 7/7.
- Une activité de R&D permettant le développement de nouveaux produits pour répondre aux besoins du marché.

HRS adresse une clientèle BtB :

- Des exploitants de stations publics (énergéticiens)
- Des industriels qui veulent acquérir sur leur site une station de remplissage (flotte captive de véhicules) ou à des fins d'utilisation de l'hydrogène dans leurs process.

#### **2.2.4.1.1 Une gamme complète de stations hydrogène HRS**

HRS offre une gamme de stations de ravitaillement et distribution d'hydrogène délivrant de 100 à 500 kilogrammes d'hydrogène par jour, avec une pression de 350 et 700 bars. Grâce à ces puissances, les stations de HRS sont compatibles avec les besoins d'une large gamme de véhicules englobant notamment les véhicules légers, mais également les bus, les camions et flotte lourde.

---

<sup>46</sup> Source : [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/hydrogen\\_europe\\_-\\_vision\\_on\\_the\\_role\\_of\\_hydrogen\\_and\\_gas\\_infrastructure.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/hydrogen_europe_-_vision_on_the_role_of_hydrogen_and_gas_infrastructure.pdf)



*Gamme des stations de ravitaillement hydrogène HRS*

Fort de son expérience, HRS accompagne ses clients à chaque étape de leurs projets et offre une solution complète :

- Étude, dimensionnement des besoins en fonction des usages prévus.
- Étude d'implantation de la station sur site client (contraintes techniques et réglementaires).
- Installation sur site client, raccordements des équipements.
- Mise en service de l'installation.
- Formation du personnel exploitant.
- Maintenance et astreinte.

Les stations de ravitaillement hydrogène de la Société peuvent être **alimentées indifféremment par une source hydrogène gazeuse** à une pression de 30 bars, qui peut être stockée sous pression (cadre de bouteilles, trailers, réservoirs) **ou bien fournie par un électrolyseur qui produit l'hydrogène sur site**. Les stations de HRS peuvent ainsi répondre aux besoins du marché des transports, en particulier pour la mobilité lourde, mais aussi répondre à des applications sur site industriel ou encore permettre la distribution de l'énergie hydrogène pour le transport.

Toutes les stations de HRS répondent à la norme SAE J2601/T40. La norme SAE J2601 établit le protocole et les limites du processus pour l'alimentation en hydrogène des véhicules légers électriques à pile à combustible. Ces limites comme la température du carburant, le débit maximal de carburant, le taux d'augmentation de la pression et la pression finale sont affectées par des facteurs tels que la température ambiante, la température de livraison du carburant et la pression initiale dans le système de stockage d'hydrogène comprimé du véhicule. La norme SAE J2601-2014 établit des protocoles standard de ravitaillement en carburant basés sur une approche de table de consultation avec des objectifs de performance. La norme SAE J2601 comprend des protocoles pour deux pressions (35 et 70 MPa), trois températures d'alimentation en carburant (-40 °C, -30 °C, -20 °C) et des systèmes de stockage d'hydrogène comprimé de 49,7 à 248,6 L.

En outre, toutes les stations conçues par HRS intègrent un module de supervision qui offre la possibilité de monitorer en temps réel tous les paramètres clés et d'offrir un contrôle 24/24, 7/7 à ses clients.

Enfin, selon les options souhaitées par les clients (capacité de stockage, ligne de distribution supplémentaire, etc...), le prix d'une station peut augmenter de 30 à 40% par rapport au prix indicatif standard.

### **Cycle de vente et mode de facturation des stations**

Selon les estimations de la Société, le délai moyen entre la réponse de la Société à un appel à projet et la sélection et signature du contrat est d'environ 6 mois. S'ajoute une période de 12 mois en moyenne entre la réception des bons de commande et la levée de réserve. La facturation s'échelonne alors en moyenne de la façon suivante à compter de la réception du bon de commande :

- 30% facturé à la réception du bon de commande client,
- 40% facturé à l'émission des commandes des principaux organes auprès des fournisseurs,
- 10% facturé lors du contrôle final de la station à l'issue de la fabrication (FAT : Factory Acceptance Test),
- 15% facturé à la réception de la station chez le client (SAT : Site Acceptance Test),
- 3% facturé à la réception définitive,
- 2% facturé à la levée de réserve.

## Gamme 100-200 kg

HRS a développé une gamme de stations de ravitaillement de 100 à 200 kg d'hydrogène délivré par jour pour ravitailler les véhicules de tourisme et les véhicules professionnels. Ces stations sont toutes bi-pressions 350 et 700 bar, compatibles 350 bar HF (High Flow) pour les camions (permet un débit de gaz plus important que le 350 bar afin de réduire les temps de remplissage du fait des volumes de réservoirs plus importants). Elle assure des remplissages de 6kg d'hydrogène à 700 bar en 5 minutes.

En particulier, chaque station est capable, selon sa capacité et selon le profil d'utilisation, plusieurs remplissages successifs. Ceci est décrit dans le tableau ci-dessous. A titre illustratif, la station H100B-T40 peut faire deux remplissages successifs (1BtB, soit un back to back) avec une pause de 120 min pour pouvoir refaire deux remplissages successifs. Une pause de seulement 60 minutes permettra d'effectuer un remplissage. A titre illustratif, la station H200B-T40 peut faire cinq remplissages successifs (4BtB, soit quatre back to back= 5 véhicules) avec une pause de 90 min pour pouvoir refaire cinq remplissages successifs. Une pause de seulement 25 minutes permettra d'effectuer un remplissage.

Cette gamme étant évolutive, sa conception permet à HRS à partir d'une station de 100 kg de la faire évoluer vers une station de 200 kg, à partir de l'architecture initiale et sans modification du design.

La station standard de 100kg à 200kg est vendue entre 800 et 1 200 K€.

		H100B	H100B-T40	H200B-T40	Option HF
Idéal pour		Utilitaire Symbio	VL	Flotte VL /Taxi	Camion
Source H <sub>2</sub> (30b min)		Cadre Electrolyseur	Cadre / Electrolyseur	Cadre / Electrolyseur	
Exemple profil Remplissage	Véhicules léger @700b/5kg / 24h	11 remplissages 150min /plein	28 remplissages 5min / plein 1BtoB - 120min - 1BtoB 1BtoB - 60min - 1 plein	56 remplissages 5min / plein 4BtoB - 90min - 4BtoB 4BtoB - 25min - 1 plein	
	Véhicules légers @350b/1kg / 24h	170 remplissages 5min /plein BtoB 3min	170 remplissages 3min /plein BtoB 5min	340 remplissages 3min / plein BtoB 0min	
	Véhicules lourds @350b/20kg / 24h				13 remplissages 20min / plein 1 plein - 90min - 1 plein
	Véhicules*	H35 — H70	H35 — H70	H35 — H70	H35HF
Refroidi (compatible SAEJ T40)			✓	✓	
Installation/Démarrage	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus
Garantie 12 mois	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus
Maintenance/Astreinte 7/7, 24/24	Option	Option	Option	Option	Option

## Gamme 500 kg

HRS a finalisé le développement, pour une disponibilité début 2021, d'une station de ravitaillement de 500 kg d'hydrogène délivré par jour pour ravitailler les véhicules lourds (bus, camions, ...) et les véhicules légers. Cette station est bi-pression 350, 350 HF et 700 bars. Elle assure des remplissages de 6 kg d'hydrogène à 700 bar en 5 minutes.

Cette station sera vendue entre 1 600 et 2 000 K€ pour un modèle standard.

Ce design est optimisé pour pouvoir effectuer des remplissages simultanés d'au moins 2 véhicules, quelle que soit la pression et d'enchaîner des remplissages en continu de véhicules (« back to back » continu).

### Gamme 1 tonne et plus

HRS développe actuellement une gamme de stations de ravitaillement supérieure à 1 tonne d'hydrogène délivré par jour. Ces produits sont destinés aux véhicules lourds (bus, camions, ...), aux usages intensifs pour les véhicules de tourisme et professionnels et devraient être disponibles courant 2022.

Ces stations seront bi-pressions 350, 350 HF et 700 bars. Elles assureront des remplissages de plusieurs dizaines de kilos d'hydrogène de 350 à 700 bars.

La station de 1 tonne pourrait être vendue entre 2 000 et 2 500 K€ pour un modèle standard.

Leur design sera optimisé pour pouvoir effectuer des remplissages simultanés d'au moins 4 véhicules, quelle que soit la pression et d'enchaîner des remplissages en continu de véhicules (back to back continue).

		H500B-T40	H1000B-T40	H2000B-T40	H4000B-T40
Idéal pour		VL, Camions, Bus	VL, Camions, Bus	VL, Camions, Bus	VL, Camions, Bus
Source H <sub>2</sub> (30b min)		Cadre / Electrolyseur	Cadre / Electrolyseur	Cadre / Electrolyseur	Cadre / Electrolyseur
Exemple profil	Véhicules légers @700b/5kg / 24h	5min / plein	5min / plein	5min / plein	5min / plein
		3min / plein	3min / plein	3min / plein	3min / plein
	Véhicules légers @350b/1kg / 24h	BtoB 0min	BtoB 0min	BtoB 0min	BtoB 0min
	Véhicules lourds @350b/30kg / 24h	20min /plein	20min / plein	20min /plein	20min / plein
Véhicules*		H35 — H70 — H35HF	H35 — H70 — H35HF	H35 — H70 — H35HF	H35 — H70 — H35HF
Refroidi (compatible SAEJ T40)		✓	✓	✓	✓
Remplissage simultané		✓	✓	✓	✓
Garantie 12 mois		Inclus	Inclus	Inclus	Inclus
Maintenance/Astreinte 7/7, 24/24		Option	Option	Option	Option

#### 2.2.4.1.2 Parc installé

**HRS a déjà livré 34 stations de ravitaillement de taille 100 à 500 kg/jour qui sont aujourd'hui en service en Europe et aux Etats-Unis, soit une capacité totale de 4 700 Kg/jour installée, dont 32 stations en Europe correspondant à près de 17%<sup>47</sup> des stations installées en Europe à ce jour.**

En particulier, HRS a déjà livré 9 stations en France sur les 40 recensées par l'Afhypac, ce qui correspond à 22,5% du parc global installé en France. Si on considère les stations bi-pression de capacité supérieure à 20kg/j, HRS a installé 37% de ce parc de stations, selon les informations disponibles sur le site de l'Afhypac détaillant les stations installées et leurs capacités.

En particulier, HRS a livré, en 2015, 8 stations bi-pression 350-700 bars d'une capacité chacune de 100 Kg d'H<sub>2</sub> / jour dans le cadre du projet Clean Energy Partnership (CEP) visant à établir un réseau de ravitaillement à hydrogène en Allemagne. Depuis, les stations du projet CEP ont intégré le réseau H2 Mobility. HRS a également livré 14 stations dans le cadre du projet H2 Mobility, soit un total de 22 stations installées en Allemagne, représentant 26% du parc installé en Allemagne<sup>48</sup>.

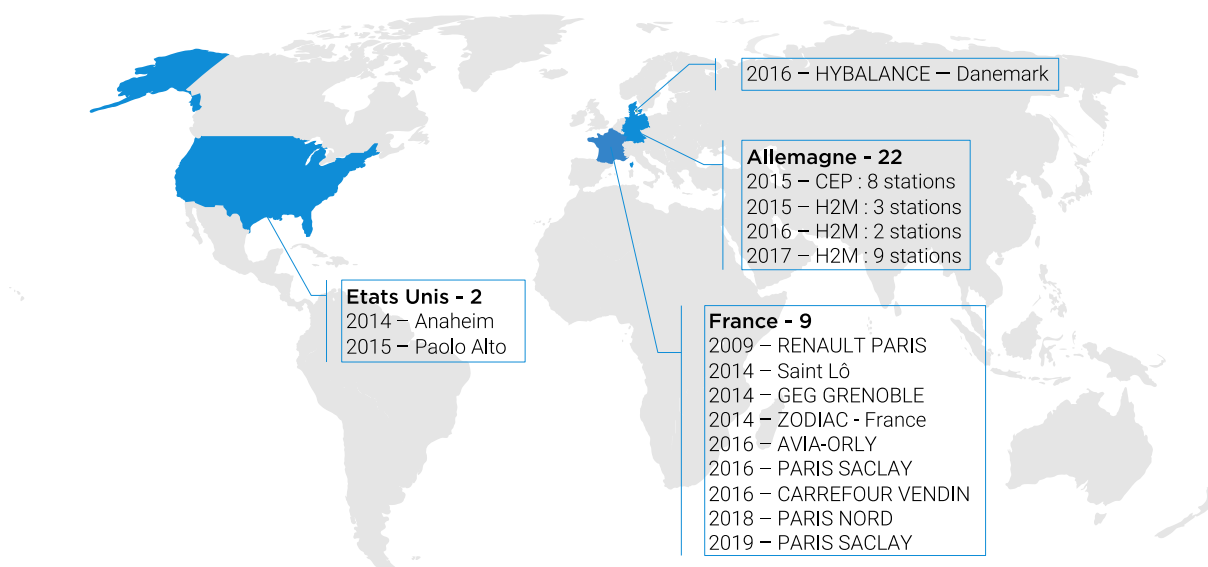
Nom du projet	Pays	Désignation	KG/J	Pression (bar)	Date de livraison	Quantité
RENAULT PARIS	France	Station hydrogène — f20	20	350	2009	1
Saint Lô	France	Station hydrogène — f20	20	350	2014	1
GEG GRENOBLE	France	Station hydrogène — f20	20	350	2014	1

<sup>47</sup> Estimation Société basée sur un parc global de 185 stations installées en Europe

<sup>48</sup> Compte tenu d'un parc total de 85 stations installées en Allemagne selon H2Mobility.



ZODIAC	France	Station hydrogène — f20	20	350	2014	1
Anaheim	USA	Station hydrogène — g1	100	350/700 - T40	2016	1
PALO ALTO	USA	Station hydrogène — c100	100	350/700 - T40	2014	1
CEP	Allemagne	Station hydrogène — c100	100	350/700 - T40	2015	8
H2Mobility	Allemagne	Station hydrogène — c100	100	350/700 - T40	2015	3
Avia-Orly	France	Station hydrogène — g2	200	350/700 - T40	2016	1
Paris Saclay	France	Station hydrogène — g2	200	350/700 - T40	2016	1
H2Mobility	Allemagne	Station hydrogène — c100	100	350/700 - T40	2016	2
CARREFOUR VENDIN	France	Station hydrogène — f20	20	350	2016	1
HYBALANCE	Danemark	Station hydrogène — projet modules	500		2016	1
H2Mobility	Allemagne	Station hydrogène — g3	200	350/700 - T40	2017	9
PARIS NORD	France	Station hydrogène — g3	200	350/700 - T40	2018	1
PARIS SACLAY	France	Solution de compression — g2 (upgrade)	200	350/700 - T40	2019	1
		Total				34



**La Société dispose d'une part de marché de 22,5% en France et de 26% en Allemagne en nombre de stations installées<sup>49</sup>.**

Ces stations ont été principalement réalisées en tant qu'intégrateur pour le compte de donneurs d'ordre comme Air Liquide jusqu'au cours de l'exercice 2018/2019. A compter de 2019, la Société a arrêté cette activité d'intégrateur afin d'évoluer vers un positionnement de fabricant, et a développé sa propre expertise, apporté sa compétence dans le dimensionnement et la réalisation de module, son savoir-faire en tuyauterie industrielle pour la haute pression ainsi que la mise en œuvre pour l'hydrogène pour devenir elle-même fabricant de stations de ravitaillement à hydrogène. Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2020, la Société n'a installé aucune station, étant passé d'un modèle d'intégrateur à un modèle de fabricant pendant l'exercice et ayant consacré du temps à la conception de sa gamme de stations de ravitaillement. Les premières stations conçues et fabriquées par HRS seront vendues au cours de l'exercice 2020/2021.

Les solutions de HRS sont un concentré de technologie acquis et développé au cours de 10 dernières années. L'hydrogène délivrée à partir d'une source, qui peut-être un stockage sous pression, un pipeline, ou bien un électrolyseur, entre dans le module de compression à une pression minimum de 30 bars. L'hydrogène est ensuite comprimé à haute pression (1000 bars) pour être stocké dans un élément de stockage tampon de l'hydrogène appelé « buffer ». Le dispenser (borne de distribution) délivre au véhicule, depuis le buffer, à deux niveaux de pression : à 700 bars pour les véhicules de tourisme, et à 350 bars pour les camions et cars et véhicules de flotte captive.

Il est important pour pouvoir distribuer l'hydrogène dans de bonnes conditions d'éviter l'échauffement de l'hydrogène afin de ne pas dégrader les réservoirs des véhicules et optimiser les performances de remplissage, ce qui oblige à refroidir l'hydrogène à -40°C à très grande vitesse. La grande maîtrise de la production et de

<sup>49</sup> Estimation Société



l'utilisation du froid est donc fondamentale. Ces protocoles de remplissage reposent sur la norme la SAEJ 2601 qui est complètement maîtrisé par HRS. L'ensemble des opérations est géré par deux automates, un pour la gestion du processus de remplissage et un autre pour la supervision et la gestion de la sécurité. Une station comporte jusqu'à 150 mètres de tuyauterie industrielle et pas loin de 5000 pièces. Le savoir-faire de la Société consiste donc en sa capacité à concevoir, assembler et faire fabriquer à façon en exclusivité certains modules clés (par exemple le groupe froid), proposer des options répondant aux besoins client (stockage, dispenser, pression, etc) et installer ses stations dans les délais voulus par le client.

### **Durée de vie d'une station**

Une station de ravitaillement a une durée de vie en moyenne de quinze ans, dont trois opérations de grande maintenance réalisées tous les quatre ans. Au cours de la durée de vie de la station, et notamment à l'occasion des opérations de maintenance annuelles et des opérations de grande maintenance, la Société procède au changement des organes nécessitant un remplacement. A la date d'approbation du présent Document d'enregistrement, la totalité des stations installées par la Société sont encore en fonctionnement.

#### **2.2.4.1.3 Projets en cours et pipe commercial sur l'activité Stations à hydrogène**

La Société est actuellement retenue sur deux grands projets dans le cadre de son activité Stations à hydrogène : le projet ZEV (Zero Emission Valley), qui porte sur l'installation de 20 stations à hydrogène en région Auvergne-Rhône-Alpes, dont aujourd'hui 3 pour HRS. La Société a également été retenue par Engie sur le projet Hygo, qui porte sur l'installation d'une unité de production et de distribution d'hydrogène sur site industriel

Elle répond par ailleurs à plusieurs appels d'offre en France qui portent sur un total de 58 stations, dont 14 stations font l'objet de discussions avancées.

### **Carnet de commandes sur l'activité Stations à hydrogène**

Afin notamment de booster la mobilité hydrogène, la région Auvergne-Rhône-Alpes a lancé le projet Zero Emission Valley (ZEV). La Région Auvergne-Rhône-Alpes et la Banque des Territoires sont ainsi investies à hauteur de 49% dans Hymulsion, un partenariat public-privé, tandis que le groupe Michelin, ENGIE et le Crédit Agricole détiennent 51% du capital. Co-financé par des fonds européens, ce projet a pour ambition de proposer des véhicules et de l'hydrogène renouvelable à un coût global comparable à celui du diesel.

Le 18 juin 2020, la société Hymulsion, a annoncé avoir choisi le groupement MAT constitué de McPhy, Atawey et HRS pour assurer, sur la base d'un contrat cadre, la fourniture de 14 stations hydrogène, dont plusieurs seront équipées d'électrolyseurs assurant la production d'hydrogène zéro-carbone sur site, et dont 3 stations seront fabriquées et installées par HRS (voir chapitre 6.7 Contrats importants du présent Document d'enregistrement). La fourniture de 5 autres stations reste à attribuer dans le cadre de ce projet et des discussions sont en cours actuellement avec la Société.

Les 3 stations à fournir par HRS sont des stations de 200kg avec une option d'augmentation de capacité, 1 première station en commande ferme au 30 juin 2020 pour 1.1 M€ livrable sur l'exercice en cours 2020/2021 et 2 stations sur l'exercice 2021/2022, qui seront en service au plus tard en 2023. Ces 3 stations sous contrat représentent un chiffre d'affaires de 4,3 M€.

### **Pipe commercial et contrats en négociation**

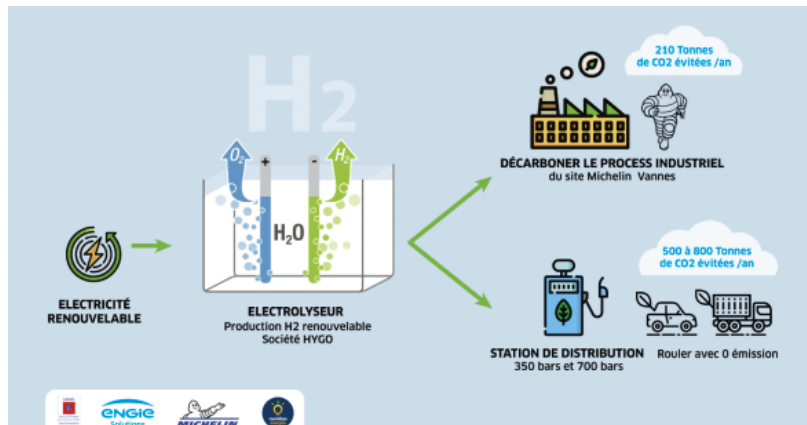
Le pipe commercial (appels à projets auxquels la Société a répondu et est en attente d'une réponse) de la Société en France représente 58 projets de stations hydrogène livrables entre 2021 et 2027 représentant un chiffre d'affaires potentiel de plus de 84M€. Sur ces 84 M€ de projets en pipe, 14 stations font l'objet de discussions avancées avec les donneurs d'ordre, pour un chiffre d'affaires de 17,4 M€, c'est-à-dire que soit l'offre remise par la Société a été retenue pour un prochain tour de discussion parmi quelques autres offres (*short list*), soit l'offre de la Société a été retenue et le contrat est en cours de négociation, comme c'est le cas notamment pour le projet Hygo.

#### **Projet Hygo**

Le projet Hygo porte sur l'alimentation en hydrogène vert du site Michelin et de la station de recharge pour véhicules grand public à Vannes (56). L'objectif est ainsi de produire de l'hydrogène vert grâce à l'électrolyse d'électricité :

- au service des usages industriels de Michelin, qui utilise sur son site de l'hydrogène pour son processus de traitement thermique.
- afin d'alimenter une station grand public de distribution d'hydrogène vert pour véhicules légers et poids lourds. La station sera installée en bordure de l'usine Michelin, ZI du Prat à Vannes.

Les partenaires du projet sont Michelin, Morbihan Energies, la SEM 56 Energies et Engie. A la connaissance de la Société, la mise en service de cette station devrait intervenir d'ici fin 2021. L'investissement s'élève à 4,6 millions d'euros.<sup>50</sup>



Cette solution est lauréate de l'appel à projets Éco-systèmes de mobilité hydrogène porté par l'ADEME et bénéficie à ce titre d'un soutien financier de 780 k€. L'ADEME accompagnera également les futurs acquéreurs de véhicules électriques à pile à combustible utilisant cette station de recharge dans le cadre d'une enveloppe globale de 992 k€.

Dans ce cadre, la société ENGIE a signifié à HRS qu'elle a été retenue afin de fournir la solution de compression et de distribution pour le projet Hygo. La station devrait être livrée sur l'exercice 2021-2022.

#### 2.2.4.2 Un savoir-faire industriel complémentaire en ingénierie et tuyauterie industrielle

HRS a débuté son activité dans le domaine de l'ingénierie et de la tuyauterie industrielle complexe. Aujourd'hui, HRS conçoit et réalise des procédés industriels (étude, conception, tuyauterie, chaudronnerie, serrurerie, mécano-soudage, ...).

Les marchés adressés par HRS sont très diversifiés allant de la papeterie, du fiduciaire, la chimie, le biogaz, les barrages hydrauliques, l'alimentaire, le stockage de carburant, les réseaux d'eau de chauffage, le nucléaire, le tertiaire, l'industrie, les semi-conducteurs, les centres de recherches et à la métallerie.

La Société dispose d'une vingtaine de clients pour cette activité d'ingénierie et tuyauterie industrielle, dont une dizaine de clients récurrents. Au titre de l'exercice clos au 30 juin 2020, marqué par la crise de la Covid-19, HRS a réalisé 59% de son chiffre d'affaires sur cette activité auprès de clients récurrents.

Ces différents marchés requièrent des qualifications et des savoir-faire spécifiques, en partant de la réalisation de tuyauteries en acier, inox et autres métaux spécifiques pour des fluides de températures cryogéniques (- 250°C) à des hautes températures (200°C) et de haute pression (1 000 bar ou 10MPa) et très basse pression (10<sup>-6</sup> mbar).

En réalisation, HRS dispose d'un personnel hautement qualifié dans les domaines de l'étude, la conception, la fabrication et le montage sur site. HRS travaille tous types de matériaux : aciers carbone, aciers inoxydables, aluminium, nickel, ... Sa stratégie est basée sur la réactivité ainsi que les compétences spécifiques du contrôle qualité au niveau des procédés de fabrication.

Les compétences et l'expertise acquises depuis 17 ans grâce à cette activité historique permettent à la Société de disposer d'un savoir-faire différenciant dans le domaine des stations de ravitaillement en hydrogène, une station à hydrogène contenant entre 150 et 200 mètres de tuyauterie à haute pression (1000 bars).

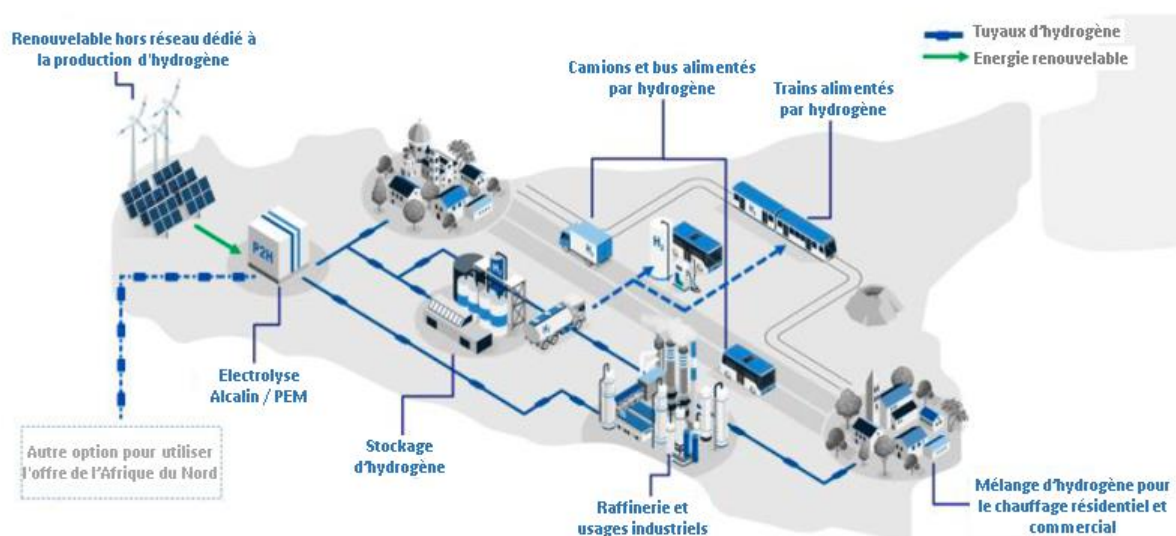
<sup>50</sup> [https://www.engie-solutions.com/sites/default/files/assets/2020-03/CP\\_hydrogene-vert-michelin.pdf](https://www.engie-solutions.com/sites/default/files/assets/2020-03/CP_hydrogene-vert-michelin.pdf)

L'activité de tuyauterie représente aujourd'hui un chiffre d'affaire de 3.5 M€ annuel moyen<sup>51</sup> pour 30 000 heures travaillées. Le marché de la tuyauterie industrielle est un marché mature qui connaît une croissance limitée (4,34% en 2017 en Europe<sup>52</sup>).

### Une opportunité de développement sur l'installation de pipeline

Grâce à l'électrolyse de l'eau développée pour produire de l'hydrogène vert, en exploitant le faible coût de l'électricité éolienne et solaire dédiée, l'hydrogène pourrait ensuite être transporté dans les canalisations existantes et utilisé dans les processus industriels locaux et pour le chauffage domestique local, en exploitant le réseau de distribution existant, et dans des canalisations spécifiques pour alimenter les habitations équipées de piles à combustible et des stations de recharge pour alimenter des véhicules électriques à pile à combustible.

Ces réseaux enterrés, longs de plusieurs kilomètres, acheminent l'hydrogène sous forme de gaz à basse pression (moins de 5 bars). Toutes les mesures de sécurité appliquées sont plus importantes et plus strictes que pour une conduite de gaz ordinaire.



*Exemple d'infrastructure utilisant une distribution par canalisation.*

La faible densité rend l'hydrogène coûteux à transporter par route ou par bateau. Cependant, l'hydrogène s'écoule près de trois fois plus vite que le méthane dans les tuyaux, ce qui en fait une option rentable pour le transport à grande échelle. Mais pour que l'hydrogène devienne aussi omniprésent que le gaz naturel, un vaste programme coordonné de modernisation et de construction d'infrastructures serait nécessaire, car l'hydrogène est souvent incompatible avec les conduites et les systèmes existants.

Des études<sup>53</sup> montrent des estimations de prix allant de 0,05 à 6,70 \$/kg de coût de transport de l'hydrogène en fonction de la distance et de la méthode de transport. Le transport par pipeline reste le moyen de transport de l'hydrogène le moins cher.

Les installations de pipelines pourraient se développer à moyen terme et HRS pourrait envisager d'adresser ce marché en s'appuyant sur ces compétences et savoir-faire en tuyauterie et en ingénierie pour réaliser ces pipelines sur des distances allant jusqu'à des centaines de kilomètres.

<sup>51</sup> Moyenne observée au cours des 8 derniers exercices

<sup>52</sup> Source : Global Industrie, « La sous-traitance industrielle : chiffre et analyse », mars 2018

<sup>53</sup> Bloomberg NEF, Hydrogen Economy Outlook, March 30, 2020, Figure 4 Page 4.

### 2.2.4.3 Organisation de la Société

#### 2.2.4.3.1 Organigramme opérationnel de la Société

Au 31 décembre 2020, la Société emploie 34 collaborateurs et collaboratrices (voir organigramme de la Société au chapitre 2.3.1.1 Organigramme directionnel du présent Document d'enregistrement).

La Société est structurée comme suit au 31 décembre 2020 :



L'équipe de direction de la Société est présentée au chapitre 2.3.1.2 du présent Document d'enregistrement. <sup>1</sup>Gilles ANELLI, Directeur Financier, prendra ses fonctions courant février 2021. Les autres postes clés de la Société sont occupés par des personnes expérimentées et expertes dans le domaine d'activité de la Société :

#### **Bastien BERNARD (Responsable de Production)**

Suite à l'obtention de son master en marketing et négociation industrielle, après 3 ans d'expérience dans le domaine des structures et charpentes métallique, Bastien Bernard a rejoint HRS en août 2013 en tant que chargé d'affaires pour la tuyauterie industrielle.

Dès le début de l'activité hydrogène chez HRS, Bastien a pris en charge la production des stations de rechargement, participe à leur conception afin de prendre en compte et d'optimiser les opérations de production, est le garant de la qualité et gère les commandes et les relations avec les fournisseurs.

#### **Rémi PONCET**

Au sein du groupe Air Liquide depuis 1999, Rémi a occupé les fonctions de responsable des sites micro-électronique en France (ST, SOITEC), responsable des comptes clients électroniques jusqu'en 2012 et responsable du pôle technique BU Nouvelles énergies d'Air Liquide Advanced Technologies de 2012 à 2015. Rémi a piloté de nombreux projets de grande envergure dans le cadre de la mobilité hydrogène et projets européens financés.

Dans le cadre des projets « turnkey » pour le groupe Air Liquide, Rémi a géré la standardisation des installations hydrogène pour les marchés français, allemand, américain et coréen au sein de l'entité ALAT.

Au cours de ces années chez Air Liquide, Rémi a participé à la mise en œuvre des projets fondateurs de la filière hydrogène pour la mobilité et les applications industrielles comme : MaxHyFill (Fos sur Mer), les stations d'Orly et du CRPS (Centre de Recherche Paris Saclay, Versailles), les projets H2M et CEP en Allemagne, TEN-T en Hollande et Belgique, HyWay en région Rhône-Alpes et 3Motion, ainsi que les installations pour les centres logistiques d'Ikea à Saint Quentin Falavier et de FM logistique à Neville au bois. Il a rejoint HRS en 2019.

### **Francis EYNARD (Responsable Technique)**

Francis débuté sa carrière dans l'aéronautique. Dès 2006, il a débuté dans l'hydrogène par le développement d'application pour les piles à combustible et notamment dans le cadre du projet européen FEBUSS. Il a ensuite été responsable produit AUXIPAC, pour autant des projets d'innovation et de conception de Pile à Combustible (PAC).

A partir de 2010, Francis a successivement occupé les fonctions de chef de projet développement, de responsable pôle technique et d'ingénieur systèmes hydrogène, et il a contribué à la conception et au développement des solutions de mise en œuvre hydrogène pour la société Air Liquide. Il a rejoint HRS en 2020.

### **Yves LACOMBE**

Yves fait partie des pionniers de l'hydrogène en France. Il participé au démarrage et à l'optimisation de la première station de rechargement pour véhicules électriques à pile à combustible.

Pendant 15 ans Yves a travaillé sur des projets de stations hydrogène au sein de la société Air Liquide. De la réalisation des tests pour les premières stations 350 bars pour bus, à l'installation et au démarrage de nombreuses stations en Europe. Son expertise lui a permis de devenir le référent chez Air Liquide sur la démonstration et l'explication du fonctionnement des stations hydrogène lors de nombreux événements.

Il a également été responsable des stations lors des Challenge Bibendum Michelin dans le monde, événement organisé dans le but de promouvoir une mobilité bas carbone, responsable de la station mobile pour les véhicules électriques à pile à combustible lors des éditions du E-Rallye de Monte-Carlo de 2017 à 2018 et réalisé l'installation et la mise en route en 2015, de la station de ravitaillement 700 bar au Pont d'Alma à Paris dans le cadre de la COP 21 qui a ensuite été utilisé par la société Hype pour remplir sa flotte de taxi. Il a rejoint HRS en 2019.

#### *2.2.4.3.2 Le site de production actuel*

La Société a mis en place un outil de production flexible sur son site de Champ Sur Drac (près de Grenoble) lui permettant de se positionner désormais en tant que concepteur et fabricant de stations à hydrogène. La Société dispose de 4000 m<sup>2</sup> et d'une capacité de production de 20 stations par an, d'équipes dédiées à l'ingénierie, la production et au suivi de projets (et jusqu'à 60 stations par an en recrutant de quoi faire travailler trois équipes organisées en 3/8).



**Son organisation et son outil industriel permettent la production d'une station en 8 semaines.**

Le processus industriel de fabrication d'une station consiste en :

- La fabrication des châssis métalliques (modules) et habillage
- L'intégration des différents organes, assemblage en série
- Le contrôle qualité à différentes étapes du processus d'assemblage
- L'assemblage final et phase de tests en interne
- L'installation sur site et la mise en fonctionnement



**La Société est en mesure, compte tenu de son organisation, de produire jusqu'à une dizaine de station en simultané.**

Photo 1 - Fabrication des châssis (modules) et habillage



Photo 2 – Intégration en série des stations dans le cadre du projet CEP (Clean Energy Partnership)



Photo 3 - Intégration en série des stations dans le cadre du projet CEP (Clean Energy Partnership)



Photos 4 et 5 : fabrication en cours des stations à fournir dans le cadre du projet ZEV en tant que fabricant de stations



#### *2.2.4.3.3 Approvisionnement et principaux organes composant les stations*

La Société s'approvisionne auprès de fournisseurs français, européens et américains reconnus, et dispose notamment de contrats cadre pour certains organes.

Les principaux organes composant une station et pour lesquels un contrat de fourniture a été établi sont les suivants :

- Echangeur
- Groupe Froid
- Stockage H2 (bouteilles)
- Compresseur hydrogène
- Mesureur
- Groupe hydraulique
- Organe de régulation

En particulier, les fournisseurs de compresseurs sont Haskel et Burckhardt Compression et le fournisseur de groupe froid est Lauda.

Grâce à ces contrats, la Société dispose d'un stock tampon de ces organes chez ses fournisseurs, ce qui lui permet d'être réactive et de garantir ses délais de fabrication de 8 semaines. Les achats d'organes représentent en moyenne 70% du coût de revient d'une station actuellement, dont environ 9% pour le compresseur et 14% pour le groupe froid.

#### *2.2.4.3.4 Maintenance et astreinte*

Le design de HRS permet à l'exploitant de travailler en sécurité, d'avoir rapidement accès à distance aux données pour diagnostiquer et piloter, si nécessaire, et donc de faire de la maintenance prédictive.

Basée sur des produits de fournisseurs reconnus, la maintenance de premier niveau peut être effectuée par des électrotechniciens confirmés sans intervention du constructeur.

La liaison de communication permet de transmettre les informations nécessaires au pilotage et de donner à l'exploitant la possibilité de se connecter directement sur la station pour piloter via l'interface IHM et de connaître en temps réel son fonctionnement. Un système d'envoi de SMS et d'email permet d'être alerté en cas de dysfonctionnements.

L'ensemble de la partie électrique et d'automatisme sont prévus pour être conformes aux normes européennes.

#### **Maintenance**

Les stations sont garanties 12 mois minimum (extension possible sur 24 mois). Un contrat de maintenance est proposé dès la mise en service, généralement avec HRS, sur des durées allant de 1 à 10 ans.

Le premier contrat de maintenance sera mis en place dans le cadre du contrat ZEV. Les prestations de maintenance sont facturées environ 7% par an du prix de vente de la station. La facturation intervient 12 mois après la mise en service.

#### **Astreinte**

La Société propose à ses clients une offre d'astreinte consistant en la mise à disposition, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, d'une hotline permettant d'intervenir à distance (prise en main à distance par l'opérateur de HRS pour traiter le problème), et intervention d'une équipe si nécessaire.

Le premier contrat d'astreinte sera mis en place dans le cadre du contrat Zéro Emission Valley. Les prestations d'astreinte sont proposées pour environ 35K€/an par station.



#### **2.2.4.4 Avantages concurrentiels**

HRS dispose d'avantages concurrentiels solides vis-à-vis de ses concurrents. HRS dispose d'un savoir-faire industriel et de compétences dans le développement de solutions pour l'hydrogène dans le respect des règles sécuritaires, point majeur dans les métiers de l'hydrogène.

##### **Expertise dans le domaine de la compression de l'hydrogène et du froid**

HRS, grâce à l'expérience de ses collaborateurs, cumule aujourd'hui plus de 44 ans de savoir-faire dans la mise en œuvre de l'hydrogène. Certains de ses collaborateurs font partie des pionniers de l'hydrogène pour la mobilité en France. HRS a acquis au cours des 17 dernières années un savoir-faire unique en ingénierie et tuyauterie industrielle et dispose de 11 ans d'expérience dans la mise en œuvre de l'hydrogène. Aujourd'hui les compétences clés pour concevoir des solutions de ravitaillement des véhicules électriques à pile à combustible sont la compression et le froid afin de pouvoir remplir les réservoirs des véhicules en toute sécurité dans un temps optimal.

##### **Expertise dans l'ingénierie et la tuyauterie industrielle**

L'expertise en tuyauterie est un élément clé pour la construction de stations de ravitaillement. Le cœur des stations est composé de 150 à 200 mètres de tuyauteries, dans lesquelles circule de l'hydrogène à haute pression (1000 bars). L'expérience de HRS lui permet de maîtriser cette problématique et de garantir le bon fonctionnement et la sécurité de ses produits dans le temps.

##### **Modularité de la gamme de station hydrogène pouvant accompagner la montée en puissance du marché**

Les stations de HRS offrent la possibilité d'être modulaire à travers le temps. Ainsi, une installation initiale de station peut être enrichie d'une capacité de production d'hydrogène journalière supplémentaire au regard des besoins à travers le temps. La Société peut ainsi suivre les besoins du marché et répondre à la problématique de synchronisation du déploiement des véhicules électriques à pile à combustible et de l'infrastructure de recharge dédiée.

##### **Politique d'approvisionnement et processus industriel permettant de produire une station en 8 semaines**

HRS a mis en place une politique d'approvisionnement des organes majeurs afin de réduire leur durée d'approvisionnement. Des contrats spécifiques de fournitures exclusives ont été établis pour une durée de 2 ans avec les fournisseurs d'organes clés. Ces contrats imposent aux fournisseurs de mettre en stock des organes équivalents du besoin pour la fabrication de 2 stations chez HRS. Cette politique, couplée à l'organisation du process industriel mise en place par HRS, permet de réduire le délai de fabrication de station à 8 semaines.

Au sein d'HRS, le personnel possède une grande flexibilité en termes de savoir-faire. Aujourd'hui tous les techniciens ont le savoir-faire et les qualifications nécessaires à la réalisation de stations de ravitaillement hydrogène. Cette flexibilité permet à HRS de pouvoir affecter ses ressources à l'une ou l'autre de ses activités, en fonction des besoins de production.

##### **Des solutions d'alimentation des stations adaptées à chaque usage**

Les solutions de HRS sont agnostiques en termes de sources d'hydrogène :

- Les stations HRS peuvent être alimentées par camionnage de bouteilles d'hydrogène,
- Les stations HRS peuvent être couplées avec l'ensemble des électrolyseurs disponibles sur le marché, quelle que soit la technologie utilisée,
- HRS propose la solution de raccordement au réseau de pipelines.

##### **Compétitivité prix**

Du fait de ses process, de l'optimisation et de la flexibilité de ses équipes entre ses deux activités, et de son savoir-faire, la Société bénéficie d'une structure de coût légère, et se positionne de façon compétitive en termes de prix par rapport à ses concurrents.



### 2.2.5 Stratégie de développement et objectifs

Fort de son savoir-faire industriel et afin de profiter de la croissance du marché mondial, HRS ambitionne de devenir le leader européen des stations de ravitaillement en hydrogène pour véhicules électriques à pile à combustible en Europe en reposant sur trois principaux axes de développement :

- Accélération du déploiement commercial et international
- Poursuivre la stratégie de développement technologique
- Installation d'une station pilote de grande capacité ouverte au public

Ce plan de développement nécessitera le recrutement de plus de 130 personnes entre mi-2020 et mi-2025.

#### 2.2.5.1 Accélération du déploiement commercial et à l'international

**La Société, après avoir mis en place son offre de stations de ravitaillement en hydrogène pour véhicules électriques à pile à combustible et remporté des premiers succès commerciaux (ZEV, HyGO), souhaite désormais accélérer son déploiement commercial.**

La stratégie commerciale de la Société repose sur :

- le renforcement de ses relations commerciales avec les exploitants de stations
- une approche commerciale directe en France et dans certains pays d'Europe,
- une approche commerciale indirecte au travers de partenariats commerciaux et industriels à l'international

#### Renforcement des relations commerciales avec les grands exploitants de stations

Dans le cadre de ses projets en cours et des discussions commerciales en cours, la Société est en relation avec les principaux exploitants de stations français tels que Air Liquide, Total, Engie, Storengy, Hype ou encore Bouygues Energies et Services. La Société souhaite renforcer ces relations commerciales notamment au travers d'accords permettant de supporter le développement commercial de HRS.

#### Déploiement commercial direct en France et dans certains pays d'Europe

**Dans un premier temps, HRS souhaite engager le développement de son activité commerciale sur les marchés prioritaires que sont l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, l'Espagne et le Portugal à horizon 2021-2022.** Dans un second temps la Société visera le Royaume-Uni, la Belgique, l'Autriche et certains pays de l'Est de l'Europe à horizon 2022-2023.

La Société prévoit de renforcer l'équipe en charge d'étudier et de rédiger les propositions d'offres et de recruter une personne en charge du marché germanique couvrant l'Allemagne, la Suisse et la Hollande, et une personne en charge du marché ibérique, afin d'avoir une présence sur ces marchés et de répondre aux appels d'offres.

Ce déploiement s'accompagnera également d'un renforcement des équipes commerciales, des équipes techniques d'installation des stations et des équipes de maintenance dans ces zones géographiques en fonction de la croissance de l'activité locale.

Dans certains pays d'Europe des structures locales pourraient également être mises en place pour faciliter l'accès au marché.

### **Accélération de la croissance au travers de partenariats commerciaux et industriels**

La Société envisage de tisser des partenariats industriels et/ou commerciaux pour accélérer son développement commercial en Europe et aux Etats-Unis.

Ces alliances commerciales et/ou industrielles présenteraient deux intérêts pour la Société :

- tout d'abord pour adresser des marchés ou des zones géographiques spécifiques. La Société envisage notamment de nouer des alliances avec des fournisseurs d'électrolyseurs de façon à disposer d'une offre globale de stations de ravitaillement en hydrogène vert pour véhicules électriques à pile à combustible alliant production et distribution.
- par ailleurs pour adresser des marchés ou des zones géographiques spécifiques. En particulier, la Société souhaite se lancer sur le marché des Etats-Unis en partenariat avec un acteur nord-américain de l'hydrogène à horizon 2022-2023. La Société a d'ores et déjà engagé des discussions avec de potentiels partenaires américains pour commercialiser ses solutions de ravitaillement en hydrogène.

La Société pourrait également aller au-delà d'un simple partenariat stratégique et saisir des opportunités de croissance externe en France ou en Europe (acquisition de réseau de distribution, de concurrent, de fournisseur stratégique), notamment pour prendre des parts de marché. A ce jour des partenariats sont en réflexion et discussion, mais pas de croissance externe.

#### **2.2.5.2 Poursuite de la stratégie de développement technologique**

### **Un développement des solutions en adéquation avec un marché en pleine croissance**

En 11 années d'expérience en tant qu'intégrateur de stations pour le compte de donneurs d'ordre, notamment pour Air Liquide, la Société a développé un savoir-faire unique lui permettant dorénavant de fabriquer et d'installer ses propres stations de ravitaillement en hydrogène pour véhicules électriques à pile à combustible. A ce jour, la Société propose une gamme de stations à hydrogène d'une capacité de 100 kg à 200 kg d'hydrogène produit par jour.

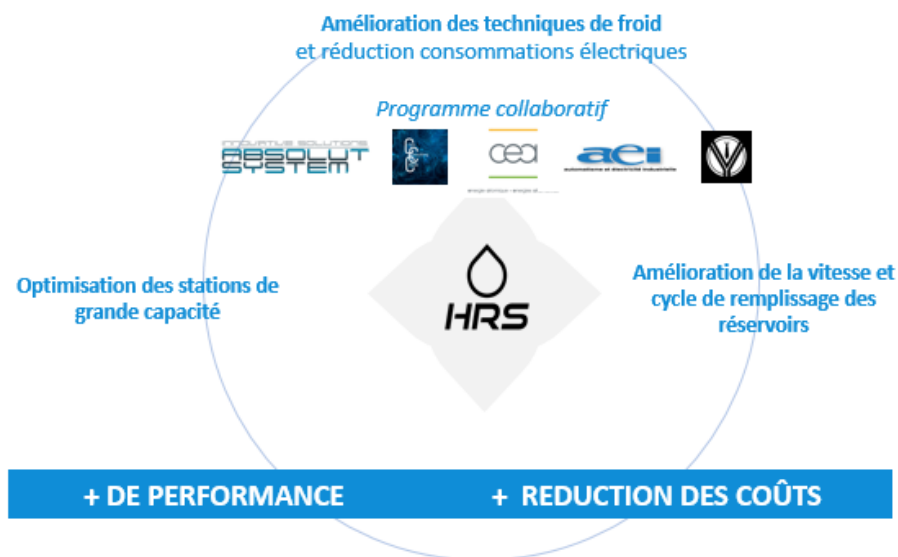
La Société a **lancé en janvier 2021 la commercialisation d'une nouvelle gamme de station de capacité de production d'hydrogène de 500 kg quotidienne**, première solution de la gamme de grande capacité particulièrement adaptée au marché de la mobilité lourde que la Société entend développer.

HRS anticipe une forte demande en stations de grande capacité, à l'instar de ce que l'on observe sur le marché asiatique, afin de suivre la flotte en circulation de véhicules électriques à pile à combustible à grande capacité arrivant sur le marché. D'après une étude d'Hydrogen Council, les véhicules électriques à pile à combustible devraient représenter 400 millions de véhicules légers et 20 millions de véhicules lourds en 2050, soit une croissance annuelle moyenne de 37% des véhicules électriques à pile à combustible. Ainsi, **HRS développe dès à présent une gamme de très grande capacité (stations de 1 à plusieurs tonnes d'H<sub>2</sub> par jour) pour adresser les marchés de la mobilité lourde pour une commercialisation à partir de 2022.**

HRS souhaite travailler sur le développement d'évolutions incrémentales afin d'améliorer la performance de ses produits, gérer les problématiques d'obsolescence des composants et surtout profiter du retour d'expérience afin de capitaliser sur son savoir-faire.

A court terme, HRS prévoit de travailler à l'optimisation de sa gamme de stations, de façon à permettre une réduction de coûts dans le temps et une amélioration des performances énergétiques et en particulier :

- améliorer les techniques de froid et réduire la consommation électrique afin de réduire les coûts d'opération de ses stations ;
- améliorer la vitesse et les cycles de remplissage des réservoirs ;
- développer des stations de grande capacité.



Il est fondamental de faire évoluer le contenu technique des stations, soit en ajoutant de nouvelles capacités (pression de plus en plus élevée, débit important, maîtrise de la température, etc..) soit en optimisant le contenu technique et donc de baisser le total cost of ownership (fabrication, énergie de fonctionnement, maintenance, consommation d'hydrogène, etc..).

#### Innovation technologique : un avantage compétitif fort

HRS a mis en place une équipe de R&D de 3 personnes afin de pérenniser son avance technique et technologique et prévoit de renforcer cette équipe par principalement des profils ingénieur et technicien d'essai. Aujourd'hui principalement lié au savoir-faire de ces équipes, HRS veut acquérir de nouveaux savoir-faire et pouvoir proposer de nouvelles solutions techniques. HRS a la volonté d'anticiper les évolutions et les besoins des différents marchés, ce en maintenant une veille technologique active et en participant à des projets innovants dans des domaines fondamentaux qui pourront apporter un avantage compétitif fort dans le futur.

Tous ces développements feront l'objet d'une évaluation et pourront être protégés au travers de dépôt de brevets. Un partenariat a été mis en place avec le cabinet Hecké à Grenoble pour la rédaction et le suivi administratif de la propriété intellectuelle.

Un premier groupement d'entreprises expérimentées est mis en place afin de travailler sur de nouveaux systèmes de réduction de consommation de froid. Ce groupement est composé des sociétés :

- HRS, spécialisée dans la conception, le développement et la fabrication de station de ravitaillement hydrogène,
- Absolut System, spécialiste de la cryogenie et du froid,
- Cryo Consulting, spécialisée dans la compression des gaz spéciaux,
- AEI automatisme, le partenaire historique de la Société spécialiste de l'automatisme, de l'électricité et du monitoring,
- CEA Liten, un centre de recherche de référence en France pour l'hydrogène,
- Mister Hy, un conseil dans le domaine de l'hydrogène et de la pile à combustible, et

Sur le long terme, HRS entend concentrer sa R&D sur 2 axes majeurs :

1. Maîtrise des sources d'approvisionnement d'hydrogène afin d'offrir des solutions qui utilisent de l'hydrogène produit sur site par électrolyse, de l'hydrogène gazeux stocké en bouteilles ou distribué par pipeline, ou encore, de l'hydrogène sous forme liquide stocké à -254°C ;
2. Adresser les enjeux environnementaux, tels que l'efficacité énergétique des stations de ravitaillement, la réduction des nuisances sonores et la proposition de solutions avec une architecture écoresponsable, et notamment pouvoir adapter les solutions de rechargement à d'autres applications par exemple le transport maritime (stations de ravitaillement flottantes).

## Création d'un laboratoire d'innovation, le FabLab

L'objectif du FabLab est de proposer un atelier de prototypage d'équipements ou machines mettant en œuvre l'hydrogène.

L'intérêt stratégique pour HRS est de pouvoir intervenir dans la globalité de la chaîne de valeur de l'hydrogène et non pas uniquement dans la partie station. Cela permettra d'améliorer les connaissances globales de l'hydrogène énergie mais aussi permettre d'accroître la visibilité marketing de l'entreprise. A titre d'exemple on peut parler de robot à propulsion hydrogène, de trottinettes, etc...

Cela ouvrira de nouveaux marchés en apportant une brique technologique manquante au donneur d'ordre. La Société prévoit de recruter une équipe dédiée au FabLab.

Ce laboratoire ne va pas générer directement du chiffre d'affaires mais va permettre de développer les parts de marché de la Société, de maintenir ou d'améliorer la marge et aussi évidemment de promouvoir l'image innovante de HRS dans les écosystèmes de recherche.

## Formation

La mise en œuvre des stations hydrogène reste une activité critique pour l'exploitant final. Afin de préserver la sécurité d'opération, HRS pourrait devenir organisme de formation reconnu par l'Etat.

### *2.2.5.3 Projet de création d'une station pilote de grande capacité : une vitrine de l'avance technologique de HRS*

HRS est en train de définir une zone d'essai qui sera installée sur le nouveau site de Champagnier situé à 5 minutes en voiture du site actuel de la Société. Cette zone accueillera une **station de capacité 1 tonne d'H<sub>2</sub> par jour** de HRS et sera en accès public afin d'obtenir de multiples informations allant de l'expérience utilisateur à l'analyse de la résistance des matériaux de la station. Cette zone permettra également de disposer **d'une zone de production complémentaire** afin d'atteindre l'objectif d'une capacité de production de 120 stations par an.



D'après une étude<sup>54</sup> réalisée en 2019 par le laboratoire NREL de Los Alamos aux Etats-Unis, on observe qu'une station est hors service dans 57% des cas à cause d'un problème de dispenseur, 25% à cause d'un problème de compression, 12% à cause d'un problème de refroidissement et 6% à cause d'un problème de disponibilité d'hydrogène. La zone d'essai visera alors à adresser ces problématiques potentielles d'usure de station à hydrogène par une mise à l'épreuve de l'utilisation publique.

<sup>54</sup> Source : [https://www.hydrogen.energy.gov/pdfs/review19/ta014\\_sprik\\_2019\\_o.pdf](https://www.hydrogen.energy.gov/pdfs/review19/ta014_sprik_2019_o.pdf)



De plus, HRS testera sur cette zone des nouveaux concepts de compression et de refroidissement développés par ses équipes de R&D, testera en condition réelle les composants de ses fournisseurs et optimisera les paramètres de fonctionnement des stations afin de réduire les coûts d'opération.

La Société développera sur cette zone des recherches afin d'optimiser la vitesse de remplissage des réservoirs tout en maintenant une sécurité stricte. HRS souhaite travailler en partenariat avec les fabricants de réservoirs et de véhicules électriques à pile à combustible afin de pouvoir peser sur les réglementations et les normes dédiées à la filière de la mobilité à hydrogène.

Cette zone d'essai représente un investissement global de 15 M€ et devrait être opérationnelle au cours de l'exercice 2022-2023.

#### 2.2.5.4 Objectifs à moyen et long termes

Les objectifs présentés ci-dessous sont fondés sur des données, des hypothèses et des estimations, notamment en matière de perspectives économiques, considérées comme raisonnables par la Société à la date du Document d'enregistrement. Ces perspectives d'avenir et ces objectifs, qui résultent des orientations stratégiques de la Société, ne constituent pas des données prévisionnelles ou des estimations de bénéfice de la Société. Les chiffres, données, hypothèses, estimations et objectifs présentés ci-dessous sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiés de façon imprévisible, en fonction, entre autres, de l'évolution de l'environnement économique, financier, concurrentiel, légal, réglementaire, comptable et fiscal ou en fonction d'autres facteurs dont la Société n'aurait pas connaissance à la date du Document d'enregistrement. En outre, la matérialisation de certains risques décrits au chapitre 3 du Document d'enregistrement pourrait avoir un impact négatif sur les marchés, les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives de la Société et donc remettre en cause sa capacité à réaliser les objectifs présentés ci-dessous. Par ailleurs, la réalisation de ces objectifs suppose le succès de la stratégie de la Société, dont la mise en œuvre s'appuie notamment sur l'augmentation de capital prévue dans le cadre de l'introduction en bourse. Par conséquent, la Société ne prend aucun engagement, ni ne donne aucune garantie quant à la réalisation des objectifs figurant dans la présente section. La Société a construit les perspectives et objectifs financiers présentés dans la présente section conformément aux méthodes comptables appliquées pour les comptes IFRS des exercices clos les 30 juin 2019 et 30 juin 2020.

#### Objectifs de chiffre d'affaires

La Société estime sa part de marché actuelle à environ 17% du parc installé en Europe, dont 37% en France sur les stations bi-pression et de plus de 20 kg/jour, et 26% en Allemagne. Compte tenu de la stratégie de développement décrite ci-dessus, la Société a pour ambition de fabriquer et installer au moins 100 stations entre mi-2020 et mi-2025, ce qui représente environ 7,5% des stations à installer d'ici 2025<sup>55</sup>.

A court terme, la Société se fixe pour objectif un chiffre d'affaires d'au moins 10 M€ au titre de l'exercice en cours, principalement en France, et un objectif de doublement de ce chiffre d'affaires sur l'exercice suivant.

Ces objectifs reposent sur :

- le chiffre d'affaires généré par son activité d'Ingénierie et tuyauterie industrielle,
- le chiffre d'affaires attendu sur l'activité Stations de ravitaillement à hydrogène, pour laquelle la Société dispose des éléments suivants :
  - o un carnet de commandes s'élevant à 4,3 M€ à la date du présent Document, composé des contrats signés à ce jour, et dont la livraison est attendue entre mi-2020 et mi-2022, portant sur 3 stations de 100 à 200 kg
  - o un pipe commercial s'élevant à plus de 84 M€ composé :
    - des appels d'offres en phase avancée de négociation ou pour lesquels la Société est en *short list* à la date d'approbation du présent Document d'enregistrement, pour environ 17,4 M€, pour autant sur 14 stations à livrer entre 2021 et 2025 entre 100 et 500 kg ;
    - d'appels d'offres auxquels la Société a répondu et est en attente d'une réponse, pour plus de 67 M€ représentant 44 stations à livrer entre 2021 et 2027, allant de 100 kg à 1 000kg.

---

<sup>55</sup> Compte tenu du parc installé actuel d'environ 185 stations selon l'IAE et d'un nombre de stations installées estimés à 1500 en 2025 selon l'étude de *Fuel cells and hydrogen Joint Undertaking*

La croissance du chiffre d'affaires repose sur :

- l'augmentation du nombre de stations vendues par HRS, tant en France qu'en Europe, soutenue par sa stratégie de développement commercial et sa stratégie d'alliances,
- l'augmentation du prix moyen par station au cours des prochaines années (chiffre d'affaires en commande rapporté au nombre de stations vendues) liée à l'évolution du mix par catégorie de stations : au titre de l'exercice en cours, la Société estime que ses ventes seront composées d'environ 30% de stations de 100 kg et d'environ 70% de stations de 200 kg. Dans les prochaines années, la Société estime que la croissance du marché se fera principalement sur les stations de moyenne capacité de 200 kg à 500 kg et sur les stations de grande capacité d'au moins 1 000kg.
- les revenus récurrents générés par les contrats de maintenance (facturés 7% du prix d'une stations en moyenne) commercialisés par la Société, qui génèrent du chiffre d'affaires 12 mois après la mise en service des stations, et les contrats d'astreinte (facturés environ 35 K€/station/an).
- les revenus générés par les activités de formation.

La Société ne se fixe pas pour objectif de développer le chiffre d'affaires de l'activité d'ingénierie et tuyauterie industrielle, qui devrait continuer à être portée par la croissance globale de ce marché.

La Société se fixe ainsi au 30 juin 2025 un objectif de chiffre d'affaires de plus de 85 M€. A cet horizon, le chiffre d'affaires se composera principalement de revenus issus des ventes de stations de ravitaillement, de revenus liés aux contrats de maintenance, d'astreinte de formation liés aux ventes de stations, et du chiffre d'affaires généré par l'activité de d'ingénierie et tuyauterie industrielle. En particulier, cet objectif tient compte :

- d'une répartition du chiffre d'affaires d'environ 40% en France, 50% dans le reste de l'Europe, et 10% aux Etats-Unis
- de ventes de stations de ravitaillement composées à cet horizon d'environ 15% de stations de 100 kg, 45% de stations de 200 kg, 30% de stations de 500 kg et 10% de stations de 1 000kg et plus.

Cet objectif ne tient pas compte du chiffre d'affaires potentiel qui pourrait être généré par la vente d'électrolyseurs ou par les revenus potentiels que pourrait générer une activité de pipeline en lien avec le développement des infrastructures hydrogène, ni des acquisitions qui pourraient être réalisées par la Société.

### Objectifs de rentabilité

Compte tenu de sa structure actuelle, et notamment des recrutements effectués sur les 12 derniers mois, et compte tenu de son objectif de chiffre d'affaires d'au moins 10 M€ sur l'exercice en cours, la Société estime que son résultat opérationnel courant devrait être positif dès l'exercice clos au 30 juin 2021.

A horizon mi-2025, la Société se fixe pour objectif l'atteinte d'une marge opérationnelle courante d'environ 20%, compte tenu d'une marge brute d'environ 40% à cet horizon, des recrutements envisagés et d'une meilleure absorption des coûts liées à l'augmentation des volumes de production.

#### 2.2.6 Environnement réglementaire

HRS a souhaité s'inscrire dans une démarche de prévention depuis ses débuts et ce, en adhérant rapidement aux exigences du Manuel d'Amélioration de la Sécurité des Entreprises (MASE - en 2009). Ce référentiel certifie un bon management d'HRS en termes de Sécurité, de Santé et d'Environnement. Il est adapté, efficace et orienté vers la réduction des risques au travail.

Tous les moyens humains et organisationnels sont mis en place pour la **protection des salariés d'HRS**. Améliorer la sécurité est un objectif de tous les jours pour HRS afin de protéger chacun de ses collaborateurs.

En 2017, HRS a souhaité répondre aux exigences **NgF EN 1090-1&2** pour la réalisation des structures métalliques conformément aux normes européennes. Cette norme a permis une structuration de la gestion documentaire et une nette amélioration de la traçabilité interne pour le suivi des produits d'HRS.

Que ce soit à travers les installations en tuyauterie industrielle ou lors de la fabrication des stations hydrogène, l'engagement vis-à-vis des clients est le 0 défaut. Cette volonté s'accroît et, depuis 2019, la Société a fait certifier son système de management de la qualité sous la norme **ISO 9001 version 2015** qui a largement renforcé sa démarche qualité.



HRS s'engage auprès de tous ses clients pour leur fournir un **service 0 défaut** tant au niveau de la qualité des prestations, que celles des femmes et des hommes qui suivent chaque jour tous nos projets.



L'ensemble de la partie électrique et d'automatisme est prévu pour être conformes aux normes européennes et plus particulièrement :

- NFC 15 100 : Installations électriques basse tension.
- EN 61508 : Sécurité fonctionnelle des systèmes de commande.
- EN 61511 : Sécurité fonctionnelle des systèmes instrumentés de sécurité.
- EN 60079 : Atmosphères explosives. Equipements électriques.
- Directive machines 2006/42/CE.
- ISO/IEC 27000 : 2018 Technologies de l'information — Techniques de sécurité — Systèmes de management de la sécurité de l'information — Vue d'ensemble et vocabulaire.

Le design des stations prend en compte le risque sismique de niveau 5.

L'environnement réglementaire applicable aux installations hydrogène est présenté au paragraphe 3.4.2 du présent Document d'enregistrement.

### 2.2.7 Environnement concurrentiel

L'environnement concurrentiel de la Société est composé de quelques acteurs dont le cœur de métier est la conception, la fabrication et l'installation de stations de ravitaillement en hydrogène, mais aussi d'acteurs dont le cœur de métier est connexe et qui proposent en complément de leur offre principale des solutions de stations de ravitaillement (produites en propres ou sous-traitées). Ces derniers peuvent donc être en concurrence sur certains projets avec la Société, mais pourraient aussi à l'avenir être des partenaires potentiels sur des technologies ou des zones géographiques particulières.

#### Concurrents directs sur les stations de rechargement hydrogène

##### Ataway

Ataway est une société française de conception et fabrication de stations de recharge en hydrogène vert. Situé au Bourget du Lac en Savoie, Ataway s'articule autour d'une équipe de 25 personnes. Ataway a installé 14 stations en France et 1 en Suisse.

Ataway offre trois gammes de stations de ravitaillement en hydrogène de petite capacité :

- stations destinées aux vélos avec une capacité de production de 500 grammes d'H<sub>2</sub>/jour pour une pression de 300 bars
- stations dites compactes allant de 2 à 60 kg d'H<sub>2</sub>/jour pour des pressions allant de 300, 350 et/ou 700 bars
- stations dites évolutives pouvant aller jusqu'à 120 kg d'H<sub>2</sub>/jour pour des pressions de 350 et 700 bars

#### Fabricants d'électrolyseurs proposant des solutions de stations de rechargement

##### McPhy

McPhy est une société française cotée sur Euronext Paris commercialisant des équipements de production et de distribution d'hydrogène. Le siège social se situe à La Motte-Fanjas dans la Drôme, la société comprend 98 personnes. McPhy a installé 35 stations hydrogène en Europe. McPhy réalise un chiffre d'affaires de 11,4 millions d'euros sur l'exercice 2019. La Société propose des électrolyseurs, ainsi que des stations à hydrogène de petites et grandes capacités allant jusqu'à 2 tonnes d'H<sub>2</sub>/jour.

McPhy produit et commercialise des électrolyseurs, uniquement par la technologie alcaline, déclinés en trois gammes :

- Electrolyseur Small d'un débit nominal H<sub>2</sub> allant de 0,4 à 10 Nm<sup>3</sup> / h pour une pression de 1 à 30 bar
- Electrolyseur Large allant de 100 à 800 Nm<sup>3</sup> / h pour une pression à 30 bar
- Electrolyseur Augmented de 800 Nm<sup>3</sup> / h pour une pression à 30 bar

McPhy articule sa gamme de stations hydrogène comme suit :

- Station hydrogène Small d'une capacité de 20 kg d'H<sub>2</sub>/jour à 350 bars
- Station hydrogène Large d'une capacité allant de 200 kg à 1 t d'H<sub>2</sub>/jour à 350 bar et/ou 700 bars
- Station hydrogène Augmented d'une capacité à partir de 2t d'H<sub>2</sub>/jour à 350 bar et/ou 700 bars

### **Nel ASA**

Nel ASA est une société norvégienne de conception et de fabrication d'électrolyseurs et de stations de recharge en hydrogène basée à Oslo. NEL ASA est l'un des leaders de l'hydrogène et a délivré plus de 80 stations de ravitaillement en hydrogène à travers le monde. Nel ASA est cotée à Oslo Stock Exchange et fait partie de l'index OBX. Nel ASA emploie 221 personnes.

Nel ASA a installé près de 3 500 électrolyseurs à travers le monde en proposant deux offres de technologie d'électrolyse de l'eau, la technologie alcaline et le PEM.

Nel ASA propose des électrolyseurs alcalins d'un débit nominal allant de 150 Nm<sup>3</sup> / h à 3 880 Nm<sup>3</sup> / h pour des pressions allant de 1 à 200 bar et des électrolyseurs PEM d'un débit nominal allant de 103 à 4 000 Nm<sup>3</sup> / h pour des pressions de 30 bar. Nel ASA développe également une offre plus compacte à partir de la technologie PEM avec un débit nominal inférieur à 30 Nm<sup>3</sup> / h.

Nel ASA offre des stations hydrogène de capacité allant jusqu'à 1 500 kg d'H<sub>2</sub>/jour avec une gamme déclinée ainsi :

- H2Station pour véhicules légers délivrant de l'hydrogène à une pression de 700 bar autour de 2 bornes de rechargement
- H2Station pour véhicules légers et lourds articulés autour de 2 bornes de rechargement avec des pressions de 350 et 700 bar
- H2Station HP Duplex articulé autour de 3 bornes à rechargement pour véhicules légers et lourds avec des pressions de 350 et 700 bar
- H2Station LP Duplex articulé autour de 3 bornes à rechargement pour véhicules lourds à une pression de 700 bar.

Nel ASA a réalisé un chiffre d'affaires de 569,7 millions de couronnes norvégiennes, soit approximativement 52,8 millions d'euros sur l'exercice 2019 ventilé à 63% sur son activité des électrolyseurs et à 47% sur son activité de station de rechargement à hydrogène.

### **PlugPower**

PlugPower commercialise des systèmes de piles à combustible et de production d'hydrogène. Plug Power a racheté les systèmes d'électrolyseurs Giner ELX qui intègrent la technologie d'électrolyseurs PEM.

Coté au NASDAQ, Plug Power a réalisé un chiffre d'affaires de 230, 2 millions de dollars en 2019. Plug Power emploie 835 personnes à travers le monde en 2019. La société a déployé 6 300 piles à combustible en 2019 et plus de 32 000 piles à combustible au total. Plug Power a également construit et exploite 90 stations de ravitaillement à hydrogène à fin 2019.

### **ITM Power**

ITM Power commercialise des équipements à hydrogène en se spécialisant dans les électrolyseurs et les produits de piles à combustible. ITM Power est l'un des leaders des électrolyseurs PEM. Cotée au London Stock Exchange, ITM Power réalise un chiffre d'affaires de 17, 6 millions de livres sur l'exercice 2019.

ITM Power offre une gamme d'électrolyseurs PEM de capacités allant de 600 KW jusqu'à 100 MW.

ITM Power a constitué une filiale, ITM Motive, chargée de construire et exploiter des stations à hydrogène au Royaume-Uni. La filiale possède actuellement sept stations à hydrogène au Royaume-Uni, et exprime l'ambition de se positionner en leader de la mobilité à hydrogène au Royaume-Uni. Une station ITM Power intègre un électrolyseur ITM Power, et un système de compression, de stockage et de distribution IC90 provenant de Linde.

### **Cummins/Hydrogenics**

Cummins Inc a acquis Hydrogenics en septembre 2019 accompagné de The Hydrogen Company, filiale d’Air Liquide. Hydrogenics est une entreprise canadienne développant et commercialisant des stations de ravitaillement en hydrogène. Basée à Mississauga, Hydrogenics emploie 170 personnes. Hydrogenics est spécialiste des piles à combustible et également fabricant d’électrolyseurs basées sur la technologie PEM (Membrane Echangeuse de Protons).

Hydrogenics offre des stations de petites et grandes capacités – allant de 20 kg à 1 tonne d’H<sub>2</sub>/jour pour des pressions de 350 et 700 bar. La société a délivré 50 stations hydrogène et 500 électrolyseurs à travers le monde.

Hydrogenics produit deux gammes d’électrolyseurs :

- électrolyseur alcalin d’un débit nominal allant de 15 à 100 Nm<sup>3</sup> / h
- électrolyseur PEM d’un débit nominal allant de 300 à 5 000 Nm<sup>3</sup> / h

### **Green Hydrogen Systems**

Green hydrogen Systems est une entreprise danoise commercialisant des solutions à hydrogène.

La société produit des électrolyseurs alcalins de débit nominal 30, 60 ou 90 Nm<sup>3</sup> / h, ainsi que des électrolyseurs PEM de débit nominal 10 Nm<sup>3</sup> / h.

### **Areva H2 Gen**

Areva H2 Gen se définit comme un fabricant français d’électrolyseurs. La société s’appuie sur 25 ans d’expérience dans le développement d’électrolyseurs utilisant la technologie PEM. L’offre d’électrolyseurs s’articule autour de stacks standardisés allant de 5, 10, 13, 30 à 200 Nm<sup>3</sup>/h à une pression de 35 bars. Le groupe français d’ingénierie navale, Gaztransport & Technigaz (GTT), a réalisé l’acquisition d’Areva H2 Gen en octobre 2020.

## **Fabricants de pile à combustible proposant des stations de ravitaillement**

### **PlugPower**

PlugPower commercialise des systèmes de piles à combustible et de production d’hydrogène. Plug Power a racheté les systèmes d’électrolyseurs Giner ELX qui intègrent la technologie d’électrolyseurs PEM.

Coté au NASDAQ, Plug Power a réalisé un chiffre d’affaires de 230, 2 millions de dollars en 2019. Plug Power emploie 835 personnes à travers le monde en 2019. La société a déployé 6 300 piles à combustible en 2019 et plus de 32 000 piles à combustible au total. Plug Power a également construit et exploite 90 stations de ravitaillement à hydrogène à fin 2019.

### **Ballard Power Systems Inc**

Ballard Power Systems développe et fabrique des solutions de piles à combustible à membrane échangeuse de protons (PEM) à destination des marchés de la propulsion de la mobilité lourde, de l’alimentation portable, la manutention et des services d’ingénierie. Cotée sur Toronto Stock Exchange et le NASDAQ, Ballard Power a réalisé un chiffre d’affaires de 110,3 millions de dollars sur l’exercice 2019. La société compte 703 collaborateurs au 31 décembre 2019 répartis au Canada, en Europe, aux Etats-Unis et en Chine.

Ballard a conçu plus de 400 MW de piles à combustible à ce jour. La société conçoit des piles à combustible pour les applications motrices de la mobilité lourde, comprenant les bus, les camions et les trains, d’une puissance de 30 kW à 100 kW, d’autres systèmes d’alimentation en énergie sans émission pour le maritime allant de 200 kW à plusieurs MW, des plateformes de piles à combustible PEM pour alimenter des applications mobiles et stationnaires.

## **Les gaziers qui proposent des solutions de ravitaillement**

### **Air Liquide**

Air Liquide est un groupe français coté sur Euronext avec son siège social à Paris. Il dispose de près de 67 000 salariés à travers le monde. Air liquide est un groupe industriel spécialisé dans les gaz industriels, et a réalisé un chiffre d’affaires de 21, 9 milliards d’euros au cours de l’exercice 2019. Air Liquide commercialise également des solutions hydrogène allant de la production d’hydrogène à sa distribution en passant par son stockage. Air Liquide produit des stations de recharge de petites et grandes capacités, et en a installé entre 100 et 120 à travers le monde.

### **Air Products**

Air Products est un groupe américain disposant de son siège social à Allentown. Le groupe dispose de 17 700 collaborateurs. Air Products est coté au New York Stock Exchange. Air Products a installé 150 stations. La gamme de station à hydrogène se présente sous 2 offres :

- une première gamme offrant une capacité jusqu'à 100 kg d'H<sub>2</sub>/jour
- une autre avec une capacité de production supérieure à 100 kg d'H<sub>2</sub>/jour

### **Linde**

Linde est un fournisseur de gaz industriel allemand dont le siège est à Munich. Le groupe dispose de près de 80 000 collaborateurs. Linde est coté à New York Stock Exchange et à la bourse de Francfort. Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 28,2 milliards de dollars sur l'exercice 2019.

Linde produit des petites et grandes stations de recharge à hydrogène avec une capacité de recharge allant de 450 kg d'H<sub>2</sub>/jour jusqu'à 2,4 tonnes d'H<sub>2</sub>/jour avec des pressions de 350 et/ou 700 bar. Linde a installé 180 stations à travers le monde.

### **Fournisseurs d'organes qui se positionnent également sur les stations à hydrogène**

#### **Haskel**

Haskel International est un fabricant d'équipements de manipulation de fluide et de gaz de haute technologie pour générer, stocker et contrôler des gaz et des liquides à haute pression. Haskel fabrique une gamme de produits pour la manipulation de l'hydrogène – les raccords à haute pression, des compresseurs d'hydrogène jusqu'à 10 000 bar, les composants de systèmes à hydrogène. Haskel propose également des stations de ravitaillement à hydrogène.

#### **Maximator**

Maximator est un groupe allemand spécialiste de la haute pression pour le gaz, le liquide et l'air. Maximator produit et commercialise des composants notamment des vannes, des tuyaux et des jauges, des réservoirs sous pression, des systèmes et des équipements, des installations de production et de génération de pression, des pompes à haute pression, des unités hydrauliques et d'autres produits connexes. Maximator offre un savoir-faire dans l'exploitation de l'hydrogène à travers le monde.

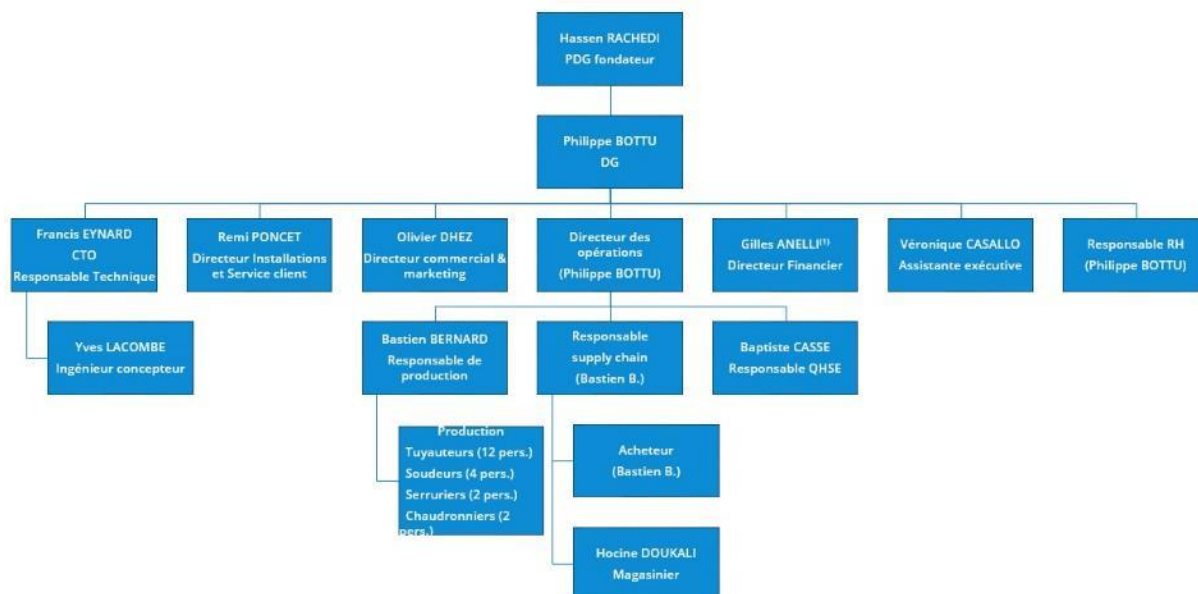
## **2.3 STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

---

### **2.3.1 Organisation et équipes**

La Société comptait 29 collaborateurs au 30 juin 2020 et 34 au 31 décembre 2020, encadrés par un management expérimenté. Outre les différents outils d'ores et déjà mis en place par la Société afin de motiver et fidéliser ses salariés (notamment, une mutuelle prise en charge à 100% et des dépassements de frais de santé pris en charge par la Société, les déjeuners pris en charge par la Société, des véhicules de fonctions pour les chargés d'affaires, les ingénieurs et les encadrants H<sub>2</sub>, un PEE), la Société prévoit de procéder à une attribution gratuite d'actions au profit de ses salariés, à hauteur de 2% de son capital social à l'issue de l'introduction en bourse.

### 2.3.1.1 Organigramme directionnel



(1) Monsieur Gilles ANELLI est nommé Directeur Financier de la Société à compter du mois de février 2021.

### 2.3.1.2 Présentation du management



**Hassen RACHEDI – Président directeur général et fondateur.** Autodidacte, Hassen RACHEDI a gravi tous les échelons du milieu industriel, de l'atelier où il a débuté, en passant par les fonctions technico-commerciales et enfin à travers les fonctions de Direction qu'il exerce depuis 2004. Ses compétences techniques et de direction appuyées par un management basé sur les valeurs humaines que sont le respect, la confiance, l'entraide, et un environnement de travail de qualité, lui ont permis, à chaque étape clé de la vie de son groupe, d'avoir le soutien sans faille de l'ensemble de ses collaborateurs.



**Philippe BOTTU - Directeur général délégué.** 22 années dans le milieu industriel dont 5 années en direction générale et 3 années en tant que Vice-Président chez Air Liquide. Philippe a acquis des compétences en gestion de filiales à l'international, développement de business aux USA et en Asie, incubation de nouveaux marchés et nouveaux produits. Expert en supply chain, Lean Manufacturing et opérations industrielles sa passion est la gestion de la croissance et du changement. Philippe est diplômé d'une école d'ingénieur. Il a rejoint HRS en décembre 2020 en tant que Directeur général délégué.



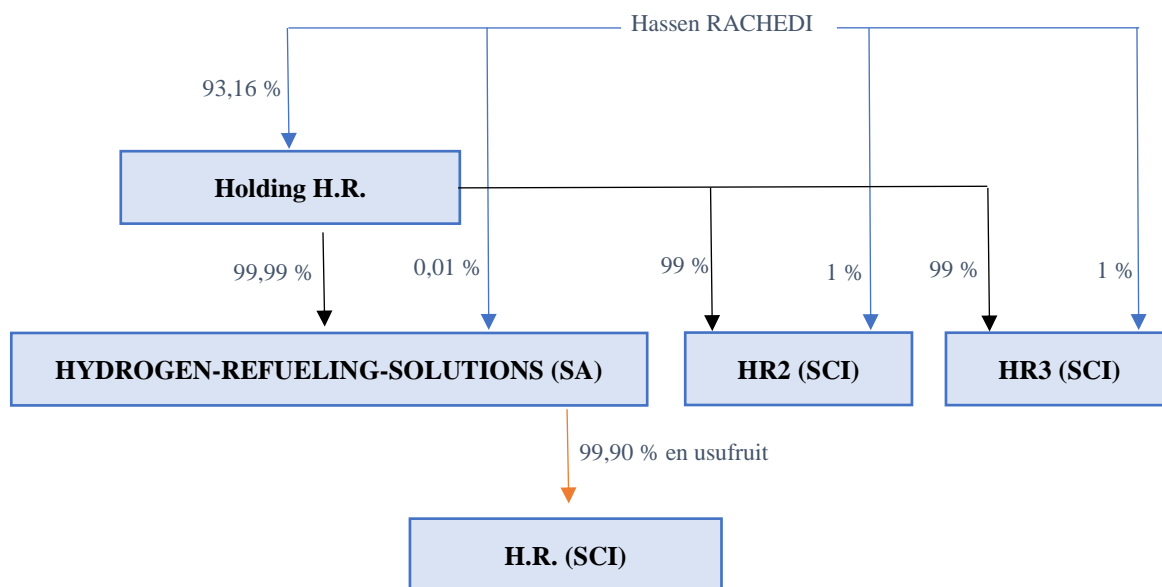
**Olivier DHEZ - Directeur développement commercial et marketing.** Docteur en physique chimie et diplômé d'un MBA spécialisé en management de l'innovation des technologies. Plus de 18 ans d'expérience en marketing et développement commercial et management de l'innovation, développement de produits. Il a été responsable de projets européens pour le développement d'instrumentation scientifique combinant les rayons X et le microscope à force atomique. Création d'une start-up pour commercialiser les développements réalisés au cours de ses travaux. Puis responsable de la gestion de projet technique, marketing et commerciale pour ISORG.



**Gilles ANELLI – Directeur Administratif et Financier.** 20 ans d'expérience chez Air Liquide au sein de l'activité électronique en gestion financière de projets, en contrôle de gestion, comptabilité et management. Gilles rejoint la Société en février 2021.

### 2.3.2 Organigramme juridique

La Société dont l'actionnariat est décrit en section 6.1.1 ci-après, ne fait pas partie d'un groupe.



Les pourcentages indiqués dans l'organigramme ci-dessus représentent les pourcentages de détention en capital et en droit de vote.

La société H.R., SCI au capital de 1.000 €, est détenue à 99,90% en nue-propiété par M. Hassen RACHEDI, Président directeur général de la Société, et à 0,10% en pleine propriété par la société Holding HR. Elle exerce une activité d'acquisition, de vente et de gestion de biens immobiliers.

## 2.4 INVESTISSEMENTS

### 2.4.1 Principaux investissements réalisés depuis la fin de l'exercice clos le 30 juin 2020

Les investissements réalisés depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2020 concernent principalement la poursuite des travaux de développement des stations de 500kg et 1 tonne (constitués majoritairement de frais de personnel), pour environ 150 K€ sur un total de 210 K€ d'investissements réalisés sur le premier semestre de l'exercice en cours.

### 2.4.2 Principaux investissements en cours de réalisation ou pour lesquels des engagements fermes ont été pris. Mode de financement

Les seuls investissements en cours, autofinancés par la Société, concernent la finalisation des stations de 500 kg et 1 tonne.

## 2.5 EXAMEN OPERATIONNEL ET FINANCIER

---

Le lecteur est invité à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats de la Société avec l'ensemble du Document d'enregistrement et notamment :

- Les comptes annuels de la Société établis pour les besoins du Document d'enregistrement au titre des exercices clos les 30 juin 2020 et 30 juin 2019 présentés à la section 5.1 du présent Document d'enregistrement ayant fait l'objet d'un audit par les commissaires aux comptes dont le rapport est présenté en section 5.3.

Les commentaires sur les comptes ci-dessous sont établis sur la seule base de ces comptes. Un état de réconciliation entre les comptes sociaux IFRS et les comptes sociaux PCG est disponible en chapitre 5.1

La Société a établi des comptes conformément aux normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*) pour les besoins du Document d'enregistrement au titre des exercices clos les 30 juin 2020 et 30 juin 2019. A ce titre, la Société s'engage, sur une base volontaire, à maintenir la présentation de ses états financiers en normes comptables internationales IFRS à l'issue de son introduction en bourse.

### 2.5.1 Présentation générale

#### 2.5.1.1 Activités de la Société

La Société opère historiquement dans une activité de Tuyauterie industrielle qui s'est enrichie, au cours des dix dernières années, d'un savoir-faire dans la fabrication de stations de ravitaillement en hydrogène pour véhicules électriques à piles à combustible avec 34 stations de grandes capacités installées en Europe entre 2008 et 2019.

En 2018, la Société a décidé de changer de positionnement stratégique et de s'appuyer sur son expertise dans l'intégration des stations de ravitaillement en hydrogène pour véhicules électriques à piles à combustible pour développer ses propres technologies et solutions. Une organisation spécifique a été déployée avec la mise en place d'une cellule de développement des solutions hydrogène.

Les efforts d'investissements dans le développement de la nouvelle activité réalisés entre 2018 et 2020, qui s'inscrivent dans la continuité des investissements en locaux supplémentaires effectués dès 2015 et 2017 par la création d'un 3<sup>ème</sup> bâtiment, ont permis à la Société d'être retenue dans le cadre du projet ZEV (Zero Emission Valley), portant sur l'installation de 20 stations de ravitaillement en hydrogène pour véhicules électriques à piles à combustible, en Auvergne-Rhône-Alpes, dont 3 attribuées à la Société. La première station devrait être installée au cours du premier semestre de l'année civile 2021. Cette première station permettra également le ravitaillement des camions car une option supplémentaire a été validée en novembre 2020. Cette option sera étendue à toutes les autres stations de grandes capacités prévues au marché initial.

La Société se positionne désormais comme concepteur, fabricant et installateur de stations à hydrogène et n'envisage pas d'intervenir à nouveau en tant qu'intégrateur.

Le financement de la Société est principalement réalisé auprès des établissements bancaires (cession de créances professionnelles, emprunts et locations financières). Elle a par ailleurs eu également recours au financement auprès d'investisseurs privés avec l'émission d'emprunts obligataires en janvier et mars 2020.

#### 2.5.1.2 Sources de revenus

Le chiffre d'affaires a été historiquement généré par les chantiers d'installation de Tuyauterie Industrielle et les prestations d'intégration et d'installation de stations de ravitaillement en hydrogène.

La Tuyauterie Industrielle est principalement une activité de prestations de services caractérisée par des heures d'installation sur les chantiers auxquelles viennent s'associer les ventes de matériels et fournitures. La clientèle est concentrée autour d'une vingtaine de grands donneurs d'ordre de la région Auvergne-Rhône-Alpes tant sur des affaires ponctuelles que sur des régies s'étalant sur plusieurs années.

L'activité hydrogène était initialement une activité d'études et d'intégrations et générait un chiffre d'affaires principalement de prestations de services auquel s'associait la vente des matériels et fournitures nécessaires pour la réalisation des affaires (hors organes). La Société a terminé les derniers contrats d'intégration au cours de l'année



2018/2019, le virage stratégique s'étant traduit par une démarche commerciale orientée vers la recherche de contrats de conception, fabrication, et installation et par la suite de maintenance.

Pour la réalisation des chantiers, la Société a recours à sa main d'œuvre de production composée de personnel formé, qualifié et stable. Pour absorber des charges de travail générées par des chantiers de plus grande taille ou pour l'intégration des automatismes et systèmes électriques sur une station de ravitaillement à hydrogène, elle sollicite de la main d'œuvre intérimaire ou des sous-traitants.

### *2.5.1.3 Indicateurs suivis par le management*

La Société opère sur le marché des stations de ravitaillement en hydrogène sur lequel les contrats portent sur des montants souvent supérieurs à 1,0 M€, avec des besoins généralement identifiés très en amont, et où le nombre d'acteurs est limité. Elle suit trois indicateurs alternatifs de performance sur ce marché Stations : le pipeline commercial, le carnet de commandes et la base installée de stations de ravitaillement en hydrogène pour véhicules électriques à pile à combustible.

#### *2.5.1.3.1 Pipeline commercial*

Le pipeline commercial recense les appels à projet de stations de ravitaillement en hydrogène auxquels la Société a répondu et est en attente de réponse. Il ne comprend pas le chiffre d'affaires attendu sur l'activité Ingénierie et Tuyauterie industrielle. Il renseigne sur le potentiel commercial à venir pour la Société sur le segment des stations et donne des indications sur la dynamique actuelle du marché. Le pipeline commercial inclut :

- Le nombre de projets auxquels la Société a répondu avec le nombre de stations correspondantes,
- Le chiffre d'affaires potentiel représenté par ces projets,
- Les années sur lesquelles les stations devront être livrées.

#### *2.5.1.3.2 Carnet de commandes de Stations de ravitaillement en hydrogène*

Le carnet de commandes inclut l'ensemble des contrats conclus par la Société pour la fourniture de stations et non terminés. C'est un indicateur de la dynamique commerciale actuelle de la Société. Il permet également à la Société de projeter ses besoins et de planifier ses ressources sur plusieurs mois. Le carnet de commandes porte sur :

- Le nombre de stations sous contrats signés,
- Le chiffre d'affaires correspondant et à venir,
- Le cas échéant, l'étalement de ce chiffre d'affaires en termes d'exercices comptables,
- La puissance des stations vendues et les zones géographiques concernées.

#### *2.5.1.3.3 Base installée de stations de ravitaillement en hydrogène*

La base installée correspond au nombre de stations de ravitaillement en hydrogène pour véhicules électriques à piles à combustible installées par la Société dans le monde. Elle donne des indications sur le déploiement des stations de la Société et sur la taille du parc installé. Cet indicateur permet d'appréhender les parts de marché de la Société sur une zone donnée.

### *2.5.1.4 Recherche et développement, technologies*

La Société a investi dans le développement de son offre de stations et créé un département Hydrogène dédié au développement de sa gamme à partir de l'année civile 2019. Les dépenses de développement sont principalement constituées de dépenses de personnel. La Société a sollicité un Crédit d'Impôt Innovation pour la première fois au titre de l'année 2019.

### *2.5.1.5 Fournisseurs et sous-traitants*

La Société travaille principalement avec :

- Des fournisseurs de matériels et consommables : tubes et accessoires,
- Des fournisseurs d'organes pour la fabrication des stations de ravitaillement en hydrogène,
- Des prestataires sous-traitants pour l'intégration des automatismes et des systèmes électriques sur les stations de ravitaillement à hydrogène, et lorsque les chantiers de tuyauterie requièrent des renforts en main d'œuvre, ainsi que pour la réalisation de prestations nécessitant une expertise spécifique (endoscopie par exemple).

## 2.5.2 Principaux facteurs ayant une incidence sur les résultats de la Société

Compte-tenu des ambitions de développement stratégique de la Société, ses résultats peuvent être influencés par :

- Le développement du parc de véhicules électriques à pile à combustible ;
- Sa capacité à remporter des appels d'offres significatifs et des financements publics pour le déploiement d'infrastructures de recharge hydrogène ;
- Les délais de négociation et de signature des contrats, les délais d'obtention des commandes ;
- Sa capacité à approvisionner dans les délais les organes clés pour l'intégration des stations.

## 2.5.3 Commentaires relatifs à l'évolution de la structure financière de la Société au cours des exercices clos le 30 juin 2020 et le 30 juin 2019

En K€ - Normes IFRS	Audités 30.06.20	Reclassement 30.06.20 (1)	Retraités 30.06.20	Audités 30.06.19	Reclassement 30.06.19 (1)	Retraités 30.06.19
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>2 564</b>		<b>2 564</b>	<b>5 285</b>		<b>5 285</b>
Achats consommés	(752)		(752)	(1 520)		(1 520)
<b>Marge sur coûts d'achat</b>	<b>1 813</b>	-	<b>1 813</b>	<b>3 765</b>	-	<b>3 765</b>
Charges externes	(1 237)	504	(733)	(1 792)	158	(1 634)
Charges de personnel	(1 282)	(504)	(1 786)	(1 295)	(158)	(1 453)
Autres charges	(24)		(24)	(118)		(118)
Autres charges et produits opérationnels courants	11		11	19		19
Amortissements et provisions	(554)		(554)	(483)		(483)
<b>Résultat Opérationnel courant</b>	<b>(1 272)</b>	-	<b>(1 272)</b>	<b>96</b>	-	<b>96</b>
Autres produits et charges d'exploitation	(72)		(72)	12		12
<b>Résultat Opérationnel</b>	<b>(1 344)</b>	-	<b>(1 344)</b>	<b>107</b>	-	<b>107</b>
Résultat financier	(28)		(28)	32		32
Impôt sur les bénéfices	368		368	(62)		(62)
<b>Résultat net de la période</b>	<b>(1 003)</b>	-	<b>(1 003)</b>	<b>77</b>	-	<b>77</b>

(1) Afin de faciliter la compréhension des comptes, les prestations de Direction facturées par la Holding HR et présentées comptablement sur la ligne « Charges externes » ont été reclassées en Charges de personnel pour 158 K€ en Juin 2019 et 504 K€ en Juin 2020. Ce reclassement est le seul retraitement opéré sur les comptes publiés dans le référentiel IFRS et n'est présenté que pour les commentaires du présent Document d'enregistrement.

### 2.5.3.1 Chiffre d'affaires

Analyse du chiffre d'affaires (K€)	30.06.20	30.06.19	Variation
Tuyauterie Industrielle	2 564	4 747	(2 183)
Stations de ravitaillement en hydrogène	-	538	(538)
<b>TOTAL CA par activité</b>	<b>2 564</b>	<b>5 285</b>	<b>(2 721)</b>

Au cours des exercices clos au 30 juin 2019 et au 30 juin 2020, le chiffre d'affaires est principalement lié à l'activité de tuyauterie industrielle générée par des contrats d'installation sur des chantiers et des contrats de prestation de service et de maintenance. Cette activité est concentrée sur des grands donneurs d'ordre de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

A compter de l'exercice clos au 30 juin 2019, la Société a opéré une réorientation stratégique de son activité hydrogène et décidé d'abandonner son modèle d'intégrateur pour un modèle de conception, fabrication et installation de stations de ravitaillement en hydrogène pour véhicules électriques à pile à combustible, ainsi que la proposition de services de maintenance et d'astreintes.

L'exercice clos au 30 juin 2019 est donc marqué par la fin de l'activité d'intégration des stations avec un chiffre d'affaires de 538 K€ réalisé avec Air Liquide, correspondant principalement à des prestations, la Société opérant en tant qu'intégrateur et ne vendant pas les organes composant les stations.

L'activité de Tuyauterie a été réalisée en grande partie sur le chantier du European Synchrotron, débuté en 2018 et finalisé en novembre 2019 pour un contrat global de 3,9 M€.

En 2020, la Société a orienté ses efforts dans le développement de l'activité de fabrication de stations de ravitaillement en hydrogène pour véhicules électriques à pile à combustible, avec une activité commerciale moins

intense sur la tuyauterie industrielle. Elle a également fortement ralenti son activité pendant les mois de confinement générés par la crise sanitaire. L'ensemble de ces facteurs expliquent le retrait de chiffre d'affaires de -2,7 M€ par rapport à l'exercice au 30 juin 2019 d'autant plus que le contrat ZEV a été retardé de 3 mois.

### 2.5.3.2 Marge sur coût d'achat

La marge sur coût d'achat est stable entre les deux exercices.

En K€	30.06.2020	30.06.2019
<b>Chiffre d'affaires net</b>	2 564	5 285
Achats consommés	(752)	(1 520)
<b>Marge sur coût d'achat</b>	<b>1 813</b>	<b>3 765</b>
<b>% Marge</b>	<b>71%</b>	<b>71%</b>

### 2.5.3.3 Résultat Opérationnel courant

#### Charges externes

En K€	Retraités 30.06.2020	Retraités 30.06.19
Sous-traitance	(211)	(921)
Achats non stockés	(127)	(160)
Locations ponctuelles	(66)	(89)
Entretien et réparations	(59)	(65)
Assurances	(60)	(50)
Interim	(0)	(101)
Honoraires	(86)	(63)
Publicités	(11)	(14)
Transports	(14)	(25)
Voyages et déplacements	(31)	(57)
Frais postaux et télécommuni	(8)	(7)
Frais bancaires	(50)	(73)
Autres	(11)	(10)
<b>Charges externes</b>	<b>(733)</b>	<b>(1 634)</b>
<b>% du chiffre d'affaires</b>	<b>-29%</b>	<b>-31%</b>

Les charges externes au 30 juin 2020 sont en baisse en lien avec la réduction d'activité.

Elles sont principalement composées de sous-traitance au 30 juin 2019. La Société a eu recours à des prestations de sous-traitance pour la réalisation du chantier Synchrotron.

### Charges de personnel

En K€	Retraités 30.06.20	Retraités 30.06.19
Salaires et traitements	(899)	(943)
Charges sociales	(383)	(377)
CICE	-	25
Management fees	(504)	(158)
<b>Charges de personnel</b>	<b>(1 786)</b>	<b>(1 453)</b>
<i>Taux moyen de charges sociales</i>	<b>47%</b>	<b>40%</b>
<b>Effectifs</b>	29	27

Les salaires et charges sociales sont stables entre les deux périodes. Malgré la réduction d'activité, la Société a choisi de préserver le capital que représente sa main d'œuvre en prévision de sa croissance future.

Le taux de charges sociales s'établit à 40% en 2019. En 2020, la suppression du CICE et un redressement URSSAF de 52 K€ ont porté ce taux à 47%.

Les management fees correspondent aux prestations de direction de la société mère la Holding HR. Au 30 juin 2019, afin de soutenir les efforts de réorientation stratégique de sa filiale, la Holding HR a accordé à celle-ci un avoir d'un montant de 350 K€. A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020, la rémunération du Directeur Installations et Service client est incluse dans les charges de personnel de la Société. La rémunération du Président directeur général l'est à compter de la date de l'Assemblée Générale de transformation de la Société en société anonyme, soit le 27 novembre 2020.

### Résultat opérationnel courant

La Société enregistre un bénéfice opérationnel courant de 95 K€ au 30 juin 2019 et une perte opérationnelle courante de -1 272 K€ au 30 juin 2020, conséquence du ralentissement de l'activité et des dépenses encourues pour supporter la réorientation stratégique de la Société.

#### 2.5.3.4 Formation du résultat net

##### ➤ Résultat opérationnel

Après constatation des résultats de cession des éléments d'actifs, principalement financiers, le résultat opérationnel ressort à 107 K€ au 30 juin 2019 et -1 344 K€ au 30 juin 2020.

##### ➤ Résultat financier

Le résultat financier est composé des revenus de comptes-courants et des titres détenus dans la SCI HR ainsi que des intérêts des emprunts.

##### ➤ Impôt sur les bénéfices

Le produit d'impôt constaté au 30 juin 2020 est principalement lié à l'activation du déficit constaté sur la période.

##### ➤ Résultat net

Le résultat net est un profit de 77 K€ au 30 juin 2019 et une perte de -1 003 K€ au 30 juin 2020.

## 2.5.4 Informations sur les capitaux, liquidités et sources de financement de la Société

Structure financière simplifiée de la Société au 30 juin 2020

En K€ - Normes IFRS	Audités 30.06.20	Reclassement 30.06.20	Retraités 30.06.20
Immobilisations incorporelles	414	-	414
Immobilisations corporelles	2 458	-	2 458
Autres actifs non courants	632	-	632
<b>Actif non courant</b>	<b>3 504</b>	<b>-</b>	<b>3 504</b>
BFR d'exploitation	(145)	-	(145)
BFR hors exploitation	981	(1 450)	(469)
<b>Besoin en fonds de roulement</b>	<b>836</b>	<b>(1 450)</b>	<b>(614)</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>(303)</b>	<b>-</b>	<b>(303)</b>
<b>Provisions</b>	<b>73</b>	<b>-</b>	<b>73</b>
Comptes-courants Groupe	-	1 450	1 450
Passifs financiers long terme	(2 137)	-	(2 137)
Emprunts obligataires	(408)	-	(408)
Passifs financiers court terme	(2 108)	-	(2 108)
Trésorerie	83	-	83
<b>Endettement financier net (1)</b>	<b>(4 570)</b>	<b>1 450</b>	<b>(3 120)</b>
<i>(1) Dont Endettement financier net hors Dettes sur locations simples</i>	<i>(2 570)</i>	<i>1 450</i>	<i>(1 120)</i>
<i>(1) Dont Dettes sur locations simples (IFRS 16)</i>	<i>(2 000)</i>		<i>(2 000)</i>

## Structure financière simplifiée de la Société au 30 juin 2019

<b>En K€ - Normes IFRS</b>	<b>Audités 30.06.19</b>
Immobilisations incorporelles	202
Immobilisations corporelles	2 912
Autres actifs non courants	288
<b>Actif non courant</b>	<b>3 402</b>
BFR d'exploitation	514
BFR hors exploitation	971
<b>Besoin en fonds de roulement</b>	<b>1 485</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>705</b>
<b>Provisions</b>	<b>70</b>
Comptes-courants Groupe	-
Passifs financiers long terme	(2 239)
Emprunts obligataires	-
Passifs financiers court terme	(2 146)
Trésorerie	273
<b>Endettement financier net (1)</b>	<b>(4 112)</b>
(1) Dont Endettement financier net hors Dettes sur location	(1 778)
(1) Dont Dettes sur locations simples (IFRS 16)	(2 334)

### 2.5.4.1 Informations sur les capitaux propres et les liquidités

Au 30 juin 2020, les capitaux propres s'élèvent à -303 K€ contre 705 K€ au 30 juin 2019.

Au 30 juin 2020, le montant de la trésorerie nette disponible (trésorerie disponible minorée des découverts bancaires) s'établit à -93 K€ contre -602 K€ au 30 juin 2019.

### 2.5.4.2 Informations sur les sources de financement

Les sources de financement dont la Société a bénéficié sont principalement les emprunts bancaires auprès des établissements de crédit, les crédits-baux et locations longue durée. Elle a également émis en janvier et mars 2020 deux emprunts obligataires remboursables à 1 an.



## Financements par emprunts bancaires

En K€	
<b>Dettes bancaires au 01.07.18</b>	<b>225</b>
Soucription de nouveaux emprunts	330
Remboursement d'emprunts	(161)
<b>Dette bancaire au 30.06.19</b>	<b>394</b>
Soucription de nouveaux emprunts	1 515
Remboursement d'emprunts	(183)
<b>Dette bancaire au 30.06.20</b>	<b>1 726</b>

Au cours de l'exercice clos au 30 juin 2019, la Société a souscrit 330 K€ d'emprunts bancaires dont 300 K€ auprès du CIC pour financer son fonds de roulement.

Au cours de l'exercice clos au 30 juin 2020, la Société a souscrit auprès du Crédit Coopératif et du CIC deux nouveaux emprunts d'un montant total de 600 K€ finançant son projet de fabrication de stations de ravitaillement en hydrogène pour véhicules électriques à pile à combustible.

Afin de faire face à la crise sanitaire du COVID-19, la Société a également sollicité des emprunts PGE (Prêts Garantis par l'Etat) pour un montant total de 915 K€. Elle a également différé de 6 mois les remboursements de ses lignes d'emprunts.

## Financements par emprunts obligataires

Pour financer son développement la Société a procédé à l'émission de deux emprunts obligataires au cours du 1<sup>er</sup> trimestre civil 2020 :

- Le 31.01.20, le Président de la Société a décidé de procéder à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 200 K€ pour une durée maximale d'un an à compter du 01.02.20 et jusqu'au 31.01.21, au taux annuel de 5%.
- Le 12.03.20, le Président de la Société a décidé de procéder à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 200 K€ pour une durée maximale d'un an à compter du 12.03.20 et jusqu'au 11.03.21, au taux annuel de 5%.

Ces deux emprunts sont remboursables en janvier et mars 2021 respectivement.

## Financements par locations simples et locations financement

La Société opère dans trois bâtiments dont elle est locataire. Elle finance également une partie de son outil de production et de sa flotte automobile à travers des contrats de location financement.

Les baux immobiliers et les contrats de location financement font l'objet de retraitements comme si les biens correspondants avaient été acquis à crédit. Les immobilisations sont comptabilisées à l'actif du bilan. Les dettes correspondantes sont inscrites au passif.

En K€	
<b>Contrats de location au 01.07.18</b>	<b>2 613</b>
Soucription de nouveaux contrats	75
Remboursement	(354)
<b>Dette bancaire au 30.06.19</b>	<b>2 334</b>
Soucription de nouveaux contrats	23
Remboursement	(356)
<b>Dette bancaire au 30.06.20</b>	<b>2 000</b>

## Financements par cessions de créances

La Société procède à la cession de créances commerciales dites « cessions Dailly ». Le montant des créances financées était de 340 K€ au 30 juin 2020 et de 782 K€ au 30 juin 2019.

### 2.5.4.3 Sources de financement complémentaires depuis le 30 juin 2020

La Société a sollicité et obtenu un prêt garanti par l'Etat d'un montant de 200 K€, reçu le 1<sup>er</sup> Juillet 2020.

La Société a reçu en novembre 2020 le remboursement des positions débitrices des sociétés du groupe, la Holding HR et les SCI HR, HR2 et HR3 au regard de la convention de trésorerie liant ces sociétés. Le montant total de ces remboursements s'élève à 1 450 K€.

### 2.5.5 Flux de trésorerie

La variation de trésorerie générée au cours des périodes présentées s'analyse comme suit :

En K€	30.06.20	30.06.19
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(612)	671
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	(260)	(100)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	1 381	(577)
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>509</b>	<b>(6)</b>

#### ➤ Flux net de trésorerie généré par l'activité

En K€	30.06.20	30.06.19
Résultat net	(1 003)	77
Amortissements et provisions	554	483
Profits de cession	-	(7)
Impôts différés	(368)	62
Coût de l'endettement financier net	28	(32)
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>(790)</b>	<b>583</b>
Variation nette du BFR	178	88
<b>Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>	<b>(612)</b>	<b>671</b>

### Variation nette du BFR

En K€	30.06.20	30.06.19
Incidence de la variation des stocks	3	(42)
Incidence de la variation des clients	946	675
Incidence de la variation des fournisseurs	(737)	(83)
<b>Variation nette du BFR d'exploitation</b>	<b>212</b>	<b>550</b>
Incidence de la variation des autres débiteurs	123	(398)
Incidence de la variation des autres créditeurs	(203)	6
Impôts payés / remboursés	47	(70)
<b>Variation nette du BFR hors exploitation</b>	<b>(34)</b>	<b>(461)</b>
<b>Variation nette du BFR</b>	<b>178</b>	<b>88</b>

Le ralentissement de l'activité en 2019 et 2020 a généré une réduction du poste clients avec l'encaissement des créances liées aux chantiers réalisées. Pour les mêmes raisons, le poste fournisseurs diminue au 30 Juin 2020.

Les autres débiteurs correspondent principalement à l'avance de trésorerie octroyée par la Société à sa société mère, la Holding HR et aux SCI HR, HR1 et HR2 en vertu d'une convention de trésorerie liant ces sociétés.

## ➤ Flux net de trésorerie généré par les opérations d'investissements

En K€	30.06.20	30.06.19
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(267)	(196)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(34)	(128)
Acquisitions d'actifs financiers	(9)	(3)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	50	226
<b>Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement</b>	<b>(260)</b>	<b>(100)</b>

Les principaux investissements sont relatifs aux coûts des développements réalisés en interne pour la conception des nouvelles stations de ravitaillement en hydrogène pour véhicules électriques à pile à combustible.

## ➤ Flux net de trésorerie généré par les opérations de financement

En K€	30.06.20	30.06.19
Augmentations de capital	-	-
Emissions d'emprunts	1 948	405
Remboursements d'emprunts	(540)	(515)
Intérêts financiers nets versés	(28)	32
Dividendes versés	-	(500)
<b>Flux net de trésorerie lié aux activités de financement</b>	<b>1 381</b>	<b>(577)</b>

Les émissions d'emprunts et remboursements d'emprunts sont décrits dans le paragraphe « Informations sur les sources de financement ».

La Société a également procédé à une distribution de dividendes de 500 K€ en 2019 auprès de son actionnaire la Holding HR.

## 2.5.6 Informations sur les conditions d'emprunt et structure de financement

### Emprunt obligataire

Voir section « Financement par emprunt obligataire » ci-dessus.

### Emprunts auprès des établissements de crédit

Les conditions des emprunts bancaires sont les suivantes :

Emprunts	Objet	Nominal	Taux	Date	Durée initiale	Reste dû au 30.06.20	Reste dû au 30.06.21	Reste dû au 30.06.22	Reste dû au 30.06.23	Reste dû au 30.06.24
CIC	Financement BFR	300	1,20%	janv.-19	3 ans	176	51	-	-	-
CIC	Compresseur Atlas	16	1,15%	avr.-19	3 ans	11	4	-	-	-
CIC	Investissements de communication 2019	19	1,15%	mai-19	2 ans	6	-	-	-	-
SG	Refinancement de travaux	81	0,50%	août-17	5 ans	38	18	1	-	-
SG	2 scies à ruban	31	0,20%	oct.-17	3 ans	6	-	-	-	-
BNP	Investissements	45	0,45%	mai-18	4 ans	18	-	-	-	-
CIC	Trésorerie - Projet de fabrication stations H2	300	1,21%	oct.-19	5 ans	276	209	142	82	21
BRA	PGE	150	0,25%	avr.-20	1 an	150	-	-	-	-
CIC	PGE	375	0,00%	avr.-20	1 an	375	-	-	-	-
BNP	PGE	90	0,00%	avr.-20	1 an	90	-	-	-	-
Crédit Coopératif	PGE	300	0,00%	mai-20	1 an	300	-	-	-	-
Crédit Coopératif	Prêt innovation	300	1,45%	oct.-19	5 ans	281	209	143	82	21
<b>Totaux</b>						<b>1 726</b>	<b>492</b>	<b>286</b>	<b>164</b>	<b>41</b>

### **2.5.7 Sources de financement nécessaires à l'avenir**

Les comptes sociaux IFRS sont établis par le Président du Conseil d'administration en date du 11 janvier 2021. A cette date, la Société estime ne pas être confrontée à un risque de liquidité à court terme. Se reporter à la note 3.6.2 de l'annexe aux comptes annuels clos le 30 juin 2020 insérés à la section 5.1 du présent Document d'enregistrement.

## **2.6 TENDANCES**

---

Les tendances de marché sont décrites en section 2.2.3 et les contrats remportés par la Société et le pipe commercial sont décrits en section 2.2.4.1.3.

S'agissant de la Société celle-ci, la Société a réalisé au 31 décembre 2020 un chiffre d'affaires de 2,8 M€, dont 1,4 M€ sur l'activité Ingénierie et tuyauterie industrielle et 1,4 M€ sur l'activité Stations de ravitaillement

## **2.7 PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE**

---

La Société n'entend pas faire de prévision ou d'estimation du bénéfice.

### 3 FACTEURS DE RISQUES

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent Document d'enregistrement, y compris les facteurs de risques décrits dans le présent chapitre, avant de décider de souscrire ou d'acquérir des actions de la Société. La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou sa capacité à réaliser ses objectifs. A la date d'approbation du présent Document d'enregistrement, la Société n'a pas connaissance d'autres risques significatifs que ceux présentés dans le présent chapitre.

L'attention des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que la liste des risques et incertitudes décrits ci-dessous n'est pas exhaustive. D'autres risques ou incertitudes inconnus ou dont la réalisation n'est pas considérée par la Société, à la date d'approbation du présent Document d'enregistrement, comme susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives, peuvent exister ou pourraient devenir des facteurs importants susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement ou ses perspectives.

Les principaux facteurs de risques sont regroupés en quatre catégories ci-dessous, étant précisé qu'au sein de chacune d'entre elles, les facteurs de risques sont présentés par ordre d'importance décroissante selon l'appréciation de la Société à la date d'approbation du Document d'enregistrement. La survenance de faits nouveaux, soit internes à la Société, soit externes, est donc susceptible de modifier cet ordre d'importance dans le futur. La criticité des risques prend en compte les effets des mesures prises par la Société pour gérer ces risques.

La présentation ci-après des facteurs de risque intègre la prise en compte de la pandémie de Covid-19 et de ses impacts.

Intitulé du risque	Probabilité d'occurrence	Ampleur du risque	Degré de criticité net
<b>1 - Risques liés à l'activité de la Société</b>			
Risques liés au marché	Moyen	Elevé	Elevé
Risques liés à l'évolution des politiques publiques et des réglementations	Moyen	Elevé	Elevé
Risques liés à la gestion de la croissance	Moyen	Elevé	Elevé
Risques liés aux évolutions technologiques et à l'environnement concurrentiel	Elevé	Moyen	Elevé
Risques liés aux approvisionnements	Moyen	Moyen	Moyen
Risques liés à la mise en service et à la garantie accordée sur les produits de la Société	Faible	Faible	Faible
Risques liés à la pandémie de Covid-19	Moyen	Faible	Faible
<b>2 - Risques financiers</b>			
Risques liés aux besoins de financement	Elevé	Elevé	Elevé
Risques de liquidité	Moyen	Moyen	Moyen
<b>3 - Risques liés à l'organisation de la Société</b>			
Risques liés à la concentration des pouvoirs exécutifs et opérationnels	Faible	Elevé	Moyen
Risques liés à la capacité de conserver et attirer des personnes clés	Faible	Faible	Faible
<b>4 - Risques réglementaires et juridiques</b>			
Risques liés à la divulgation de sa technologie, ses procédés de fabrication, son savoir-faire	Moyen	Elevé	Elevé
Risques liés à l'environnement réglementaire applicable aux installations hydrogène	Moyen	Moyen	Moyen
Risques liés à la mise en cause de la responsabilité de la Société relative à ses produits	Faible	Elevé	Moyen
Risques liés aux litiges	Faible	Moyen	Moyen
Risques liés à la propriété intellectuelle	Faible	Moyen	Moyen

### 3.1 RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

---

#### 3.1.1 Risques liés au marché

Le marché de la fabrication de stations de remplissage hydrogène, sur lequel la Société se positionne, est un marché émergent, dont les volumes demeurent à ce jour limités. En outre, le développement de ce marché est fortement corrélé au développement du marché des véhicules à hydrogène. À ce titre, le carnet de commandes de la Société est composé de trois stations à livrer entre mi-2020 et mi-2022 et son pipe commercial (appels à projets auxquels la Société a répondu et est en attente d'une réponse) en France représente 44 projets de stations hydrogène livrables entre 2021 et 2027.

Même si le marché sur lequel se positionne la Société est considéré comme porteur par les analystes du secteur<sup>56</sup>, il est possible qu'en fonction des circonstances économiques (notamment les hausses ou baisses de prix concernant les sources d'énergie primaire) celui-ci ne connaisse pas la croissance escomptée tant en termes de capacité de production qu'en termes d'attractivité des énergies renouvelables par rapport à d'autres sources d'énergie. Il se pourrait également que le rythme de développement de ce marché se trouve ralenti par le manque de véhicules à hydrogène disponibles sur le marché et en circulation.

Par ailleurs, une baisse importante et durable du prix des énergies fossiles (pétrole et gaz naturel, par exemple) pourrait provoquer une diminution de la demande de systèmes de production et de stockage d'hydrogène surtout lorsqu'il est dédié au stockage de l'énergie.

Plus généralement, dans l'hypothèse où les technologies de la Société ne rencontreraient pas le succès attendu et en l'absence de solutions alternatives développées par la Société, le déploiement de nouvelles technologies liées à l'hydrogène nécessiterait des investissements significatifs et du temps.

La réalisation d'un ou de plusieurs des risques décrits ci-dessus pourrait affecter de manière défavorable les activités, la situation financière, les résultats et/ou les perspectives financières de la Société.

**Mesures de gestion des risques :** la Société a construit sa stratégie pour réagir rapidement en cas d'événements soudains qui viendraient perturber son marché. La Société a (i) développé un système de *reporting* pour suivre son marché et les impacts potentiels qu'il viendrait à subir et (ii) tente de diversifier ses segments d'activité sur le marché H2 pour atténuer les risques sectoriels ou géographiques en développant ses activités pour la mobilité, pour les applications industrielles (utilisation de H2 pour des process industriels) mais aussi pour l'export par camions pour différentes applications.

**Degré de criticité du risque :** Élevé.

#### 3.1.2 Risques liés à l'évolution des politiques publiques et des réglementations

Les activités de la Société sont actuellement favorisées par les politiques publiques de soutien aux énergies décarbonées et notamment à l'hydrogène. À ce titre, au niveau européen, le projet Horizon 2050 prévoit un investissement allant de 180 à 470 milliards d'euros jusqu'en 2050 et en France, dans le cadre du Plan de relance et de la stratégie nationale pour l'hydrogène décarboné, un investissement de 7 milliards d'euros est prévu jusqu'en 2030 dont 2 milliards d'euros entre 2021 et 2022. Ces politiques pourraient être modifiées ou même inversées, en raison de la décision d'un gouvernement de privilégier les sources d'énergie traditionnelles ou en raison de contraintes budgétaires entraînant une réduction des fonds publics disponibles pour la mise en œuvre de telles politiques de soutien aux solutions de stockage d'énergie.

En outre, bien que leurs perspectives de développement au cours des prochaines années soient généralement considérées comme importantes, les estimations relatives aux niveaux que les marchés des énergies renouvelables pourraient atteindre varient significativement et la rapidité de leur développement demeure incertaine au regard des possibles évolutions des politiques publiques en la matière.

Ainsi, la croissance de ces marchés pourrait ne pas atteindre les niveaux envisagés, ce qui pourrait affecter négativement la rentabilité future des investissements y afférents. Ces évolutions sont susceptibles de générer des incertitudes pour la Société, ses clients et ses partenaires, quant aux conditions de commercialisation et d'utilisation de ses technologies.

---

<sup>56</sup> Sia Partners d'après les projections de l'IEA en mai 2019



La survenance de l'un de ces facteurs pourrait entraîner une baisse ou un ralentissement de la demande de sources d'énergies renouvelables, de technologies de stockage et/ou d'activités de la Société.

**Mesures de gestion des risques :** La Société n'a pas mis en place de mesure de gestion spécifique de ce risque.

**Degré de criticité du risque :** Elevé.

### 3.1.3 Risques liés à la gestion de la croissance

Dans le cadre de sa stratégie de développement, la Société va devoir recruter du personnel supplémentaire et développer ses capacités opérationnelles, ce qui pourrait fortement mobiliser ses ressources internes. La Société prévoit à ce titre le recrutement de plus de 130 personnes entre mi-2020 et mi-2025. À cet effet, la Société devra notamment :

- former, gérer, motiver et retenir un nombre d'employés croissant ;
- anticiper les dépenses liées à cette croissance ainsi que les besoins de financement associés, dont ceux induits par l'évolution attendue du modèle économique ;
- anticiper la demande pour ses produits et les revenus qu'ils sont susceptibles de générer ;
- augmenter la capacité de ses systèmes informatiques opérationnels, financiers et de gestion.

L'incapacité de la Société à retenir ces personnes clés et à attirer de nouveaux profils, gérer la croissance, ou des difficultés inattendues rencontrées pendant son expansion, pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives de développement.

Afin d'accélérer sa croissance et de pénétrer certains marchés géographiques, la Société pourrait être amenée à réaliser des acquisitions sélectives de technologies, de produits nouveaux ou complémentaires, de sociétés ou de fonds de commerce. La mise en œuvre de cette stratégie dépendrait, en partie, de la capacité de la Société à identifier des cibles attractives, à réaliser ces acquisitions à des conditions satisfaisantes et à les intégrer avec succès dans ses opérations ou ses technologies.

Dans de telles hypothèses, la Société ne peut assurer qu'elle parviendra à intégrer avec succès les technologies qu'elle aura acquises ou être en mesure d'obtenir le financement de ces acquisitions à des conditions favorables. Tout problème rencontré par la Société dans l'intégration d'autres sociétés ou technologies ou dans le financement de ces acquisitions est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives de la Société.

**Mesures de gestion des risques :** Pour faire face à ces risques, la Société tente d'anticiper ses besoins. Elle peut rapidement mobiliser des partenaires spécialisés en matière de recrutement et analyse dès à présent les impacts d'un déménagement, d'un agrandissement de ses locaux ou de l'ouverture de filiales, si cela s'avèrerait nécessaire. A ce titre, la Société a d'ores et déjà anticipé la nécessité d'effectuer des tests sur un site proche de son lieu de production en acquérant un terrain destiné à être en partie une zone d'essai pour le remplissage de véhicules (voitures ou camions). Cette zone d'essai lui permettra également de disposer de capacités de production additionnelles lui permettant de répondre à son objectif de chiffre d'affaires à horizon mi-2025.

**Degré de criticité du risque :** Elevé.

### 3.1.4 Risques liés aux évolutions technologiques et à l'environnement concurrentiel

L'offre de la Société nécessite le recours à de multiples technologies en permanente évolution. Si la Société n'était pas en mesure de s'adapter aux évolutions technologiques, son offre pourrait perdre de son attractivité liée à son niveau de performances actuelles et être dépassée technologiquement, voire obsolète. Si les équipes de R&D sont parvenues jusqu'à présent à anticiper et à intégrer les évolutions technologiques, la Société ne peut garantir qu'elle parviendra à rendre ses produits et procédés brevetés compatibles avec les évolutions à venir. Plus généralement, le développement par un concurrent de nouvelles technologies plus performantes et plus rentables que celles développées par la Société pourrait rendre inopérants les produits développés par la Société.

En cas d'incapacité de la Société à disposer d'une offre à la pointe des innovations technologiques, de développement d'une offre concurrente plus performante ou encore de nécessité à mobiliser des ressources financières supérieures à celles anticipées pour intégrer les nouvelles technologies, il pourrait en résulter un impact

défavorable plus ou moins sensible sur son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives de développement.

La Société estime bénéficier d'une position concurrentielle forte sur les marchés qu'elle vise. Celle-ci est néanmoins exposée à une concurrence de la part de certains compétiteurs, déjà présents ou désireux de s'y implanter, et qui pour certains d'entre eux peuvent disposer de ressources commerciales, financières, techniques ou humaines plus importantes que celles de la Société, voire de certains clients qui pourraient envisager d'internaliser la conception ou la production des produits et éléments élaborés par la Société. La pression que cette concurrence serait susceptible d'exercer sur les prix pourrait contraindre la Société à limiter ses prix de vente et réduire ses marges, remettant ainsi en cause sa capacité à générer la rentabilité escomptée dans les délais envisagés.

La compétitivité de la Société dépend de plusieurs facteurs, dont :

- sa capacité à intégrer toutes les innovations technologiques afin de conforter l'attractivité de son offre ;
- sa capacité à s'adapter à son environnement concurrentiel ;
- la performance et le rapport qualité-prix de ses produits comparés à ceux de ses concurrents ;
- sa capacité à développer des relations avec ses clients futurs, à les fidéliser et à répondre, voire anticiper leurs futurs besoins.

Si la Société n'était pas en mesure de s'adapter et de répondre à la pression concurrentielle actuelle et future sur ses marchés, cela pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

**Mesures de gestion des risques :** Pour tenter de réduire son exposition aux risques de rupture technologique, une équipe au sein de la Société est en charge d'assurer (i) une veille technologique permanente et (ii) le portage de ses solutions en intégrant les technologies nouvelles. La Société tente également d'évaluer la performance et le rapport qualité-prix de ses produits comparés à ceux de ses concurrents afin de toujours disposer d'une offre à la pointe des innovations technologiques.

**Degré de criticité du risque :** Elevé.

### **3.1.5 Risques liés aux approvisionnements**

#### **3.1.5.1 Risques liés à la disponibilité et aux prix des approvisionnements**

La Société s'approvisionne en composants et en matières premières. Une pénurie de ces éléments pourrait retarder la production et/ou exiger que des modifications soient apportées à certains composants des systèmes développés ou utilisés par la Société.

Il est à noter également que l'évolution des prix d'achat de certains composants (dont les principaux sont le groupe froid, les boosters H2, le groupe hydraulique et le buffer) entrant dans la composition des solutions de la Société pourrait entraîner des variations significatives des prix de revient et/ou ne pas être compensée par une augmentation corrélative du prix des produits de la Société.

L'ensemble de ces risques pourrait avoir un impact significatif sur la rentabilité de la Société, ainsi que sur la compétitivité et le succès des solutions proposées par la Société.

**Mesures de gestion des risques :** la Société effectue, pour ses quatre principaux composants, des achats sécurisés par des contrats de stocks de sécurité lui assurant des approvisionnements pour l'installation de deux futures stations. Elle veille par ailleurs à sélectionner des fournisseurs de proximité. En ce qui concerne le groupe hydraulique, la Société s'approvisionne en région Rhône-Alpes. Les trois autres composants n'étant pas fabriqués en France, les fournisseurs de la Société sont européens notamment italiens ou britanniques. Un fournisseur est localisé aux Etats-Unis en ce qui concerne les accessoires de raccordement de tuyauteries.

**Degré de criticité du risque :** Moyen.

### 3.1.5.2 Risques liés à l'existence d'un nombre restreint de fournisseurs pour certains composants des produits de la Société et les équipements de ses sites de production

Les produits de la Société exploitent certains composants ou matériaux très particuliers, pour lesquels il n'existe qu'un nombre très limité de fournisseurs au monde, notamment son fournisseur de solution de compression, qui eux-mêmes utilisent des procédés de fabrication très pointus et des outillages spécifiques.

La Société peut donc être exposée à des dérives de procédés, des ruptures de chaînes de production, des interdictions d'exportation de la part de ces fournisseurs, des refus de fourniture de certains fournisseurs ou bien devoir s'approvisionner à des prix supérieurs au marché dans un contexte oligopolistique.

En raison du manquement d'un fournisseur à ses obligations de fournir des matériaux ou éléments en temps voulu et répondant aux conditions de qualité, de quantité ou de coûts de la Société, celle-ci pourrait être amenée à remplacer l'un de ses fabricants stratégiques. Dans cette situation, elle disposerait alors d'un nombre limité d'alternatives. En outre, le remplacement rapide d'une source de composants par une autre peut néanmoins nécessiter des adaptations des produits et occasionner des perturbations.

**Mesures de gestion des risques :** Afin de prévenir ce risque, la Société pratique une sélection et un suivi de ses fournisseurs en fonction de leur niveau de qualité et de fiabilité, et met en œuvre, dans la mesure du possible une politique de « *dual sourcing* » afin de pouvoir substituer un fournisseur par un autre en cas de difficultés.

**Degré de criticité du risque :** Moyen.

### 3.1.6 Risques liés à la mise en service et à la garantie accordée sur les produits de la Société

La Société a d'une part une activité historique d'ingénierie et de tuyauterie industrielle et d'autre part une activité de conception, fabrication et installation de stations de ravitaillement à hydrogène. S'agissant de cette dernière activité, jusqu'en 2019 la Société n'assurait qu'une partie de la conception, la fabrication et l'installation de stations pour compte de tiers. La Société a donc développé son propre modèle de station hydrogène et mis en place un outil de production lui permettant d'assembler et d'installer les stations produites sur ses sites industriels. Les premières stations hydrogène désignées et fabriquées par la Société seront installées en 2021.

L'impossibilité pour la Société de répondre aux exigences des clients en termes de qualité des produits et de niveau de service de maintenance pourrait donner lieu à des réclamations à son encontre, à une altération de la marque et, plus généralement, pourrait porter atteinte à sa réputation. Elle pourrait également avoir pour effet de détourner ses ressources d'autres allocations, dans la mesure où elle engendrerait des dépenses supplémentaires en matière de mise en conformité ou d'indemnisation, ce qui serait susceptible de nuire à ses efforts commerciaux et de marketing et pourrait ainsi détériorer sa position concurrentielle et, plus généralement, d'avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats et/ou ses perspectives.

Par ailleurs, la Société ne peut garantir qu'aucun de ses produits ne rencontrera, à l'avenir, un problème de qualité.

Si un nombre trop important de clients de la Société venait à utiliser les garanties offertes par la Société lors de la vente de ses produits, cela pourrait avoir un effet défavorable sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives.

**Mesures de gestion des risques :** Concernant le risque qualité, les produits vendus par la Société sont garantis au titre de la garantie légale de conformité et au titre de la garantie contre les vices cachés (2 ans à compter de la découverte du vice) mais, depuis que la Société exerce ses activités en tant que fabricant et non plus comme simple intégrateur, certaines garanties contractuelles sont désormais proposées aux clients de la Société au titre de garanties supplémentaires qui sont usuellement consenties pour une durée de 12 mois avec une offre à 24 mois. Le service après-vente de la Société peut également proposer plusieurs solutions aux clients en fonction du problème rencontré (remplacement, réparations ou envoi de pièces détachées) et éventuellement décider d'un dédommagement. Les charges induites par le traitement du service après-vente font partie des charges courantes d'exploitation.

Concernant la survenance d'un risque rendant la Société incapable de répondre aux demandes de ses clients, elle n'a jamais subi de telles difficultés. Néanmoins, elle mettra en place un plan de reprise d'activité une fois les premières stations installées. Ce dispositif permettra de réduire tant l'impact que la durée d'un incident sur le bon déroulement des activités de la Société.

**Degré de criticité du risque :** Faible.

### 3.1.7 Risques liés à la pandémie de Covid-19

Les activités de la Société ont été impactées par la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 à hauteur de 40% du chiffre d'affaires. Cette baisse de chiffre d'affaires est principalement liée à la mise en œuvre par le gouvernement français des mesures de confinement entre les mois de mars et mai 2020. Ces mesures ont notamment causé le report de la mise en place du projet ZEV au mois de juillet 2020.

Depuis le mois de juin 2020, l'activité est revenue à la normale et ne sera pas affectée sur le long terme dès lors que les mesures de confinement applicables entre le 30 octobre 2020 et le 15 décembre 2020 n'étaient, par leur adaptabilité, pas de nature à impacter les activités de la Société ni son organisation.

**Mesures de gestion des risques :** Afin d'assurer la continuité de ses activités tout en assurant la sécurité de ses salariés pendant les mesures de restrictions adoptées par le gouvernement, la Société a mis en œuvre les différentes mesures mises à disposition sur le plan réglementaire et financier afin de s'adapter à la réduction d'activité, à savoir la mise en chômage partiel d'une partie des équipes pour lesquelles le télétravail n'était pas compatible avec l'exercice effectif de leurs fonctions et la mise en place du télétravail pour le reste des équipes étant en mesure de travailler depuis leur domicile grâce à des outils informatiques fournis par la Société.

En ce qui concerne les mesures financières prises pour faire face à l'impact de la crise sanitaire sur ses activités, la Société a obtenu le report de 6 mois des échéances de remboursement de certains emprunts et a également eu recours à des Prêts Garantis par l'Etat à hauteur de 915K € et de 200K €.

**Degré de criticité du risque :** Faible.

## 3.2 RISQUES FINANCIERS

---

### 3.2.1 Risques liés aux besoins de financement

Au 30 juin 2020, la trésorerie et les instruments financiers courants de la Société nets des concours bancaires courants s'élevaient à – 93K €. Les besoins de trésorerie annuels de la Société ont été jusqu'à présent assurés grâce à des outils tels que l'emprunt bancaire et les émissions obligataires.

La Société continuera dans le futur à avoir des besoins de financement pour le développement et la commercialisation de ses produits. La Société pourrait se trouver dans l'incapacité d'autofinancer sa croissance ce qui la conduirait à rechercher des sources de financement, via le recours à des financements bancaires permettant un effet de levier, via l'émission d'instruments financiers classés en passifs financiers ou via l'émission d'actions nouvelles. La capacité de la Société à lever des fonds supplémentaires dépendra des conditions financières, économiques et conjoncturelles, ainsi que d'autres facteurs, sur lesquels elle n'exerce aucun contrôle ou qu'un contrôle limité.

De plus, la Société ne peut garantir que des fonds supplémentaires seront mis à sa disposition lorsqu'elle en aura besoin et, le cas échéant, que lesdits fonds seront disponibles à des conditions acceptables.

Si les fonds nécessaires n'étaient pas disponibles, la Société pourrait notamment devoir limiter ou reporter le déploiement de ses capacités de production, la privant d'accéder à de nouveaux marchés, ou limiter le développement de nouveaux produits.

Par ailleurs, dans la mesure où la Société lèverait les capitaux par émission d'actions nouvelles ou d'autres instruments financiers pouvant donner accès à terme au capital de la Société, ses actionnaires pourraient être dilués.

**Mesures de gestion des risques :** Outre un suivi quotidien de sa trésorerie, la Société n'a pas mis en place de mesure de gestion spécifique de ce risque.

**Degré de criticité du risque :** Elevé.

### 3.2.2 Risques de liquidité

À la date du Document d'enregistrement, la Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité.

Le financement des investissements indispensables pour la mise en œuvre de la stratégie de croissance organique de la Société telle que décrite à la section 2.2.5.4 du Document d'enregistrement rend nécessaire la réalisation de l'augmentation de capital recherchée au travers de l'introduction en bourse de la Société sur Euronext Growth Paris.

A fin juin 2020, la Société dispose une trésorerie nette de 83K€. En l'absence d'augmentation de capital, la trésorerie est renforcée par le remboursement de compte courant d'associé à hauteur de 1450K€ courant novembre 2020. Le besoin de financement lié à l'activité ainsi que le remboursement des dettes financières à 12 mois, à compter de la date du présent Document d'enregistrement sont estimés à 1,5M€. Ce besoin est globalement couvert par la trésorerie disponible à fin novembre. Par ailleurs, la Société pourra recourir à des mécanismes de cession de créances en cas de besoin pour une enveloppe maximale de 1.850K euros.

**Degré de criticité du risque :** Moyen.

## 3.3 RISQUES LIES A L'ORGANISATION DE LA SOCIETE

---

### 3.3.1 Risques liés à la concentration des pouvoirs exécutifs et opérationnels

Monsieur Hassen RACHEDI détient directement et indirectement 93,16 % du capital et des droits de vote de la Société au jour de l'approbation du présent Document d'enregistrement. De plus, en tant que Président directeur général et fondateur de la Société, Monsieur Hassen RACHEDI dispose d'un rôle opérationnel stratégique. Il conservera à l'issue de l'opération envisagée d'introduction en bourse la majorité du capital et des droits de vote pouvant conduire à une limitation de fait du contrôle de l'instance actionnariale et des contre-pouvoirs dans les décisions opérationnelles.

**Mesures de gestion des risques :** Afin d'assurer que le contrôle de la Société ne soit pas exercé de manière abusive, un administrateur indépendant a été désigné par l'assemblée générale du 27 novembre 2020 et un deuxième administrateur indépendant a été coopté par le conseil d'administration le 18 décembre 2020. En outre, dans la perspective de l'admission de ses actions sur le marché d'Euronext Growth Paris, la Société a engagé une réflexion d'ensemble relative aux pratiques du gouvernement d'entreprise. La Société a choisi d'adhérer au Code de gouvernement d'entreprise Middlenext tel qu'il a été publié en septembre 2016 en tant que code de référence auquel elle entend se référer à l'issue de l'admission de ses actions sur le marché Euronext Growth Paris, ce code étant disponible notamment sur le site de Middlenext (<https://www.middlenext.com/>). La Société se conforme d'ores et déjà à la majeure partie des recommandations du Code Middlenext. (Cf. § 8.1.3).

**Degré de criticité du risque net :** Moyen.

### 3.3.2 Risques liés à la capacité de conserver et attirer des personnes clés

Le succès de la Société repose en grande partie sur la qualité de son équipe de direction qui bénéficie d'une expérience importante. Il repose également sur une équipe de collaborateurs motivés, qualifiés et formés notamment dans le domaine de la recherche et du développement, du marketing, de la commercialisation, de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, des processus de production, de la gestion financière et des ressources humaines. A ce jour, le *turnover* observé sur les deux derniers exercices est proche de zéro.

Le succès futur de la Société repose aujourd'hui sur l'implication de cette équipe et sur la capacité de la Société à la fidéliser mais également sur la capacité de la Société à recruter, intégrer et fidéliser de futurs collaborateurs qualifiés pour accompagner le développement anticipé de ses activités.

Cependant, la Société est en concurrence avec d'autres acteurs (sociétés concurrentes, organismes de recherche et institutions académiques...) pour recruter et retenir des personnels qualifiés. Dans la mesure où cette concurrence est intense, la Société pourrait ne pas être en mesure d'attirer ou de retenir ses personnels clés à des conditions qui soient acceptables d'un point de vue économique.

**Mesures de gestion des risques :** La Société met en œuvre un ensemble de mesures visant à attirer et fidéliser ses collaborateurs, notamment grâce à divers avantages salariaux et assimilés (notamment, une mutuelle prise en charge à 100% et des dépassements de frais de santé pris en charge par la Société, les déjeuners pris en charge par la Société, des véhicules de fonctions pour les chargés d'affaires, les ingénieurs et les encadrants H2, un PEE). Par ailleurs, afin de diminuer les risques de départ des personnels clés, l'Assemblée générale mixte du 18 décembre 2020 a autorisé l'attribution gratuite d'actions au bénéfice de salariés ou de mandataires sociaux<sup>57</sup>.

**Degré de criticité du risque :** Faible.

### 3.4 RISQUES REGLEMENTAIRES ET JURIDIQUES

---

#### 3.4.1 Risques liés à la divulgation de sa technologie, ses procédés de fabrication, son savoir-faire

La Société doit se prémunir contre l'utilisation et la divulgation non-autorisées de ses informations confidentielles, de son savoir-faire et de ses secrets commerciaux. Dans la mesure où la Société ne détient actuellement aucun brevet sur sa technologie, une telle divulgation pourrait avoir un impact négatif sur la stratégie et sur les activités de la Société.

**Mesures de gestion des risques :** La Société s'efforce de conserver confidentiels les technologies, formulations, procédés, savoir-faire, et données propres non brevetés ou non brevetables en limitant la communication d'éléments clés de son savoir-faire à des tiers aux seules informations strictement nécessaires à la collaboration qu'elle entretient avec ces derniers et en s'assurant contractuellement que ces tiers s'engagent à ne pas détourner, utiliser ou communiquer ces informations, au moyen notamment de clauses de confidentialité. Par ailleurs, tous les salariés de la Société sont tenus par une clause de confidentialité ainsi qu'une clause de non concurrence en cas de départ figurant au sein de leur contrat de travail.

Il ne peut être exclu que les clauses de confidentialité n'assurent pas la protection recherchée ou soient violées, que la Société n'ait pas de solutions appropriées contre de telles violations, ou que ses secrets industriels et commerciaux et son savoir-faire soient divulgués à ses concurrents ou développés par eux.

**Degré de criticité du risque :** Elevé.

#### 3.4.2 Risques liés à l'environnement réglementaire applicable aux installations hydrogène

La réglementation applicable aux installations hydrogène a été élaborée pour l'hydrogène en tant que substance dangereuse industrielle produite, utilisée ou stockée en grande quantité sur des sites dédiés. En effet, l'objectif de cette réglementation tant européenne que française est d'encadrer ces sites et de maîtriser le risque d'accident majeur. Il s'agit principalement de la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite directive Seveso 3 applicable à toutes les installations industrielles dangereuses et la réglementation ICPE 4715 concernant les installations H2.

La réglementation existante est riche et fragmentée en fonction de l'activité réalisée (la production, le transport ou le stockage d'hydrogène) et en fonction du type d'application (stationnaire, mobile et portable). Il incombe ainsi à la Société d'identifier les réglementations européenne et nationales applicables à chaque produit développé pour son activité et d'en respecter les prescriptions. La Société pourrait être défavorablement affectée si une réglementation n'était pas identifiée ou était mal interprétée.

En outre, l'utilisation de l'hydrogène en tant que vecteur énergétique implique une rupture technologique dont le développement peut être freiné par une réglementation existante pas toujours adaptée. L'environnement réglementaire impose ainsi des contraintes qui peuvent freiner le développement de petites unités de production et donc la commercialisation de certains produits de la Société.

---

<sup>57</sup> La Société prévoit, à ce titre, d'attribuer gratuitement :

- 2% de son capital social à l'issue de l'introduction en bourse au profit de ses salariés ;
- 6% de son capital social à l'issue de l'introduction en bourse au profit de Monsieur Philippe BOTTU (se reporter au paragraphe 4.2.1.1 du présent document d'enregistrement) ; et
- 2% de son capital social à l'issue de l'introduction en bourse au profit d'un ou plusieurs bénéficiaires non déterminés à ce jour.



Cette inadéquation entre la réglementation existante et les évolutions technologiques actuelles sur l'hydrogène pose une incertitude sur le cadre juridique futur de l'activité. L'Union européenne a enclenché une démarche d'harmonisation à travers le Règlement (CE) n° 79/2009 du 14 janvier 2009 concernant les véhicules à moteur fonctionnant à l'hydrogène. Cette démarche d'harmonisation vise aussi à faciliter l'émergence de nouvelles technologies.

Actuellement, les industriels du secteur se tournent vers les normes mises en place par des experts internationaux (en ce qui concerne la Société, se reporter à la section 2.2.6 du présent Document d'enregistrement) pour garantir un développement technologique de leurs produits en conformité avec des règles adaptées à leur activité.

**Mesures de gestion des risques :** la Société avec son responsable Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement (QHSE), veille en permanence au respect des lois et réglementations applicables et à l'identification de toute nouvelle réglementation applicable.

**Degré de criticité du risque :** Moyen.

### **3.4.3 Risques liés à la mise en cause de la responsabilité de la Société relative à ses produits**

#### **3.4.3.1 Responsabilité de la Société dans le cadre des processus de fabrication de ses produits**

Certains processus de fabrication pourraient être la cause d'accidents, notamment l'utilisation de certaines énergies (l'électricité, le dihydrogène (H<sub>2</sub>) et la haute pression), l'utilisation d'outillage d'atelier ainsi que les possibles fuites de raccordements sur site. En cas de dysfonctionnement d'une solution de production ou de distribution d'hydrogène, ou bien à la suite d'une erreur humaine, la responsabilité de la Société pourrait être engagée du fait de préjudices corporels, matériels ou immatériels qui en résulteraient.

La survenance d'un accident dans les locaux de la Société, ou sur des sites clients, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les résultats de la Société, son développement ou sa situation financière.

La Société pourrait devoir indemniser les tiers subissant un préjudice.

Dans une telle hypothèse, les contraintes réglementaires pesant sur la Société pourraient également être renforcées. Le renforcement des contraintes réglementaires pourrait consister notamment en une augmentation des garanties financières à constituer et en une augmentation significative des primes d'assurance.

La Société pourrait également être mise en cause du fait d'une erreur de conception d'une solution complexe ou d'un dysfonctionnement imputable à l'interface avec d'autres systèmes. Le dysfonctionnement d'une solution pourrait impliquer des coûts liés au rappel des produits, entraîner de nouvelles dépenses de développement, monopoliser des ressources techniques et financières.

**Mesures de gestion des risques :** La Société a mis en place des formations et des procédures d'habilitation du personnel pour limiter la survenance d'accidents. La Société a également souscrit à diverses polices d'assurances.

**Degré de criticité du risque :** Moyen.

#### **3.4.3.2 Responsabilité de la Société en matière de produits défectueux**

La Société pourrait être exposée à un risque de mise en cause de sa responsabilité lors de la commercialisation de ses produits, en particulier en ce qui concerne sa responsabilité du fait des produits.

La Société pourrait voir sa responsabilité engagée, en qualité de fabricant, du fait d'un dommage causé par un défaut d'un de ses produits mis en circulation par ses soins. Un produit est considéré comme défectueux lorsqu'il n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre. Il pourrait être demandé réparation à la Société d'un dommage résultant d'une atteinte à une personne ou à un bien.

La responsabilité de la Société pourrait toutefois être écartée si elle démontrait que l'état des connaissances scientifiques et techniques, au moment où le produit a été mis en circulation, ne pouvait permettre de déceler l'existence du défaut ou que le défaut du produit est dû à la conformité du produit avec des règles impératives d'ordre législatif ou réglementaire.

Si la responsabilité de la Société était ainsi mise en cause, ceci aurait pour conséquence d'affecter gravement la demande des produits de la Société.

**Mesures de gestion des risques :** La Société réalise régulièrement des contrôles dans le cadre du processus de conception, fabrication et livraison de ses produits. Même si la conception, la fabrication et la livraison des produits de la Société sont réalisées dans le respect de référentiels en matière de Qualité, et si la pratique consiste à réaliser une série de tests avant commercialisation pour réduire le risque d'erreur, il n'est pas possible d'éliminer entièrement ce risque.

**Degré de criticité du risque :** Moyen.

#### 3.4.4 Risques liés aux litiges

La Société, du fait de son activité, peut faire l'objet de procédures judiciaires, administratives ou d'arbitrage, de procédures contentieuses avec des clients, employés, partenaires ou des autorités étatiques. Certaines de ces procédures peuvent amener la Société à devoir verser des dommages intérêts, à payer des amendes, à effectuer des réparations en équité ou à reverser des profits.

Le tableau suivant dresse un état des lieux de l'ensemble des procédures significatives actuellement en cours concernant ou ayant concerné la Société en tant que défendeur :

Litiges						
Adversaire	Position de la Société	Date de première assignation	Objet du litige	Statut	Montant réclamés en €	Montant provisionné en € au 30/06/20
ALLIMAND	Défendeur <sup>(1)</sup>	9 juillet 2018	Litige commercial	1 <sup>ère</sup> instance	390.000 €	0 € <sup>(2)</sup>
Monsieur P. (personne physique)	Défendeur	4 janvier 2019	Accident du travail	1 <sup>ère</sup> instance	105.419,03 € <sup>(3)</sup>	0 € <sup>(2)</sup>

<sup>(1)</sup> La Société a formulé une demande reconventionnelle à hauteur d'environ 230.000 euros.

<sup>(2)</sup> Ce litige n'a pas fait l'objet d'une dotation aux provisions pour litiges mais a fait l'objet d'une information dans l'annexe comptable.

<sup>(3)</sup> Dont 2.000 euros au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.

Pour plus d'informations sur ces litiges, se reporter au paragraphe 6.2 du présent Document d'enregistrement.

**Mesures de gestion des risques :** Afin de gérer ces risques, la Société mobilise un cabinet d'avocats.

**Degré de criticité du risque :** Faible.

#### 3.4.5 Risques liés à la propriété intellectuelle

La croissance future de la Société dépendra notamment de sa capacité à développer et protéger son savoir-faire et ses innovations. La politique menée en matière de propriété intellectuelle consiste pour la Société à déposer des demandes de brevets dans plusieurs pays suivant l'intérêt qu'un tel dépôt peut présenter. A la date du présent Document d'enregistrement, la Société ne détient aucun brevet et ses technologies actuelles ne sont pas brevetables.. Elle envisage néanmoins de protéger sa technologie future qui sera développée par son équipe R&D (se reporter au paragraphe 2.2.5 du présent Document d'enregistrement) par des dépôts de brevets. Tous les projets de R&D et les équipes dédiées sont par ailleurs soumises à des règles de confidentialité strictes.

En cas d'invention identifiée, la Société évalue l'intérêt de déposer une demande de brevet. Pour ce faire, elle s'appuie sur ses équipes R&D en interne et son conseil en propriété industrielle. Les demandes de brevets font l'objet de procédures d'examen par les offices de brevet compétents, nationaux, régionaux ou internationaux.

La délivrance du brevet demandé prend plusieurs années. Les procédures d'examen peuvent par ailleurs déboucher sur la délivrance d'un brevet présentant des revendications plus restreintes que la demande initiale, voire parfois sur un refus de délivrer un brevet.

Les droits de propriété industrielle déposés ne fournissent pas une protection dans toutes les juridictions et offrent une protection d'une durée qui peut varier d'un territoire à un autre. Ainsi, la protection systématique par des brevets pourrait être difficilement réalisable et représenter des coûts importants s'il devait être envisagé d'y recourir sur tous les marchés potentiels sur lesquels la Société est présente ou pourrait déployer son activité.

Par ailleurs, il n'existe pas de certitude que les demandes actuelles et futures de brevets, marques et autres droits de propriété intellectuelle de la Société donneront lieu à des enregistrements par les offices de propriété industrielle. En effet, la Société pourrait rencontrer des difficultés dans le cadre du dépôt et de l'examen de certaines de ses demandes de brevets, de marques ou d'autres droits de propriété intellectuelle actuellement en cours d'examen/d'enregistrement. Par exemple, au moment du dépôt d'une demande de brevet, d'autres demandes de brevets peuvent constituer une antériorité opposable mais ne pas être encore publiées. Malgré les recherches d'antériorités et la veille qu'elle effectue ou fait effectuer, la Société ne peut donc avoir la certitude d'être la première à avoir conçu une invention et à déposer une demande de brevet correspondante. Il convient notamment de rappeler que dans la plupart des pays, la publication des demandes de brevets a lieu 18 mois après le dépôt des demandes elles-mêmes et que les inventions ne font parfois l'objet d'une publication ou d'une demande de brevet que des mois, voire des années plus tard.

Enfin, la délivrance d'un brevet, d'une marque ou d'autres droits de propriété intellectuelle n'en garantit pas la validité, ni l'opposabilité. En effet, les concurrents de la Société pourraient à tout moment contester la validité ou l'opposabilité de ces droits devant un tribunal ou dans le cadre d'autres procédures spécifiques. Selon l'issue desdites contestations, les droits pourraient voir leur portée réduite ou être annulés et ainsi permettre leur contournement par des concurrents. De plus, des évolutions, changements ou des divergences d'interprétation du cadre légal régissant la propriété intellectuelle en Europe, aux Etats-Unis ou dans d'autres pays pourraient permettre à des concurrents d'utiliser les inventions ou les droits de propriété intellectuelle de la Société, de développer ou de commercialiser les produits de la Société ou ses technologies sans compensation financière. En outre, il existe encore certains pays qui ne protègent pas les droits de propriété intellectuelle de la même manière qu'en Europe ou aux Etats-Unis, et les procédures et règles efficaces nécessaires pour assurer la défense des droits de la Société peuvent ne pas exister dans ces pays. Il n'y a donc aucune certitude que les futurs brevets, marques et autres droits de propriété intellectuelle de la Société ne seront pas contestés, invalidés ou contournés ou qu'ils procureront une protection efficace face à la concurrence et aux brevets de tiers couvrant des inventions similaires.

En conséquence, les droits de la Société sur ses futurs brevets ou marques, les demandes y afférents et ses futurs autres droits de propriété intellectuelle pourraient ne pas conférer la protection attendue contre la concurrence. La Société ne peut donc garantir de manière certaine :

- qu'elle parviendra à développer de nouvelles inventions qui pourraient faire l'objet d'un dépôt ou d'une délivrance d'un brevet ;
- que les demandes de brevets et autres droits en cours d'examen donneront effectivement lieu à la délivrance de brevets, marques ou autres droits de propriété intellectuelle enregistrés ;
- que les brevets ou autres droits de propriété intellectuelle qui lui seront délivrés dans le futur ne seront pas contestés, invalidés ou contournés par des concurrents ; et
- que le champ de protection conféré par les brevets, les marques et les titres de propriété intellectuelle de la Société est et restera suffisant pour la protéger face à la concurrence et aux brevets, marques et titres de propriété intellectuelle des tiers couvrant des dispositifs, produits, technologies ou développements similaires.

En tout état de cause, la Société ne peut exclure tout risque de contrefaçon de ses inventions ou de remise en cause de la validité de ses futurs brevets.

**Mesures de gestion des risques :** Un cabinet spécialisé en matière de propriété intellectuelle accompagne la Société dans le cadre du suivi de la procédure d'obtention d'un brevet.

**Degré de criticité du risque :** Moyen.

#### 4.1 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

Jusqu'au 27 novembre 2020, la Société était constituée sous forme de société par actions simplifiée dont le président était la société HOLDING HR, représentée par Monsieur Hassen RACHEDI, actuel Président directeur général de la Société.

La Société a opté pour l'organisation de sa gestion pour la forme de société anonyme à conseil d'administration à compter de l'assemblée générale en date du 27 novembre 2020 ayant approuvé la transformation de la Société en société anonyme à conseil d'administration et ayant adopté de nouvelles règles de gouvernance.

##### 4.1.1 Composition du conseil d'administration et de la direction générale

###### 4.1.1.1 Composition du conseil d'administration

A la date du Document d'enregistrement, la composition du conseil d'administration est la suivante :

Nom	Mandat	Adresse professionnelle	Fonctions dans la Société	Date de première nomination et de fin de mandat
Hassen RACHEDI	Administrateur et Président du conseil d'administration	Hydrogen-Refueling-Solutions Zone Artisanale des Viallards 38560 Champ sur Drac	Directeur Général	Première nomination : 27 novembre 2020  Echéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2023
Philippe BOTTU	Administrateur	Hydrogen-Refueling-Solutions Zone Artisanale des Viallards 38560 Champ sur Drac	Directeur Général Délégué	Première nomination : 18 décembre 2020  Echéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2023
Olivier DHEZ	Administrateur	Hydrogen-Refueling-Solutions Zone Artisanale des Viallards 38560 Champ sur Drac	Directeur du Développement Commercial et du Marketing	Première nomination : 27 novembre 2020  Echéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2023
Florence LAMBERT	Administrateur	CEA Centre de Grenoble 17 Rue des Martyrs, 38050 GRENOBLE CEDEX	Néant	Première nomination : 27 novembre 2020  Echéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2023
Fabio FERRARI	Administrateur	4, Square Claude Debussy, 75017 Paris	Néant	Première nomination : 18 décembre 2020  Echéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2023

Conformément au Code Middledenext, les critères permettant de qualifier un membre du conseil d'indépendant sont les suivants :

Analyse de la Société	Critères d'indépendance définis par le Code Middledenext				
	Ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, et ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la Société ou d'une société de son groupe	Ne pas avoir été, au cours des deux dernières années, et ne pas être en relation d'affaires significative avec la Société ou son groupe (client, fournisseur, concurrent, prestataire, créancier, banquier, etc.)	Ne pas être actionnaire de référence de la Société ou détenir un pourcentage de droit de vote significatif	Ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence	Ne pas avoir été, au cours des six dernières années, commissaire aux comptes de la Société
Florence LAMBERT	Condition vérifiée	Condition vérifiée	Aucune action détenue	Condition vérifiée	Condition vérifiée
Fabio FERRARI	Condition vérifiée	Condition vérifiée	Aucune action détenue	Condition vérifiée	Condition vérifiée

Le conseil d'administration, lors de sa réunion en date du 27 novembre 2020 a considéré que parmi ses membres, Florence LAMBERT pouvait être qualifiée de membre indépendant.

Le conseil d'administration, lors de sa réunion en date du 18 décembre 2020 a considéré que Fabio FERRARI pouvait être qualifié de membre indépendant.

Il n'existe aucun lien familial entre les administrateurs.

#### 4.1.1.2 Composition de la direction générale

La direction générale est assurée par Monsieur Hassen RACHEDI nommé par le conseil d'administration du 27 novembre 2020 qui a choisi de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de directeur général.

L'adresse professionnelle du Président directeur général est la suivante : Hydrogen-Refueling-Solutions, Zone Artisanale des Viallards, 38560 Champ sur Drac.

Monsieur Philippe BOTTU a été nommé directeur général délégué par le conseil d'administration, lors de sa réunion en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020.

L'adresse professionnelle du directeur général délégué est la suivante : Hydrogen-Refueling-Solutions, Zone Artisanale des Viallards, 38560 Champ sur Drac.

#### 4.1.2 Expérience professionnelle des membres des organes d'administration et de la direction générale



**Hassen RACHEDI, Président du conseil d'administration et directeur général**

Se reporter au paragraphe 2.3.1.2 du Document d'enregistrement.



**Philippe BOTTU, administrateur et directeur général délégué**

Philippe BOTTU est directeur général délégué chez Hydrogen-Refueling-Solutions depuis décembre 2020. Il a travaillé pendant plus de neuf ans chez AIR LIQUIDE, d'abord en tant que directeur opérationnel chez ALES (Air Liquide Electronics France) puis comme directeur général d'ALES et de CRYOPAL, une filiale d'AIR LIQUIDE opérant sur le marché de la cryoconservation et de l'oxygénothérapie. Entre 2018 et 2020, il a été vice-président des solutions industrielles chez AIR LIQUIDE opérant en France mais aussi en Inde et à Taiwan, où il a contribué au développement de l'Hydrogène via CRYOLOR une filiale dans son périmètre qui fabrique des réservoirs cryogéniques et des trailers pour les marchés US et Asiatiques, de l'Hélium mais aussi des nouveaux gaz de gravure à forte valeur ajoutée pour l'électronique. Il a également une expérience dans le domaine médical et pharmaceutique ayant travaillé chez ALLEGRAN pendant deux ans et chez BECTON DICKINSON pendant 4 ans. Il a commencé sa carrière chez SANMINA SCI une société américaine spécialisée dans la production de matériel électronique, où il a travaillé pendant quatre ans comme responsable de production. Il est ingénieur diplômé de l'école d'ingénieur ENSE3 de Grenoble et d'un master en administration d'entreprise de l'IAE de Grenoble. Il possède également le diplôme "Blue Ocean Strategy" de l'INSEAD. En 2010, Philippe a également participé à la création d'une start-up dans le domaine de l'implant de colonne vertébrale (sans donner lieu à son immatriculation).



**Olivier DHEZ, administrateur**

Olivier DHEZ est directeur en développement commercial et marketing chez Hydrogen-Refueling-Solutions. Il s'est forgé une expertise en management de l'innovation, développement de produits et en développement commercial. Il a notamment travaillé pendant plus de dix ans chez ISORG en tant que manager des programmes R&D dans le domaine des capteurs d'images et des photodiodes, et en tant que directeur développement commercial dans le marché de la biométrie et du X-ray. Il a également été manager chez European Synchrotron Radiation Facility un des plus grands producteurs de lumière synchrotron au monde. Il est titulaire d'un doctorat en physique chimie à l'université Bordeaux I. Il dispose également d'un MBA spécialisé en management de l'innovation des technologies obtenu à la Grenoble School of Management. Il a publié plus de 20 articles dans des revues scientifiques internationales.





**Florence LAMBERT, administrateur**

Florence LAMBERT est une spécialiste des énergies renouvelables. Elle est actuellement Présidente du CEA LITEN, premier centre de recherche européen entièrement dédié à la transition énergétique, depuis janvier 2013. Elle a tout d'abord travaillé pendant deux ans comme manager d'équipe dans le département stockage d'énergie au CEA Cadarache. Elle a ensuite été cheffe de laboratoire de stockage électrochimique au CEA Cadarache puis à l'INES de Chambéry pendant cinq ans. Elle a également été directrice du département électricité et hydrogène pour le transport au CEA Grenoble entre 2009 et 2012. Elle a également exercé plusieurs postes contribuant à la promotion des énergies renouvelables au niveau français et international dans plusieurs associations en France et à l'étranger. Elle est titulaire d'un doctorat en génie électrochimique de l'institut des technologies de Grenoble. Elle a été à l'origine de la création de plusieurs startups (SymbioFCCell, SYLFEN...) et consortiums dans le domaine des énergies (ENEL, Meyer Burger ...). Florence est également officier de la légion d'honneur depuis 2019.



**Fabio FERRARI, administrateur**

Comme Florence, Fabio est entré au conseil avec le statut d'Administrateur indépendant. Il est un des fondateurs de SYMBIO, équipementier de nouvelle génération spécialisé dans les systèmes hydrogène pour la mobilité, et a été son CEO pendant plus de 10 ans. SYMBIO est aujourd'hui une JV entre Michelin et Faurecia, destiné à être un des futurs leaders mondial de ce domaine. Il a présidé pendant 6 ans Mobilité Hydrogène France, le pilier mobilité de France Hydrogène (association des acteurs de la filière hydrogène) dont il a été premier vice-président. Fabio est maintenant le CEO d'aDryada qu'il vient de créer et qui a pour mission d'aider les territoires, les fonds et les entreprises à assurer leur durabilité sur le long terme en préservant la biodiversité.

#### 4.1.3 Autres mandats et principales activités exercés ou ayant été exercés par les membres des organes d'administration et de la direction générale en dehors de la Société

- Mandats et principales activités exercés en dehors de la Société en cours**

Administrateurs ou membres de la direction générale	Société	Nature du mandat
<b>Hassen RACHEDI</b>	HOLDING HR  SCI H.R. SCI H.R. 2 SCI H.R. 3	Président (Gérant jusqu'au 26 novembre 2020) Gérant Gérant Gérant
<b>Philippe BOTTU</b>	Néant	Néant
<b>Olivier DHEZ</b>	Néant	Néant
<b>Florence LAMBERT</b>	SYNDICAT DES ENERGIES RENOUVELABLES SOCIETE ALBIOMA CEA LITEN	Administrateur indépendant  Administrateur indépendant Présidente
<b>Fabio FERRARI</b>	SYMBIOFCCELL SYMBIOCARS ADRYADA	Président directeur général Président Président

- **Mandats et principales activités ayant été exercés en dehors de la Société au cours des 5 derniers exercices et ayant cessé à ce jour**

Administrateurs ou membres de la direction générale	Société	Nature du mandat
<b>Hassen RACHEDI</b>	Néant	Néant
<b>Philippe BOTTU</b>	AIR LIQUIDE ELECTRONICS SYSTEM  CRYOPAL CRYOPAL BIOBANQUE SOLUTIONS CRYOLOR  ALPES INSTRUMENTS CRYOLOR ASIE PACIFIQUE (Inde)  AIR LIQUIDE ELECTRONICS SYSTEM ASIA (Taiwan)	Administrateur et Président du conseil d'administration Administrateur et Directeur général Administrateur Administrateur et Président du conseil d'administration Administrateur Administrateur et Président du conseil d'administration Administrateur et Président du conseil d'administration
<b>Olivier DHEZ</b>	Néant	Néant
<b>Florence LAMBERT</b>	Néant	Néant
<b>Fabio FERRARI</b>	Néant	Néant

#### 4.1.4 Déclarations des membres du conseil d'administration et de la direction générale

A la connaissance de la Société, et au jour de l'établissement du présent Document d'enregistrement, aucun des membres du conseil d'administration et de la direction générale, au cours des 5 dernières années :

- n'a fait l'objet de condamnation pour fraude ;
- n'a fait l'objet d'incriminations de mises en cause ou de sanctions publiques officielles prononcées par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés) ;
- n'a été déchu par un tribunal du droit d'exercer la fonction de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

## 4.2 REMUNERATIONS ET AVANTAGES

Les tableaux n° 1, 2 et 11 de la Recommandation AMF n°2014-14, mise à jour le 13 avril 2015 relative à « l'information à donner dans les prospectus sur la rémunération des mandataires sociaux », sont présentés ci-dessous.

Le tableau n°3 n'est pas applicable, la Société ayant été constituée sous forme de société par actions simplifiée jusqu'au 27 novembre 2020.

Les tableaux n°4 à n°10 se sont pas applicables, aucune attribution de titres donnant accès au capital au profit des mandataires sociaux n'ayant été faite.

### 4.2.1 Rémunérations des membres de la direction générale et du conseil d'administration

#### 4.2.1.1 Rémunération de la direction générale

Jusqu'au 27 novembre 2020, la Société était constituée sous forme de société par actions simplifiée dont le président était la société HOLDING HR, représentée par Monsieur Hassen RACHEDI. L'assemblée générale du 27 novembre 2020 a approuvé la transformation de la Société en société anonyme à conseil d'administration et a adopté de nouvelles règles de gouvernance.

Au titre de la période comptable présentée, la rémunération du Président directeur général a été la suivante :

TABLEAU N°1

Tableau de synthèse des rémunérations et options attribués à chaque mandataire social dirigeant		
	Exercice clos le 30 juin 2019	Exercice clos le 30 juin 2020
<b>Hassen RACHEDI – Président directeur général depuis le 27 novembre 2020<sup>(1)</sup></b>		
Rémunération due au titre de l'exercice (détaillée au tableau N°2)	158.000 € <sup>(2)</sup>	504.320 € <sup>(2)</sup>
Valorisation des rémunérations variables pluri-annuelles attribuées au cours de l'exercice	- €	- €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	- €	- €
Valorisation des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice	- €	- €
<b>TOTAL</b>	<b>158.000 €</b>	<b>504.320 €</b>

<sup>(1)</sup> Hassen RACHEDI a été nommé Président directeur général par le conseil d'administration lors de sa réunion en date du 27 novembre 2020 à l'issue de l'assemblée générale réunie le même jour et ayant approuvé la transformation de la Société en société anonyme à conseil d'administration.

<sup>(2)</sup> Rémunération perçue en qualité de Gérant de HOLDING HR au titre d'une convention de direction générale en date du 1<sup>er</sup> juillet 2009 et décrite ci-après. Les montants indiqués dans ce tableau au titre de cette convention sont des montants hors taxes.

TABLEAU N°2

Récapitulatif des rémunérations attribuées à chaque mandataire social dirigeant				
Noms	Exercice clos le 30 juin 2019		Exercice clos le 30 juin 2020	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>Hassen RACHEDI – Président directeur général depuis le 27 novembre 2020</b>				
Rémunération fixe annuelle	- €	- €	- €	- €
Rémunération variable annuelle <sup>(1)</sup>	158.000 €	158.000 €	504.320 €	504.320 €
Rémunération variable pluri-annuelle	- €	- €	- €	- €
Rémunération exceptionnelle	- €	- €	- €	- €
Rémunération globale annuelle	- €	- €	- €	- €
Avantage en nature	- €	- €	- €	- €
<b>TOTAL</b>	<b>158.000 €</b>	<b>158.000 €</b>	<b>504.320 €</b>	<b>504.320 €</b>

<sup>(1)</sup> Sur la période présentée, Monsieur Hassen RACHEDI ne percevait aucune rémunération directe de la Société mais percevait une rémunération en qualité de Gérant de HOLDING HR. Les rémunérations indiquées ci-dessus, au titre des exercices clos les 30 juin 2020 et 30 juin 2019 correspondent aux montants des redevances facturées à travers une convention de direction générale conclue le 1<sup>er</sup> juillet 2009 entre la Société et HOLDING HR, l'actionnaire principal de la Société, dont l'objet porte sur la réalisation par HOLDING HR pour le compte de la Société des prestations de direction générale dans les domaines suivants :

- Conseils en matière de gestion du personnel ;
- Coordination de la vie administrative de la Société ;
- Assistance en matière de comptabilité ;
- Assistance dans la coordination et la gestion financière et bancaire de la Société ;
- Préparation des dossiers de financement, assistance dans la recherche des crédits et la négociation avec les banques et les organismes de crédit ; et
- Etude financière des projets d'investissement.

Ces prestations ont été facturées sur la base d'une rémunération représentant la quote-part des coûts exposés par elle correspondant aux prestations fournies à la Société, assortie d'une marge de plus ou moins 10%. La convention de direction générale entre la Société et HOLDING HR a été résiliée avec effet au 27 novembre 2020. Les montants indiqués dans ce tableau au titre de cette convention sont des montants hors taxes.

### **Rémunérations de Monsieur Hassen RACHEDI au titre de l'exercice en cours**

Monsieur Hassen RACHEDI (Président directeur général) : L'exécution de la convention de direction générale décrite ci-dessus a été poursuivie entre le 1<sup>er</sup> juillet 2020 et le 27 novembre 2020, date à laquelle la convention a été résiliée. A compter de cette date, en tant que Président du conseil d'administration, Monsieur Hassen RACHEDI perçoit une rémunération fixe annuelle d'un montant brut de 300.000 euros. Il aura également droit à la mise à disposition d'un véhicule de fonction et bénéficiera du Plan d'Epargne Entreprise instauré par la Société.

## **Rémunérations de Monsieur Philippe BOTTU au titre de l'exercice en cours**

Monsieur Philippe BOTTU (Directeur général délégué) : en tant que directeur général délégué, Monsieur Philippe BOTTU perçoit une rémunération fixe annuelle d'un montant brut de 200.000 euros. Il aura également droit à la mise à disposition d'un véhicule de fonction et bénéficiera du Plan d'Epargne Entreprise instauré par la Société. Il est précisé qu'il sera attribué à Monsieur Philippe BOTTU, en sa qualité de directeur général délégué et sous réserve de conditions de présence et de performance, des actions gratuites représentant 6 % du capital social de la Société à l'issue de l'introduction en bourse<sup>58</sup>.

**TABLEAU N°11**

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnité relative à une clause de non concurrence	
	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
<b>Monsieur Hassen RACHEDI</b> <sup>(1)</sup> Président directeur général depuis le 27 novembre 2020 Date d'échéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2023	-	X	-	X <sup>(2)</sup>	-	X	-	X
<b>Monsieur Philippe BOTTU</b> Directeur général délégué depuis le 1 <sup>er</sup> décembre 2020 Date d'échéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2023	-	X	-	X	-	X	-	X

<sup>(1)</sup> Monsieur Hassen RACHEDI est le fondateur de la Société ainsi que le dirigeant et actionnaire principal de HOLDING HR, actionnaire de la Société à hauteur de 99,99 % (le solde étant détenu directement par Monsieur Hassen RACHEDI).

<sup>(2)</sup> La Société envisage de mettre en place un régime de retraite supplémentaire au profit de Monsieur Hassen RACHEDI.

### **4.2.1.2 Rémunération des autres membres du conseil d'administration**

**TABLEAU N°3** : Non applicable, la Société ayant été constituée sous forme de société par actions simplifiée jusqu'au 27 novembre 2020 avec pour seul mandataire social le Président, la société HOLDING HR, représentée par Monsieur Hassen RACHEDI.

Concernant l'exercice en cours, il est rappelé que :

- Monsieur Olivier DHEZ, nommé administrateur par l'assemblée générale du 27 novembre 2020, est lié à la Société par un contrat de travail conclu le 23 juillet 2020, au titre de ses fonctions de Responsable du développement commercial et Responsable marketing. Il est précisé que ce contrat de travail correspond à un emploi effectif et que par conséquent, les conditions pour le cumul des fonctions salariées avec le mandat d'administrateur sont bien remplies. Ce contrat prévoit notamment une rémunération fixe brute

<sup>58</sup> L'attribution gratuite d'actions au profit de Monsieur Philippe BOTTU sera réalisée dans les conditions suivantes :

- 2% du capital social attribué sous réserve du respect d'une condition de présence à l'issue d'une première période d'acquisition d'un an à compter de l'attribution ;
- 1% du capital social attribué sous réserve du respect d'une condition de présence et d'atteinte d'un objectif de chiffre d'affaires au 30 juin 2021 à l'issue d'une deuxième période d'acquisition de 2 ans à compter de l'attribution ;
- 1% du capital social attribué sous réserve du respect d'une condition de présence et d'atteinte d'un objectif de chiffre d'affaires au 30 juin 2022 à l'issue d'une deuxième période d'acquisition de 3 ans à compter de l'attribution ; et
- 2% du capital social attribué sous réserve du respect d'une condition de présence et d'atteinte d'un objectif de chiffre d'affaires au 30 juin 2023 à l'issue d'une deuxième période d'acquisition de 4 ans à compter de l'attribution.

annuelle de 80.000 € et la mise à disposition d'un véhicule de fonction ;

- l'assemblée générale réunie le 27 novembre 2020 a approuvé une enveloppe de rémunération globale allouée aux membres du conseil d'administration d'un montant de 50 K€ que le conseil d'administration pourra verser le cas échéant, à ses membres au titre de l'exercice 2020/21.

#### **4.2.2 Sommes versées ou provisionnées par la Société à des fins de versement de pensions, retraites ou autres avantages au profit des mandataires sociaux**

Néant. Monsieur Olivier DHEZ, administrateur salarié bénéficie du même régime de retraite que les autres salariés.

### **4.3 PARTICIPATIONS ET OPTIONS DE SOUSCRIPTION DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION**

---

Au jour de l'approbation du présent Document d'enregistrement, les membres du conseil d'administration et la direction générale ne détiennent directement aucune action de la Société (à l'exception de Monsieur Hassen RACHEDI qui détient une action), étant précisé qu'aucune attribution de valeurs mobilières donnant accès au capital, ni aucune attribution gratuite d'actions ni aucune option de souscription et/ou d'achat d'actions n'a été effectuée.

En outre, il est précisé que Monsieur Hassen RACHEDI détient 93,16 % de la société HOLDING HR, cette dernière détenant 99,99 % de la Société.

## 5 INFORMATIONS FINANCIERES ET INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE

### 5.1 INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES

#### 5.1.1 Etats financiers établis en normes IFRS relatifs aux exercices clos au 30.06.19 et au 30.06.20

#### Etat de la situation financière

##### ACTIF

En K€	Notes	30/06/2020 Net	30/06/2019 Net	01/07/2018 Net
Immobilisations incorporelles	4.1 et 4.3	414	202	12
Immobilisations corporelles	4.2 et 4.3	2 458	2 912	3 292
Autres actifs financiers	4.4	40	81	278
Actifs d'impôts non courants	4.5	592	207	246
<b>Actif non courants</b>		<b>3 504</b>	<b>3 402</b>	<b>3 829</b>
Stocks et en-cours	4.6	175	178	135
Clients et comptes rattachés	4.7	475	1 869	2 045
Autres actifs courants	4.8	1 649	1 779	1 381
Actifs d'impôts courants		10	73	26
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.9	83	273	108
<b>Actifs courants</b>		<b>2 391</b>	<b>4 171</b>	<b>3 695</b>
<b>Total Actif</b>		<b>5 895</b>	<b>7 573</b>	<b>7 524</b>

##### PASSIF

En K€	Notes	30/06/2020	30/06/2019	01/07/2018
Capital	4.10	1 226	1 226	1 226
Primes liées au capital	4.10	-	-	-
Réserves	4.10	(526)	(598)	(97)
Résultat net de la période		(1 003)	77	
<b>Total Capitaux Propres</b>		<b>(303)</b>	<b>705</b>	<b>1 129</b>
Emprunts et dettes financières	4.11	2 137	2 239	2 392
Provisions pour engagements de retraite	4.12	73	70	80
<b>Passifs non courants</b>		<b>2 210</b>	<b>2 309</b>	<b>2 472</b>
Emprunts obligataires	4.11	408	-	-
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'1 an)	4.11	1 767	1 364	1 149
Emprunts et dettes financières divers	4.11	340	782	284
Fournisseurs et autres créditeurs	4.14	795	1 532	1 615
Autres passifs courants	4.14	678	881	875
Dette d'impôt		-	-	-
<b>Passifs courants</b>		<b>3 988</b>	<b>4 560</b>	<b>3 923</b>
<b>Total Passif</b>		<b>5 895</b>	<b>7 573</b>	<b>7 524</b>

## Compte de résultat

En K€	Notes	30/06/2020	30/06/2019
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>5.1</b>	<b>2 564</b>	<b>5 285</b>
Achats consommés	<b>5.2</b>	(752)	(1 520)
Charges externes	<b>5.3</b>	(1 237)	(1 792)
Charges de personnel	<b>5.4</b>	(1 282)	(1 295)
Impôts et taxes		(22)	(39)
Autres charges d'exploitation		(2)	(4)
Dotations aux amortissements	<b>4.1 4.2</b>	(543)	(495)
Dotations / Reprises des provisions et dépréciations	<b>4.7</b>	(11)	12
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	<b>4.6</b>	-	(75)
Autres produits et charges opérationnels courants		11	19
<b>Résultat Opérationnel courant</b>		<b>(1 272)</b>	<b>95</b>
Autres produits et charges opérationnels	<b>5.5</b>	(72)	12
<b>Résultat Opérationnel</b>		<b>(1 344)</b>	<b>107</b>
Résultat financier	<b>5.6</b>	(28)	32
<b>Résultat courant</b>		<b>(1 371)</b>	<b>139</b>
Impôt sur les bénéfices	<b>5.7</b>	368	(62)
<b>Résultat net de la période</b>		<b>(1 003)</b>	<b>77</b>
Gains et pertes actuariels liés aux provisions pour retraite		(5)	(1)
Impôts différés reconnus en capitaux propres		-	-
Autres éléments du résultat global		(5)	(1)
<b>Résultat global de la période</b>		<b>(1 008)</b>	<b>76</b>



## Etat de variation des capitaux propres

	Nombre d'actions	Capital	Réserves	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres
<b>Total Capitaux Propres au 01.07.18</b>	<b>2 109</b>	<b>1 226</b>	<b>(97)</b>		<b>1 129</b>
Dividendes versés			(500)		(500)
Augmentation de capital					-
Ecart de conversion					-
Résultat de l'exercice				77	77
Autres variations			(1)		(1)
<b>Total Capitaux Propres au 30.06.19</b>	<b>2 109</b>	<b>1 226</b>	<b>(598)</b>	<b>77</b>	<b>705</b>
Affectation du résultat de l'exercice N-1			77	(77)	-
Dividendes versés					-
Augmentation de capital					-
Ecart de conversion					-
Résultat de l'exercice				(1 003)	(1 003)
Autres variations			(5)		(5)
<b>Total Capitaux Propres au 30.06.20</b>	<b>2 109</b>	<b>1 226</b>	<b>(526)</b>	<b>(1 003)</b>	<b>(303)</b>

## Tableau des flux de trésorerie

En K€	Notes	30/06/2020	30/06/2019
Résultat net		(1 003)	77
Amortissements et provisions	4.1 -2 -7	554	483
Variations de juste valeur au résultat			
Profits de cession	5.6	-	(7)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		-	-
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>(450)</b>	<b>554</b>
Impôt sur les sociétés	4.5	(368)	62
Coût de l'endettement financier net	5.7	28	(32)
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>(790)</b>	<b>583</b>
Incidence de la variation des stocks	4.6	3	(42)
Incidence de la variation des clients	4.7	1 388	177
Incidence de la variation des autres débiteurs	4.8	123	(398)
Incidence de la variation des fournisseurs	4.14	(737)	(83)
Incidence de la variation des autres créditeurs	4.14	(203)	6
<b>Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		<b>(170)</b>	<b>173</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	4.1	(267)	(196)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	4.2	(34)	(128)
Acquisitions d'actifs financiers	4.3	(9)	(3)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		<b>(260)</b>	<b>(100)</b>
Augmentations de capital			
Emissions d'emprunts	4.11	1 948	405
Remboursements d'emprunts	4.11	(540)	(515)
Mobilisation des créances Dailly	4.11	2 020	4 540
Remboursements des créances Dailly	4.11	(2 462)	(4 042)
Intérêts financiers nets versés	5.7	(28)	32
Dividendes versés			(500)
Incidence des changements de principes comptables			
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>509</b>	<b>(6)</b>
Trésorerie d'ouverture	4.9	(602)	(596)
Trésorerie de clôture	4.9	(93)	(602)

### Principe Comptable – Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi en utilisant la méthode indirecte qui met en évidence le passage du résultat à la trésorerie provenant de l'exploitation. La trésorerie et équivalents à l'ouverture et à la clôture mentionnée dans le tableau de flux comprend les disponibilités et les valeurs mobilières de placement ainsi que les concours bancaires courants.

## **Notes Annexes aux états financiers établis en normes IFRS**

### **Note 1 : Présentation générale de la société**

#### **1.1 Présentation générale**

La société HRS a été créée en 2004 par Hassen Rachedi à Champ sur Drac (38). L'activité historique d'installations de tuyauterie industrielle s'est enrichie au cours des dix dernières années d'un savoir-faire dans la fabrication de stations de ravitaillement d'hydrogène avec 34 stations installées en Europe entre 2008 et 2019. Au cours des 2 dernières années, HRS a investi dans la conception de nouveaux modèles de stations de grandes capacités et ambitionne de devenir un acteur majeur dans le conditionnement et la distribution d'hydrogène notamment pour la mobilité.

#### **1.2. Evènements marquants**

##### **1.2.1 Exercice clos au 30.06.19**

L'exercice clos au 30 Juin 2019 a été un exercice charnière qui a marqué un tournant dans le positionnement stratégique de la Société. HRS a décidé de s'appuyer sur son expertise dans l'intégration des stations de ravitaillement en hydrogène pour développer ses propres technologies et solutions. Une organisation spécifique dédiée a été déployée avec la mise en place d'une cellule de développement des solutions hydrogène.

##### **1.2.2. Exercice clos au 30.06.20**

L'exercice clos le 30.06.20 s'inscrit dans la continuité de l'exercice précédent au cours duquel la Société est passée d'une activité d'intégrateur à celle de fabricant de stations de ravitaillement en hydrogène. Cette diversification d'activité s'est accompagnée d'une baisse significative de son chiffre d'affaires sur le secteur de l'hydrogène. Par ailleurs, la Société avait réalisé sur l'exercice au 30.06.2019, deux chantiers significatifs en Tuyauterie et avait bénéficié de la fin de deux chantiers Hydrogène pour lesquels elle intervenait en tant qu'intégrateur.

La diversification vers l'activité hydrogène, particulièrement chronophage et coûteuse a eu un impact sur le développement de l'activité tuyauterie, cette dernière n'ayant pas fait l'objet de la même attention commerciale qu'auparavant.

Par ailleurs, la crise sanitaire COVID-19 a perturbé les activités de la Société dont la plupart des chantiers tuyauterie ont été gelés entre les mois de Mars 2020 à Juin 2020. L'activité hydrogène a également été impactée, la mise en fabrication du contrat ZEV ayant été repoussée au mois de Juillet 2020.

### **1.2.3. Evènements postérieurs à la clôture**

La Société a obtenu le 1<sup>er</sup> juillet 2020 un financement complémentaire sous forme de Prêt Garanti par l'Etat d'un montant de 200 K€.

Malgré les conditions sanitaires liées au COVID-19, la Société opère normalement sans bénéficier de nouvelle aide.

## **Note 2 : Base de préparation**

### **2.1. Bases de préparation des comptes IFRS établis pour le besoin du document d'enregistrement**

Les présents comptes pour les exercices clos les 30 juin 2020, 2019 et 2018 ont été établis, en application de la norme IFRS 1, spécifiquement pour les besoins du Document d'Enregistrement soumis à l'approbation de l'AMF et dans le cadre du projet d'offre au public et d'admission des actions aux négociations sur le marché Euronext Growth. Ils sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et interprétées par l'IFRS Interpretations Committee et le Standard Interpretations Committee, au 30 juin 2020.

Bien que ne répondant pas aux conditions d'application du règlement n°1606/2002 du Conseil Européen adopté le 19 Juillet 2002, la Société a choisi de fournir, sur une base volontaire, une information financière préparée selon le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne.

Les comptes présentés ci-dessous ont été préparés en application de la norme IFRS1 « Première adoption des Normes Internationales d'information financière ». Ce jeu de comptes sur 3 ans ne vient pas substituer aux comptes légaux historiques de chacun des exercices clos le 30 juin 2020, 2019 et 2018. Il constitue un jeu de comptes supplémentaire par rapport aux comptes sociaux historiques de la Société qui sont établis selon les principes comptables français.

La Société a considéré pour le seul besoin des informations financières IFRS que la date de transition est le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

### **2.2. Base d'évaluation**

Les comptes IFRS de la Société ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs conformément aux dispositions édictées par les normes IFRS :

- L'évaluation des frais de développement des stations à hydrogène, activés au regard des avantages économiques futurs attendus
- L'évaluation des provisions pour engagements de retraites
- L'activation des impôts différés au titre des déficits reportables

- les modalités d'application de la norme IFRS 16 dont notamment la détermination des taux d'actualisation et de la durée de location à retenir pour l'évaluation du passif de loyer de contrats disposant d'options de renouvellement ou de résiliation.

Dans le cadre de son orientation stratégique vers l'activité hydrogène, les produits issus des efforts de développement conduits par la société en ce sens depuis 2 ans arrivent à maturité sur un marché récent et très porteur.

L'avantage concurrentiel et technique procuré par ces produits ainsi que les 1eres commandes déjà signés permettent d'envisager des perspectives de profitabilités à brèves échéances.

Le principe de continuité de l'exploitation a été retenu au regard des prévisions de trésorerie communiquées par la direction sur les 12 prochains mois intégrant l'hypothèse d'une opération de renforcement des fonds propres significative devant intervenir au cours du second semestre de l'exercice et qui permettrait d'obtenir les ressources nécessaires à la réalisation de ses objectifs d'activité et répondre à ses besoins de financement.

En cas d'évolution défavorable de ces hypothèses, l'application des règles et principes comptables français généralement admis dans un contexte normal de continuité d'exploitation concernant notamment l'évaluation des actifs et passifs, pourrait s'avérer non approprié.

### **Note 3 Principes et méthodes comptables**

#### **3.1. Déclaration de conformité**

Comme indiqué en 2.1 ce jeu de comptes est établi en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne applicables aux exercices couverts par les comptes. Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne présente des différences dans leur date d'application avec le référentiel « as issued by IASB ». Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante :

[https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002\\_fr](https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002_fr).

De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations, entrés en vigueur et applicables aux exercices couverts par les comptes IFRS, sont détaillées ci-dessous.

Nouveaux textes IFRS	Date application UE (exercice ouvert à compter du)	Exercice de 1ère application dans les comptes IFRS de HRS	Principales incidences
Amendements à IAS 19 - Avantages du personnel: modification, réduction ou liquidation d'un régime	01/01/2019	30/06/2019	Aucune incidence significative
Amendements à IAS 28 - Intérêts à long terme dans des entreprises associées et coentreprises	01/01/2019	30/06/2019	Aucune incidence significative
IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements	01/01/2019	30/06/2019	Cette interprétation clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, d'un passif en cas d'incertitude fiscale (s'il n'est pas probable que l'administration fiscale accepte la position fiscale). Les incidences de la mise en application de cette norme sont présentées ci-dessous.
IFRS 9 Instruments financiers	01/01/2018	30/06/2018	Aucune incidence significative
<i>Amendements à IFRS 4 - Application d'IFRS 9 Instruments financiers avec IFRS 4 Contrats d'assurance</i>	01/01/2018	30/06/2018	Aucune incidence significative
<i>Amendements à IFRS 9 - Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative</i>	01/01/2019	30/06/2019	Aucune incidence significative
Amendements à IAS 40 - Transferts d'immeubles de placement	01/01/2018	30/06/2018	Aucune incidence significative
Amendements à IFRS 2 - Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions	01/01/2018	30/06/2018	Aucune incidence significative
IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	01/01/2018	30/06/2018	Cette norme pose les principes de comptabilisation du chiffre d'affaires relatif aux contrats conclus avec des clients et propose un processus de comptabilisation du chiffre d'affaires en 5 étapes. Cette norme établit le principe fondamental qui est de comptabiliser le produit pour décrire le transfert de contrôle de biens ou de services à un client, et ce pour un montant qui reflète le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie de ces biens ou services. La nouvelle norme se traduit également par une amélioration des informations à fournir en annexe
<i>Clarifications d'IFRS 15</i>	01/01/2018	30/06/2018	

- Nouveaux textes applicables par anticipation aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018

Nouveaux textes IFRS	Date application UE (exercice ouvert à compter du)	Exercice de 1ère application dans les comptes IFRS de HRS	Principales incidences
IFRS 16 - Contrats de location	01/01/2019	30/06/2018	Cette norme conduit à une représentation plus fidèle des actifs et passifs des sociétés en abandonnant côté preneur la distinction entre contrat de location simple et contrat de location financement. Elle donne une nouvelle définition du contrat de location. IFRS 16 introduit pour le preneur un modèle unique de comptabilisation au bilan des contrats de location. Le preneur comptabilise un actif « droit d'utilisation » qui représente son droit d'utiliser l'actif sous-jacent, et un passif de loyers au titre de son obligation à payer le loyer. La norme prévoit des exemptions pour les contrats de courte durée ou ceux portant sur des actifs de faible valeur. Côté bailleur, la comptabilité reste similaire à celle de la norme actuelle : les contrats de location sont toujours classés soit en contrats de location-financement, soit en contrats de location simple. IFRS 16 remplace les normes existantes en matière de contrats de location, notamment IAS 17 « Contrats de location », IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC-15 « Avantages dans les contrats de location simple » et SIC-27 « Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location ».

- Nouvelles normes adoptées mais pas encore en vigueur :

<b>Nouveaux textes IFRS</b>	<b>Date application UE (exercice ouvert à compter du)</b>
Amendement à IFRS 16 - Allègements de loyer liés au Covid-19	01/06/2020
Amendements à IAS 1 et IAS 8 - définition du terme significatif	01/01/2020
Amendements à IAS 39, IFRS 7 et IFRS 9 - Réforme des taux d'intérêt de référence	01/01/2020

Les analyses de ces textes sont en cours. A ce stade, la société n'anticipe pas d'impact significatif.

- Textes publiés non encore adoptés par l'Union européenne
  - Amendements à IFRS 4 : prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9
  - Amendements à IAS 39, IFRS 4, IFRS 7, IFRS 9 et IFRS 16 : réforme des taux d'intérêts de référence – Phase 2
  - IFRS 14 sur les comptes de report réglementaire
  - IFRS 17 et Amendements à IFRS 17 : contrats d'assurance
  - Amendements à IAS 1 : Classements des passifs en tant que passifs courants ou non courants

Les analyses de ces textes sont en cours. A ce stade, la Société n'anticipe pas d'impact significatif.

### **3.2 Base de préparation**

Les comptes sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

### **3.3. Recours à des estimations**

La préparation des états financiers nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actifs et de passifs à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat des exercices présentés. Ces estimations tiennent compte des données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportent des aléas.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.



Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. Les principales estimations concernent :

- L'évaluation des frais de développement des stations à hydrogène, activés au regard des avantages économiques futurs attendus
- L'évaluation des provisions pour engagements de retraites
- L'activation des impôts différés au titre des déficits reportables
- L'évaluation de la durée de location et des taux pour l'application de la norme IFRS 16 (contrats de location)
- Le crédit d'impôt innovation

### **3.4. Principes comptables**

Les principes comptables sont directement présentés dans les notes afférentes auxquels ils se rapportent afin d'améliorer la lecture des comptes.

### **3.5. Informations sectorielles**

Le principal décideur opérationnel suit la performance de la Société au niveau global. L'application de la norme IFRS 8 conduit la Société à ne présenter qu'un seul secteur opérationnel.

### **3.6. Politique de la société en matière de gestion des risques financiers**

#### **3.6.1. Risque de liquidité**

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et estime ne pas être confrontée à un tel risque à court-terme. Elle disposait de la trésorerie disponible pour faire face à ses besoins au cours des 12 mois suivants la clôture de l'exercice au 30 Juin 2020.

#### **3.6.2. Risques liés aux besoins de financement**

Au 30 juin 2020, la trésorerie et les instruments financiers courants de la Société nets des concours bancaires courants s'élevaient à -93 K€. Les besoins de trésorerie annuels de la Société ont été jusqu'à présent assurés grâce à des outils tels que l'emprunt bancaire et les émissions obligataires

La Société continuera dans le futur à avoir des besoins de financement importants pour le développement et la commercialisation de ses produits. La Société pourrait se trouver dans l'incapacité d'autofinancer sa croissance ce qui la conduirait à rechercher des sources de financement, via le recours à des financements bancaires permettant un effet de levier, via l'émission d'instruments financiers classés en passifs financiers ou via l'émission d'actions nouvelles. La capacité de la Société à lever des fonds supplémentaires dépendra des conditions financières, économiques et conjoncturelles, ainsi que d'autres facteurs, sur lesquels elle n'exerce aucun contrôle ou qu'un contrôle limité.

De plus, la Société ne peut garantir que des fonds supplémentaires seront mis à sa disposition lorsqu'elle en aura besoin et, le cas échéant, que lesdits fonds seront disponibles à des conditions acceptables.

Si les fonds nécessaires n'étaient pas disponibles, la Société pourrait notamment devoir limiter ou reporter le déploiement de ses capacités de production, la privant d'accéder à de nouveaux marchés, ou limiter le développement de nouveaux produits.

Par ailleurs, dans la mesure où la Société lèverait les capitaux par émission d'actions nouvelles ou d'autres instruments financiers pouvant donner accès à terme au capital de la Société, ses actionnaires pourraient être dilués.

#### Note 4 : Notes complémentaires au bilan

##### 4.1. Immobilisations incorporelles

En K€	01/07/2018	Acquisitions	Cessions	Autres variations	30/06/2019
Frais d'établissement	-				-
Frais de développement	-	181			181
Autres immobilisations incorporelles	33	15			49
<b>Valeurs brutes Immobilisations incorporelles</b>	<b>33</b>	<b>196</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>229</b>

En K€	30/06/2019	Acquisitions	Cessions	Autres variations	30/06/2020
Frais d'établissement	-				-
Frais de développement	181	267			448
Autres immobilisations incorporelles	49				49
<b>Valeurs brutes Immobilisations incorporelles</b>	<b>229</b>	<b>267</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>496</b>

En €	01/07/2018	Dotations	Reprises Cessions	Autres variations	30/06/2019
Amt/Dép. frais développement	-	(0)			(0)
Amt/Dép. Autres immobilisations incorporelles	(21)	(6)			(27)
<b>Amortissements et Dépréciations Immobilisations incorporelles</b>	<b>(21)</b>	<b>(6)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(28)</b>

En €	30/06/2019	Dotations	Reprises Cessions	Autres variations	30/06/2020
Amt/Dép. frais développement	(0)	(45)			(45)
Amt/Dép. Autres immobilisations incorporelles	(27)	(9)			(37)
<b>Amortissements et Dépréciations Immobilisations incorporelles</b>	<b>(28)</b>	<b>(55)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(82)</b>

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de frais de développement.

Les frais de développement sont essentiellement des frais engagés pour développer les offres de modèles de stations à hydrogène de 200 Kg et 500 Kg.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement des logiciels qui figurent au bilan pour leur coût d'acquisition diminué le cas échéant des pertes de valeur cumulées. Ils sont amortis sur 3 ans.

Elles incluent également l'usufruit temporaire des titres de la SCI HR, amorti sur une durée de 12 ans.

***Principe comptable – Immobilisations incorporelles***

Les logiciels informatiques acquis sont immobilisés et amortis respectivement sur une durée d'utilité de 3 ans.

Conformément à IAS 38, les frais de développement sont initialement évalués à leur coût, diminués des éventuels crédits d'impôt afférents, puis amortis sur leur durée d'utilité estimée. Les frais de développement sont ainsi immobilisés lorsque les six critères suivants sont cumulativement remplis :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet,
- Intention de d'achever le projet,
- Capacité à utiliser ou à vendre l'actif,
- Perspective de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres permettant d'achever le projet,
- Capacité à évaluer de façon fiables les dépenses rattachées à l'actif.

Le crédit d'impôt innovation sollicité pour 7 K€ au 30 Juin 2020 n'a pas été affecté aux coûts de développement en raison de son caractère non significatif.

Les frais activés sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation (perspectif de ventes) attendue par la Société soit une durée de 4 ans à partir du 1<sup>er</sup> jour de l'exercice suivant celui de leur constatation.

Les coûts de développement sont revus annuellement afin de déterminer si les critères de comptabilisation d'une immobilisation incorporelle sont toujours remplis.

## 4.2. Immobilisations corporelles

En K€	01/07/2018	Acquisitions	Cessions	Autres variations	30/06/2019
Terrains	-				-
Constructions	2 710	-	-	-	2 710
<i>dont droits d'utilisation</i>	2 710				2 710
Installations tech, matériel & outillage	701	18	-	-	718
<i>dont droits d'utilisation</i>	81				81
Autres immobilisations corporelles	806	110	(87)	-	829
<i>dont droits d'utilisation</i>	136	75	(64)		147
Immobilisations corporelles en cours	-				-
<b>Valeurs brutes Immobilisations corporelles</b>	<b>4 217</b>	<b>128</b>	<b>(87)</b>	<b>-</b>	<b>4 258</b>

En K€	30/06/2019	Acquisitions	Cessions	Autres variations	30/06/2020
Terrains	-				-
Constructions	2 710				2 710
<i>dont droits d'utilisation</i>	2 710				2 710
Installations tech, matériel & outillage	718	3	-		722
<i>dont droits d'utilisation</i>	81				81
Autres immobilisations corporelles	829	30	(21)	-	838
<i>dont droits d'utilisation</i>	147	23	(21)		148
Immobilisations corporelles en cours	-				-
Avances et acomptes s/immo. corp.	-				-
<b>Valeurs brutes Immobilisations corporelles</b>	<b>4 258</b>	<b>34</b>	<b>(21)</b>	<b>-</b>	<b>4 270</b>

En K€	01/07/2018	Dotations	Reprises Cessions	Autres variations	30/06/2019
Amt/Dép. constructions	(208)	(301)			(510)
<i>dont droits d'utilisation</i>	(208)	(301)			(510)
Amt/Dép. install tech, matériel & outil.	(381)	(69)			(450)
<i>dont droits d'utilisation</i>	(19)	(16)			(35)
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	(335)	(119)	68	-	(385)
<i>dont droits d'utilisation</i>	(93)	(45)	64		(73)
<b>Amortissements et dépréciations Immobilisations corporelles</b>	<b>(925)</b>	<b>(489)</b>	<b>68</b>	<b>-</b>	<b>(1 345)</b>

En K€	30/06/2019	Dotations	Reprises Cessions	Autres variations	30/06/2020
Amt/Dép. constructions	(510)	(301)			(811)
<i>dont droits d'utilisation</i>	(510)	(301)			(811)
Amt/Dép. install tech, matériel & outil.	(450)	(69)			(519)
<i>dont droits d'utilisation</i>	(35)	(16)			(51)
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	(385)	(118)	21	-	(482)
<i>dont droits d'utilisation</i>	(73)	(45)	21		(97)
<b>Amortissements et dépréciations Immobilisations corporelles</b>	<b>(1 345)</b>	<b>(488)</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	<b>(1 812)</b>

Les droits d'utilisation relatifs à la construction sont uniquement liés aux 3 contrats de sous-location avec les SCI de M. Hassen RACHEDI cf note 6.1. Il s'agit des baux 3-6-9 commerciaux sans spécificités, conclus fin 2017 et début 2018. La société s'est interrogée notamment sur l'adéquation du dimensionnement du site et le développement envisagé de la société d'ici 2026. Compte tenu de

l'attachement de la société à ce site historique, la société considère que la durée de 9 ans est la meilleure estimation à date.

### ***Principes comptables - Immobilisations corporelles***

Conformément à la norme IAS 16 les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Le Groupe n'a incorporé aucun coût d'emprunt. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle et d'une éventuelle dépréciation à compter de la date à laquelle le bien est prêt à être mis en service.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Agencements et aménagements des constructions	5 à 10 ans
- Installations générales	5 à 10 ans
- Installations techniques	5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels	3 à 15 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 7 ans
- Mobiliers	10 ans

IFRS 16 « Contrats de location », applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, impose au preneur, lorsque celui-ci contrôle l'actif, la comptabilisation :

- d'un passif locatif pour la valeur actualisée des loyers futurs,
- d'un actif correspondant au droit d'utilisation.

Chaque paiement au titre des contrats est ventilé entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû. Les biens loués sont essentiellement les bâtiments utilisés par la Société pour son activité, du matériel industriel et des véhicules

En raison de la comparativité des données, la Société a choisi d'appliquer la norme par anticipation à fin juin 2018 avec une méthode rétrospective modifiée prévue par IFRS 16 et de retenir les exemptions relatives aux contrats court terme et aux contrats de faible valeur (5 000 euros). Le taux d'actualisation retenu est le taux marginal d'endettement, taux que la Société aurait à payer pour emprunter sur une durée et avec une garantie similaire. Il correspond aux taux au 30 juin 2018 et 2019 pour tous les contrats en cours à cette date et tient compte de la durée résiduelle des contrats à compter de la date de première application.

Lors de cette première application, pour les contrats d'une durée de 3-5 ans, le taux marginal d'endettement retenue s'élève à 0,55%, la moyenne des 2 contrats de prêt de la société à fin 2017, début 2018 pour 3 ans. Pour la location immobilière (durée à 9 ans), le taux marginal d'endettement utilisé est le taux d'emprunt de 10 ans à 0,8% (donnée Banque de France) à fin 2017/début 2018.



#### 4.3. Dépréciation des actifs non financiers

La Société n'a identifié aucun indice de perte de valeur sur ses actifs au titre des exercices clos au 30 Juin 2019 et au 30 Juin 2020.

##### *Principes comptables – Dépréciation des actifs*

Dans le cadre de la norme IAS 36 « Dépréciation des actifs », la valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur. Ce test est effectué au minimum une fois par an. Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Une UGT est le plus petit groupe d'actifs générant des flux de trésorerie de manière autonome et correspond au niveau auquel la Société organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne.

#### 4.4. Autres actifs financiers non courant

En K€	01/07/2018	Acquisitions	Cessions	Autres variations	30/06/2019
Titres de participation	-				-
Autres titres immobilisés	206	3	(200)		8
Prêts et autres immo. financières	73	0	-	-	73
<b>Valeurs brutes Autres actifs financiers</b>	<b>278</b>	<b>3</b>	<b>(200)</b>	<b>-</b>	<b>81</b>

En K€	30/06/2019	Acquisitions	Cessions	Autres variations	30/06/2020
Titres de participation	-				-
Autres titres immobilisés	8	9			17
Prêts et autres immo. financières	73	0	(50)	-	23
<b>Valeurs brutes Autres actifs financiers</b>	<b>81</b>	<b>9</b>	<b>(50)</b>	<b>-</b>	<b>40</b>

### ***Principe Comptable – Actifs financiers***

#### ***Actifs et passifs financiers non dérivés***

Les actifs et passifs financiers sont présentés en « non courants », exceptés ceux présentant une échéance inférieure à 12 mois à la date de clôture, qui sont classés en « actifs courants », en « équivalents de trésorerie » ou en « passifs courants » selon les cas.

Les actifs financiers non dérivés comprennent :

- les actifs financiers non courants,
- les actifs financiers courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, et la trésorerie

#### ***Evaluation et comptabilisation des actifs financiers***

Conformément à la norme IFRS 9 – « instruments financiers », les actifs financiers sont classés à la juste valeur ou au coût amorti, y compris pour les actifs financiers qui comportent un dérivé :

##### ***Actifs à la juste valeur par le compte de résultat***

Un actif financier est classé en tant qu'actif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat s'il est classé comme détenu à des fins de transactions ou désigné comme tel lors de sa comptabilisation initiale. Les actifs financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat si le Groupe gère de tels placements et prend les décisions d'achat et de vente sur la base de leur juste valeur en accord avec la politique de gestion du risque ou la stratégie de placement du Groupe. Les coûts de transaction directement attribuables sont comptabilisés en résultat lorsqu'ils sont encourus. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont évalués à la juste valeur, et toute variation en résultant, qui prend en compte les produits des dividendes, est comptabilisée en résultat.

##### ***Actifs au coût amorti***

Actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

#### 4.5. Actifs d'impôts non courants

Les actifs d'impôts différés se présentent de la manière suivante :

K€	30/06/20		30/06/19		01/07/18	
	Base	Impôt	Base	Impôt	Base	Impôt
Résultat fiscal déficitaire	2 020	566	654	183	791	222
Retraitement locations	20	5	14	4	6	2
Retraitement engagements retraites	73	20	70	20	80	22
<b>TOTAL</b>	<b>2 113</b>	<b>592</b>	<b>739</b>	<b>207</b>	<b>877</b>	<b>246</b>

##### ***Règle comptable – Impôt***

Conformément à la norme IAS 12, « Impôt sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable.

Les impôts différés sont évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que la Société disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquelles la différence temporelle correspondante pourra être imputée.

Les impôts différés actifs relatifs aux déficits fiscaux sont reconnus quand il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible.

Compte-tenu des perspectives bénéficiaires de la Société, les déficits fiscaux sont activés.

#### 4.6.Stocks et en-cours

En €	30/06/2020	30/06/2019	01/07/2018
Matières Premières	175	178	60
En-cours de production de biens	-	-	-
En-cours de production de services	-	-	75
Produits intermédiaires et finis	-	-	-
Marchandises	-	-	-
<b>Valeur brute</b>	<b>175</b>	<b>178</b>	<b>135</b>
Provisions pour dépréciation	-	-	-
<b>Valeur nette</b>	<b>175</b>	<b>178</b>	<b>135</b>

##### ***Règle comptable - Stocks***

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Les stocks de matières et de marchandises sont évalués à leur coût d'acquisition. Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Les produits finis et en cours de production sont évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise.

Les stocks et en cours de production sont le cas échéant dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle, selon une approche au cas par cas, au regard de la qualité des produits, à la date de clôture de l'exercice.

#### 4.7. Clients et comptes rattachés

En K€	30/06/2020	30/06/2019	01/07/2018
Clients et comptes rattachés	481	1 869	2 045
Provisions pour dépréciation des comptes clients	(6)	-	-
<b>Valeurs nettes</b>	<b>475</b>	<b>1 869</b>	<b>2 045</b>

##### ***Règle comptable – Clients et comptes rattachés***

Les créances client sont revues périodiquement par la Direction qui procède à l'évaluation de la valeur recouvrable des créances.

Les créances commerciales et autres créances liées à l'activité opérationnelle sont comptabilisées au coût amorti qui, dans la plupart des cas, correspond à leur valeur nominale, diminuée des pertes de valeur éventuelles enregistrées dans un compte spécifique de dépréciation compte-tenu des échéances de paiement généralement de 60 jours.

Suite à l'application de la norme IFRS 9 à compter du 1er avril 2018, la société estime que la dépréciation des créances commerciales basé sur l'analyse des pertes attendues sur la durée de vie de la créance n'est pas significative compte tenue des échéances courtes des créances.

La société a recours à la mobilisation des créances Dailly. Au regard du risque de crédit, elle considère que les critères de décomptabilisation de cette créance ne sont pas atteints. Le volume cumulé des créances cédé a été de l'ordre de 2 020k€ sur le dernier exercice.

#### 4.8. Autres actifs courants

En K€	30/06/2020	30/06/2019	01/07/2018
Fournisseurs - Avances et acomptes versés	1	13	0
Fournisseurs débiteurs (RRR et autres avoirs)	2	401	7
Créances fiscales et sociales	181	114	226
Comptes courants Groupe actif - courant	1 048	887	944
Autres créances - courant	412	358	199
Charges constatées d'avance	5	6	6
<b>Autres actifs courants</b>	<b>1 649</b>	<b>1 779</b>	<b>1 381</b>

#### 4.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30/06/2020	30/06/2019	01/07/2018
Dépôts à court terme	-	-	-
Disponibilités	83	273	108
<b>Total trésorerie de clôture</b>	<b>83</b>	<b>273</b>	<b>108</b>
Découverts bancaires	(176)	(875)	(704)
<b>Total trésorerie nette de clôture</b>	<b>(93)</b>	<b>(602)</b>	<b>(596)</b>

##### ***Règle comptable – Trésorerie et équivalents de trésorerie***

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont principalement constitués de comptes bancaires et de placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie.

Les découverts bancaires sont présentés dans le passif courant.

#### **4.10. Capital**

Au 30.06.19 et au 30.06.20, le capital de la Société s'élève à 1 225 839 € composé de 2 109 actions ordinaires de 581,24 € de valeur nominale, entièrement libérées.

Le nombre d'actions n'a pas évolué au cours des exercices clos au 30.06.19 et au 30.06.20.

La société n'a pas procédé à l'attribution ou l'émission d'instruments financiers donnant accès au capital sur ces périodes.

#### **4.11. Passifs financiers**

##### ***Principe Comptable – Passifs financiers***

##### ***Actifs et passifs financiers non dérivés***

Les actifs et passifs financiers sont présentés en « non courants », exceptés ceux présentant une échéance inférieure à 12 mois à la date de clôture, qui sont classés en « actifs courants », en « équivalents de trésorerie » ou en « passifs courants » selon les cas.

Les passifs financiers courants et non courants comprennent les emprunts bancaires, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation.

##### ***Evaluation et comptabilisation des passifs financiers***

Le Groupe comptabilise initialement les dettes émises et les passifs subordonnés à la date à laquelle ils sont générés. Tous les autres passifs financiers sont comptabilisés initialement à la date de transaction qui est la date à laquelle le Groupe devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Le Groupe décomptabilise un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont éteintes, annulées ou arrivent à expiration.

Le Groupe classe les passifs financiers non dérivés dans la catégorie des autres passifs financiers. De tels passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur ajustée de tout coût de transaction directement attribuable. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les autres passifs financiers comprennent les emprunts, les découverts bancaires, les dettes fournisseurs et autres créiteurs.



*Emprunts et dettes financières non courants / courants*

En K€	30/06/2020	30/06/2019	01/07/2018
Emprunts auprès des établissements de crédit - non courants	491	254	118
Dettes sur crédit-bail - non courants	-	-	-
Dettes sur locations simples - non courants	1 646	1 985	2 274
Intérêts courus sur emprunts - non courant	-	-	-
<b>Emprunts et dettes financières non courants</b>	<b>2 137</b>	<b>2 239</b>	<b>2 392</b>
Emprunts obligataires	400	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 234	140	106
Dettes sur crédit-bail	-	-	-
Dettes sur location simple	354	350	339
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	340	782	284
Intérêts courus sur emprunts obligataires	8	-	-
Intérêts courus sur emprunts auprès des établissements de crédit	3	-	-
Découvert bancaire	176	875	704
<b>Emprunts et dettes financières courants</b>	<b>2 515</b>	<b>2 146</b>	<b>1 432</b>
<b>Total</b>	<b>4 653</b>	<b>4 385</b>	<b>3 825</b>

## Flux des emprunts et dettes financières non courants / courants

En K€	01/07/2018	Souscriptions	Rembourse- -ments	Transfert	30/06/2019
Emprunts auprès des établissements de crédit - non courants	118	330		(194)	254
Dettes sur crédit-bail - non courants	-				-
Dettes sur locations simples - non courants	2 274	75		(365)	1 985
Intérêts courus sur emprunts - non courant	-				-
<b>Emprunts et dettes financières non courants</b>	<b>2 392</b>	<b>405</b>	<b>-</b>	<b>(559)</b>	<b>2 239</b>
Emprunts obligataires	-				-
Emprunts auprès des établissements de crédit	106		(161)	194	140
Dettes sur crédit-bail	-				-
Dettes sur location simple	339		(354)	365	350
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	284	4 540	(4 042)	-	782
Intérêts courus sur emprunts obligataires	-				-
Intérêts courus sur emprunts auprès des établissements de crédit	-				-
Découvert bancaire	704	172	-		875
<b>Emprunts et dettes financières courants</b>	<b>1 432</b>	<b>4 712</b>	<b>(4 556)</b>	<b>559</b>	<b>2 146</b>
<b>Total</b>	<b>3 825</b>	<b>5 117</b>	<b>(4 556)</b>	<b>-</b>	<b>4 385</b>

En K€	30/06/2019	Souscriptions	Rembourse- -ments	Transfert	30/06/2020
Emprunts auprès des établissements de crédit - non courants	254	600		(363)	491
Dettes sur crédit-bail - non courants	-				-
Dettes sur locations simples - non courants	1 985	23		(361)	1 646
Intérêts courus sur emprunts - non courant	-				-
<b>Emprunts et dettes financières non courants</b>	<b>2 239</b>	<b>623</b>	<b>-</b>	<b>(724)</b>	<b>2 137</b>
Emprunts obligataires	-	400			400
Emprunts auprès des établissements de crédit	140	915	(183)	363	1 234
Dettes sur location simple	350		(356)	361	354
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	782	2 020	(2 462)		340
Intérêts courus sur emprunts obligataires	-	8			8
Intérêts courus sur emprunts auprès des établissements de crédit	-	3			3
Découvert bancaire	875	-	(699)		176
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>2 146</b>	<b>3 345</b>	<b>(3 700)</b>	<b>724</b>	<b>2 515</b>
<b>Total</b>	<b>4 385</b>	<b>3 968</b>	<b>(3 700)</b>	<b>-</b>	<b>4 653</b>

### Emprunts auprès des établissements de crédit

Au cours de l'exercice clos au 30.06.19, la Société a souscrit 330 K€ d'emprunts bancaires dont 300 K€ auprès du CIC pour financer son fonds de roulement.

Au cours de l'exercice clos au 30.06.20, la Société a souscrit auprès du Crédit Coopératif et du CIC deux nouveaux emprunts d'un montant total de 600 K€ finançant son projet de fabrication de stations de ravitaillement à hydrogène.

Afin de faire face à la crise sanitaire du COVID-19, la Société a également sollicité des emprunts PGE (Prêts Garantis par l'Etat) pour un montant total de 915 K€. Elle a également différé de 6 mois les remboursements de ses lignes d'emprunt.

### Emprunts obligataires

Pour financer son développement la Société a procédé à l'émission de deux emprunts obligataires au cours du 1<sup>er</sup> trimestre civil 2020 :

- Le 31.01.20, le Président de la Société a décidé de procéder à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 200 K€ pour une durée maximale d'un an à compter du 01.02.20 et jusqu'au 31.01.21, au taux annuel de 5%.
- Le 12.03.20, le Président de la Société a décidé de procéder à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 200 K€ pour une durée maximale d'un an à compter du 12.03.20 et jusqu'au 11.03.21, au taux annuel de 5%.

Ces emprunts ne sont assortis d'aucune clause particulière.

### *Durée des emprunts restant à courir au 30 Juin 2020*

Durée des emprunts restant à courir au 30 Juin 2020	Part à moins d'1 an	Part entre 1 et 2 ans	Part entre 2 et 3 ans	Part entre 3 et 4 ans	Part entre 4 et 5 ans	Part entre à plus de 5 ans	Total
Emprunts obligataires	400	-	-	-	-	-	400
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 234	205	122	123	41	-	1 726
Dettes sur locations simples	354	325	303	305	307	405	2 000
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	340	-	-	-	-	-	340
Intérêts courus sur emprunts obligataires	8	-	-	-	-	-	8
Intérêts courus sur emprunts auprès des établissements de crédit	3	-	-	-	-	-	3
Découvert bancaire	176	-	-	-	-	-	176
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>2 515</b>	<b>531</b>	<b>425</b>	<b>428</b>	<b>349</b>	<b>405</b>	<b>4 653</b>

### *Durée des emprunts restant à courir au 30 Juin 2019*

Durée des emprunts restant à courir au 30 Juin 2019	Part à moins d'1 an	Part entre 1 et 2 ans	Part entre 2 et 3 ans	Part entre 3 et 4 ans	Part entre 4 et 5 ans	Part entre à plus de 5 ans	Total
Emprunts obligataires	-						
Emprunts auprès des établissements de crédit	140	118	130	10	-	-	397
Dettes sur crédit-bail	-						-
Dettes sur locations simples	350	339	326	303	305	713	2 335
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	782						782
Intérêts courus sur emprunts obligataires	-						-
Intérêts courus sur emprunts auprès des établissements de crédit	-						-
Découvert bancaire	875						875
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>2 146</b>	<b>456</b>	<b>456</b>	<b>312</b>	<b>305</b>	<b>713</b>	<b>4 389</b>

### **4.12. Provisions pour engagements de retraite**

En K€	Engagement de retraite
<b>Au 01.07.18</b>	<b>-80</b>
Dotations	0
Reprises	12
Pertes et gains actuariels	-1
<b>Au 30.06.19</b>	<b>-70</b>
Dotations	0
Reprises	2
Pertes et gains actuariels	-5
<b>Au 30.06.20</b>	<b>-73</b>

### ***Règle comptable – Provisions pour engagements de retraite***

La loi française exige, le cas échéant, le versement d'une indemnité de départ à la retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis pour les salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les engagements sont évalués selon la norme IAS 19 révisée en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les engagements sont évalués en tenant compte de paramètres démographiques et économiques. Ils sont ramenés à leur valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation basé sur les taux de rendement moyen des obligations d'entreprises de première catégorie.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, le coût des services rendus et le coût des services financiers sont présentés en résultat opérationnel. Les écarts actuariels générés par la révision des hypothèses sont enregistrés en réserves en autres éléments du résultat global.

Les hypothèses retenues pour l'estimation de l'engagement sont les suivantes :

	30.06.2020	30.06.2019	30.06.2018
- Taux d'actualisation	1%	1,40%	1,80%
- âge de départ à la retraite		62 - 67 ans	
- Taux de turnover		1%	
- Augmentation moyenne de salaire		1%	
- Taux de charges sociales pour cadre et non cadre		45%	
- La mortalité		Table INSEE 2014-2016	

#### **4.13. Autres provisions à long terme**

La Société n'a constaté aucune autre provision.

##### *Provisions pour garanties*

La Société n'a pas octroyé de garanties au titre des chantiers réalisés.

##### *Provisions pour pertes à terminaison*

Dans le cas où une affaire fait apparaître un résultat prévisionnel déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée pour couvrir l'ensemble de la perte prévisionnelle. La Société n'a pas identifié de contrats déficitaires au 30.06.19 et au 30.06.20.

##### *Provisions pour litiges*

La Société n'a constitué aucune provision au 30.06.19 et au 30.06.20.

### *Passifs éventuels*

- Affaire Allimand : le 9 Juillet 2018, la Société a été assignée par la société Allimand devant le Tribunal de Commerce de Grenoble pour manquements contractuels dans le cadre d'un contrat de marché de travaux signé en Décembre 2016. Les demandes de la société Allimand représentant un montant de 390 K€. En réponse, la Société a formulé une demande reconventionnelle afin notamment de voir condamnée la société Allimand au paiement d'une somme de 230 K€ au titre des heures supplémentaires nécessaires à l'exécution des marchés de travaux. A ce jour, l'avancée juridique de ce litige conduit la Société à le considérer comme un passif éventuel.
- Affaire Picton : un agent de Grenoble Alpes Metropole a assigné la Société en Janvier 2019 après qu'il a chuté sur un chantier réalisé par la Société. Dans l'attente des conclusions d'un expert sur le préjudice corporel subi, l'agent a demandé la constitution d'une provision de 40 K€. En réponse, la Société a soulevé une exception d'incompétence. Le Société ne pouvant évaluer de manière fiable ce risque, elle le considère en passif éventuel.

#### ***Règle comptable – Autres provisions à long terme***

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation actuelle à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources à l'égard de ce tiers. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information dans les notes annexes sauf si la probabilité d'une sortie de ressources est très faible et que l'impact est non significatif.

#### **4.14. Dettes fournisseurs et autres dettes**

En K€	30/06/2020	30/06/2019	01/07/2018
Dettes fournisseurs	650	1 170	1 374
Factures non parvenues	145	362	241
<b>Fournisseurs et autres créiteurs</b>	<b>795</b>	<b>1 532</b>	<b>1 615</b>

En K€	30/06/2020	30/06/2019	01/07/2018
Clients créditeurs	6	-	-
Dettes sociales	478	268	282
Dettes fiscales - courant	120	304	345
Autres dettes - courant	73	309	249
<b>Autres passifs courants</b>	<b>678</b>	<b>881</b>	<b>875</b>

## **Note 5 : Notes complémentaires au compte de résultat**

### **5.1. Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires a été réalisé exclusivement en France.

Il s'élève à 2 564 K€ au 30.06.20, en retrait de 51% par rapport au 30.06.19 qui s'élevait à 5 285 K€.

En 2019, la Société a réalisé deux chantiers significatifs en Tuyauterie et avait bénéficié de la fin de deux chantiers Hydrogène (538 K€ de chiffre d'affaires) pour lesquels elle intervenait en tant qu'intégrateur.

L'année 2020 est marquée par une activité très ralentie en Tuyauterie pendant le mois de confinement et un chiffre d'affaires non significatif en Hydrogène en lien avec la fin de l'activité d'intégrateur.

Sur l'année 2018/2019, la société HRS a réalisé plus de 10% de chiffre d'affaires avec 3 clients, ils représentent respectivement 2628K€, 761K€ et 659K€ sur cet exercice.

Sur l'année 2019/2020, la société HRS a réalisé plus de 10% de chiffre d'affaires avec 4 clients, ils représentent respectivement 469K€, 339K€, 285K€ et 249K€ sur cet exercice.

Au 30. Juin 2020, la société HRS a signé un contrat cadre relatif au projet ZEV Zéro Emission Valley cf 2.2.4.1.3. Ce contrat prévoit une commande ferme d'une station de ravitaillement hydrogène pour un montant de 1090K€. La station est à livrer sur l'exercice 2020/2021. Une clause de garantie de 24 mois est prévue dans cette commande pour un montant de 40K€. A fin juin 2020, la société n'a pas enregistré de chiffre d'affaires relatif à ce contrat.

***Principe Comptable – Revenus***

La Société reconnaît le produit de ses activités ordinaires conformément aux principes posés par la norme IFRS 15.

Lorsque les revenus sont liés au projet industriel de durée longue ou des contrats d'installation sur des chantier et des contrats de prestation de service et de maintenance, le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement du projet selon la méthode de coût.

Pour les revenus générés suite à la vente d'un produit et à la livraison physique chez un client, le chiffre d'affaires est constaté à l'achèvement lors de la livraison du produit.

Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction ou des coûts associés. La Direction mène chaque année une revue des contrats significatifs des activités et en particulier identifie les obligations de prestations distinctes.



## 5.2. Achats consommés

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Achats MP, fournitures, et autres app	(656)	(1 731)
Variation stocks MP, fournitures, et autres app	(96)	210
Variation stocks de marchandises	-	-
Achats de marchandises	-	-
<b>Achats consommés</b>	<b>(752)</b>	<b>(1 520)</b>

## 5.3. Charges externes

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Sous-traitance	(211)	(921)
Achats non stockés	(127)	(160)
Locations mobilières	(64)	(128)
Locations immobilières	(2)	38
Entretien et réparations	(59)	(65)
Assurances	(60)	(50)
Interim	(0)	(101)
Management Fees	(504)	(158)
Honoraires	(86)	(63)
Publicités	(11)	(14)
Transports	(14)	(25)
Voyages et déplacements	(31)	(57)
Frais postaux et télécommunications	(8)	(7)
Frais bancaires	(50)	(73)
Autres	(11)	(10)
<b>Charges externes</b>	<b>(1 237)</b>	<b>(1 792)</b>

Au 30.06.19, la Société a eu recours à de la sous-traitance et de la main d'œuvre intérimaire pour la réalisation des chantiers Allimand et ESRF (European Synchrotron).

Au 30.06.19, la Holding HR a consenti une réduction de loyers de 45 K€ et une réduction de management fees de 350 K€ pour soutenir sa fille.

En 30.06.20, l'augmentation des management fees reflète le renforcement de la Société dans l'activité Hydrogène avec la création d'une Direction des Energies Nouvelles et le recrutement d'un Directeur au niveau de la Holding.

#### 5.4. Charges de personnel et effectifs

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Salaires et traitements	(899)	(943)
Charges sociales	(383)	(377)
CICE	-	25
<b>Charges de personnel</b>	<b>(1 282)</b>	<b>(1 295)</b>
<i>Taux moyen de charges sociales</i>	<b>47%</b>	<b>40%</b>

L'augmentation du taux moyen de charges sociales s'explique par :

- La disparition du CICE
- L'impact d'un contrôle URSSAF en 2020 qui a donné lieu à un redressement de 52 K€

Nb de personnes	30/06/2020	30/06/2019
Cadres	3	2
Agents de maîtrise et techniciens	2	2
Employés et ouvriers	24	23
<b>Effectifs</b>	<b>29</b>	<b>27</b>

### 5.5. Détail des autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels, exclus du résultat opérationnel courant, comprennent :

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Résultat de cession des actifs immobilisés	-	7
Autres produits et charges non courants	(72)	5
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>(72)</b>	<b>12</b>

Il s'agit uniquement de charges sur l'exercice 2020 et uniquement de produits sur l'exercice 2019.

### 5.6. Résultat financier

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Revenus de créances intra-groupe	0	0
Revenus des comptes-courants	26	18
Revenus de titres immobilisés	1	50
<b>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</b>	<b>27</b>	<b>68</b>
Intérêts sur emprunts	-19	-5
Intérêts sur baux immobiliers	-18	-20
Intérêts bancaires	-16	-11
<b>Coût de l'endettement financier brut</b>	<b>-52</b>	<b>-36</b>
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-25</b>	<b>32</b>
Autres produits financiers	0	2
Autres charges financières	-3	-2
<b>Résultat financier</b>	<b>-28</b>	<b>32</b>

## 5.7. Impôts

Analyse de la charge d'impôt - K€	30/06/20	30/06/19
Résultat avant impôts	-1 371	139
<b>Impôt théorique</b>	<b>384</b>	<b>-39</b>
Utilisation du déficit reportable activé		39
Extourne de l'IDA suite à l'utilisation du déficit reportable		-39
IS sur différences permanentes	-1	-1
Contribution sur la valeur ajoutée comptabilisée en IS	-24	-25
Crédits d'impôts	7	3
<b>Charge / Produit d'impôt</b>	<b>368</b>	<b>-62</b>
<i>dont charges / produits d'impôt éligibles</i>	<i>-17</i>	<i>-22</i>
<i>dont charges / produits d'impôt différés</i>	<i>385</i>	<i>-39</i>

### ***Règle comptable – Impôt***

Les impôts sur le résultat comprennent les impôts exigibles et les impôts différés.

Les charges et les produits d'impôts sont comptabilisés au compte de résultat sauf s'ils se rattachent à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres auquel cas ils sont comptabilisés en capitaux propres.

La Société a par ailleurs considéré que la CVAE française présentait des caractéristiques entrant dans le champ d'application de la norme IAS 12. Conformément aux dispositions d'IAS 12, le montant total de la charge relative à la CVAE est présenté sur la ligne « impôts » du compte de résultat.

Selon le business plan que la société a effectué, la société a jugé pertinent d'activer l'ensemble de déficit reportable au regard de la recouvrabilité de ces déficits à un horizon de 2 ans.

## 5.8. Résultat par action

	30/06/2020	30/06/2019
Résultat net en K€	(1 003)	77
Nombre moyen d'actions pondéré - Résultat de base	2 109	2 109
Nombre moyen d'actions pondéré - Résultat dilué	2 109	2 109
<b>Résultat de base par action en €</b>	<b>(476)</b>	<b>37</b>

### ***Principe Comptable – Résultat par action***

Le résultat net par action a été calculé en conformité avec la norme IAS 33. L'information présentée est calculée selon les deux méthodes suivantes :

- RNPA : résultat net part de la Société rapporté au nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice
- RNPA dilué : résultat net part de la Société rapporté au nombre d'actions en circulation pendant l'exercice, augmenté du nombre d'actions dilutives potentielles relatives aux options de souscription d'actions et aux plans d'attribution d'actions gratuites.

## **Note 6 : Autres informations**

### **6.1. Parties liées**

Conformément à la norme IAS 24, la Société communique les transactions réalisées entre parties liées. Les transactions avec les parties liées concernent les opérations commerciales et financières réalisées entre la Société, sa société mère la Holding HR et ses sociétés sœurs les SCI HR, HR2 et HR3.

Les transactions avec les parties liées concernent :

- La sous-location commerciale des locaux utilisés par la Société. Cette sous-location est réalisée par la Holding HR,
- La refacturation de prestations de Direction fournies par la Holding HR,

- La convention de trésorerie liant la Société avec sa société mère la Holding HR et les SCI HR, HR2 et HR2 prévoyant la possibilité aux bénéficiaires de la convention de conclure entre elles des prêts et avances de trésorerie, rémunérées au taux maximum fiscalement déductible.

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Locations immobilières	312	267
Management Fees	504	158
Revenus de titres immobilisés	1	50
Autres produits financiers	26	18
Autres créances	1 450	1 166
Avoirs à recevoir		395
Dettes Fournisseurs	84	351

## 6.2. Rémunérations des principaux dirigeants

La rémunération du Dirigeant, la Holding HR représentée par Monsieur Hassen Rachedi Président est portée par la Holding qui la refacture sous forme de management fees suivant une convention de Direction signée par les deux parties.

## 6.3. Honoraires des commissaires aux comptes

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Honoraires HT facturés au titre du contrôle légal des comptes	14	6
Honoraires HT facturés au titre des autres prestations de services		
<b>Honoraires du commissaire aux comptes</b>	<b>14</b>	<b>6</b>

## 6.4. Engagements hors bilan

### Dettes garanties par des sûretés réelles

Banque	Montant initial de la garantie	Date de fin d'échéance de la garantie	Nature des garanties données	Reste dû au 30.06.20
CIC	300	juin-22	Nantissement fonds de commerce	176
SG	81	déc.-22	Nantissement fonds de commerce	38
CIC	300	mars-25	Nantissement fonds de commerce	276
Crédit Coopératif	300	avr.-25	Nantissement fonds de commerce à hauteur de 300 K€	281

### Autres engagements donnés

Néant

### Autres engagements reçus

Emprunt CIC 300 K€ - Contrepartie BPI France à 50% - Echéance fin Juin 2022

Emprunt Crédit Coopératif 300 K€ - Contre-garantie Coopératives Financières SOMUDIMEC, couverture du risque final sur le CRD et caution personnelle d'Hassen Rachedi pour un montant de 58 K€

Emprunt CIC 300 K€- Contrepartie BPI à 50%

Crédit Coopératif : caution personnelle et solidaire au profit d'HRS à hauteur de 235 K€ qui prendra fin à l'expiration de la réception des travaux

Emprunts PGE 915 K€ - Garantie de l'Etat à hauteur de 90% soit 823 K€

Aval de 75 K€ consenti par Hassen Rachedi auprès du CIC

Caution personnelle et solidaire de 61 K€ consentie par Hassen Rachedi auprès de la Société Générale, qui prendra fin à l'expiration des travaux.

## 6.5. Principaux éléments de divergences entre les comptes statutaires en règles françaises et les comptes annuelles sous le référentiel international

La société a retraité les comptes comparatifs au titre de l'application de l'IFRS 1, comme si les IFRS avaient été appliqués au 30 juin 2018.

### 6.5.1. Divergences sur les capitaux propres au 01.07.2018

En K€	Eléments du bilan en règles françaises	Corrections sur exercices antérieurs **	Impact IFRS 16*	Impact IAS 19	Activation déficit fiscal reportable	Comptes IFRS au 01/07/18
Capital	1 226	-	-	-	-	1 226
Primes liées au capital			-	-	-	-
Réserves	535	(792)	(4)	(58)	222	(97)
Résultat net de la période			-	-	-	
<b>Total capitaux propres</b>	<b>1 761</b>	<b>792</b>	<b>(4)</b>	<b>(58)</b>	<b>222</b>	<b>1 129</b>

\* cf note 4.2 pour plus de détail

\*\* cf note 1.4 dans 8.2 COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS D'AUDIT LEGAUX pour plus de détail - Le montant mentionné sur la ligne de réserves est exclusivement à mettre en lien avec les impacts sur les comptes de 2018

### 6.5.2. Divergences sur le bilan

30/06/2019	Eléments du bilan en règles françaises	Corrections sur exercices antérieurs **	Reclassement dettes CT/LT	Impact IFRS 9 Créances Dailly	Impact IFRS 16*	Impact IAS 19	Activation déficit fiscal reportable	Eléments du bilan en normes IFRS
En K€	Net							Net
Immobilisations incorporelles	202				-	-	-	202
Immobilisations corporelles	592				-	2 320	-	2 912
Autres actifs financiers	81				-	-	-	81
Actifs d'impôts non courants					-	4	20	207
<b>Total actif non courant</b>	<b>875</b>				-	<b>2 324</b>	<b>20</b>	<b>3 402</b>
Stocks et en-cours	271	(93)			-	-	-	178
Clients et comptes rattachés	1 986	(900)		782	-	-	-	1 869
Autres actifs courants	1 779	-			-	-	-	1 779
Actifs d'impôts courants	73	-			-	-	-	73
Trésorerie et équivalents de trésorerie	273				-	-	-	273
<b>Total actif courant</b>	<b>4 382</b>	<b>(993)</b>		<b>782</b>	-	-	-	<b>4 171</b>
<b>Total Actif</b>	<b>5 257</b>	<b>(993)</b>		<b>782</b>	<b>2 324</b>	<b>20</b>	<b>183</b>	<b>7 573</b>
Capital	1 226				-	-	-	1 226
Primes liées au capital					-	-	-	-
Réserves	35	(792)			-	(4)	(59)	(598)
Résultat net de la période	(149)	262			-	(6)	9	77
<b>Total capitaux propres</b>	<b>1 112</b>	<b>(530)</b>			-	<b>(10)</b>	<b>(51)</b>	<b>705</b>
Emprunts et dettes financières			254		-	1 985	-	2 239
Provisions pour engagements de retraite					-	-	70	70
Autres provisions à long terme					-	-	-	-
Autres passifs non courants					-	-	-	-
Passifs d'impôts différés					-	-	-	-
<b>Total passif non courant</b>			<b>254</b>		-	<b>1 985</b>	<b>70</b>	<b>2 309</b>
Emprunts obligataires					-	-	-	-
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'1 an)	1 269		(254)		-	350	-	1 364
Emprunts et dettes financières divers				782	-	-	-	782
Fournisseurs et autres créditeurs	1 484	49			-	-	-	1 532
Autres passifs courants	1 393	(512)			-	-	-	881
Dettes d'impôt					-	-	-	-
<b>Total passif courant</b>	<b>4 145</b>	<b>(463)</b>	<b>(254)</b>	<b>782</b>	<b>350</b>	-	-	<b>4 560</b>
<b>Total Passif</b>	<b>5 257</b>	<b>(993)</b>	-	<b>782</b>	<b>2 324</b>	<b>20</b>	<b>183</b>	<b>7 573</b>

\* cf note 4.2 pour plus de détail

\*\* cf note 1.4 dans 8.2 COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS D'AUDIT LEGAUX pour plus de détail - Le montant mentionné sur la ligne de réserves est exclusivement à mettre en lien avec les impacts sur les comptes de 2018



30/06/2020	Eléments du bilan en règles françaises	Reclassement dettes CT/LT	Impact IFRS 9 Créances Dailly	Impact IFRS 16*	Impact IAS 19	Activation déficit fiscal reportable	Eléments du bilan en normes IFRS
En K€	Net						Net
Immobilisations incorporelles	414		▼	-	-	-	414
Immobilisations corporelles	477		▼	-	1 981	-	2 458
Autres actifs financiers	40		▼	-	-	-	40
Actifs d'impôts non courants	-			-	5	20	592
<b>Total actif non courant</b>	<b>932</b>			-	<b>1 986</b>	<b>20</b>	<b>3 504</b>
Stocks et en-cours	175		▼	-	-	-	175
Clients et comptes rattachés	135		▼	340	-	-	475
Autres actifs courants	1 649	▼	▼	-	-	-	1 649
Actifs d'impôts courants	10		▼	-	-	-	10
Trésorerie et équivalents de trésorerie	83			-	-	-	83
<b>Total actif courant</b>	<b>2 051</b>			<b>340</b>	-	-	<b>2 391</b>
<b>Total Actif</b>	<b>2 983</b>			<b>340</b>	<b>1 986</b>	<b>20</b>	<b>5 895</b>
Capital	1 226		▼	-	-	-	1 226
Primes liées au capital	-		▼	-	-	-	-
Réserves	(644)			-	(10)	(55)	(526)
Résultat net de la période	(1 384)			-	(4)	3	(1 003)
<b>Total capitaux propres</b>	<b>(802)</b>			-	<b>(14)</b>	<b>(53)</b>	<b>(303)</b>
Emprunts et dettes financières	-	491	▼	-	1 646	-	2 137
Provisions pour engagements de retraite	-		▼	-	-	73	73
Autres provisions à long terme	-		▼	-	-	-	-
Autres passifs non courants	-		▼	-	-	-	-
Passifs d'impôts différés	-			-	-	-	-
<b>Total passif non courant</b>	<b>-</b>	<b>491</b>		-	<b>1 646</b>	<b>73</b>	<b>2 210</b>
Emprunts obligataires	408		▼	-	-	-	408
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'1 an)	1 904	(491)	▼	-	354	-	1 767
Emprunts et dettes financières divers	-		▼	340	-	-	340
Fournisseurs et autres créditeurs	795		▼	-	-	-	795
Autres passifs courants	678		▼	-	-	-	678
Dettes d'impôt	-			-	-	-	-
<b>Total passif courant</b>	<b>3 785</b>	<b>(491)</b>		<b>340</b>	<b>354</b>	-	<b>3 988</b>
<b>Total Passif</b>	<b>2 983</b>	<b>-</b>		<b>340</b>	<b>1 986</b>	<b>20</b>	<b>5 895</b>

\* cf note 4.2 pour plus de détail

### 6.5.3. Divergences sur le compte de résultat

30/06/2019 En K€	Eléments du compte de résultat en règles françaises	Corrections sur exercices antérieurs **	Retraitement CVAE	Impact IFRS 16*	Reclassement frais R&D	Impact IAS 19	Activation déficit fiscal reportable	Eléments du compte de résultat en IFRS
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>4 882</b>	<b>403</b>	-	-	-	-	-	<b>5 285</b>
Achats consommés	(1 427)	(93)	-	-	-	-	-	(1 520)
Charges externes	(2 148)	(48)	-	374	30	-	-	(1 792)
Charges de personnel	(1 446)	-	-	-	151	-	-	(1 295)
Impôts et taxes	(64)	-	25	-	-	-	-	(39)
Autres charges d'exploitation	(4)	-	-	-	-	-	-	(4)
Dotations aux amortissements	(133)	-	-	(362)	-	-	-	(495)
Dotations / Reprises des provisions et dépréciations	-	-	-	-	-	12	-	12
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	(75)	-	-	-	-	-	-	(75)
Autres produits et charges opérationnels courants	200	-	-	-	(181)	-	-	19
<b>Résultat Opérationnel courant</b>	<b>(215)</b>	<b>262</b>	<b>25</b>	<b>12</b>	-	<b>12</b>	-	<b>95</b>
Autres produits et charges opérationnels	12	-	-	-	-	-	-	12
<b>Résultat Opérationnel</b>	<b>(204)</b>	<b>262</b>	<b>25</b>	<b>12</b>	-	<b>12</b>	-	<b>107</b>
Résultat financier	52	-	-	(20)	-	-	-	32
<b>Résultat courant</b>	<b>(152)</b>	<b>262</b>	<b>25</b>	<b>(8)</b>	-	<b>12</b>	-	<b>139</b>
Impôt sur les bénéfices	3	-	(25)	2	-	(3)	(38)	(62)
<b>Résultat net de la période</b>	<b>(149)</b>	<b>262</b>	-	<b>(6)</b>	-	<b>9</b>	<b>(38)</b>	<b>77</b>
Gains et pertes actuariels liés aux provisions pour retraite	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)
Impôts différés reconnus en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)
<b>Résultat global de la période</b>	-	-	-	<b>(6)</b>	-	<b>7</b>	<b>(38)</b>	<b>76</b>

\* cf note 4.2 pour plus de détail

\*\* cf note 1.4 dans 8.2 COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS D'AUDIT LEGAUX pour plus de détail - le montant en résultat pour 2019 a été fiscalisé

30/06/2020 En K€	Eléments du compte de résultat en règles françaises	Retraitement CVAE	Impact IFRS 16*	Reclassement frais R&D	Impact IAS 19	Activation déficit fiscal reportable	Eléments du compte de résultat en IFRS
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>2 564</b>	-	-	-	-	-	<b>2 564</b>
Achats consommés	(752)	-	-	-	-	-	(752)
Charges externes	(1 704)	-	374	93	-	-	(1 237)
Charges de personnel	(1 456)	-	-	174	-	-	(1 282)
Impôts et taxes	(45)	24	-	-	-	-	(22)
Autres charges d'exploitation	(2)	-	-	-	-	-	(2)
Dotations aux amortissements	(181)	-	(362)	-	-	-	(543)
Dotations / Reprises des provisions et dépréciations	(13)	-	-	-	2	-	(11)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels courants	278	-	-	(267)	-	-	11
<b>Résultat Opérationnel courant</b>	<b>(1 309)</b>	<b>24</b>	<b>12</b>	-	<b>2</b>	-	<b>(1 272)</b>
Autres produits et charges opérationnels	(72)	-	-	-	-	-	(72)
<b>Résultat Opérationnel</b>	<b>(1 381)</b>	<b>24</b>	<b>12</b>	-	<b>2</b>	-	<b>(1 344)</b>
Résultat financier	(10)	-	(18)	-	-	-	(28)
<b>Résultat courant</b>	<b>(1 391)</b>	<b>24</b>	<b>(6)</b>	-	<b>2</b>	-	<b>(1 371)</b>
Impôt sur les bénéfices	7	(24)	2	-	1	382	368
<b>Résultat net de la période avant correction sur exercices antérieurs</b>	<b>(1 384)</b>	-	<b>(4)</b>	-	<b>3</b>	<b>382</b>	<b>(1 003)</b>
Gains et pertes actuariels liés aux provisions pour retraite	-	-	-	-	(5)	-	(5)
Impôts différés reconnus en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(5)	-	(5)
<b>Résultat global de la période</b>	<b>(1 384)</b>	-	<b>(4)</b>	-	<b>(2)</b>	<b>382</b>	<b>(1 008)</b>

\* cf note 4.2 pour plus de détail

## 5.2 INFORMATIONS FINANCIERES INTERMEDIAIRES ET AUTRES

---

Néant.

HYDROGEN  
REFUELING  
SOLUTIONS

*Rapport d'audit sur les  
comptes IFRS*

*Exercices clos le 30 juin  
2020 et le 30 juin 2019*

### **Rapport d'audit des commissaires aux comptes sur les comptes IFRS des exercices clos le 30 juin 2020 et le 30 juin 2019.**

Aux membres du conseil d'administration,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société HYDROGEN REFUELING SOLUTIONS et en réponse à votre demande dans le cadre du projet d'offre au public et d'admission des actions à la négociation sur le marché Euronext Growth, nous avons effectué un audit des comptes IFRS de la société HYDROGEN REFUELING SOLUTIONS relatifs aux exercices clos le 30 juin 2020 et le 30 juin 2019, établis pour les besoins du document d'information et présentés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes IFRS ont été établis sous la responsabilité de la direction le 11 janvier 2021 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au COVID-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir et, n'étant pas destinés à être adressés aux actionnaires, n'ont pas fait l'objet d'un arrêté par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

A notre avis, les comptes IFRS établis pour les besoins du document d'information présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs et au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, le patrimoine et la situation financière de la société HYDROGEN REFUELING SOLUTIONS au 30 juin 2020 et au 30 juin 2019, ainsi que le résultat de ses opérations pour chacun des exercices clos à ces dates.

Fait à Seyssinet-Pariset, le 11 janvier 2021

Les commissaires aux comptes

**MAZARS GOURGUE**



Bertrand CELSE

**BBM & Associés**

LAURENT COHN



Laurent COHN

#### **5.4 INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE**

---

Se reporter à la section 2.5.1.3 du présent Document d'enregistrement.

#### **5.5 CHANGEMENT SIGNIFICATIF DANS LA SITUATION DE L'EMETTEUR**

---

Se reporter à la section 2.1.5 du présent Document d'enregistrement.

#### **5.6 POLITIQUE EN MATIERE DE DIVIDENDES**

---

Il n'est pas prévu d'initier une politique de versement de dividende à court ou moyen terme, compte tenu du stade de développement de la Société, afin de mobiliser les ressources disponibles au financement de son plan de développement.

#### **5.7 INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA**

---

Néant.

## 6 INFORMATIONS RELATIVES AUX ACTIONNAIRES ET AUX DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES

### 6.1 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

#### 6.1.1 Répartition du capital et des droits de vote au 12 janvier 2021

Au jour de l'approbation du présent Document d'enregistrement, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante, étant rappelé qu'aucune attribution de valeurs mobilières donnant accès au capital n'a été effectuée :

	Capital actuel	
	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote
HOLDING HR <sup>(1)</sup>	12.253.289	99,99 %
Monsieur Hassen RACHEDI	1	n.s.
<b>TOTAL</b>	<b>12.253.290</b>	<b>100 %</b>

<sup>(1)</sup> Société par actions simplifiée (société à responsabilité limitée jusqu'au 26 novembre 2020) détenue à hauteur de 93,16 % du capital social et des droits de vote par Monsieur Hassen RACHEDI, le solde étant détenu par deux personnes physiques, à hauteur de 3,42 % chacune.

Monsieur Hassen RACHEDI a l'intention de conserver la majorité du capital et des droits de vote de la Société à l'issue de l'introduction en bourse.

#### 6.1.2 Droit de vote des principaux actionnaires

Chaque action donne droit à un droit de vote. Sous condition suspensive de l'inscription des actions de la Société sur le marché Euronext Growth Paris, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital qu'elles représentent, sera attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux (2) ans au moins, au nom du même actionnaire. Il est précisé que la durée d'inscription sous la forme nominative, antérieure à la date d'inscription des actions aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris, sera prise en compte.

Ainsi, dès l'inscription des actions de la Société aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris, la société HOLDING HR sera titulaire de droits de vote double.

#### 6.1.3 Contrôle de la Société. Nature de ce contrôle et mesures prises en vue d'éviter qu'il ne soit exercé de manière abusive

A la date du présent Document d'enregistrement, Monsieur Hassen RACHEDI détient directement et indirectement 93,16 % du capital et des droits de vote de la Société, et la contrôle donc au sens des dispositions de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Afin de s'assurer que ce contrôle ne soit pas exercé de manière abusive, deux administrateurs indépendants sur cinq ont été désignés et Monsieur Philippe BOTTU a été nommé en qualité de directeur général délégué par les membres du conseil d'administration.

#### 6.1.4 Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner ou empêcher un changement de contrôle qui s'exerce sur lui

Aucun élément particulier de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur ne pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle.

## 6.2 PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

---

A la date d'approbation du Document d'enregistrement, la Société est impliquée dans les litiges suivants, qui pourraient avoir ou ont eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société :

- **Affaire ALLIMAND / Hydrogen-Refueling-Solutions :**

Il s'agit d'un contentieux lié à l'exécution d'un marché de travaux passé entre la Société et la société ALLIMAND.

Les demandes de la société ALLIMAND représentent un montant total d'environ 390.000 euros. Ce litige n'a pas fait l'objet d'une dotation aux provisions pour litiges mais a fait l'objet d'une information dans l'annexe comptable.

La Société a formulé une demande reconventionnelle à hauteur d'environ 230.000 euros.

La plaidoirie de première instance aura lieu au début de l'année 2021.

- **Affaire Monsieur P. (personne physique) / Hydrogen- Refueling-Solutions :**

Il s'agit d'un contentieux né à la suite d'un accident d'une personne en lien avec l'exécution par la Société d'un marché public.

Les demandes de Monsieur P. représentent un montant total de 105.419,03 euros. Ce litige n'a pas fait l'objet d'une dotation aux provisions pour litiges mais a fait l'objet d'une information dans l'annexe comptable.

Une décision d'incompétence a été rendue par le Tribunal et l'instance se trouve pour le moment interrompue.

## 6.3 CONFLITS D'INTERET AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DE LA DIRECTION GENERALE

---

Certains membres du conseil d'administration et de la direction générale sont actionnaires de la Société. A la connaissance de la Société et sous réserve des relations décrites en section 6.4 ci-dessous, il n'existe pas, à la date du présent Document d'enregistrement de conflit d'intérêt actuel ou potentiel entre les devoirs de chacun des membres du conseil d'administration et de la direction générale à l'égard de la Société en leur qualité de mandataire social et les intérêts privés et/ou devoirs des personnes composant le conseil d'administration et les organes de direction. A la date du présent Document d'enregistrement, il n'existe pas de contrat de service liant les membres du conseil d'administration et de la direction générale à la Société. La convention de direction générale entre la Société et HOLDING HR (dont Monsieur Hassen RACHEDI est Président et actionnaire principal) a été résiliée le 27 novembre 2020.

## 6.4 TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

---

Les seules transactions concernent :

- Une convention de direction générale conclue entre la Société et HOLDING HR, dont Monsieur Hassen RACHEDI est le Président (Gérant jusqu'au 26 novembre 2020) et actionnaire majoritaire, relative à une mission d'assistance et de conseils conclue le 1<sup>er</sup> juillet 2009 et modifiée par un avenant en date du 31 décembre 2012, par un avenant en date du 30 septembre 2014 et par un avenant en date du 1<sup>er</sup> juillet 2016 et dont la charge comptabilisée dans les comptes de la Société s'est élevée à :
  - 158.000 euros pour l'exercice clos le 30 juin 2019 ; et
  - 504.320 euros pour l'exercice clos le 30 juin 2020.

La convention a été résiliée en date du 27 novembre 2020.

- Une convention de trésorerie conclue entre HOLDING HR et la Société le 1<sup>er</sup> juillet 2011 afin de centraliser les opérations de trésorerie. En application de cette convention, la Société détient une créance envers HOLDING HR d'un montant de 1.450 K euros au 30 juin 2020. Le montant des rémunérations versées au titre des avances liées à cette convention de trésorerie s'élève à 26K € au 30 juin 2020.

La convention a été résiliée en date du 27 novembre 2020.

- Un contrat de sous-location commerciale en date du 1<sup>er</sup> juillet 2017 consentie par la société HOLDING HR au profit de la Société (locaux appartenant à la société HR 3, société détenue à hauteur de 99% par la société HOLDING HR) pour la durée restant à courir du bail principal, soit jusqu'au 30 juin 2026. Le montant du loyer s'élève à 120.000 euros HT par an ;
- Un contrat de sous-location commerciale en date du 2 janvier 2018 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2018, consentie par la société HOLDING HR au profit de la Société (locaux appartenant à la société HR 2, société détenue à hauteur de 99% par la société HOLDING HR) pour la durée restant à courir du bail principal, soit jusqu'au 31 décembre 2026. Le montant du loyer s'élève à 90.000 euros HT par an ;
- Un contrat de sous-location commerciale du 2 janvier 2018 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2018, consentie par la société HOLDING HR au profit de la Société (locaux appartenant à la société HR) pour la durée restant à courir du bail principal, soit jusqu'au 31 décembre 2026. Le montant du loyer s'élève à 102.000 euros HT par an.

Ces transactions ont été soumises à la procédure des conventions réglementées.

## 6.5 CAPITAL SOCIAL

### 6.5.1 Capital social actuel

Au jour de l'approbation du présent Document d'enregistrement, le capital de la Société s'élève à 1.225.329 € divisé en 12.253.290 actions de 0,10 € de nominal chacune, entièrement libérées.

L'évolution du nombre d'actions au cours de la période présentée a été la suivante :

Date	Nature des opérations	Nombre d'actions émises	Nombre cumulé d'actions en circulation	Capital social émis	Prime d'émission ou d'apport ou réserves	Valeur nominale par action	Capital social après opération
Capital social au 30 juin 2018			2.109			581,24 €	1.225.839,00 €
Pas de modification				Néant			
Capital social au 30 juin 2019			2.109			581,24 €	1.225.839,00 €
Pas de modification				Néant			
Capital social au 30 juin 2020			2.109			581,24 €	1.225.839,00 €
27 novembre 2020	Réduction de capital par réduction de la valeur nominale		2.109	-510,00 €		581,00 €	1.225.329,00 €
27 novembre 2020	Division de la valeur nominale des actions par 5.810		12.253.290			0,10 €	1.225.329,00 €
Capital social au 12 janvier 2021			12.253.290			0,10 €	1.225.329,00 €



## 6.5.2 Capital autorisé

Les résolutions d'émission approuvées par l'assemblée générale du 18 décembre 2020 sont synthétisées ci-dessous :

Résolutions approuvées par l'assemblée générale du 18 décembre 2020				
<i>Objet de la résolution</i>	<i>Durée</i>	<i>Plafonds</i>	<i>Modalités de détermination du prix</i>	<i>Sous condition suspensive de l'introduction en bourse</i>
Autorisation donnée au conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions	18 mois	10% du capital social		X
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue de procéder à des réductions de capital par annulation d'actions acquises dans le cadre du rachat d'actions	18 mois	10% du capital social par période de 24 mois		X
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires par offre au public de titres financiers, dans le cadre de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Euronext Growth Paris	Durée allant jusqu'à la date de règlement - livraison des actions à émettre lors de l'introduction des actions de la Société sur le marché Euronext Growth Paris ; cette date ne pouvant en tout état de cause pas être postérieure à vingt-six (26) mois à compter du 18 décembre 2020	1.225.329 €	Le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles sera fixé par le conseil d'administration à l'issue de la période de placement et résultera de la confrontation du nombre d'actions offertes à la souscription et des demandes de souscription émanant des investisseurs dans le cadre du placement global, selon la technique dite de « construction d'un livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels de la place	
Autorisation à conférer au conseil d'administration d'augmenter le nombre d'actions ordinaires émises dans le cadre de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Euronext Growth Paris, conformément aux dispositions de l'article L.225-135-1 du Code de commerce.	26 mois (étant précisé que la présente autorisation devra être mise en œuvre dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription de chaque augmentation	15% du montant de l'émission initiale	Même prix que celui retenu pour l'émission initiale	

	de capital décidée dans le cadre de la délégation qui précède).			
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider, soit l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à l'attribution de titres de créances, soit l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes.	26 mois	<p>Montant nominal des augmentations de capital : 1.225.329 €*  Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 100.000.000 €**</p>		X
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à l'attribution de titres de créances avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires sans bénéficiaire désigné et offre au public de titres financiers.	26 mois	<p>Montant nominal des augmentations de capital : 1.225.329 €*  Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 100.000.000 €**</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les augmentations de capital, le prix d'émission sera fixé par le conseil d'administration et devra être au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, diminuée le cas échéant d'une décote maximale de 30 %</li> <li>• Pour les valeurs mobilières donnant accès au capital, le prix d'émission sera fixé par le conseil d'administration de telle manière que les sommes perçues immédiatement par la Société lors de l'émission des valeurs mobilières en cause, augmentées des sommes susceptibles d'être perçues ultérieurement par la Société pour chaque action attachée et/ou sous-jacente aux valeurs mobilières émises, soient au moins égales au prix minimum prévu ci-dessus</li> </ul>	X
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeur mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à l'attribution de titres de créances avec suppression du	18 mois	<p>Montant nominal des augmentations de capital : 612.664,50 €*  Montant nominal des obligations et autres titres de</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les augmentations de capital, le prix d'émission sera fixé par le conseil d'administration et devra être au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, diminuée le cas</li> </ul>	X

droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de bénéficiaires***		créances donnant accès au capital : 50.000.000 €**	<p>échéant d'une décote maximale de 20 %</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pour les valeurs mobilières donnant accès au capital, le prix d'émission sera fixé par le conseil d'administration de telle manière que les sommes perçues immédiatement par la Société lors de l'émission des valeurs mobilières en cause, augmentées des sommes susceptibles d'être perçues ultérieurement par la Société pour chaque action attachée et/ou sous-jacente aux valeurs mobilières émises, soient au moins égales au prix minimum prévu ci-dessus</li> </ul>	
<p>Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeur mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à l'attribution de titres de créances avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires sans bénéficiaire désigné, par placement privé et dans la limite de 20% du capital social par an.</p> <p>(Le prix d'émission des actions nouvelles sera fixé par le conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L.225-136 2° et R.225-114 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, diminuée le cas échéant d'une décote maximale de 20%, après correction de cette moyenne en cas de différence sur les dates de jouissance)</p>	26 mois	<p>Montant nominal des augmentations de capital : 20% du capital (tel qu'existant à la date de l'opération) par an et 612.664,50 €*</p> <p>Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 50.000.000 €**</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour les augmentations de capital, le prix d'émission sera fixé par le conseil d'administration et devra être au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, diminuée le cas échéant d'une décote maximale de 20 %</li> <li>Pour les valeurs mobilières donnant accès au capital, le prix d'émission sera fixé par le conseil d'administration de telle manière que les sommes perçues immédiatement par la Société lors de l'émission des valeurs mobilières en cause, augmentées des sommes susceptibles d'être perçues ultérieurement par la Société pour chaque action attachée et/ou sous-jacente aux valeurs mobilières émises, soient au moins égales au prix minimum prévu ci-dessus</li> </ul>	X
Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet d'augmenter dans la limite de 15% le nombre de titres émis en application des quatre résolutions précédentes.	26 mois (étant précisé que la présente autorisation devra être mise en œuvre dans	15% du nombre de titres de l'émission initiale * et **	Même prix que celui retenu pour l'émission initiale	X

	les trente (30) jours de la clôture de la souscription de chaque augmentation de capital décidée dans le cadre d'une des quatre résolutions qui précèdent).			
Autorisation à donner au conseil d'administration en vue de procéder à l'attribution gratuite d'actions	38 mois	10% du capital social		

\* le montant nominal du plafond des augmentations de capital autorisé s'imputera sur le montant du plafond global autorisé de 1.225.329 € de nominal (14<sup>ème</sup> résolution de l'assemblée générale du 18 décembre 2020).

\*\* le montant nominal du plafond des obligations et autres titres de créances autorisé s'imputera sur le montant du plafond global autorisé de 100.000.000 € de nominal (14<sup>ème</sup> résolution de l'assemblée générale du 18 décembre 2020).

\*\*\* les catégories de bénéficiaires sont les suivantes :

- des sociétés et fonds d'investissement investissant à titre principal ou ayant investi au cours des 36 derniers mois plus de 5 millions d'euros dans des sociétés de croissance dites « *small ou mid caps* » (c'est-à-dire dont la capitalisation lorsqu'elles sont cotées n'excède pas 1.000.000.000 d'euros) (en ce compris, sans limitation, tout fonds d'investissement ou sociétés de capital-risque, notamment tout FPCI, FCPI ou FIP) dans le secteur technologique, participant à l'émission pour un montant unitaire d'investissement supérieur à 100.000 euros (prime d'émission incluse), dans la limite d'un maximum de 25 souscripteurs,
- des sociétés industrielles actives dans le secteur technologique prenant une participation dans le capital de la Société à l'occasion de la conclusion d'un accord commercial ou d'un partenariat avec la Société, pour un montant unitaire d'investissement supérieur à 100.000 euros (prime d'émission incluse) et dans la limite d'un maximum de 5 souscripteurs.

### 6.5.3 Actions non représentatives du capital

Néant.

### 6.5.4 Actions détenues par l'émetteur lui-même

A la date d'approbation du Document d'enregistrement, la Société ne détient aucune de ses actions et aucune action de la Société n'est détenue par un tiers pour son compte.

L'assemblée générale à caractère mixte des actionnaires de la Société du 18 décembre 2020 a autorisé le conseil d'administration à mettre en œuvre, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de l'assemblée, un programme de rachat des actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-209 et suivants du code de commerce et des pratiques de marché admises par l'AMF sous la condition suspensive de la première cotation des actions de la Société sur le marché Euronext Growth à Paris.

Les principaux termes de cette autorisation sont les suivants :

**Nombre maximum d'actions pouvant être achetées :** 10% du nombre total d'actions composant le capital social à quelque moment que ce soit, étant précisé que (i) lorsque les actions seront acquises dans le but de favoriser la liquidité des actions de la Société dans les conditions définies par le règlement général de l'AMF, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspondra au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation et (ii) lorsqu'elles le seront en vue de leur

conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, le nombre d'actions acquises ne pourra excéder 5% du nombre total d'actions ;

Objectifs des rachats d'actions :

- ✓ Assurer la liquidité des actions de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité à conclure avec un prestataire de services d'investissement, conforme à une charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- ✓ Honorer des obligations liées à des programmes d'options d'achat d'actions, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés et dirigeants de la Société ou des sociétés qui lui sont liées ;
- ✓ Remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- ✓ Acheter des actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, dans le respect des pratiques de marché admises par l'AMF ;
- ✓ Annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées dans le cadre d'une réduction du capital social; ou
- ✓ Plus, généralement, de réaliser toute opération afférente aux opérations de couverture et toute autre opération admise, ou qui viendrait à être autorisée, par la réglementation en vigueur, y compris par toute pratique de marché qui serait admise par l'Autorité des marchés ;

**Prix d'achat maximum (hors frais et commission) :** 300% du prix par action retenu dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société sur le marché Euronext Growth à Paris (tel que ce prix sera mentionné dans le communiqué de la Société relatif aux caractéristiques définitives de l'offre au public d'actions de la Société et de leur admission aux négociations sur le marché Euronext Growth à Paris).

**Montant maximum des fonds pouvant être consacrés au rachat d'actions :** 6 M€.

Les actions ainsi rachetées pourront être annulées.

Il est rappelé qu'à compter de l'admission aux négociations des titres de la Société sur le marché Euronext Growth à Paris, cette dernière sera tenue aux obligations de communication suivantes en matière de rachat d'actions :

*Préalablement à la mise en œuvre du programme de rachat autorisé par l'assemblée générale du 18 décembre 2020*

Publication d'un descriptif du programme de rachat d'actions (diffusion effective et intégrale par voie électronique par un diffuseur professionnel et mise en ligne sur le site Internet de la Société).

*Pendant la réalisation du programme de rachat*

- Publication au plus tard le septième jour de négociation suivant la date d'exécution de l'opération par la mise en ligne sur le site Internet de la Société (hors transactions réalisées par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité).
- Déclarations mensuelles de la Société à l'AMF.
- Publication semestrielle d'un bilan du contrat de liquidité.

*Chaque année*

Présentation du bilan de la mise en œuvre du programme de rachat et de l'utilisation des actions acquises dans le rapport du directoire à l'assemblée générale.

#### **6.5.5 Valeurs mobilières ouvrant droit à une quote-part de capital**

Néant.

#### **6.5.6 Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attachée au capital autorisé, mais non émis, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital**

Néant.

#### **6.5.7 Informations sur le capital de tout membre de la Société faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option**

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'option d'achat ou de vente ou d'autres engagements au profit des actionnaires de la Société ou consentis par ces derniers portant sur des actions de la Société.

### **6.6 ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS**

---

#### **6.6.1 Dispositifs de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur qui pourrait avoir pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle**

Les statuts de la Société ne contiennent pas de dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.

#### **6.6.2 Franchissements de seuils statutaires**

Les statuts en vigueur à compter du règlement-livraison des actions nouvelles à émettre dans le cadre de l'introduction en bourse instaurent des seuils statutaires. Ainsi, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui viendrait à détenir ou cesser de détenir un nombre d'actions représentant une fraction égale à 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 33,33%, 50 %, 66,66%, 90% ou 95 % du capital social ou des droits de vote, sera tenue d'en informer la Société au plus tard avant la clôture des négociations du quatrième jour de bourse suivant le jour du franchissement du seuil de participation susvisé, en précisant le nombre d'actions et de droits de vote détenus

#### **6.6.3 Droit de vote double**

A chaque action est attaché un droit de vote.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire. La durée d'inscription sous la forme nominative, antérieure à la date d'inscription des actions aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris, sera prise en compte.

### **6.7 CONTRATS IMPORTANTS**

---

#### **6.7.1 Projet Zero Emission Valley (ZEV)**

Un contrat cadre a été conclu le 16 juin 2020 entre le groupement d'entreprises solidaires MAT (constitué de McPhy, Ataway et la Société) et la société HYPULSION, afin d'assurer la fourniture de 14 stations hydrogène et plusieurs électrolyseurs dans le cadre du projet Zero Emission Valley (ZEV).

Initié par la Région Auvergne-Rhône-Alpes et bénéficiant du soutien de l'Union Européenne, le projet ZEV se distingue par son ampleur, son caractère innovant et également la qualité du partenariat qu'il tisse entre les acteurs du secteur public et privé. Avec un plan visant au déploiement, prévu d'ici fin 2023, de 1 200 véhicules à pile combustible zéro-émission, 20 stations hydrogènes, dont plusieurs équipées d'électrolyseurs pour produire de l'hydrogène à partir d'électricité d'origine renouvelable sans émettre de CO<sub>2</sub>, ce projet a pour objectif de faire de l'Auvergne-Rhône-Alpes la région pionnière de la mobilité hydrogène en France et l'un des premiers territoires neutres en carbone au niveau européen tout en participant à la création de modèles rentables et duplicables à l'échelle européenne.

Le groupement MAT, qui représente plus de 50 stations hydrogène en France et en Europe, d'une équipe de plus de 100 collaborateurs répartis sur 4 sites dans la Région Auvergne-Rhône-Alpes et d'une capacité de production de 70 stations hydrogène par an, a été sélectionné à l'issue d'une procédure d'appel d'offres pour contribuer à la réalisation du projet ZEV.

Le contrat cadre prévoit ainsi que le groupement MAT assurera la conception, la fourniture et l'intégration de 14 stations hydrogène sur les 19 stations à pourvoir, dont cinq stations alimentées en gaz en tranche ferme lors d'une première phase d'ores et déjà en cours. Les phases suivantes du contrat cadre prévoient le déploiement optionnel de neuf stations supplémentaires et de plusieurs électrolyseurs, qui assureront la production d'hydrogène zéro-carbone sur site.

### **6.7.2 Grenoble Alpes Métropole**

La Société a conclu avec la métropole Grenoble Alpes Métropole quatre contrats cadres dans le cadre de ses activités d'ingénierie et de tuyauterie industrielle.

Le premier contrat cadre, en date du 27 octobre 2017, porte sur des travaux de serrurerie métallerie dans les déchèteries sur les matériels de déchèterie et des points d'apport volontaire ou des sites de traitement des déchets de Grenoble Alpes Métropole, pour un prix de maximum 950.000 euros.

Les deuxième et troisième contrats cadres sont datés du 29 mai 2018 (pour deux lots) et portent sur des fournitures courantes et de services portant sur la fourniture et pose de métallerie, serrurerie, tuyauterie et équipements hydromécaniques pour l'entretien des stations de relevage des eaux usées et des eaux pluviales sur le territoire métropolitain et à l'usine de traitement des eaux usées Aquapole, pour un prix de maximum 600.000 euros.

Enfin le quatrième contrat cadre a été conclu le 3 février 2020 et porte sur des fournitures courantes et de services portant sur la fourniture et pose de métallerie, serrurerie, tuyauterie et équipements hydromécaniques pour l'usine de traitement des eaux usées Aquapol, pour un prix de maximum 400.000 euros.

## 7 DOCUMENTS DISPONIBLES

L'ensemble des documents sociaux de la Société devant être mis à la disposition des actionnaires est consultable au siège social de la Société. Le Document d'enregistrement peut également être consulté sur le site Internet de la Société (<https://www.hydrogen-refueling-solutions.fr/>) et sur le site Internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

Peuvent notamment être consultés au siège social :

- (a) L'acte constitutif et les statuts de la Société ;
- (b) Tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de la Société, dont une partie est incluse ou visée dans le Document d'enregistrement ;
- (c) Les informations financières historiques de la Société pour chacun des deux exercices précédant la publication du Document d'enregistrement.

La Société entend communiquer ses résultats financiers conformément aux exigences des lois et réglementations en vigueur. A ce titre, la Société n'entend pas communiquer ses résultats financiers sur une base trimestrielle. A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris, l'information réglementée au sens des dispositions du Règlement général de l'AMF sera également disponible sur le site Internet de la Société (<https://www.hydrogen-refueling-solutions.fr/>).



## 8.1 GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

### 8.1.1 Comités spécialisés

La Société a engagé une réflexion sur la constitution de comités spécialisés. Compte tenu de sa taille, la Société engage ses meilleurs efforts pour faire aboutir ses réflexions à moyen terme.

### 8.1.2 Adoption du Code Middlenext

Dans un souci de transparence et d'information du public, dans la perspective, notamment de l'inscription de ses actions sur le marché régulé d'Euronext Growth à Paris, la Société a engagé une réflexion d'ensemble relative aux pratiques du gouvernement d'entreprise.

Afin de se conformer aux exigences de l'article L. 225-37-4 du Code de commerce, la Société a désigné le Code de gouvernement d'entreprise tel qu'il a été publié en septembre 2016 par MiddleNext (le « Code MiddleNext ») comme code de référence auquel elle entend se référer à l'issue de l'inscription de ses actions sur le marché régulé Euronext Growth d'Euronext à Paris, ce code étant disponible notamment sur le site de MiddleNext (<https://www.middlenext.com/>).

La Société a pour objectif de se conformer progressivement à l'ensemble des recommandations du Code MiddleNext.

Le tableau ci-dessous présente la position de la Société par rapport à l'ensemble des recommandations édictées par le Code Middlenext à la date d'approbation du Document d'enregistrement.

Recommandations du Code MiddleNext	Appliqué	Non appliqué
<b>I. Le pouvoir de « surveillance »</b>		
R1 : Déontologie des membres du Conseil	X (1)	
R2 : Conflits d'intérêts	X	
R3 : Composition du Conseil – Présence des membres indépendants au sein du Conseil	X (2)	
R4 : Information des membres du Conseil	X	
R5 : Organisation des réunions du Conseil et des Comités	X (3)	
R6 : Mise en place des Comités		X (4)
R7 : Mise en place d'un règlement intérieur du Conseil	X	
R8 : Choix de chaque membre du Conseil	X	
R9 : Durée des mandats des membres du Conseil	X (5)	
R10 : Rémunérations des membres du Conseil	X	
R11 : Mise en place d'une évaluation des travaux du Conseil		X (6)
R12 : Relations avec les actionnaires	X	
<b>II. Le pouvoir exécutif</b>		
R13 : Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux	X	
R14 : Préparation de la succession des dirigeants		X (7)
R15 : Cumul contrat de travail et mandat social	X	
R16 : Indemnités de départ	X (8)	
R17 : Régime des retraites supplémentaires		X (9)
R18 : Stock-options et attributions gratuites d'actions	X	
R19 : Revue des points de vigilance		X (10)

(1) R1 : Les dispositions en la matière sont prévues dans le règlement intérieur du conseil d'administration adopté le 4 décembre 2020 ;

(2) R3 : Le conseil d'administration de la Société comporte deux membres indépendants (se reporter au paragraphe 4.1.1.1 du présent Document d'enregistrement) ;

- (3) R5 : Cette recommandation sera appliquée pour les réunions du conseil d'administration. La tenue des comités spécialisés n'est pas d'actualité, la Société n'en ayant pas encore mis en place ;
- (4) R6 : La Société vient de former son conseil d'administration. Une réflexion sera engagée au cours de l'exercice 2021-2022 quant à la mise en place d'au moins un comité spécialisé ;
- (5) R9 : Cette recommandation est appliquée, à l'exception de l'échelonnement des mandats qui ne semble pas pertinent au regard de la taille de la Société ;
- (6) R11 : A la suite de la formation du conseil d'administration, une réflexion sur la mise en place d'une évaluation de ses travaux sera engagée en 2021 avec pour objectif de répondre à cette recommandation d'ici la fin de l'exercice 2020-2021 ;
- (7) R14 : Le sujet de la succession du Président directeur général sera mis à l'ordre du jour du conseil une fois par an ;
- (8) R16 : La Société n'a pas mis en place d'indemnités de départ ;
- (9) R17 : La Société n'a à ce jour accordé aucun régime de retraite supplémentaire. Cependant, la Société envisage de mettre en place un régime de retraite supplémentaire au profit de Monsieur Hassen RACHEDI. Une réflexion sur ce sujet sera engagée en 2021 ;
- (10) R19 : Cette recommandation sera adoptée au plus tard au cours de l'exercice clos le 30 juin 2021.

## 8.2 COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS D'AUDIT LEGAUX

### 8.2.1 Comptes annuels au 30 juin 2020

#### Notes aux comptes annuels

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice dont le total est de 2 983 K€ et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, et dégageant un déficit de -1 914 K€.

#### Bilan

##### Actif

En K€	30/06/2020	30/06/2019
	Net	Net
Immobilisations incorporelles	414	202
Immobilisations corporelles	477	592
Immobilisations financières	40	81
<b>Total Actif Immobilisé</b>	<b>932</b>	<b>875</b>
Stocks et en-cours	175	271
Clients et comptes rattachés	135	1 986
Autres créances et comptes de régularisation	1 659	1 852
Valeurs mobilières de placement	-	-
Disponibilités	83	273
<b>Total Actif Circulant</b>	<b>2 051</b>	<b>4 382</b>
<b>Total de l'Actif</b>	<b>2 983</b>	<b>5 257</b>

##### Passif

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Capital	1 226	1 226
Primes liées au capital	-	-
Réserves	(114)	35
Résultat part	(1 914)	(149)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>(802)</b>	<b>1 112</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Emprunts obligataires	408	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 728	394
Emprunts et dettes financières divers	176	875
Fournisseurs et comptes rattachés	795	1 484
Autres dettes et comptes de régularisation	678	1 393
<b>Total des Dettes</b>	<b>3 785</b>	<b>4 145</b>
<b>Total du Passif</b>	<b>2 983</b>	<b>5 257</b>

## Compte de résultat

En K€	30/06/2020	30/06/2019
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>2 564</b>	<b>4 882</b>
Autres produits d'exploitation	278	125
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>2 843</b>	<b>5 007</b>
Achats consommés	(752)	(1 427)
Autres achats et charges externes	(1 704)	(2 148)
Charges de personnel	(1 456)	(1 446)
Autres charges d'exploitation	(2)	(4)
Impôts et taxes	(45)	(64)
Variations nettes des amortissements et des dépréciations	(194)	(133)
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(4 152)</b>	<b>(5 222)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(1 309)</b>	<b>(215)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(10)</b>	<b>52</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>(1 319)</b>	<b>(164)</b>
<b>Charges et produits exceptionnels</b>	<b>(72)</b>	<b>12</b>
Impôt sur les bénéfices	7	3
<b>Résultat avant corrections sur exercices antérieurs</b>	<b>(1 384)</b>	<b>(149)</b>
Corrections sur exercices antérieurs	(530)	0
<b>Résultat net</b>	<b>(1 914)</b>	<b>(149)</b>

## **Note 1 : Règles et méthodes comptables**

### **1.1. Principes et conventions générales**

Les Comptes annuels établis pour les besoins du prospectus ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général ainsi que des règlements ANC 2015-06 et 2016-07.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### **1.2. Permanence des méthodes**

Les méthodes d'évaluation retenues sont identiques pour l'ensemble des exercices présentés.

### **1.3. Présentation du bilan**

La Société recourt à la cession de créances professionnelles dans le cadre de la loi Dailly. Dans la mesure où la Société procède elle-même au recouvrement de ses créances, celles-ci restent inscrites au bilan pour leur valeur nominale. La Société présentait historiquement ces dettes au passif du bilan, dans un compte « Autres dettes ». Compte-tenu de la connexité entre la créance client cédée et la dette associée, il a été procédé à la compensation des créances et dettes pour la présentation du bilan. Le poste Clients est donc réduit de 340 K€ au 30 juin 2020.

A titre de comparaison, le poste Clients aurait été réduit de 782 K€ au 30 juin 2019.

### **1.4. Corrections sur exercices antérieurs**

#### **Chiffre d'affaires**

Les travaux de clôture menés par la Société sur l'exercice clos au 30 Juin 2020 l'ont conduite à redéfinir ses méthodes de reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats en cours en fin d'exercice et en particulier pour en définir le degré d'avancement. Il est apparu que la méthode historiquement appliquée pour la détermination de la marge à l'avancement ne répondait pas aux principes comptables admis par le PCG dans le cadre des contrats à long terme.

Une nouvelle méthode d'appréhension du chiffre d'affaires et de la marge à l'avancement a été définie. Dans un objectif de comparabilité des données financière, cette méthode a été appliquée aux exercices clos au 30 Juin 2019 et au 30 Juin 2018, et conduit à :

- Une réduction de chiffre d'affaires au 30 Juin 2018 pour un montant de 791 K€,
- Une augmentation de chiffre d'affaires au 30 Juin 2019 pour un montant de 403 K€,
- Une augmentation de chiffre d'affaires au 30 Juin 2020 pour un montant de 388 K€.

#### **Stocks**

Des travaux ont également été menés sur l'identification des non-valeurs présentes dans les stocks. La Société s'approvisionne principalement en fonction des commandes clients reçues et avait été amenée à réaliser des approvisionnements significatifs pour les gros chantiers réalisés sur les exercices 18/19 et 19/20. Les travaux d'inventaires ont mené à la constatation d'un montant total de 93 K€ représentatif de non-valeurs, correspondant à du stock constitué en 18/19. La valeur des stocks

présente dans le bilan clos au 30 Juin 2019 a donc été ajustée pour la totalité de ces non-valeurs soit 93 K€.

#### **Autres achats et charges externes**

Enfin, la revue des charges de l'exercice de l'exercice a conduit à l'identification d'une erreur de rattachement d'une facture de sous-traitance sur l'exercice clos au 30 Juin 2019. La charge correspondante, d'un montant de 48 K€ a été intégralement reconnue sur l'exercice clos au 30 Juin 2020 alors qu'elle aurait dû l'être sur l'exercice précédent.

### **1.5. Principe de continuité de l'exploitation**

Le principe de continuité de l'exploitation est défini selon l'article L123-20 du Code de Commerce.

Le principe de continuité de l'exploitation a été retenu au regard des prévisions de trésorerie communiquées par la direction sur les 12 prochains mois intégrant l'hypothèse d'une opération de renforcement des fonds propres significative devant intervenir au cours du second semestre de l'exercice et qui permettrait d'obtenir les ressources nécessaires à la réalisation de ses objectifs d'activité et répondre à ses besoins de financement.

En cas d'évolution défavorable de ces hypothèses, l'application des règles et principes comptables français généralement admis dans un contexte normal de continuité d'exploitation concernant notamment l'évaluation des actifs et passifs, pourrait s'avérer non approprié.

### **1.6. Jugements et estimations de la direction de la société**

La préparation des états financiers nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actifs et de passifs à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat des exercices présentés. Ces estimations tiennent compte des données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportent des aléas.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue.

Les principales estimations concernent l'évaluation des frais de développement des stations de ravitaillement en hydrogène, activés au regard des avantages économiques futurs attendus. Dans le cadre de son orientation stratégique vers l'activité hydrogène, les produits issus des efforts de développement conduits par la société en ce sens depuis 2 ans arrivent à maturité sur un marché récent et très porteur. L'avantage concurrentiel et technique procuré par ces produits ainsi que les premières commandes déjà signés permettent d'envisager des perspectives de profitabilités à brèves échéances.

### **1.7. Monnaie de présentation des comptes**

Les états financiers et l'annexe sont présentés en milliers euros.



## **Note 2 : Principales méthodes comptables**

### **2.1. Immobilisations incorporelles et corporelles**

#### **2.1.1. Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées :

- Des frais de développement des stations de 200 Kg et 500 Kg
- De frais d'acquisition de logiciels et identité visuelle classés en autres immobilisations incorporelles.

Les frais de développement sont immobilisés lorsque les six critères suivants sont cumulativement remplis :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet,
- Intention d'achever le projet,
- Capacité à utiliser ou à vendre l'actif,
- Perspective de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres permettant d'achever le projet,
- Capacité à évaluer de façon fiable les dépenses rattachées à l'actif.

Les frais de développement sont amortis sur 4 ans à partir du 1<sup>er</sup> jour de l'exercice suivant celui de leur constatation.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, et à chaque clôture d'exercice, les frais de développement inscrits à l'actif du bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que chaque projet remplit toujours les critères d'activation. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée.

#### **2.1.2. Autres immobilisations incorporelles**

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement des logiciels. Elles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition diminué le cas échéant des amortissements et pertes de valeur cumulées.

Elles sont amorties linéairement en fonction de leur valeur d'utilité.

Elles incluent également l'usufruit temporaire des titres SCI HR pour une valeur de 500 € amorti sur 12 ans.

#### **2.1.3. Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, prix d'achat et frais d'accessoires, ou de production le cas échéant.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- |   |            |
|---|------------|
| - Agencements et aménagements des constructions | 5 à 10 ans |
| - Installations générales                       | 5 à 10 ans |
| - Installations techniques                      | 5 à 10 ans |
| - Matériel et outillage industriels             | 3 à 15 ans |
| - Matériel de bureau et informatique            | 3 à 7 ans  |
| - Mobiliers                                     | 10 ans     |

## **2.2. Immobilisations financières**

Les immobilisations financières sont constituées :

- Des parts sociales Crédit Coopératif et SOMUDIMEC
- De dépôts et cautionnements versés
- D'une retenue de garantie en faveur de la BPI émise en 2018 dans le cadre du financement Dailly et restituée au cours de l'exercice clos au 30.06.20.

Elles sont valorisées au coût d'achat historique. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## **2.3. Stocks**

Les stocks de matières et de marchandises sont évalués à leur coût d'acquisition. Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Les produits finis et en cours de production sont le cas échéant évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise.

Les stocks et en cours de production sont le cas échéant dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle, selon une approche au cas par cas, au regard de la qualité des produits, à la date de clôture de l'exercice.

## **2.4. Créances clients et autres créances**

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une appréciation au cas par cas (dépréciation individuelle de risque avéré) et sont dépréciées en fonction des risques évalués.

Les créances anciennes font l'objet d'une dépréciation à 100%.

## **2.5. Trésorerie**

La trésorerie est constituée par des liquidités immédiatement disponibles.

Les découverts bancaires figurent en dettes financières.

## **2.6. Capital**

Les éléments relatifs au capital sont décrits dans la note 5.19 de la présente annexe.

## **2.7. Provisions pour risques et charges**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables et du règlement ANC 2014-03 sur les passifs.

Les provisions pour risques et charges constatées correspondent aux passifs répondant aux critères suivants :





- Le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de façon précise,
- L'incidence économique négative pour la société, c'est-à-dire que ce passif s'analyse comme une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci,
- L'obligation justifiant la constitution de la provision pour risques et charges trouve l'origine dans l'exercice et est existante à la clôture.

Les provisions sont évaluées au cas par cas en fonction du risque et des motifs de demandes.

#### **Avantages au personnel :**

La loi française exige, le cas échéant, le versement d'une indemnité de départ à la retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis pour les salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les indemnités légales et conventionnelles sont évaluées pour chaque salarié présent à la clôture en fonction de son ancienneté théorique le jour de son départ à la retraite, selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode est définie par la norme comptable IAS19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS87 (norme US GAAP). Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC. Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle.

Le montant de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière ne fait pas l'objet d'une provision et est présenté de la note 5.23 de la présente annexe.

#### **2.8. Dettes financières**

Les emprunts sont valorisés à leur valeur nominale.

Les intérêts courus sont comptabilisés au passif, au taux d'intérêt prévu dans le contrat.

#### **2.9. Dettes**

Les dettes sont comptabilisées initialement pour leur valeur nominale puis à leur valeur d'inventaire, c'est-à-dire au coût amorti sur la base de l'échéancier contractuel.

#### **2.10. Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires de la société est constitué par la vente de services et de biens pour :

- L'installation de tuyauterie industrielle,
- La fabrication de stations de ravitaillement en hydrogène.

Lorsque les revenus sont liés au projet industriel de durée longue ou des contrats d'installation sur des chantiers et des contrats de prestation de service et de maintenance, le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement du projet selon la méthode de coût.

Pour les revenus générés suite à la vente d'un produit et à la livraison physique chez un client, le chiffre d'affaires est constaté à l'achèvement lors de la livraison du produit.

### **2.11. Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi**

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est comptabilisé au rythme de la comptabilisation des charges de rémunération éligibles correspondantes en appréciant par année civile la probabilité d'obtention finale du montant déterminé de CICE au titre de chaque salarié.

La société a opté pour la comptabilisation du CICE en diminution des charges de personnel en contrepartie du poste des autres créances de bilan.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quarter C du code général des impôts, le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, la Société l'utilise à travers notamment des efforts de recherche et d'innovation.

### **2.12. Crédit d'impôt innovation**

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche et d'innovation peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche et d'innovation ont été encourues. Compte-tenu du statut de PME au sens communautaire de la société, le remboursement intervient dans l'année qui suit sa comptabilisation.

### **2.13. Résultat exceptionnel**

Les éléments exceptionnels listés dans le PCG composent le résultat exceptionnel.

### **Note 3 : Evènements significatifs**

L'exercice clos le 30.06.20 s'inscrit dans la continuité de l'exercice précédent au cours duquel la Société est passée d'une activité d'intégrateur à celle de fabricant de stations de ravitaillement en hydrogène. Cette diversification d'activité s'est accompagnée d'une baisse significative de son chiffre d'affaires sur le secteur de l'hydrogène puisque l'opérateur historique avec lequel la Société évoluait depuis plusieurs années s'est reporté vers d'autres intervenants.

La diversification vers l'activité hydrogène, particulièrement chronophage et coûteuse a eu un impact sur le développement de l'activité tuyauterie, cette dernière n'ayant pas fait l'objet de la même attention commerciale qu'auparavant.

Par ailleurs, la crise sanitaire COVID-19 a perturbé les activités de la Société dont la plupart des chantiers tuyauterie ont été gelés entre les mois de Mars 2020 à Juin 2020. L'activité hydrogène a également été impactée, la mise en fabrication du contrat ZEV ayant été retardée au mois de Juillet 2020.

#### Note 4 : Evénements postérieurs à la clôture

##### Information relative aux traitements comptables induits par l'épidémie de Coronavirus

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de la Société au 30/06/2020 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus.

Les éléments suivants reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation :

- la valeur comptable des actifs et des passifs
- la dépréciation des créances clients
- la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles
- la dépréciation des stocks
- le chiffre d'affaires

Par ailleurs, la société a souscrit un nouveau PGE (Prêts Garantis par l'Etat) de 200 k€ avec BPI.

#### Note 5 : Notes sur les comptes annuels

##### 5.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires a été réalisé exclusivement en France.

L'année 2020 est marquée par une activité très ralentie en Tuyauterie pendant les mois de confinement et un chiffre d'affaires non significatif en Hydrogène en lien avec la fin de l'activité d'intégrateur.

##### 5.2. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se décomposent de la manière suivante :

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Production stockée	-	(75)
Production immobilisée	267	181
Autres produits d'exploitation	11	19
<b>Autres produits d'exploitation</b>	<b>278</b>	<b>125</b>

La production immobilisée correspond aux frais de développement des nouveaux modèles de stations à hydrogène activés à partir de l'exercice clos au 30.06.19. Ces dépenses sont principalement des heures de développement internes et des prestations de sous-traitance externes.

### 5.3. Autres achats et charges externes

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Sous-traitance	(304)	(903)
Achats non stockés	(127)	(160)
Locations mobilières	(126)	(189)
Locations immobilières	(314)	(274)
Entretien et réparations	(59)	(65)
Assurances	(60)	(50)
Interim	(0)	(101)
Management Fees	(504)	(158)
Honoraires	(86)	(63)
Publicités	(11)	(14)
Transports	(14)	(25)
Voyages et déplacements	(31)	(57)
Frais postaux et télécommunications	(8)	(7)
Frais bancaires	(50)	(73)
Autres	(11)	(10)
<b>Autres achats et charges externes</b>	<b>(1 704)</b>	<b>(2 148)</b>

Au 30.06.19, la Société a eu recours à de la sous-traitance et de la main d'œuvre intérimaire pour la réalisation de chantiers importants nécessitant un renforcement temporaire des équipes.

Au 30.06.19, la Holding HR a consenti une réduction de loyers de 45 K€ et une réduction de management fees de 350 K€ pour soutenir sa fille.

Au 30.06.20, l'augmentation des management fees reflète le renforcement de la Société dans l'activité Hydrogène avec la création d'une Direction des Energies Nouvelles et le recrutement d'un Directeur au niveau de la Holding.

### 5.4. Charges de personnel

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Salaires et traitements	(992)	(1 034)
Charges sociales	(464)	(437)
CICE	-	25
<b>Charges de personnel</b>	<b>(1 456)</b>	<b>(1 446)</b>
<i>Taux moyen de charges sociales</i>	<b>47%</b>	<b>40%</b>

L'augmentation du taux moyen de charges sociales s'explique par :

- La disparition du CICE
- L'impact d'un contrôle URSSAF en 2020 qui a donné lieu à un redressement de 52 K€



### 5.5. Effectifs

	30/06/2020	30/06/2019
Cadres	3	2
Agents de maîtrise et techniciens	2	2
Employés et ouvriers	24	23
<b>Effectifs</b>	<b>29</b>	<b>27</b>

### 5.6. Rémunération du dirigeant

Le dirigeant est rémunéré par la Holding HR.

### 5.7. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	(55)	(6)
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	(126)	(127)
Dotations aux provisions sur actif circulant	(13)	-
<b>Dotations aux amortissements et provisions</b>	<b>(194)</b>	<b>(133)</b>

Les dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles se rapportent principalement à l'amortissement des frais de développement sur une durée de 4 ans à compter de leur date d'activation.

### 5.8. Résultat financier

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Intérêts sur comptes-courants d'associés	23	17
Intérêts sur avances de trésorerie SCI	4	1
Revenus de titres immobilisés	1	50
Autres produits financiers	0	2
<b>Produits financiers</b>	<b>27</b>	<b>70</b>
Intérêts sur emprunts	(19)	(5)
Intérêts bancaires	(16)	(11)
Autres charges financières	(3)	(2)
<b>Charges financières</b>	<b>(37)</b>	<b>(18)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(10)</b>	<b>52</b>



Une convention de trésorerie lie la Société ainsi que les trois SCI du groupe à leur société mère la Holding HR. Dans ce cadre, la Société a octroyé des avances de trésorerie à sa société mère, la société Holding HR, dans le cadre de la convention de trésorerie la liant avec celle-ci. Ces avances ont généré des produits financiers pour 17 K€ au 30.06.19 et 23 K€ au 30.06.20. Elle a également accordé des avances aux SCI HR, HR 1 et HR 2 qui ont généré des produits financiers de 1 K€ en 2019 et 4 K€ en 2020.

### 5.9. Résultat exceptionnel

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	9
Produits de cessions d'immobilisations	50	226
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>50</b>	<b>235</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(72)	(4)
Valeurs nettes des immobilisations cédées	(50)	(219)
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>(122)</b>	<b>(223)</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>(72)</b>	<b>12</b>

Au 30.06.19, les cessions d'immobilisations concernent principalement la restitution des cautions sur le chantier ESRF (200 K€) pour leur montant d'origine.

Au 30.06.20, les cessions d'immobilisations se rapportent à la restitution d'une retenue de garantie BPI pour 50 K€ dans le cadre du financement court-terme des créances.

La Société s'est acquittée de pénalités sur chantier pour un montant de 53 K€ en 2020. Elle a également réglé des indemnités transactionnelles de 10 K€.

### 5.10. Impôts sur les bénéfices

#### Impôt courant

Le montant de l'impôt exigible au titre de l'exercice clos au 30.06.20 est nul compte-tenu des pertes fiscales constatées.

#### Crédit d'impôt Innovation

Le Crédit d'Impôt Innovation est octroyé aux entreprises par l'Administration Fiscale afin de soutenir le développement de nouveaux produits en finançant une partie des dépenses d'innovation engagées. Les entreprises qui justifient des dépenses remplissant les critères requis bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire.

La société a sollicité un Crédit d'Impôt Innovation d'un montant de 7 K€ au titre des dépenses d'innovation encourues au cours de l'année civile 2019.

Le Crédit d'Impôt Innovation est présenté au poste Impôt sur les Sociétés dans le compte de résultat.

### Accroissement / allégement de la dette future d'impôt

Dans le cadre de l'allégement de la dette future d'impôt, le solde cumulé des déficits antérieurs reportables est de 2 020 K€ au 30.06.20 dont 1842 K€ au titre de l'exercice clos au 30.06.20.

### 5.11. Etat des immobilisations

Au 30.06.20, la valeur brute des immobilisations se détaille comme suit :

En K€	30/06/2019	Acquisitions	Cessions	Autres variations	30/06/2020
Frais d'établissement	-				-
Frais de développement	181	267			448
Autres immobilisations incorporelles	49				49
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>229</b>	<b>267</b>	-	-	<b>496</b>
Terrains	-				-
Constructions	-				-
Installations tech, matériel & outillage	637	3			641
Autres immobilisations corporelles	682	8	-	-	690
Immobilisations corporelles en cours	-				-
Avances et acomptes s/imm. corp.	-				-
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 319</b>	<b>11</b>	-	-	<b>1 330</b>
Titres de participation	-				-
Autres titres immobilisés	8	9			17
Prêts et autres immo. financières	73	0	(50)	-	23
<b>Immobilisations financières</b>	<b>81</b>	<b>9</b>	<b>(50)</b>	-	<b>40</b>
<b>Total Général</b>	<b>1 630</b>	<b>287</b>	<b>(50)</b>	-	<b>1 867</b>

Les frais de développement correspondent aux dépenses de développement des nouvelles stations hydrogène engagées au titre de l'exercice clos au 30.06.20.

### 5.12. Etat des amortissements

Au 30.06.20, les amortissements des immobilisations se détaillent comme suit :

En €	30/06/2019	Dotations	Reprises Cessions	Autres variations	30/06/2020
Amt/Dép. frais de recherche et développement	(0)	(45)			(45)
Autres immobilisations incorporelles	(27)	(9)			(37)
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>(28)</b>	<b>(55)</b>	-	-	<b>(82)</b>
Dépréciations des terrains	-				-
Amt/Dép. constructions	-				-
Amt/Dép. install tech, matériel & outill.	(415)	(53)			(468)
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	(312)	(73)	-	-	(385)
Amt/Dép. immobilisations corp. en cours	-				-
Dép. avances et acomptes s/imm. corp.	-				-
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>(727)</b>	<b>(126)</b>	-	-	<b>(853)</b>
Participations mises en équivalence	-				-
Autres titres immobilisés	-				-
Prêts et autres immo. financières	-				-
<b>Immobilisations financières</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	-	-	<b>-</b>

### 5.13. Stocks et dépréciation des stocks

Les stocks se composent exclusivement de matières premières. La société facture les travaux au fur et à mesure de leur réalisation et n'avait pas de travaux en cours au 30.06.20.

### 5.14. Clients et dépréciation des clients

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Clients et comptes rattachés	140	1 986
Provisions pour dépréciation des comptes clients	(6)	-
<b>Valeurs nettes</b>	<b>135</b>	<b>1 986</b>
<i>dont créances à moins d'1 an</i>	<i>135</i>	<i>1 986</i>
<i>dont créances entre 1 et 5 ans</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>dont créances supérieures à 5 ans</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

### 5.15. Etat des échéances des créances

Au 30.06.20, les créances s'analysaient ainsi :

En K€	30/06/2020		
	Total	< 1 an	> 1 an
Fournisseurs débiteurs (avances et acomptes, RRR et autres avoirs)	3	3	
Créances fiscales et sociales	181	181	
Etat, Impôt sur les bénéfices	10	7	3
Comptes courants - actif	1 048	1 048	
Autres créances	412	412	
Frais d'émission d'emprunt			
Charges constatées d'avance	5	5	
<b>Autres créances et comptes de régularisation</b>	<b>1 659</b>	<b>1 656</b>	<b>3</b>

Les comptes-courants se rapportent à la Holding HR et aux SCI dans le cadre de la convention de trésorerie liant ces sociétés.



### 5.16. Etat des échéances des dettes

Au 30.06.20, les dettes s'analysaient ainsi :

En K€	30/06/2020	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Clients - Avances et acomptes reçus	6	6	-	-
Dettes fiscales et sociales	598	598	-	-
Etat - impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
Autres dettes	73	73	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
<b>Autres dettes et comptes de régularisation</b>	<b>678</b>	<b>678</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

### 5.17. Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer s'analysent comme suit :

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Factures non parvenues	44	11
Groupe - Factures non parvenues	101	351
Charges à payer - Congés payés	113	85
Charges à payer - Charge sociales sur congés payés	52	40
Impôts et taxes à payer	21	23
<b>Charges à payer</b>	<b>331</b>	<b>510</b>

Les produits à recevoir s'analysent comme suit :

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Factures à établir	-	225
SCI HR - Produits à recevoir sur loyers	2	45
Holding - Avoirs à recevoir sur redevances	-	350
Intérêts sur comptes-courants à recevoir	-	2
Etat - Produit à recevoir	31	-
<b>Produits à recevoir</b>	<b>32</b>	<b>621</b>

### 5.18. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent uniquement des charges d'exploitation.

### 5.19. Capital social

Au 30.06.19 et au 30.06.20, le capital de la Société s'élève à 1 225 839 € composé de 2 109 actions ordinaires de 581,24 € de valeur nominale, entièrement libérées.

Le nombre d'actions n'a pas évolué au cours des exercices clos au 30.06.19 et au 30.06.20.

La société n'a pas procédé à l'attribution ou l'émission d'instruments financiers donnant accès au capital sur ces périodes.

Il est rappelé que, conformément aux règles françaises en la matière, l'existence à l'actif du bilan de coûts de développement non encore amortis et supérieures au montant des réserves libres fait obstacle à la distribution.

	Nombre d'actions	Capital	Réserve légale	Réserves	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres
<b>Total Capitaux Propres au 30/06/19</b>	<b>2 109</b>	<b>1 226</b>	<b>28</b>	<b>6</b>	<b>(149)</b>	<b>1 112</b>
Affectation du résultat de l'exercice N-1				(149)	149	-
Dividendes versés						-
Augmentation de capital						-
Résultat de l'exercice					(1 914)	(1 914)
Autres variations						-
<b>Total Capitaux Propres au 30/06/20</b>	<b>2 109</b>	<b>1 226</b>	<b>28</b>	<b>(143)</b>	<b>(1 914)</b>	<b>(802)</b>

### 5.20. Etat des provisions pour Risques et Charges

La société n'a identifié aucun événement justifiant la constitution d'une provision pour risques ou charges au cours de l'exercice.

#### *Litiges en cours*

- Affaire Allimand : le 9 Juillet 2018, la Société a été assignée par la société Allimand devant le Tribunal de Commerce de Grenoble pour manquements contractuels dans le cadre d'un contrat de marché de travaux signé en Décembre 2016. Les demandes de la société Allimand représentant un montant de 390 K€. En réponse, la Société a formulé une demande reconventionnelle afin notamment de voir condamnée la société Allimand au paiement d'une somme de 230 K€ au titre des heures supplémentaires nécessaires à l'exécution des marchés de travaux.
- Affaire Picton : un agent de Grenoble Alpes Metropole a assigné la Société en Janvier 2019 après qu'il ait chuté sur un chantier réalisé par la Société. Dans l'attente des conclusions d'un expert sur le préjudice corporel subi, l'agent a demandé la constitution d'une provision de 40 K€. En réponse, la Société a soulevé une exception d'incompétence.

Le Société ne peut évaluer de manière fiable ces risques et considère que leur degré de certitude n'est pas suffisant pour justifier une provision.

## 5.21. Emprunts et dettes financières

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Emprunts obligataires	400	-
Intérêts courus sur emprunts obligataires	8	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 726	394
Intérêts courus sur emprunts auprès des établissements de crédit	3	-
Découvert bancaire	176	875
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>2 312</b>	<b>1 269</b>
<i>dont échéances à moins d'1 an</i>	<i>1 835</i>	<i>1 058</i>
<i>dont échéances entre 1 et 5 ans</i>	<i>477</i>	<i>211</i>
<i>dont échéances supérieures à 5 ans</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

Sur l'exercice clos au 30.06.20, l'évolution des emprunts et dettes financières se présente de la façon suivante :

En K€	30/06/2019	Augmentations	Diminutions	30/06/2020
Emprunts obligataires	-	400		400
Intérêts courus sur emprunts obligataires	-	8		8
Emprunts auprès des établissements de crédit	394	1 515	(183)	1 726
Intérêts courus sur emprunts auprès des établissements de crédit	-	3		3
Découvert bancaire	875	-	(699)	176
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>1 269</b>	<b>1 925</b>	<b>(882)</b>	<b>2 312</b>

Au cours de l'exercice clos au 30.06.20, la Société a souscrit auprès du Crédit Coopératif et du CIC deux nouveaux emprunts d'un montant total de 600 K€ finançant son projet de fabrication de stations de ravitaillement à hydrogène.

Afin de faire face à la crise sanitaire du COVID-19, la Société a également sollicité des emprunts PGE (Prêts Garantis par l'Etat) pour un montant total de 915 K€. Elle a également différé de 6 mois les remboursements de ses lignes d'emprunt.

### Emprunts obligataires

Au cours de l'exercice clos au 30.06.20, la Société a procédé à l'émission de deux emprunts obligataires :

- Par décision du 31 Janvier 2020, le Président de la Société a décidé de procéder à l'émission d'un emprunt obligataire de 200 K€ d'une durée maximale d'un an. Le 31 Janvier 2020, cet emprunt obligataire a été souscrit pour 100 K€ par la société Hood et pour 100 K€ par la société Netbellus au taux d'intérêt de 5% l'an, remboursable au plus tard le 31 Janvier 2021. Tout retard de paiement sera générateur d'intérêts de retard complémentaires au taux de 7% l'an.
- Par décision du 12 Mars 2020, le Président de la Société a décidé de procéder à l'émission d'un emprunt obligataire de 200 K€ d'une durée maximale d'un an. Cet emprunt obligataire a été souscrit par la société Netbellus au taux d'intérêt de 5% l'an, remboursable au plus tard le 11 Mars 2021. Tout retard de paiement sera générateur d'intérêts de retard complémentaires au taux de 7% l'an.

## 5.22. Fournisseurs et comptes rattachés

En K€	30/06/2020	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes Fournisseurs	650	650		-
Factures non parvenues	145	145	-	-
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>795</b>	<b>795</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## 5.23. Engagements hors-bilan

### Engagements retraites

La Société ne comptabilise pas de provisions pour indemnités de départs à la retraite.

Le montant des engagements est de 73 K€ pour l'exercice clos au 30.06.20 et les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1,0%
- Taux de croissance des salaires : 1%
- Age de départ à la retraite : Entre 62 et 67 ans
- Taux de rotation du personnel : Faible
- Taux de charges sociales patronales : 45%
- Table de mortalité INSEE 2014 - 2016

## Crédits-baux

Au 30.06.20, les engagements de crédits-baux se présentaient comme suit :

En K€	Matériel et outillages	Matériel de transport	Total
<b>Valeur d'origine</b>	<b>90</b>	<b>164</b>	<b>254</b>
<b>Amortissements</b>	<b>(19)</b>	<b>(73)</b>	<b>(92)</b>
- Cumuls exercices antérieurs	(13)	(52)	(65)
- Dotations de l'exercice	(6)	(20)	(26)
<b>Redevances payées</b>	<b>(52)</b>	<b>(134)</b>	<b>(186)</b>
- Cumuls exercices antérieurs	(36)	(98)	(134)
- Exercice	(16)	(35)	(52)
<b>Redevances restant à payer</b>	<b>(30)</b>	<b>(53)</b>	<b>(83)</b>
- à 1 an au plus	(16)	(33)	(49)
- entre 1 et 5 ans	(14)	(20)	(34)
- à plus de 5 ans	-	-	-
<b>Valeur résiduelle</b>	<b>-</b>	<b>55</b>	<b>55</b>
- à 1 an au plus	-	-	-
- entre 1 et 5 ans	-	55	55
- à plus de 5 ans	-	-	-

## Dettes garanties par des sûretés réelles

Banque	Montant initial de la garantie	Date de fin d'échéance de la garantie	Nature des garanties données	Reste dû au 30.06.20
CIC	300	juin-22	Nantissement fonds de commerce et contre-garantie BPI à 50%	176
SG	81	déc.-22	Nantissement fonds de commerce	38
CIC	300	mars-25	Nantissement fonds de commerce et contre-garantie BPI à 40%	276
Crédit Coopératif	300	avr.-25	Nantissement fonds de commerce à hauteur de 300 K€ et garantie SOMUDIMEC du CRD	281

## Autres engagements donnés

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Créances cédées - Dailly	(340)	(782)

#### Autres engagements reçus

Données	Engagements reçus
- Emprunt CIC LYONNAISE DE BANQUE – 300K€ – Fin prévue 06/2022	- Contre-Garantie BPI France – 50 %
- Emprunt Crédit Coopératif – 300k€ - fin prévue 03/2025	- Contre-Garantie SOMUDIMEC – couverture de 100% du risque final sur le capital restant dû et caution personnelle de Monsieur Hassen RACHEDI à hauteur de 58k€
- Emprunt CIC LYONNAISE DE BANQUE – 300K€ - fin prévue 03/2025	- Contre-Garantie BPI France – 40 %
- Emprunts PGE – Prêts Garantie par l'Etat – montants totaux : 915k€	- Garantie de l'Etat Français à hauteur de 90%
- Banque CIC – LYONNAIS DE BANQUE	- Aval consenti par Monsieur Hassen RACHEDI à hauteur de 75 000 €
- Chantier ESRF – Réseaux de fluides SRTU	- Caution de la banque Crédit Coopératif à hauteur de 234 593 € au titre de la retenue de garantie sur ce marché. La mainlevée de la caution a été actée par le client ERSF le 17 novembre 2020
- Caution retenue garantie – chantier client	- Caution de la banque Société Générale à hauteur de 61 000 € qui cessera de produire ses effets à l'expiration d'une année après l'achèvement des travaux

#### 5.24. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent les opérations commerciales et financières réalisées entre la Société, sa société mère la Holding HR et ses sociétés sœurs les SCI HR, HR2 et HR3.

Les transactions avec les parties liées concernent :

- La sous-location commerciale des locaux utilisés par la Société. Cette sous-location est réalisée par la Holding HR,
- La refacturation de prestations de Direction fournies par la Holding HR,
- La convention de trésorerie liant la Société avec sa société mère la Holding HR et les SCI HR, HR2 et HR3 prévoyant la possibilité aux bénéficiaires de la convention de conclure entre elles des prêts et avances de trésorerie, rémunérées au taux maximum fiscalement déductible.

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Locations immobilières	312	267
Management Fees	504	158
Revenus de titres immobilisés	1	50
Autres produits financiers	26	18
Autres créances	1 450	1 166
Avoirs à recevoir		395
Dettes Fournisseurs	84	351

## 5.25. Honoraires des commissaires aux comptes

En K€	30/06/2020	30/06/2019
Honoraires HT facturés au titre du contrôle légal des comptes	14	6
Honoraires HT facturés au titre des autres prestations de services		
<b>Honoraires du commissaire aux comptes</b>	<b>14</b>	<b>6</b>



## 8.2.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels au 30 juin 2020



2B, avenue Pierre de Coubertin – BP 38  
38170 Seyssinet-Pariset  
France  
Tél : +33 (0)4 38 12 02 86  
[www.mazars.fr](http://www.mazars.fr) – [grenoble@mazars.fr](mailto:grenoble@mazars.fr)

### HYDROGEN REFUELING SOLUTIONS

#### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2020

Mazars Gourgue  
Société par Actions Simplifiée  
Capital de 256.114,35 euros - RCS Grenoble 332 213 790 - Siret : 334 213 790 00069 - APE 6920Z  
Siège social : 2B, avenue Pierre de Coubertin – 38170 Seyssinet-Pariset - TVA intracommunautaire : FR 09 334 213 790



## **HYDROGEN REFUELING SOLUTIONS**

Société par actions simplifiée au capital de 1 225 839 €

Siège social : Zone Artisanale des Viallards 38560 CHAMP SUR DRAC

452 830 664 RCS Grenoble

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 30 juin 2020

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

A l'associée unique de la SAS HYDROGEN REFUELING SOLUTIONS,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associée unique, et en réponse à votre demande, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HYDROGEN REFUELING SOLUTIONS relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 27 novembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**HYDROGEN REFUELING  
SOLUTIONS**

*Rapport d'audit sur les  
comptes individuels  
Exercice clos le 30 juin 2020*

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 1.4 de l'annexe des comptes annuels concernant les corrections sur exercices antérieurs.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Votre société constate les revenus sur les projets industriels de durée longue ou des contrats d'installation sur des chantiers et des contrats de prestation de service et de maintenance selon les modalités décrites dans la note 2.10 de l'annexe. Ces revenus sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par la direction et de l'avancement des projets selon la méthode du coût.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

- La note 1.5 de l'annexe fait état de l'application du principe de continuité de l'exploitation pour l'établissement des comptes annuels.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné la situation de votre société au regard de l'incertitude pesant sur la continuité d'exploitation de votre société, et avons apprécié l'information donnée en annexe à ce titre.

**HYDROGEN REFUELING  
SOLUTIONS**

*Rapport d'audit sur les  
comptes individuels  
Exercice clos le 30 juin 2020*

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 27 novembre 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associée unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associée unique appelée à statuer sur les comptes.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant

**HYDROGEN REFUELING  
SOLUTIONS**

*Rapport d'audit sur les  
comptes individuels*

*Exercice clos le 30 juin 2020*

toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Seyssinet-Pariset,

Le commissaire aux comptes

**MAZARS GOURGUE**

BERTRAND CELSE





BBM & ASSOCIÉS

*Vous accompagner  
durablement.*

Conseil | Expertise | Audit

## HYDROGEN REFUELING SOLUTIONS

Anciennement dénommée TSM

Zone artisanale des Viallards  
38560 Champ sur Drac

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2020

**GRENOBLE / SEYSSINET** : 4, rue Paul V. Perrin - BP 28 - 38171 Seyssinet Pariset Cedex | **GRENOBLE / MEYLAN** : 65 B, boulevard des Alpes - 38240 Meylan  
**ANNECY** : 215, route de Montlavin - 74370 Argonay / BP 52 - 74371 Pringy Cedex | **CHAMBERY** : 35, rue de la Chavanne - 73490 La Ravoire  
[www.groupebbm.com](http://www.groupebbm.com) | [contact@groupebbm.com](mailto:contact@groupebbm.com) | Standard : +33 (0)4 76 48 48 49

SAS d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes BBM & ASSOCIÉS au capital de 2 206 333 €. RCS Grenoble 311 903 496  
Inscrite au tableau de l'Ordre Rhône-Alpes. Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Grenoble

**HYDROGEN REFUELING SOLUTIONS**

Anciennement dénommée TSM

Zone Artisanale des Viallards  
38560 Champ sur Drac**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 30 juin 2020**

A l'associée unique de la SAS HYDROGEN REFUELING SOLUTIONS,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associée unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HYDROGEN REFUELING SOLUTIONS relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 27 novembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 1.4 de l'annexe des comptes annuels concernant les corrections sur exercices antérieurs.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre société constate les revenus sur les projets industriels de durée longue ou des contrats d'installation sur des chantiers et des contrats de prestation de service et de maintenance selon les modalités décrites dans la note 2.10 de l'annexe. Ces revenus sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par la direction et de l'avancement des projets selon la méthode du coût.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

La note 1.5 de l'annexe fait état de l'application du principe de continuité de l'exploitation pour l'établissement des comptes annuels.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné la situation de votre société au regard de l'incertitude pesant sur la continuité d'exploitation de votre société, et avons apprécié l'information donnée en annexe à ce titre

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 27 novembre 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associée unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associée unique appelée à statuer sur les comptes.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Seyssinet-Pariset, le 27 novembre 2020

BBM & Associés Signé électroniquement le 27/11/2020 par  
Laurent Cohn

Laurent COHN  
Commissaire aux Comptes

## 8.2.3 Comptes annuels au 30 juin 2019

Société TSM  
38560 CHAMP SUR DRAC

### BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 30/06/2019 12		Exercice N-1 30/06/2018 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (1)					
	<b>Immobilisations incorporelles</b>					
	Frais d'établissement					
	Frais de développement	180 700	124	180 576	180 576	
	Concessions, brevets et droits similaires	24 687	22 948	1 738	4 505	-2 767 -61.41
	Fonds commercial (1)					
	Autres immobilisations incorporelles	23 870	4 446	19 424	7 721	11 702 151.56
	Avances et acomptes					
	<b>Immobilisations corporelles</b>					
	Terrains					
	Constructions					
	Installations techniques, matériel et outillage	637 388	415 261	222 127	257 020	-34 893 -13.58
	Autres immobilisations corporelles	681 930	311 997	369 933	428 354	-58 401 -13.63
	Immobilisations en cours					
	Avances et acomptes					
	<b>Immobilisations financières (2)</b>					
	Participations mises en équivalence					
	Autres participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés	8 157		8 157	205 527	-197 370 -96.03
	Prêts					
	Autres immobilisations financières	72 885		72 885	72 814	71 0.10
<b>Total II</b>		1 629 616	754 776	874 840	975 921	-101 081 -10.36
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>					
	Matières premières, approvisionnements	270 614		270 614	60 223	210 391 349.35
	En-cours de production de biens					
	En-cours de production de services				75 000	-75 000 -100.00
	Produits intermédiaires et finis					
	Marchandises					
	Avances et acomptes versés sur commandes	13 172		13 172	237	12 935 NS
	<b>Créances (3)</b>					
	Clients et comptes rattachés	1 986 480		1 986 480	2 594 986	-608 506 -23.45
	Autres créances	1 832 732		1 832 732	1 400 960	431 772 30.82
Comptes de Régularisation	Capital souscrit - appelé, non versé					
	<b>Valeurs mobilières de placement</b>					
	Disponibilités	273 033		273 033	107 971	165 062 152.88
	Charges constatées d'avance (3)	6 125		6 125	5 629	496 8.81
	<b>Total III</b>	4 382 156		4 382 156	4 245 006	137 150 3.23
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV)					
	Primes de remboursement des obligations (V)					
	Ecart de conversion actif (VI)					
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>		6 011 773	754 776	5 256 996	5 220 927	36 069 0.69

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

Dossier N° 000098 en Euros

CONSEILS D'EXPERTS



## BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 30/06/2019	12	Exercice N-1 30/06/2018	12	Ecart N / N-1	
						Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 1 225 839 )	1 225 839		1 225 839			
	Primes d'émission, de fusion, d'apport						
	Ecart de réévaluation						
	<b>Réserves</b>						
	Réserve légale	28 447		20 405		8 042	39.41
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves	6 233		353 435		-347 202	-98.24
	Report à nouveau						
	<b>Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)</b>	-148 809		160 840		-309 649	-192.52
AUTRES FONDS PROPRES	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	<b>Total I</b>	1 111 709		1 760 519		-648 809	-36.85
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs						
	Avances conditionnées						
PROVISIONS	<b>Total II</b>						
PROVISIONS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges						
	<b>Total III</b>						
DETTES (I)	<b>Dettes financières</b>						
	Emprunts obligataires convertibles						
	Autres emprunts obligataires						
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	393 764		224 536		169 228	75.37
	Concours bancaires courants	875 084		703 537		171 547	24.38
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	<b>Dettes d'exploitation</b>						
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 483 887		1 615 053		-131 166	-8.12
	Dettes fiscales et sociales	572 048		626 313		-54 266	-8.66
Comptes de Régularisation	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	820 505		290 969		529 536	181.99
	Produits constatés d'avance (I)						
Comptes de Régularisation	<b>Total IV</b>	4 145 287		3 460 409		684 878	19.79
	Ecart de conversion passif (V)						
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>		5 256 996		5 220 927		36 069	0.69
(I) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		4 145 287		3 341 916			

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/06/2019 12			Exercice N-1 30/06/2018 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>						
Ventes de marchandises				678 518	-678 518	-100.00
Production vendue de biens						
Production vendue de services	4 882 130		4 882 130	5 097 637	-215 507	-4.23
<b>Chiffre d'affaires NET</b>	4 882 130		4 882 130	5 776 156	-894 025	-15.48
Production stockée			-75 000	-86 000	11 000	12.79
Production immobilisée			180 700		180 700	
Subventions d'exploitation			3 661	4 598	-937	-20.38
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			9 019	769	8 251	NS
Autres produits			6 626	4 593	2 033	44.26
<b>Total des Produits d'exploitation (I)</b>			5 007 137	5 700 115	-692 979	-12.16
<b>Charges d'exploitation (2)</b>						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements			1 637 822	1 799 095	-161 273	-8.96
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			-210 391	19 149	-229 540	NS
Autres achats et charges externes *			2 147 502	2 146 993	509	0.02
Impôts, taxes et versements assimilés			63 916	32 683	31 233	95.56
Salaires et traitements			1 033 638	1 028 883	4 755	0.46
Charges sociales			412 294	389 899	22 395	5.74
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			133 067	118 304	14 763	12.48
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations						
Dotations aux provisions						
Autres charges			4 463	2 303	2 165	93.98
<b>Total des Charges d'exploitation (II)</b>			5 222 316	5 537 310	-314 994	-5.69
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>			-215 179	162 805	-377 985	-232.17
<b>Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun</b>						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits affectés à des exercices antérieurs  
(2) Dont charges affectées à des exercices antérieurs

59 190

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	30/06/2019 12	30/06/2018 12	Euros	%
<b>Produits financiers</b>				
Produits financiers de participations (3)	50 152	47 957	2 195	4.58
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	19 827	11 810	8 017	67.89
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total V</b>	<b>69 979</b>	<b>59 767</b>	<b>10 212</b>	<b>17.09</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	18 386	5 407	12 979	240.05
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total VI</b>	<b>18 386</b>	<b>5 407</b>	<b>12 979</b>	<b>240.05</b>
<b>2. Résultat financier (V-VI)</b>	<b>51 593</b>	<b>54 360</b>	<b>-2 767</b>	<b>-5.09</b>
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>	<b>-163 587</b>	<b>217 165</b>	<b>-380 752</b>	<b>-175.33</b>
<b>Produits exceptionnels</b>				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	8 546		8 546	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	226 004	67 590	158 414	234.37
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
<b>Total VII</b>	<b>234 550</b>	<b>67 590</b>	<b>166 960</b>	<b>247.02</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 754	9 760	-6 006	-61.54
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	219 018	68 637	150 382	219.10
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
<b>Total VIII</b>	<b>222 772</b>	<b>78 397</b>	<b>144 376</b>	<b>184.16</b>
<b>4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)</b>	<b>11 777</b>	<b>-10 807</b>	<b>22 584</b>	<b>208.98</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-3 000	45 519	-48 519	-106.59
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	<b>5 311 665</b>	<b>5 827 472</b>	<b>-515 807</b>	<b>-8.85</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>5 460 475</b>	<b>5 666 633</b>	<b>-206 158</b>	<b>-3.64</b>
<b>5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)</b>	<b>-148 809</b>	<b>160 840</b>	<b>-309 649</b>	<b>-192.52</b>

\* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier  
: Redevance de crédit bail immobilier  
(3) Dont produits concernant les entreprises liées  
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

52 126 59 085  
67 891 59 394

CONSEILS D'EXPERTS

## ANNEXE

Exercice du 01/07/2018 au 30/06/2019

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 5 256 996.14 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 4 882 130.19 Euros et dégagant un déficit de -148 809.37 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/07/2018 au 30/06/2019.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

### **- REGLES ET METHODES COMPTABLES -**

(PCG Art. 831-1/1)

#### **Principes et conventions générales**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

#### **Permanence des méthodes**

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

### **- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**



## ANNEXE

Exercice du 01/07/2018 au 30/06/2019

### Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement TOTAL			180 700
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	33 456		15 100
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	619 568		17 820
Installations générales agencements aménagements divers	451 408		19 901
Matériel de transport	70 354		7 418
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	148 542		7 360
TOTAL	1 289 873		52 500
Autres titres immobilisés	205 527		2 634
Prêts, autres immobilisations financières	72 814		71
TOTAL	278 341		2 705
TOTAL GENERAL	1 601 670		251 004

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Frais établissement et de développement TOTAL			180 700	180 700
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			48 556	48 556
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			637 388	637 388
Installations générales agencements aménagements divers			471 309	471 309
Matériel de transport		23 054	54 718	54 718
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			155 903	155 903
TOTAL		23 054	1 319 319	1 319 319
Autres titres immobilisés		200 004	8 157	8 157
Prêts, autres immobilisations financières			72 885	72 885
TOTAL		200 004	81 042	81 042
TOTAL GENERAL		223 058	1 629 616	1 629 616

### Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement TOTAL		124		124
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	21 230	6 164		27 394
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	362 548	52 713		415 261
Installations générales agencements aménagements divers	159 620	41 957		201 577
Matériel de transport	19 331	12 204	4 040	27 495
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	63 020	19 905		82 925
TOTAL	604 519	126 779	4 040	727 258
TOTAL GENERAL	625 749	133 067	4 040	754 776

## ANNEXE

Exercice du 01/07/2018 au 30/06/2019

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Frais étab.rech.développ. TOTAL	124				
Autres immob.incorporelles TOTAL	6 164				
Instal.techniques matériel outillage indus.	52 713				
Instal.général. agenc.aménag.divers	41 957				
Matériel de transport	12 204				
Matériel de bureau informatique mobilier	19 905				
TOTAL	126 779				
TOTAL GENERAL	133 067				

### Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	72 885	-0	72 885
Autres créances clients	1 986 480	1 986 480	
Impôts sur les bénéfices	71 769	68 769	3 000
Taxe sur la valeur ajoutée	115 298	115 298	
Groupe et associés	887 041	887 041	
Débiteurs divers	758 624	758 624	
Charges constatées d'avance	6 125	6 125	
TOTAL	3 898 222	3 822 337	75 885

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	875 084	875 084		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	393 764	183 009	210 755	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 483 887	1 483 887		
Personnel et comptes rattachés	155 928	155 928		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	111 788	111 788		
Taxe sur la valeur ajoutée	276 353	276 353		
Autres impôts taxes et assimilés	27 978	27 978		
Autres dettes	820 505	820 505		
TOTAL	4 145 287	3 934 532	210 755	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	169 228			

### Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
PARTS SOCIALES	581.2420	2 109			2 109

## ANNEXE

Exercice du 01/07/2018 au 30/06/2019

### Frais de recherche appliquée et de développement

(PCG Art. 831-2/2.1)

	Recherche fondamentale	Recherche appliquée	Dévelop- pement	Total
Dépenses de recherche et de développement sans contrepartie spécifique :				
- entreprise en fonction de clients potentiels			180 700	180 700
Total I			180 700	180 700
Total général				180 700
Dont inscrit au compte 203 du bilan				180 700

○ Compte tenu du caractère innovant des processus en cours de développement, la société a opté pour l'enregistrement en immobilisations des coûts de développement. Ces coûts sont immobilisés seulement si les projets initiés répondent aux critères suivants :

- Le projet ou processus est clairement défini et les coûts afférents sont mesurés de façon fiable et identifiés clairement,
- La faisabilité technique est démontrée
- Le produit ou processus a de sérieuses chances d'être commercialisé ou utilisé en interne,
- Les actifs sont générateurs d'avantages économiques futurs,
- Les ressources techniques et financières adéquates et les autres ressources nécessaires à l'achèvement du projet sont disponibles.

L'effort de développement donne lieu sur la période à l'immobilisation de frais de développement pour un montant de 180 700 €.

○ Ces coûts sont amortis linéairement sur 4 ans à compter de la date de fin d'exercice.

### Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

#### USUFRUIT TEMPORAIRE SUR TITRES SCI HR

	Valeurs	Taux d'amortissement
USUFRUIT TEMPORAIRE SCI HR	500	8.33

### Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

## ANNEXE

Exercice du 01/07/2018 au 30/06/2019

### Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	De 5 à 10 ans
Installations techniques	Linéaire	De 5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire & dégressif	De 3 à 15 ans
Matériel de transport	Linéaire	De 3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire & dégressif	De 3 à 7 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

### Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition. Sauf écart significatif, c'est le dernier prix d'achat connu qui a été retenu pour la valorisation des stocks.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

### Evaluation des produits et en cours

(PCG Art. 831-2)

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

### Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	225 053
Autres créances	397 179
Total	622 232

## ANNEXE

Exercice du 01/07/2018 au 30/06/2019

### Détail des produits à recevoir

	Montant
P.A.R - CLIENTS FACTURES A ETABLIR	225 053
P.A.R - FOURNISSEURS GROUPE AVOIR A RECEVOIR SUR LOYER	45 000
P.A.R - FOURNISSEURS GROUPE AVOIR A RECEVOIR SUR REDEVANCES	350 616
P.A.R - INTERETS SUR C.C A RECEVOIR	1 563
Total	622 232

### Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	361 944
Dettes fiscales et sociales	147 815
Total	509 759

## ANNEXE

Exercice du 01/07/2018 au 30/06/2019

### Détail des charges à payer

	Montant
CHARGES A PAYER - FOURNISSEURS GROUPE FACT. NON PARVENUES	350 616
CHARGES A PAYER - FOURNISSEURS FACT NON PARVENUES	11 328
CHARGES A PAYER - CONGES PAYES	84 794
CHARGES A PAYER - CONGES PAYES CHARGES SOCIALES	40 449
CHARGES A PAYER - ETAT IMPOTS ET TAXES	22 572
Total	509 759

### Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	6 125
Total	6 125

## ANNEXE

Exercice du 01/07/2018 au 30/06/2019

### Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
C.C.A - MAINTENANCES	5 560		
C.C.A - LOCATIONS ET CREDITS BAILS	529		
C.C.A - ABONNEMENTS	36		
Total	6 125		

### - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

#### Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

(PCG Art. 831-2 et Art. 832-13)

	Charges financières	Produits financiers
Total	18 386	68 979
Dont entreprises liées		67 893

### - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

#### Dettes garanties par des sûretés réelles

(PCG Art. 531-2/9)

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 083 072
Total	1 083 072

#### Détail des dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunt du : BANQUE CIC  
Montant initial de cette garantie : 300 000  
Montant restant dû en capital : 250 747  
Date de fin d'échéance de la garantie : 31/12/2021  
Nature de la sûreté réelle : NANTISSEMENT DU FONDS DE COMMERCE

Emprunt du : BANQUE SOCIETE GENERALE  
Montant initial de cette garantie : 81 000  
Montant restant dû en capital : 50 189  
Date de fin d'échéance de la garantie : 31/07/2022  
Nature de la sûreté réelle : NANTISSEMENT DU FONDS DE COMMERCE

Emprunt du : CREANCES CEDEES AUPRES DES BANQUES  
Montant initial de cette garantie : 782 136  
Montant restant dû en capital : 782 136  
Nature de la sûreté réelle : A ECHEANCES DES CREANCES CEDEES



## ANNEXE

Exercice du 01/07/2018 au 30/06/2019

### Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

#### Engagements donnés

Autres engagements donnés :		241 595
ENGAGEMENT DE CREDIT BAIL		
Engagement à - d'un an	44 898	
Engagement à + d'un an et moins de 5 ans	84 307	
VALEURS RESIDUELLES	112 390	
Total (1)		241 595

#### Engagements reçus

Fonds national de garantie - Renforcement structure financie des PME. sur emprunt BPI (Ex OSEO)	2 400
Contre garantie BPI à hauteur de 50% sur prêt CIC (300K)	125 373
Constitution auprès du Crédit Coopératif Caution de l'engt de bonne fin de travaux sur marché clt Fin 29/11/2019	194 495
Constitution auprès du Crédit Coopératif caution personnelle et solidaire TSM pour retenue garantie sur marché client (1)	234 593
Total	556 861

(1) la retenue de garantie cessera de produire ses effets 1 an après la réception des travaux. Dans le même ordre, engagement reçu d'une part à hauteur de 61 000 € de la Société Générale (qui s'achèvera à l'expiration d'une année après l'achèvement des travaux) et d'autre part, à hauteur de 35 119 € (fin d'effet de la RG 28/07/2019). Ainsi le total des engagements reçus s'établit à 652 980 €.

### Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

#### Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
HORIZON DE DEPARTS VOLONTAIRES	moins d'un an	
HORIZON DE DEPARTS VOLONTAIRES	1 à 5 ans	808
HORIZON DE DEPARTS VOLONTAIRES	6 à 10 ans	30 027
HORIZON DE DEPARTS VOLONTAIRES	11 à 20 ans	24 452
HORIZON DE DEPARTS VOLONTAIRES	21 à 30 ans	2 478
HORIZON DE DEPARTS VOLONTAIRES	plus de 30 ans	6 565
Engagement total		64 330

#### Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 60 ans
- profil de carrière à décroissance moyenne
- turn over faible
- taux d'inflation - 1%
- taux d'actualisation - 1.7%



## ANNEXE

Exercice du 01/07/2018 au 30/06/2019

### - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

#### Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- INDEMNITE RECUE SUR LITIGE	8 546	771800
- PROD CESSION IMMOBILISATIONS	226 004	775XXX
Total	234 550	
Charges exceptionnelles		
- PENALITES	3 754	6712XX
- VNC CESSIONS IMMOBILISATIONS	219 018	675XXX
Total	222 772	

#### Charges et produits sur exercices antérieurs

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits		
- PROD EXPLOITATION - REPRISES FACTURES	77 830	772XXXXX
Total	77 830	

**Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices**  
(Code du Commerce Art. R 225-102)

	30/06/2015	30/06/2016	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2019
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	204 051	204 051	204 051	1 225 839	1 225 839
Nbre des actions existantes	1 153	1 153	1 153	1 153	1 153
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droit de souscription					
<b>OPERATIONS ET RESULTATS</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	3 615 259	2 966 599	3 502 967	5 776 156	4 882 130
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	496 127	333 701	122 138	324 663	-18 743
Impôts sur les bénéfices	129 456	75 206	-755	45 519	-3 000
Participation des salariés au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	321 368	188 347	33 963	160 840	-148 809
Résultat distribué					500 000
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	318.01	224.19	106.59	242.10	-13.65
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	278.72	163.35	29.46	139.50	-129.06
Dividende distribué à chaque action					433.65
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	11	15	15	19	26
Montant de la masse salariale de l'exercice	550 718	563 372	694 893	1 028 883	1 033 638
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	238 319	201 310	242 797	389 899	412 294

## 8.2.4 Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels au 30 juin 2019



BBM & ASSOCIÉS

*Vous accompagner  
durablement.*

Conseil | Expertise | Audit

**TSM**

Zone artisanale des Viallards  
38560 CHAMP SUR DRAC

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2019**

**GRENOBLE / SEYSSINET** : 4, rue Paul V. Perrin - BP 28 - 38171 Seyssinet Pariset Cedex | **GRENOBLE / MEYLAN** : 65 B, boulevard des Alpes - 38240 Meylan  
**ANNECY** : 215, route de Montava - 74370 Argonay / BP 52 - 74371 Pringy Cedex | **CHAMBERY** : 35, rue de la Chavanne - 73490 La Ravoire  
[www.groupebbm.com](http://www.groupebbm.com) | [contact@groupebbm.com](mailto:contact@groupebbm.com) | Standard : +33 (0)4 76 48 48 49

SAS d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes BBM & ASSOCIÉS au capital de 2 206 333 €, RCS Grenoble 311 903 496  
Inscrite au tableau de l'Ordre Rhône-Apes. Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Grenoble

**TSM**

Zone Artisanale des Viallards  
38560 Champ sur Drac

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 30 juin 2019**

A l'associée unique de la SAS TSM,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société TSM relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**GRENOBLE / SEYSSINET** : 4, rue Paul V. Perrin - BP 28 - 38171 Seyssinet Pariset Cedex | **GRENOBLE / MEYLAN** : 65 B, boulevard des Alpes - 38240 Meylan  
**ANNECY** : 215, route de Montava - 74370 Argonay / BP 52 - 74371 Pringy Cedex | **CHAMBERY** : 35, rue de la Chavanne - 73490 La Ravoire  
[www.groupebbm.com](http://www.groupebbm.com) | [contact@groupebbm.com](mailto:contact@groupebbm.com) | Standard : +33 (0)4 76 48 48 49

SAS d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes BBM & ASSOCIÉS au capital de 2 206 333 €, RCS Grenoble 311 903 496  
Inscrite au tableau de l'Ordre Rhône-Alpes. Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Grenoble

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Traitement des frais de recherche et de développement » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note présentée ci-dessus fournit une information appropriée.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associée unique.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Seyssinet-Pariset, le 23 décembre 2019

**SAS BBM & Associés**

**Laurent COHN**  
**Commissaire aux Comptes**